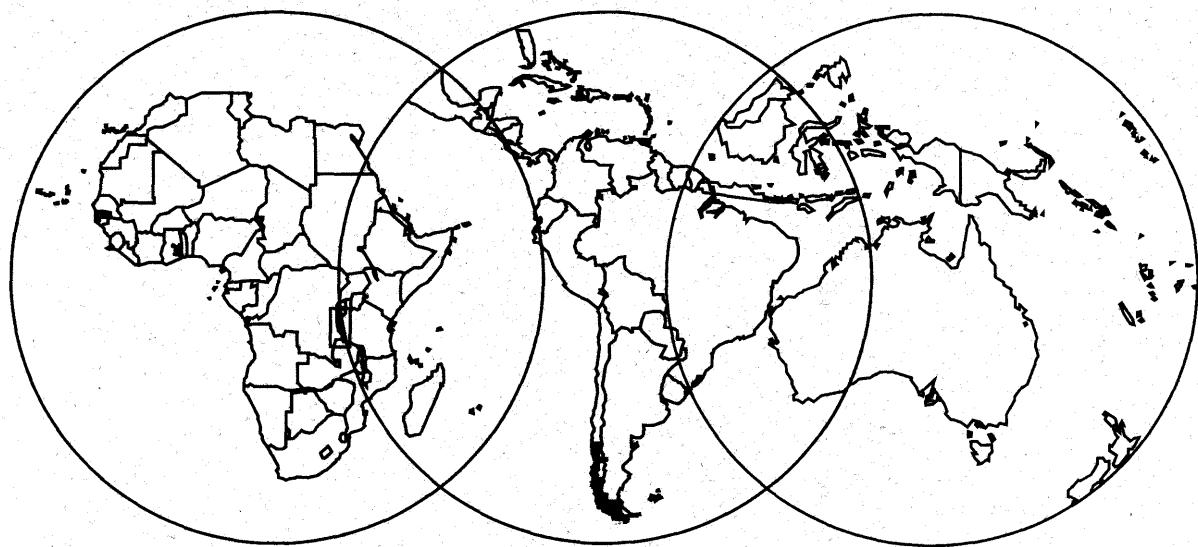


LA COOPERATION UE-ACP EN 1997

EU-ACP COOPERATION IN 1997



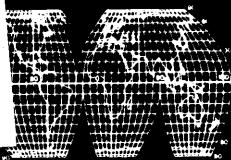
LES ENJEUX DE LA NÉGOCIATION POST-LOMÉ

THE CHALLENGES OF THE POST-LOMÉ NEGOTIATION

Commission Européenne
European Commission

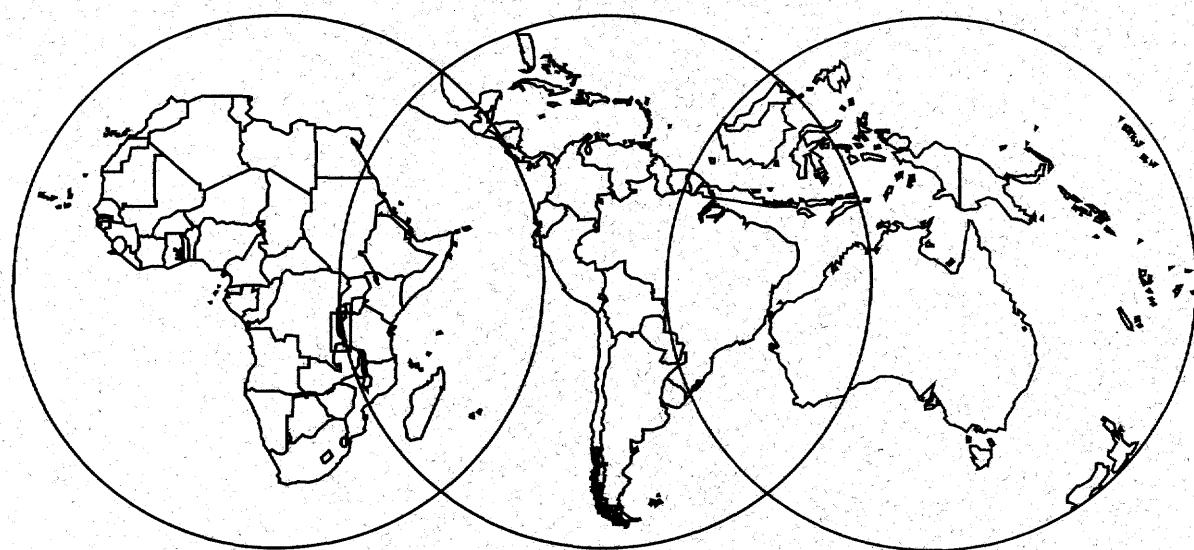
Direction générale
du Développement

Directorate-General
for Development



LA COOPERATION UE-ACP EN 1997

EU-ACP COOPERATION IN 1997



LES ENJEUX DE LA NÉGOCIATION POST-LOMÉ

THE CHALLENGES OF THE POST-LOMÉ NEGOTIATION

Commission Européenne
European Commission

Sommaire Contents

Les enjeux de la négociation post-Lomé

The challenges of the post-Lomé negotiation

8	Quels sont les grands axes des propositions de l'Union?	What are the main planks of the Union's proposals?
8	Une offre globale...	An all-embracing offer...
10	Des principes fondamentaux...	Fundamental principles...
12	Un dialogue politique approfondi...	A more intense political dialogue...
12	Une nouvelle stratégie de coopération...	A new cooperation strategy...
16	Un partenariat ouvert à de nouveaux acteurs...	A partnership open to new players...
16	Des préférences commerciales au partenariat économique...	From trade preferences to economic partnership...
22	Une réforme de la coopération financière...	Overhauling financial cooperation...
26	Une Convention plus simple et plus lisible...	A simpler and more readable Convention...
28	Conclusion	Conclusions

La coopération par pays Cooperation by country

30	Angola	76	Ghana
32	Antigua and Barbuda	78	Grenada
34	Bahamas	80	Guinea Bissau
36	Barbados	82	Guinea Ecuatorial
38	Belize	84	Guinée
40	Bénin	86	Guyana
42	Botswana	88	Haïti
44	Burkina Faso	90	Jamaica
46	Burundi	92	Kenya
48	Cabo Verde	94	Kiribati
50	Cameroon/Cameroun	96	Lesotho
52	Centrafrique	98	Liberia
54	Comores	100	Madagascar
56	Congo	102	Malawi
58	Congo (RD/DR)	104	Mali
60	Côte d'Ivoire	106	Mauritanie
62	Djibouti	108	Mauritius
64	Dominica	110	Moçambique
66	Eritrea	112	Namibia
68	Ethiopia	114	Niger
70	Fiji	116	Nigeria
72	Gabon	118	Papua - New Guinea
74	The Gambia	120	República Dominicana

122	Rwanda	146	Suriname
124	Saint Kitts and Nevis	148	Swaziland
126	Saint-Lucia	150	Tanzania
128	Saint Vincent and the Grenadines	152	Tchad
130	Samoa	154	Togo
132	São Tomé e Príncipe	156	Tonga
134	Sénégal	158	Trinidad and Tobago
136	Seychelles	160	Tuvalu
138	Sierra Leone	162	Uganda
140	Solomon Islands	164	Vanuatu
142	Somalia	166	Zambia
144	Sudan	168	Zimbabwe

La coopération par région

170	Afrique Australe
172	Afrique Centrale
174	Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique
176	Afrique Sahélienne et Occidentale Côtière
178	Caraïbes
180	Océan Indien
182	Pacifique

184	Glossaire
------------	-----------

Cooperation by region

Southern Africa
Central Africa
Eastern Africa and Horn of Africa
Sahelian and Coastal Western Africa
Caribbean
Indian Ocean
Pacific

Glossary



João de Deus Pinheiro

Membre de la Commission

Les enjeux de la négociation post-Lomé

La relation entre l'Union européenne et les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique se situe à l'aube d'une évolution historique. Régie depuis 1975 par la Convention de Lomé, régulièrement adaptée et actualisée, cette relation constitue un volet particulièrement important de la politique de coopération au développement de l'Union et plus généralement de son action extérieure.

Considérant que la proximité de l'échéance de la Convention en février 2000 fournissait une occasion privilégiée de procéder à une réflexion approfondie sur l'avenir de la relation UE-ACP, la Commission a dès 1996 pris l'initiative de lancer un vaste débat public, avant de s'engager dans le processus formel de négociation.

Le «Livre vert»¹ document d'analyse et de discussion ouvrant des pistes pour l'avenir et examinant différentes options, visait à faciliter, en l'organisant autour des questions essentielles, la réflexion la plus collective avec le plus grand nombre d'acteurs. Au terme de ce débat, la Commission a présenté un document d'orientation politique² qui a ensuite permis à l'Union d'élaborer de façon plus précise ses propositions en vue de la négociation «post-Lomé».

Face aux grands bouleversements internationaux, face au dynamisme des transformations socio-économiques et politiques au sein de la zone ACP, face aussi à la gravité des situations de pauvreté et de leurs conséquences au plan de l'instabilité et des conflits potentiels, les propositions de l'Union traduisent une remise en question fondamentale de la nature, des objectifs et de la pratique de la coopération.

Le nouveau contexte mondial dans lequel s'inscrit la relation UE-ACP ne peut en effet être ignoré. Quatre types de facteurs illustrent plus particulièrement ce contexte.

- L'effondrement du bloc de l'Est et les mutations intervenues en Europe centrale

¹ COM(96)570 final du 20 novembre 1996 «Livre Vert sur les relations entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à l'aube du 21ème siècle - Défis et options pour un nouveau partenariat.»

² COM(97)537 final du 29.10.97 «Orientations en vue de la négociation de nouveaux accords de coopération avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.»

The challenges of the post-Lomé negotiation



João de Deus Pinheiro

Member of the Commission

Relations between the European Union and the African, Caribbean and Pacific (ACP) states are at a historic turning point. Ties with the ACP countries, governed since 1975 by the regularly adapted and updated Lomé Convention, are a particularly important aspect of the EU's development cooperation policy and, more widely, of its external action.

The approach of the Convention's February 2000 expiry date provided an ideal opportunity for a thorough review of the future of EU-ACP relations, so in 1996 the Commission took the initiative of launching a wide-ranging public debate before embarking on the formal process of negotiation.

The Green Paper,¹ an analysis and discussion document mapping out the way ahead and examining the options, singled out the key issues in an effort to facilitate discussion among a wide spectrum of players. Against this background the Commission tabled a discussion paper which enabled the Union to detail its proposals for the post-Lomé negotiations.²

In the light of major upheavals on the international stage, socio-economic and political changes under way in the ACP countries and the dire poverty and its consequences in terms of instability and potential conflict, the EU's proposals call into question the very nature, objectives and practice of cooperation.

EU-ACP relations have to be seen against this changed global backdrop with its four different facets.

- The collapse of the Eastern bloc and the changes that have taken place in central and eastern Europe and in the former Soviet Union have reshaped the political context. The geostrategic imperatives have shifted and the great powers have slashed their financial support. Meantime democracy has begun to take root in most

¹ COM(96)570 final of 20 November 1996 "Green Paper on relations between the European Union and the ACP countries on the eve of the 21st century - challenges and options for a new partnership."

² COM(97)537 final of 29 October 1997 "Guidelines for the negotiation of new cooperation agreements with the African, Caribbean and Pacific countries".

et orientale et dans l'ex-Union soviétique ont bouleversé le contexte politique général. Les enjeux géostratégiques ont changé de nature et les soutiens financiers des grandes puissances se sont sensiblement réduits. Des processus de démocratisation ont, parallèlement, pu prendre place dans la plupart des pays du Sud. Ces processus demeurent cependant trop souvent instables, et cette instabilité perturbe la conduite des politiques économiques et le développement social des pays concernés.

- La mondialisation des systèmes commerciaux et financiers, accélérée par la révolution de l'information et de la communication, favorise l'émergence d'un nouvel ordre international dont les pays les plus pauvres risquent d'être exclus, dont un grand nombre de pays en Afrique sub-saharienne. La libéralisation générale du commerce, quelle que soit l'amélioration que l'on peut en attendre sur la croissance mondiale, risque de marginaliser un peu plus certaines régions du monde qui ne sont pas en mesure d'ajuster suffisamment vite leurs économies pour tirer profit des avantages potentiels du processus de libéralisation générale.
- L'accroissement de la population mondiale n'a jamais été aussi important. De 2 milliards de personnes en 1930, la population de la planète est passée à 6 milliards aujourd'hui. Selon les projections actuelles elle pourrait atteindre 8 milliards en l'an 2020. Ceci pose des défis et des risques considérables en termes de pauvreté, d'environnement, de sécurité alimentaire, de stabilité politique, de pression migratoire.
- Une crise de légitimité affecte la notion même d'aide publique au développement. Trop facilement réduite à une réaction aux crises et aux risques immédiats que constitue le manque de développement du Sud pour la sécurité et le bien-être du Nord (pressions migratoires, fondamentalisme, drogue, sida,...), trop vite considérée comme inefficace par rapport à un développement souvent tiré par le commerce, elle n'est plus considérée comme une priorité. La tendance à la baisse de l'effort d'aide des principaux pays donateurs témoigne de cette perte de légitimité. L'aide publique au développement accordée par l'ensemble des pays de l'OCDE a plafonné pendant de nombreuses années aux alentours de 0,33 % du PNB de ces pays. Dès le début des années quatre-vingt-dix, un mouvement de baisse s'est amorcé et en 1997 ce ratio n'était plus que de 0,22%, bien en deçà de l'objectif de 0,7% que ces pays s'étaient fixés il y a une trentaine d'années.

Pourtant, le débat mené sur la base du Livre vert l'a confirmé, ainsi que les sondages d'opinions les plus récents: la coopération au développement reste mobilisatrice. Elle constitue en particulier l'un des champs d'action communautaires qui re-

countries of the South. But this process is still shaky and instability hampers the economic policies and social development of the countries concerned.

- The globalisation of trade and financial systems, hastened on by the information and communication revolution, furthers the emergence of a new international order from which the poorest countries, among them many countries in sub-Saharan Africa, stand to be excluded. The general liberalisation of trade, whatever its impact on world growth, could further marginalise regions which are unable to adjust their economies quickly enough to take advantage of the potential benefits of liberalisation.
- The world's population has never been growing so fast. From 2 billion in 1930, it has swollen to 6 billion today. Forecasts suggest it could climb to 8 billion by 2020. This throws up enormous challenges and risks in terms of poverty, the environment, food security, political stability and migratory pressure.
- A crisis of legitimacy is affecting the very notion of official development assistance: all too often a knee-jerk reaction to a crisis or to the threat (migratory pressure, fundamentalism, drugs, Aids) that faltering development in the South poses for the North's security and well-being and over-hastily judged ineffective compared with trade-driven development, it is no longer considered a priority. The downward trend in the main donors' aid effort testifies to this loss of legitimacy. ODA from the OECD countries has for some years now been flattening out at some 0.33% of GNP. A decline set in at the beginning of the 1990s and in 1997 the figure stood at only 0.22%, well short of the 0.7% goal those countries set themselves 30 years ago.

Yet the debate prompted by the Green Paper, corroborated by the most recent opinion polls, shows that development cooperation can still spur growth: it is one sphere of Community action which wins broad EU public support. But the public's backing is contingent on the aid being effective and producing tangible results that satisfy the imperatives of development.

cueille un large soutien auprès des citoyens européens. Mais ce soutien est conditionné par une exigence décisive: la coopération doit gagner en efficacité, elle doit déboucher sur des résultats visibles, à la hauteur des enjeux du développement.

Dans ce contexte nouveau, une double conclusion s'est imposée à l'issue du débat engagé sur «l'après-Lomé». D'une part, il existe une volonté forte, tant dans les pays ACP que dans les Etats membres de l'Union, de renouveler le partenariat UE-ACP. D'autre part, une réforme fondamentale du partenariat apparaît indispensable.

La décision prise par le Conseil en juin 1998, autorisant la Commission à engager les négociations avec les ACP, constitue l'aboutissement de cette réflexion.

La solidité du consensus européen qui se trouve derrière les propositions de l'Union mérite avant tout d'être soulignée. Une grande diversité d'acteurs ont eu l'occasion de s'exprimer dès le lancement du débat sur l'avenir de la relation entre l'Union et les pays ACP. Un large éventail d'options ont été examinées. A l'issue d'un exercice aussi ouvert, le mandat de négociation a été adopté par le Conseil au bout de cinq mois seulement de discussions approfondies entre la Commission et les Etats membres. Ceci constitue sans aucun doute un record historique, d'autant plus remarquable que l'Union s'est élargie depuis la dernière grande négociation, et qu'elle compte désormais un certain nombre d'Etats membres ayant des motivations fortes en matière de développement, mais en même temps des approches relativement dissemblables dans leurs politiques bilatérales.

Cette rapidité dans l'adoption du mandat européen est bien sûr en partie liée à la maturité de la réflexion permise par le débat préparatoire sur le Livre vert. Mais elle est surtout le signe évident qu'un très large accord existe au sein de l'Union européenne sur le choix politique fondamental proposé par la Commission. Ce choix est ambitieux. Il consiste à trouver un équilibre entre deux exigences: préserver «l'acquis» de la Convention de Lomé, tout en réformant radicalement la nature du partenariat en se fixant de nouveaux objectifs et en se donnant les moyens appropriés pour les atteindre.

Quels sont les grands axes des propositions de l'Union?

UNE OFFRE GLOBALE ...

A double titre, l'offre de l'Union est une offre à caractère **global**.

D'une part, le futur accord de partenariat comportera *trois volets* étroitement

Against this new background a twofold conclusion can be drawn from the post-Lomé debate. One, there is a strong desire on the part of the ACP countries and the EU Member States to renew the EU-ACP partnership and two, a thoroughgoing reform of that partnership is an absolute necessity.

The Council decision in June this year authorising the Commission to start negotiations with the ACP countries is the culmination of this debate.

There is Europe-wide consensus behind the EU's proposals. From the moment the debate was launched a whole host of players have had a chance to have their say on the future of relations between the Union and the ACP countries. A range of options was examined. After this open debate the Council adopted the negotiating mandate after just five months of in-depth discussions between the Commission and Member States. This is an unprecedented achievement, all the more remarkable as the Union has expanded since the last big round of negotiations and now has in its fold a number of Member States with a strong commitment to development but diverging approaches in their bilateral policies.

The rapid adoption of the European mandate is partly due to the maturity of the debate as a result of preparatory discussions on the Green Paper, but it is above all a clear sign that wide agreement exists within the EU on the fundamental choice proposed by the Commission. This choice is an ambitious one and consists of finding a balance between two requirements: maintaining the gains made by the Lomé Convention while radically reforming the nature of the partnership by setting new objectives and equipping the Union with the means to achieve them.

What are the main planks of the Union's proposals?

AN ALL-EMBRACING OFFER ...

The Union's offer is "global" in two ways:

On the one hand, the future partnership agreement will have three closely-linked components which should be implemented in an interactive way: political dialogue, support for development and economic and trade cooperation.

liés qui devront être mis en œuvre de manière *interactive*: le dialogue politique, l'appui au développement et la coopération économique et commerciale.

D'autre part, cette proposition concerne *l'ensemble du groupe ACP*, dont l'Union soutient l'esprit de solidarité et la volonté de cohésion politique. Comme par le passé, la Convention devra pouvoir rester ouverte à d'éventuelles adhésions, selon des mécanismes et critères à définir d'un commun accord.

DES PRINCIPES FONDAMENTAUX ...

Certains **principes fondamentaux** devraient guider les partenaires tout au long de la négociation. La responsabilité première du développement, de la réduction de la pauvreté, du maintien d'un environnement politique garantissant la paix, la sécurité et le respect des droits de l'homme, cette responsabilité relève de chaque pays, de chaque société. Ceci est désormais largement reconnu. En même temps le dialogue et la coopération internationale n'ont jamais été aussi intenses, aussi ouverts. Les engagements internationaux des Etats ne concernent plus seulement le système économique et commercial, ils couvrent désormais aussi un large éventail de principes et d'objectifs en matière de développement social ou d'environnement. Cet élargissement des engagements internationaux ne donne que plus de poids aux valeurs universelles et aux textes fondamentaux qui définissent les droits humains.

C'est dans ce contexte que doit s'inscrire l'appui de l'Union européenne aux efforts entrepris par les ACP: dans le respect du principe d'appropriation des processus de développement par les bénéficiaires; mais en accord avec les valeurs reconnues au niveau international.

Un autre principe fondamental est celui de la **différenciation**. Ceci n'enlève rien à la valeur d'un partenariat global qui lie deux groupes importants de pays. Mais pour répondre plus efficacement aux besoins spécifiques de chacun, il est indispensable de moduler et d'adapter les priorités et les modalités du partenariat en fonction du niveau de développement, de la vulnérabilité de certains pays enclavés ou insulaires, et en fonction des stratégies de développement définies au niveau national ou régional.

La différenciation sur une base nationale et régionale permet également d'approfondir la coopération économique et commerciale. Dans ce contexte, l'intégration régionale revêt une importance majeure. Elle constitue souvent une étape nécessaire pour réussir l'intégration progressive et harmonieuse dans l'économie mon-

On the other hand, the proposal concerns the whole of the ACP group whose spirit and solidarity and desire for political cohesion the Union supports. As in the past, the Convention will remain open for other accessions in accordance with machinery and criteria to be defined jointly.

FUNDAMENTAL PRINCIPLES ...

Certain fundamental principles should guide the partners throughout the negotiations. Each country and each society has the chief responsibility for development, poverty alleviation and ensuring a political climate that guarantees peace, security and respect for human rights. This is now widely recognised. At the same time dialogue and international cooperation have never been so intense, so open. The international commitments of states no longer concern merely the economic and trading system but also embrace a wide range of principles and objectives relating to social development or the environment. These expanded international commitments add extra weight to the universal values and fundamental texts defining human rights.

EU support for the efforts of the ACP countries should be seen in this context: in the respect for the principle of "ownership" of the development process by the beneficiaries in accordance with internationally recognised values.

Another key principle is "differentiation". Differentiation in no way detracts from the value of a global partnership linking two important groups of countries, but meeting the specific needs of each more effectively entails fine-tuning the priorities and procedures and tailoring them to a country's level of development, the vulnerability of certain landlocked or island nations and the national or regional development strategies.

Differentiation on a national and regional basis also makes it possible to step up economic and trade cooperation. Regional integration is of key importance here and is often a prerequisite for a country's gradual and harmonious integration into the global economy and for achieving liberalisation in a way that takes account of each country's economic and social constraints.

diale, et pour réussir une libéralisation qui tienne compte des contraintes économiques et sociales de chaque pays.

UN DIALOGUE POLITIQUE APPROFONDI ...

Si le **dialogue politique** doit devenir plus effectif, être élargi en fonction des sujets d'intérêt commun et associé de manière plus étroite à la coopération au développement, il doit pouvoir être mené de manière plus flexible et au niveau le plus approprié, notamment au niveau régional.

Il existe un large consensus au sein de l'Union européenne sur ces principes fondamentaux. Avec les éléments politiques, en particulier les éléments considérés essentiels, parmi lesquels doit désormais figurer la bonne gestion des affaires publiques, ces principes devraient imprégner l'ensemble du futur accord de partenariat.

UNE NOUVELLE STRATÉGIE DE COOPÉRATION ...

Le futur accord devra définir un cadre cohérent, associant l'appui au développement et le partenariat économique et commercial. Le Conseil a été unanime pour affirmer sa volonté de centrer la coopération sur **l'objectif de réduction de la pauvreté**, inscrivant ainsi le futur partenariat UE-ACP dans la ligne des engagements internationaux des parties, et en particulier des engagements de l'Union européenne au sein de la communauté des donateurs.

L'Union européenne entend promouvoir une approche qui s'attaque à la dynamique de l'exclusion, et non à ses symptômes. La réduction de la pauvreté doit donc être abordée dans toutes ses dimensions. Ceci passe par une croissance économique plus soutenue, une compétitivité accrue, la création d'emplois productifs, un meilleur accès aux services sociaux, en particulier à la santé, à l'éducation et à la formation. En outre beaucoup de chemin reste à faire pour améliorer la participation des femmes à la vie politique, économique et sociale. Il est également indispensable de poursuivre les réformes économiques, réglementaires et institutionnelles nécessaires pour améliorer le climat d'investissement, pour permettre au secteur privé de se développer et pour faciliter l'intégration du segment informel de l'économie, qui recèle souvent un important potentiel de développement.

Sur ces bases, l'Union européenne doit pouvoir définir le champ de ses interventions, tout en respectant le principe de l'appropriation et de la responsabilité pre-

A MORE INTENSE POLITICAL DIALOGUE ...

Whilst political dialogue must become more effective, be extended to encompass topics of common interest and be tied in more closely with development cooperation, it must also be conducted in a more flexible manner and at the most appropriate level, especially at regional level.

There is wide consensus within the European Union on these fundamental principles. Along with the political aspects, in particular those now deemed essential such as good governance, those principles must permeate the future partnership agreement.

A NEW COOPERATION STRATEGY ...

The future agreement should provide a coherent framework embracing both support for development and economic and trade partnership. The Council unanimously expressed its desire to focus cooperation on the objective of alleviating poverty, thus ensuring that the future EU-ACP partnership meshes with the parties' international commitments, in particular the EU's commitments within the community of donors.

The European Union will promote an approach which deals with the dynamics of exclusion, not merely its symptoms. Poverty must therefore be tackled right across the board. This can be achieved through more sustained economic growth, increased competitiveness, the creation of productive jobs and better access to social services, in particular health, education and training. Furthermore, much needs to be done to improve the involvement of women in political, economic and social life and economic, regulatory and institutional reforms are needed to improve the investment climate, enable the private sector to develop and facilitate the integration of the informal sector of the economy with its enormous development potential.

On this basis the European Union will be able to define the scope of action while upholding the principle of ACP ownership and prime responsibility in framing and implementing development strategies.

mière des ACP dans la conception et dans la mise en œuvre des stratégies de développement.

CE CHAMP D'ACTION PRIVILÉGIÉ S'ARTICULE AUTOUR DE TROIS AXES D'APPUI ET RESPECTE TROIS PRINCIPES DIRECTEURS.

Les facteurs de croissance, le développement du secteur privé, la compétitivité et l'emploi constituent un premier axe d'appui. Le deuxième axe concerne les politiques sociales, l'accès aux grands services fondamentaux, la sécurité alimentaire. Enfin l'appui à la coopération et à l'intégration régionale constitue un troisième axe d'appui auquel la Communauté continue d'accorder une priorité particulière.

L'Union a également défini trois principes directeurs qui devraient être pris en compte de manière systématique dans l'ensemble des appuis communautaires. Il s'agit tout d'abord d'encourager les réformes politiques, administratives et institutionnelles, et d'appuyer le développement des capacités au niveau des Etats ou à des niveaux plus décentralisés, par exemple la capacité des opérateurs économiques et des acteurs sociaux à s'organiser de manière représentative. Un deuxième principe directeur consiste à promouvoir, dans tous les domaines du partenariat, une approche sensible aux questions de genre, axée sur la réduction des disparités existant entre les hommes et les femmes, notamment en veillant à effectuer les études d'impact nécessaires et à encourager la mise en œuvre de mesures positives. Enfin, le troisième principe qui guidera l'Union consiste à considérer que la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles doit faire partie intégrante des processus de développement. Se préoccuper de l'environnement n'est pas un luxe, c'est bien souvent une condition élémentaire de lutte contre la pauvreté.

Cette vision globale n'entraîne-t-elle pas un risque de dispersion de l'aide communautaire? Au contraire, ce schéma intégré d'appui au développement prend tout son sens dans la mesure où il sera mis en œuvre d'une part, en fonction des priorités qui résulteront du dialogue mené entre la Commission, les autorités nationales ou locales et les principaux acteurs concernés dans chaque pays ou dans chaque région; d'autre part, dans le respect des principes de complémentarité et de coordination avec les autres intervenants extérieurs, en particulier avec les Etats membres de l'Union européenne.

EU ACTION IS FOUNDED ON THREE PRIORITY AREAS OF SUPPORT AND THREE GUIDING PRINCIPLES.

The first area of support comprises growth factors, development of the private sector, competitiveness and employment. The second concerns social policies, access to basic services and food security. The third concerns support for regional cooperation and integration, to which the EC continues to assign special priority.

The Union has also defined three guiding principles which should be routinely taken into account in all kinds of Community support. First, political, administrative and institutional reforms should be encouraged and support given for capacity building at government level or at more decentralised levels, for example enabling economic operators and social players to form representative bodies. A second guiding principle entails promoting, in all spheres of the partnership, a gender-sensitive approach based on the reduction of disparities between men and women, notably by carrying out the necessary impact studies and encouraging the implementation of positive action. The third principle guiding the Union is that sustainable management of the environment and natural resources is part and parcel of the development process. Showing concern for the environment is not a luxury, it is often a key element in combating poverty.

Does this overall view not bear the risk of spreading Community aid too thinly? On the contrary, this integrated development support plan draws its strength from being implemented in the light of the priorities that emerge from the dialogue between the Commission, the national or local authorities and the principal players in each country or each region, and on the other hand, in the observance of the principles of complementarity and coordination with other external operators, in particular the Member States of the European Union.

UN PARTENARIAT OUVERT À DE NOUVEAUX ACTEURS ...

L'un des aspects les plus novateurs des propositions de l'Union réside dans l'**ouverture du partenariat à de nouveaux acteurs**. L'objectif est de promouvoir les approches participatives dans la mise en œuvre de la coopération, et surtout d'encourager la pratique de la consultation pour l'identification des besoins et la définition des priorités lors de l'élaboration des programmes indicatifs nationaux et régionaux. Il s'agira par exemple, lors de la définition des stratégies d'appui en faveur du développement du secteur privé, de consulter les représentants des entreprises privées du pays concerné ainsi qu'éventuellement les opérateurs européens ou autres potentiellement intéressés. Ou encore, lors de l'élaboration d'un programme d'appui dans le secteur de la santé, il s'agira de consulter les autorités locales, les responsables des centres de santé, les bénéficiaires.

Cette démarche, qui vise notamment à valoriser la dimension locale du développement, contribuera aussi à intégrer les aspects culturels dans le partenariat.

DES PRÉFÉRENCE COMMERCIALES AU PARTENARIAT ÉCONOMIQUE ...

La coopération économique et commerciale est l'un des autres grands piliers du futur accord proposé par l'UE.

Les objectifs sont très clairs: définir un cadre de coopération qui permette à terme aux pays ACP de participer pleinement à un système commercial international libéralisé, et faciliter la transition en tenant compte des contraintes et difficultés particulières de chaque pays face à un tel processus.

Dans le cadre de la Convention de Lomé, la coopération commerciale consiste essentiellement à appliquer un régime commercial préférentiel. L'ambition de développer un véritable partenariat économique va bien au-delà de l'établissement d'un simple régime des échanges et implique deux innovations majeures: développer une coopération étroite dans l'ensemble des domaines liés au commerce; et mettre en place un cadre transparent et prévisible permettant d'attirer les investissements, de mobiliser le secteur privé et de dynamiser les échanges.

A cet égard, les chiffres ne sont que trop significatifs. Les flux d'investissements privés vers les pays en développement ont atteint 256 milliards de dollars en 1997; mais 80% de ces investissements se sont concentrés dans une dizaine de pays, dont aucun ne se trouve dans la zone ACP.

Pour engager une dynamique nouvelle, l'Union et les Etats ACP doivent donner

A PARTNERSHIP OPEN TO NEW PLAYERS ...

One of the most innovative aspects of the Union's proposals is the opening up of the partnership to new players. The aim is to promote a participatory approach in the implementation of cooperation, and above all to further the practice of consultation in identifying needs and defining priorities when national and regional indicative programmes are being drawn up. For example, when support strategies for development of the private sector are being devised, representatives of private firms in the countries concerned and possibly European operators or other interested parties could be consulted. Or the local authorities, those in charge of health centres and the beneficiaries could be consulted when a health sector support programme is being drawn up.

This approach, which is designed to enhance the local dimension of development, will also help incorporate cultural aspects into the partnership.

FROM TRADE PREFERENCES TO ECONOMIC PARTNERSHIP ...

Economic and trade cooperation is another major pillar of the future agreement proposed by the EU.

The objectives are plain: to define a framework of cooperation which in the long run enables the ACP countries to participate fully in a liberalised international trading system and to ease the transition for them by taking account of the particular constraints and difficulties each country faces in this process.

Under the Lomé Convention, trade cooperation essentially involves applying a preferential trade arrangement. The goal of forging a genuine economic partnership, going well beyond a mere trade arrangement, entails two key innovations: developing close cooperation in all trade-related fields and establishing a transparent and predictable framework conducive to attracting investment, mobilising the private sector and boosting trade.

In this respect, the figures are telling: the flow of private investment to developing countries totalled 256 billion dollars in 1997, but 80% went to ten or so countries and none of them was an ACP country.

To strike out in a new direction the European Union and the ACP States must send a strong political signal and demonstrate their desire to stabilise the economic and trade climate. The credibility of economic and trade policies is a major factor in

un signal politique fort et démontrer leur volonté de stabiliser l'environnement économique et commercial. La crédibilité des politiques économiques et commerciales constitue en effet un élément majeur dans les décisions d'investissement. Un ensemble cohérent de mesures d'appui à la modernisation des économies et de coopération en matière de politiques commerciales, ancré dans un cadre de partenariat global avec un partenaire de la taille de l'Union européenne, est à même de répondre à ce besoin de crédibilité et de renouveau.

C'est également en raison de la nécessité d'améliorer la prévisibilité des politiques économiques et commerciales qu'il faut, sans ambiguïté, engager une démarche visant à mettre le régime commercial futur en conformité avec les règles de l'OMC.

L'Union européenne est consciente que ceci ne pourra se faire du jour au lendemain. Le régime actuel devra pouvoir être maintenu pendant une certaine période, nécessaire à la mise au point du partenariat économique et commercial futur. L'Union a considéré qu'une période de transition de cinq ans, après la conclusion de l'accord global, serait appropriée. Cette transition nécessitera l'obtention d'une dérogation à l'OMC. Une telle dérogation devrait être jugée acceptable par les autres partenaires du système commercial multilatéral dans la mesure où elle débouche effectivement sur une adaptation du régime commercial ACP/UE aux règles internationales dans un délai raisonnable.

L'Union propose de négocier au cours de ces cinq années (2000 – 2005) des zones de libre échange avec des sous-ensembles régionaux, en prévoyant des périodes de mise en œuvre suffisamment longues de dix ans ou plus. En parlant de libre échange, l'Union n'envisage donc que l'an 2015 comme la date la plus avancée pour sa réalisation effective.

L'Union a aussi clairement indiqué sa volonté de gérer le processus de libéralisation avec toute la flexibilité requise, tout en restant conforme aux règles de l'OMC.

Quels sont ces éléments de flexibilité? Ils concernent tout d'abord la durée de la période de transition, pour la mise en œuvre des accords à partir de 2005. Ensuite, les dispositions de l'OMC en matière d'accords de libre échange prévoient que l'essentiel des échanges entre les parties doit être libéralisé et qu'aucun secteur ne peut être exclu; mais il est reconnu par tous que la sensibilité de certains produits doit pouvoir être prise en compte. Les considérations économiques et sociales doivent guider le processus et il est clair qu'il faut ménager la possibilité de protéger les industries naissantes. Enfin, le mandat prévoit explicitement de pouvoir introduire un

investment decisions. A coherent set of measures to support the modernisation of economies and cooperation in trade policies, rooted in an overall partnership framework with a partner the size of the EU will be able to meet this need for credibility and renewal.

Owing to the need to make economic and trade policies more predictable, clear steps should be taken to bring the future trade arrangements into line with WTO rules.

The European Union realises that this cannot happen overnight. The current arrangements should be kept in place until the new economic and trade partnership takes shape. The Union thinks that a transition period of five years after the conclusion of the overall agreement would be right. This would mean obtaining a derogation from the WTO. The other partners in the multilateral trading system would find this acceptable if it meant that the ACP-EU trading arrangements were brought into line with international rules within a reasonable time frame.

Over this five-year period (2000 – 2005) the EU proposes negotiating free-trade areas with regional sub-groups, with sufficiently long implementation periods of ten years or more. So the Union is thinking in terms of 2015 as the ultimate date for establishing free trade.

The Union has also clearly indicated its desire to manage the liberalisation process with the utmost flexibility in conformity with WTO rules.

What does this flexibility entail? First of all, it concerns the length of the transition period for implementing the agreements from 2005 on. Second, under WTO rules on free-trade agreements the bulk of trade between the parties must be liberalised and no sector can be excluded; but it is generally acknowledged that the sensitivity of certain products can be taken into account. Economic and social considerations must guide the process and it must be possible to protect emerging industries. Finally, the mandate explicitly allows a degree of asymmetry in dismantling tariffs and, at the end of this process, in product coverage. The degree of liberalisation proposed by the Union will surpass what the ACP countries request.

degré d'asymétrie dans le processus de démantèlement tarifaire et, à la fin de ce processus, en termes de couverture des produits. Le degré de libéralisation proposé par l'Union sera supérieur à ce qui sera demandé aux ACP.

Dans ce schéma, il est évident que la situation des pays les moins avancés sera prise en compte. Ces pays verront leur régime d'accès au marché communautaire s'améliorer à partir de l'an 2000. En marge du mandat, le Conseil et la Commission se sont en effet engagés à entamer un processus conduisant au libre accès sur le marché communautaire pour l'essentiel des produits en provenance des PMA. Ce processus d'amélioration de l'accès au marché, dont le principe avait déjà été décidé par le Conseil en juin 1997³ mais pour lequel aucun calendrier n'avait encore été fixé, devra être terminé en 2005.

Qu'en sera-t-il des éventuels pays non PMA qui ne seraient pas en mesure d'entrer dans des accords de libre échange avec l'Union? Sur ce point aussi, les discussions au sein du Conseil ont abouti à un engagement de la part de l'Union européenne. Le mandat prévoit, dans de tels cas, l'application du Schéma de préférences tarifaires généralisées. Mais considérant qu'il fallait là aussi faire preuve d'une certaine flexibilité, et chercher les moyens de faciliter la transition du régime Lomé vers le SPG, l'Union s'est engagée à évaluer le moment venu la situation des pays qui se trouveraient dans ce cas. L'Union examinera alors les alternatives possibles afin de définir un nouveau cadre commercial qui soit équivalent à la situation actuelle. Ceci pourrait en particulier se faire en tenant compte des intérêts de ces pays lors de la révision du SPG prévue en 2004.

Il est clair cependant que la proposition de l'Union privilégie les accords de partenariat économique et que la démarche visant à mettre progressivement en place des accords de libre échange constitue évidemment l'option de premier choix. Pourquoi?

Tout d'abord parce que les zones de libre échange offrent davantage que l'accès au marché. Il s'agit d'un cadre nouveau pour les échanges et l'investissement qui améliore la crédibilité des politiques économiques et commerciales dans une perspective de long terme, c'est-à-dire ce qui, aujourd'hui, manque le plus aux investisseurs potentiels.

Ensuite les zones de libre échange constituent le moyen le plus simple pour réconcilier l'exigence de compatibilité avec l'OMC et la volonté de maintenir l'accès au marché à un niveau qui soit au moins égal au niveau actuel.

³ Décision du Conseil du 2 juin 1997 sur l'accès au marché pour les pays les moins avancés.

The situation of the least-developed countries will obviously be taken into account here. Their access to the Community market will be improved from the year 2000. Outside the mandate, the Council and the Commission have undertaken to start a process leading to free access to the Community market for the bulk of products originating in the LDCs. The process of improving market access, decided in principle by the Council in June 1997³ without a timetable being set, should be completed in 2005.

What about non-LDCs which are not able to enter into free-trade agreements with the EU? Here, too, the Council's discussions culminated in an undertaking on the part of the European Union. In such cases the mandate provides for the application of the generalised scheme of tariff preferences. But as a certain degree of flexibility was required there, too, and a way had to be found to ease the transition from the Lomé arrangements to the GSP, the Union has pledged to assess in due course the position of countries in this situation. It will then examine the alternatives in order to define a new trade framework equivalent to the current one. This could be done in particular by taking account of those countries' interests when the GSP comes up for review in 2004.

It is clear, however, that the Union's proposal gives precedence to economic partnership agreements and that gradual establishment of free-trade agreements is the preferred option. Why is this?

First, because a free-trade area is more advantageous than market access. It is a new framework for trade and investment which enhances the credibility of economic and trade policies in a long-term perspective, something that potential investors miss most at present.

Second, a free-trade area is the simplest way of reconciling the demand for WTO-compatibility and the need to maintain market access at a level at least equal to what it is now.

³ Council Decision of 2 June 1997 on market access for the least-developed countries.

Enfin l'alternative, le SPG, par nature bénéficie à tous les pays en développement, et l'on ne peut préjuger du résultat de sa révision future.

L'approche adoptée par l'Union est fondamentalement une approche de partenariat, dans laquelle chaque partie a des initiatives à prendre, des responsabilités à assumer. En même temps, c'est une approche progressive et pragmatique. Elle ne prescrit par exemple aucune forme ou regroupement précis d'intégration régionale. Il appartiendra aux partenaires ACP d'examiner ensemble les possibilités d'intégration régionale, ainsi que les groupements qui pourraient ensuite négocier avec l'Union des accords commerciaux compatibles avec les règles de l'OMC.

UNE RÉFORME DE LA COOPÉRATION FINANCIÈRE ...

Une refonte des instruments et une réforme des modes de gestion de la **coopération financière** doit être engagée. L'objectif en la matière est évident: accroître l'efficacité et l'impact de la coopération. En même temps le caractère contractuel de la relation de coopération doit être préservé. La réforme proposée par l'Union ne remet pas en cause les principes qui ont fait la force de la Convention de Lomé. Au contraire elle vise à réconcilier l'exigence d'efficacité et de fiabilité, la reconnaissance des responsabilités respectives des partenaires et la prévisibilité de l'aide.

Au-delà de ses aspects techniques, cette réforme a une dimension politique évidente. Elle vise à revitaliser la notion même de partenariat, en donnant un rôle central au dialogue sur les politiques et en assurant une meilleure capacité d'adaptation de l'aide communautaire face à des situations variées et à des besoins évolutifs.

La réforme proposée s'articule autour de quatre éléments: une rationalisation des instruments, une évolution dans la nature des aides, l'introduction d'un système de programmation glissante, et un mode de gestion plus efficace notamment par une simplification des procédures et une décentralisation des processus de décision.

Le souci de *rationaliser* et de *simplifier* les instruments a conduit l'Union à proposer deux enveloppes distinctes.

Une première enveloppe sera destinée, en fonction des besoins et de la situation de chaque pays, à appuyer les réformes macroéconomiques, les politiques sectorielles, les réformes institutionnelles ainsi que les programmes ou projets spécifiques. Cette enveloppe devrait aussi permettre d'assurer les éventuelles contributions de la Communauté aux initiatives internationales qui seraient prises pour le traitement de la dette.

Finally, the alternative – the GSP – by its very nature benefits all developing countries and the outcome of the upcoming review cannot be foreseen.

The Union's approach is fundamentally one of partnership in which each party takes initiatives and bears responsibilities. At the same time, it is a progressive and pragmatic approach. For instance, it does not recommend any precise shape or form of regional integration. It will be up to the ACP partners to examine all the possibilities of regional integration and see what groupings could then negotiate with the Union on trade agreements compatible with WTO rules.

OVERHAULING FINANCIAL COOPERATION ...

A start has to be made on recasting the instruments and overhauling the management procedures of financial cooperation. The objective is clear: to enhance its effectiveness and impact. At the same time, the contractual nature of the cooperation relationship must be kept intact. The reform proposed by the Union does not call into question the principles underlying the Lomé Convention. On the contrary, it aims to reconcile the demand for effectiveness and reliability, the recognition of the partners' respective responsibilities and the predictability of the aid.

Quite apart from its technical aspects this reform has an obvious political dimension. It aims to revitalise the very notion of partnership by assigning a pivotal role to dialogue on policies and ensuring that Community aid adapts better to a variety of situations and to changing needs.

The proposed reform has four planks: rationalisation of instruments, evolution in the nature of the aid, introduction of a sliding system of programming, more effective management through streamlined procedures and decentralised decision-making.

The desire to rationalise and simplify the instruments has prompted the Union to propose two separate budget envelopes.

The first, depending on each country's needs and situation, will support macro-economic reforms, sectoral policies, institutional reform and specific programmes or projects. It will also enable any Community contributions to international initiatives taken to handle the debt to be covered.

Des ressources additionnelles pourront être allouées aux pays affectés par une chute brutale des recettes d'exportation des produits de base. Il ne s'agit pas ici d'une reconduction des mécanismes de compensation Stabex et Sysmin, mais bien de reconnaître l'existence de besoins spécifiques, liés à une dépendance particulière à l'égard des produits de base. Seules les fluctuations temporaires des recettes d'exportation seront prises en compte, et les ressources ainsi libérées seront utilisées en fonction de considérations de développement à long terme, pour soutenir les processus d'ajustement et les réformes.

Cette première enveloppe permettra par ailleurs, dans certaines circonstances, de couvrir des opérations d'assistance aux réfugiés et aux personnes déplacées, de reconstruction et de préparation aux catastrophes, ainsi que des actions d'aide d'urgence lorsque celles-ci ne pourront pas être financées à partir des ressources budgétaires de la Commission prévues à cet effet.

Une seconde enveloppe sera destinée à alimenter une Facilité d'investissement. L'objectif sera de promouvoir le développement du secteur privé, dans le cadre des stratégies qui auront été définies avec les autorités de chaque pays, en concertation avec les acteurs concernés. Cette Facilité sera gérée par la Banque européenne d'investissement, comme c'est le cas aujourd'hui pour les capitaux à risque.

Le principal avantage de la Facilité résidera dans un nouveau type de gestion, induit par un mode de financement basé sur les remboursements et les revenus d'investissement. La Facilité permettra de rendre plus flexible l'appui au secteur privé. Elle permettra également d'assurer une coordination plus étroite entre les interventions de la Commission, de la BEI et du Centre de développement industriel (CDI), qui agiront dans le cadre d'une stratégie unique, définie pays par pays, et en fonction d'objectifs communs.

La seconde proposition de l'Union en matière de coopération financière concerne *la nature des aides communautaires*. La Commission est d'avis qu'il faut consolider l'appui aux réformes, qui constituent la voie appropriée pour retrouver le chemin de la croissance. L'on ne peut que se féliciter de constater qu'un nombre croissant de pays enregistrent depuis deux ou trois ans des résultats concrets sur ce plan, en termes d'accélération de la croissance et de stabilisation macroéconomique.

En même temps, il apparaît nécessaire de recentrer l'appui de la Communauté sur les politiques sectorielles. Dans ce contexte, la Commission a proposé d'évoluer progressivement vers des appuis directs aux budgets. Cette pratique est déjà relati-

Additional resources could be allocated to countries affected by a sudden drop in export revenues from commodities. This is not a roll-over of the Stabex and Sysmin compensation mechanisms but merely a recognition of the needs stemming from a particular dependence on commodities. Only temporary fluctuations in export revenues will be taken into account and the resources thus freed up will be used to support the process of adjustment and reforms in the light of long-term development considerations.

This first envelope will also in certain circumstances cover assistance for refugees and displaced people, reconstruction and disaster-preparedness operations and emergency aid action that could not be funded from Commission budget resources earmarked for that purpose.

A second budget envelope will go towards setting up an Investment Facility designed to promote the development of the private sector as part of strategies defined with the authorities of each country in conjunction with the players involved. The Facility will be managed by the European Investment Bank as is currently the case for risk capital.

The main advantage of the Facility lies in a new kind of management prompted by a method of financing based on repayments and returns on investments. It will make support for the private sector more flexible as well as ensuring closer coordination between operations by the Commission, the EIB and the Centre for Industrial Development (CDI), who will pursue common objectives under a single strategy for each country.

The Union's second proposal on financial cooperation concerns the nature of Community aid. The Commission thinks that support for reforms should be consolidated as this is the appropriate route to restoring growth. The growing number of countries which for two or three years now have been posting satisfactory results in terms of accelerating growth and macroeconomic stabilisation is to be welcomed.

At the same time it is necessary to refocus Community support on sectoral policies. So the Commission has proposed shifting gradually to direct budget support. This practice is already into its stride for macroeconomic support but it is more of a novelty for sectoral support. Such a development is highly desirable for several reasons. First, it is an important step towards more effectiveness and routine coordination between donors under the recipient countries' own procedures rather than superimposing those of each donor. Finally, such a change would give genuine meaning to the concepts of ownership and partnership.

vement bien rôdée dans le cadre des appuis macroéconomiques. Elle est plus novatrice en matière d'appuis sectoriels. Une telle évolution est hautement souhaitable pour plusieurs raisons. Tout d'abord il s'agit d'un pas important vers davantage d'efficacité et vers une coordination naturelle entre donateurs, dans le cadre des procédures du pays bénéficiaire lui-même plutôt que d'une superposition des procédures de chaque donateur. Ensuite, un tel changement donnerait un sens véritable aux concepts d'*ownership* et de partenariat.

Toutefois, il est évident qu'il ne peut s'agir ici que d'une évolution progressive, à envisager au cas par cas, dans la mesure où un certain nombre de conditions devront être remplies avant que la Communauté ne s'engage sur cette voie. Ces conditions concernent en particulier la transparence, l'efficacité et l'obligation de rendre compte dans la gestion des finances publiques. Elles concernent également les règles et le fonctionnement des marchés publics.

Le troisième type de mesures proposées par l'Union consiste à introduire un système de programmation glissante, associé à un nouveau mécanisme d'allocation des ressources par pays fondé sur une appréciation des besoins et des performances de chacun.

Les besoins seront évalués en fonction d'un éventail d'indicateurs de développement social et économique.

L'appréciation des performances devra se faire dans la plus grande transparence, sur la base de paramètres qui devront au préalable être définis par les deux parties, dans le cadre de la négociation.

Enfin, la Communauté souhaite *simplifier au maximum* les procédures et les modes de faire, ainsi que, dans la mesure du possible, rapprocher les décisions du terrain.

UNE CONVENTION PLUS SIMPLE ET PLUS LISIBLE ...

Dans le même esprit, la décision du Conseil autorisant la Commission à engager les négociations prévoit explicitement que *la future Convention devra être plus simple* que la Convention de Lomé actuelle, plus lisible et plus accessible pour l'ensemble des acteurs concernés et des gestionnaires eux-mêmes. Le nombre d'articles de la Convention devra être sensiblement réduit. Il conviendra de limiter le texte de la Convention aux grands principes, aux objectifs et aux dispositions générales qui auront été définis par les parties, en renvoyant les modalités d'application et de procédures à des textes dérivés. Ceci non seulement améliorera la lisibilité de la Conven-

However, this has to be a gradual, case-by-case development as a number of conditions have to be met before the Community can embark on this road. These conditions include transparency, effectiveness, accountability in the management of public finances and the rules and functioning of public procurement.

The third type of measure proposed by the Union is the introduction of a system of sliding programming, coupled with a new mechanism for allocating resources by country based on an assessment of needs and performance.

Needs will be assessed according to a range of social and economic development indicators.

Assessment of performance should be as transparent as possible on the basis of parameters defined by the two parties jointly during the negotiations.

Finally, the Community wishes to streamline methods and procedures as far as possible and bring decisions closer to those they affect.

A SIMPLER AND MORE READABLE CONVENTION ...

In the same vein, the Council Decision authorising the Commission to start negotiations explicitly states that the future Convention should be simpler than the current one and more readable and accessible to all the players concerned, including the administrators. The number of articles should be reduced significantly and the text confined to key principles, objectives and general provisions defined by the parties, with the implementing procedures being placed in secondary texts. This will not only make the Convention more readable but make the partnership more flexible as the secondary texts could be easily amended in the light of needs on the basis of decisions to be taken in the appropriate bodies, notably the ACP-EU Council.

tion mais donnera aussi plus de souplesse au partenariat, dans la mesure où ces textes dérivés pourront plus facilement être modifiés en fonction des besoins, sur la base de décisions à prendre dans les instances appropriées notamment au Conseil ACP/UE.

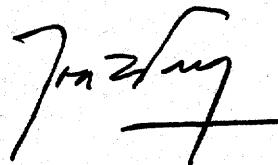
CONCLUSION

La logique qui a conduit l'Union européenne à cette proposition novatrice consiste à approfondir, de manière durable, les liens existants.

La Convention de Lomé a constitué un cadre exemplaire de coopération Nord-Sud. Elle a souvent été un laboratoire d'idées nouvelles et elle a, sans nul doute, contribué à améliorer les conditions de vie, les niveaux d'éducation, de santé, la qualité des infrastructures dans de nombreux pays. Elle a aussi facilité la mise en œuvre de réformes qui aujourd'hui commencent à porter leurs fruits.

Toutefois il est clair qu'elle ne correspond plus aux attentes et aux ambitions actuelles. La majorité des pays de la zone ACP sont des pays dont le revenu par tête ne dépasse pas 500 dollars, qui ont à faire face à d'importantes contraintes économiques et sociales, qui ont perdu des parts de marché y compris sur le marché européen, qui n'ont attiré qu'une proportion très faible des flux d'investissements privés étrangers et qui ne sont pas en position de tirer parti des opportunités qu'offrent notamment les nouvelles technologies de l'information. Interrrompre ce processus de marginalisation et inverser la tendance, réduire de façon substantielle la pauvreté et promouvoir un mode de développement durable dans ses dimensions économiques, sociales et environnementales, constituent les principaux défis auxquels doit s'atteler le futur partenariat.

L'Union européenne fournit, Etats membres et Communauté compris, près de 70% de l'ensemble des ressources d'aide publique aux ACP. Elle demeure, globalement, leur principal marché d'exportation. L'Europe et les pays ACP ont aussi, ensemble, d'importants intérêts communs à faire valoir, en termes de gestion des risques et des interdépendances. Ceci confère à la négociation une importance évidente. L'Union européenne pour sa part est prête à s'y engager de façon responsable.



João de Deus PINHEIRO

CONCLUSION

The thinking behind the European Union's innovative proposal was aimed at deepening the existing links in a durable fashion.

The Lomé Convention has been a shining example of North-South cooperation and often a test bed for new ideas. Without any doubt it has helped improve living conditions, education standards, health and the quality of infrastructure in many countries, besides helping to implement reforms which are now coming to fruition.

However, it is clear that it no longer lives up to current needs and ambitions. Most ACP countries have an income per capita of under 500 dollars and are having to grapple with major economic and social constraints. They have lost market shares, on the European market, too, and have attracted only a tiny proportion of foreign private investment. Moreover they are unable to avail themselves of opportunities presented by new information technologies. Halting and even reversing this process of marginalisation, significantly reducing poverty and promoting sustainable development in the economic, social and environmental fields is one of the main challenges that the future partnership must address.

The European Union, the Member States and Community together, provide nearly 70% of all official aid funds to the ACP countries and remains their main export market. Europe and the ACP countries have also significant common interests to highlight, in terms of managing risks and interdependence. This imparts obvious significance to the negotiations. The European Union for its part is ready to embark responsibly on those negotiations.



João de Deus PINHEIRO



Angola

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

1 246 700



11 072 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
268 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
602 541 950 ECU (1997)

Pétrole brut 43%
Diamants 47%

Exportations européennes vers...
1 057 956 330 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
12,5% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,9% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
99,1% (1996)
secondaire
9,1% (1996)

Taux d'urbanisation
32% (1996)

L'Angola, vaste pays côtier d'Afrique australe, est partagé entre la savane et le désert, à l'exception d'une étroite bande côtière et de vallées abritant des forêts touffues au nord et nord-est.

Indépendant en 1975, l'Angola est depuis lors confronté à une guerre civile qui, après la signature d'un premier accord de paix en mai 1991, a repris depuis janvier 1993, suite aux élections parlementaires et présidentielles tenues en septembre 1992. Les négociations de paix ont repris à la fin de 1993. Le 20 novembre 1994, un Protocole de Paix fut signé à Lusaka et un cessez-le-feu instauré deux jours plus tard. La mise en œuvre de l'accord a progressé considérablement, mais n'est pas encore terminée.

Le pays dispose d'importantes ressources halieutiques et minérales, dont le pétrole qui représentait près de 94% des exportations en 1996, le diamant, le fer et le manganèse. A l'exception de l'industrie pétrolière, toutes les activités économiques et sociales ont été gravement affectées par la guerre civile; les transports et le commerce ont également été très touchés.

La plus grande partie de l'aide européenne allouée au pays au titre du budget de l'UE, avant son adhésion à la troisième Convention de Lomé en 1985 – soit 80 millions d'Ecus au total –, a servi à financer des aides alimentaires, des actions de réhabilitation et à appuyer l'industrie de la pêche. Dans le cadre de Lomé, l'essentiel des fonds prévus pour la coopération UE-Angola s'est aussi concentrée sur l'aide humanitaire, les aides alimentaires, et la réhabilitation. Le Programme Indicatif National de Lomé III (102 millions d'Ecus) visait à soutenir les efforts vers l'autosuffisance alimentaire, en relançant la production et en réhabilitant les infrastructures de base. Sur cette période, l'Angola a également reçu 87 millions d'Ecus provenant du budget européen, qui ont financé des opérations d'aide alimentaire, d'aide d'urgence et des programmes spécifiques en faveur des réfugiés et des personnes déplacées.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif s'élève à 115 millions d'Ecus, dont près de la moitié est consacrée aux secteurs prioritaires suivants: environnement et ressources naturelles, agriculture, pêche, et soutien aux communications locales. L'autre moitié est destinée à des secteurs prioritaires d'intervention comme la santé, les transports et communications, et le développement des PME. L'Angola a également bénéficié d'autres financements importants sur les ressources budgétaires européennes au titre de l'aide alimentaire, d'actions de réhabilitation, de déminage et en appui à la dé-mobilisation (environ 100 MECU depuis 1995). Un nouvel accord pêche a été signé pour une période de trois ans. Il devrait rapporter plus de 37 millions d'Ecus à l'Etat.

Les fonds versés par la Banque Européenne d'Investissement sous Lomé III s'élevaient à 2,4 millions d'Ecus. Elle a engagé plus de 3,1 millions d'Ecus sous Lomé IV.

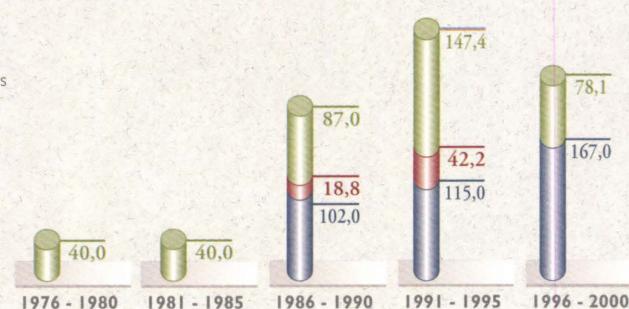
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement +
développement rural/pêche
environment +
rural development/fishing

transport + développement
de l'entreprise/PME
+ éducation + autres
transport + enterprise
development/SME's
+ education + others



Angola

A

Economic indicators

GNP per capita	
268 ECU (1996)	
European imports from...	
602 541 950 ECU	
(1997)	
Crude oil	43%
Diamonds	47%
European Exports to...	
1 057 956 330 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
12.5% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
2.9% (1995-96)	
Primary schooling rate	
99.1% (1996)	
Secondary schooling rate	
9.1% (1996)	
Urbanisation rate	
32% (1996)	

A spacious coastal country in Southern Africa, Angola consists of savannah and desert, except for a narrow coastal strip and densely forested valleys in the north and north-east.

Independent in 1975, Angola has since experienced a civil war which, after the signing of a first peace agreement in May 1991, resumed in January 1993 following the parliamentary and presidential elections held in September 1992. Peace negotiations resumed at the end of 1993. On 20 November 1994, a Peace Protocol was signed in Lusaka and an official cease-fire came into force two days later. Implementation of the protocol has greatly speeded up, but has not yet been completed.

The country possesses substantial marine and mineral resources, including oil (accounting in 1994 for about 94% of exports), diamonds, iron and manganese. With the exception of the oil industry, the civil war deprived the country of all economic and social activity; transport and trade activities were also severely decreased.

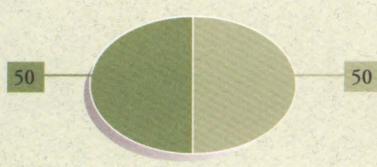
Before joining the Third Lomé Convention in 1985, the bulk of the pre-Lomé assistance from which Angola benefited under the European budget (ECU 80 million) went to food aid, rehabilitation and the fishing industry. The Lomé III National Indicative Programme (ECU 102 million) planned to ensure food self-sufficiency by supporting the revival of production and the rehabilitation of essential infrastructure. In addition, ECU 87 million from the European budget and from article 204 of the Third Lomé Convention was provided for food aid, emergency aid, and specific programmes for refugees and displaced persons.

Under Lomé IV, half of the funds of the ECU 115 million National Indicative Programme went to the following focal sectors: environment and natural resources, agriculture, fisheries and support to local communities. Most of the other half went to rehabilitation operations in several sectors. Angola also benefited from other significant financing from the European budget for food aid and rehabilitation operations, demining and support for demobilisation (some ECU 100 million since 1995). A new three-year fisheries agreement has been signed which should bring the State ECU 37 million in financial compensation.

European Investment Bank funds under Lomé III totalled ECU 2.4 million. A further ECU 3.1 million has been committed by the Bank under Lomé IV.

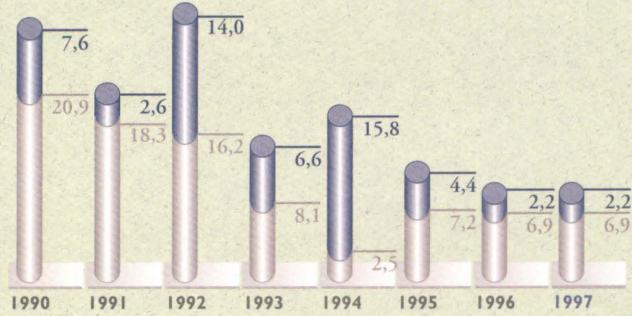
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED 4-5-6-7-8
EDF paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Antigua and Barbuda

CARAIBES

CARIBBEAN



440

68 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	5 773 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	36 714 800 ECU (1997)
Paquebots,Yachts	85%
Exportations européennes vers...	179 244 380 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd
secondaire	na/nd
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Situées dans la zone des îles Sous-le-Vent, les deux îles jumelles d'Antigua et Barbuda, devenues indépendantes en 1981, sont soumises à certains risques naturels, comme les tremblements de terre et les ouragans qui balaien régulièrement le Bassin des Caraïbes.

Le tourisme domine aujourd'hui l'économie du pays, autrefois centrée sur le sucre. L'industrie touristique et les services connexes représentent 60% environ du PNB, emploient près de la moitié de la population active et fournissent 50% des ressources en devises du pays. Dans les années 1980, le développement impressionnant du tourisme de luxe et de certaines industries manufacturières a suscité une augmentation de la croissance économique (9% par an), mais a fortement endetté le pays. Les dégâts causés par les ouragans Luis et Marilyn en 1996 ont été rigoureusement maîtrisés, ce qui explique une économie dont la croissance avoisine lentement 4,8% du PIB réel. Bien que les performances du secteur touristique n'aient pas été fantastiques ces dernières années, ce segment maintient tout de même une croissance de 5,5%.

Antigua et Barbuda a bénéficié de financements du FED depuis la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé IV bis, le pays a reçu plus de 17 millions d'Ecus au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs. Ces fonds ont essentiellement permis de financer des projets dans les domaines des infrastructures économiques et sociales (réhabilitation de routes, adduction d'eau) et de l'élevage. Un certain nombre de petites actions de promotion du tourisme et du commerce (foires) ont également été soutenues.

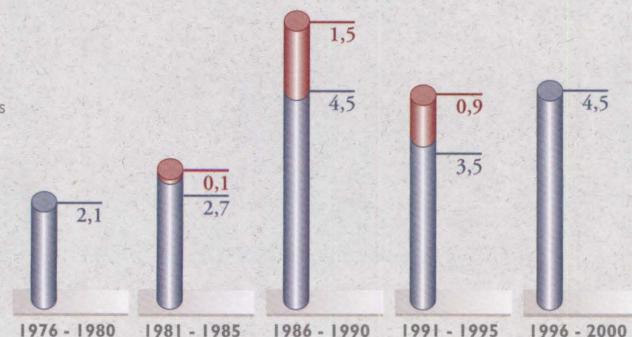
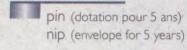
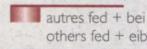
Sous Lomé IV (7ème FED), la dotation du PIN (3,5 millions d'Ecus) est principalement consacrée au secteur de l'éducation et de la formation, notamment au regard des besoins de l'industrie hôtelière: reconstruction d'un centre de formation endommagé par l'ouragan Hugo, construction d'une école secondaire et allocation de bourses d'études. Les fonds restants sont venus s'ajouter aux 4,5 millions d'Ecus alloués au titre du 8ème FED avec toujours l'éducation et la formation comme secteurs prioritaires. 10% sont toutefois consacrés au contrôle de la drogue dans le cadre du Plan d'Action de la Barbade.

Par ailleurs, en 1982, 1989 et 1995, Antigua et Barbuda a bénéficié d'une aide d'urgence suite à la période de sécheresse engendrée par les ouragans Hugo, Iris et Marilyn ainsi que par le cyclone Luis.

Enfin, un montant de 1 million d'Ecus a été prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. A ce stade 3,4 millions d'Ecus sont déjà engagés pour la collecte et le traitement des déchets solides sur ces îles.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million



développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Antigua and Barbuda

A

Economic indicators

GNP per capita	
	5 773 ECU (1996)
European imports from...	
	36 714 800 ECU (1997)
Ships, Yachts	85%
European Exports to...	
	179 244 380 ECU (1997)

Debt service / exports	
	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	
	0% (1995-96)
Primary schooling rate	
	na/nd
Secondary schooling rate	
	na/nd
Urbanisation rate	
	na/nd (1996)

A twin-island state in the Leeward Islands, which became fully independent in 1981, Antigua and Barbuda is prone to certain natural risks such as hurricanes, which regularly affect the Caribbean Basin.

Today, tourism dominates the economy of this once agricultural country drawn towards sugar. The tourism industry, together with related services, accounts for about 60% of the country's GNP, 50% of employment and nearly 50% of foreign exchange earnings. In the 1980s, impressive developments in luxury tourism and some manufacturing provoked an increase in the country's economic growth (9% a year) but also led to high indebtedness. Following the sharp recovery in 1996 from the devastation caused by hurricanes Luis and Marilyn in 1995, economic growth slowed to approximately 4.8% of real GDP. Although the performance in the tourism sector in recent years has not been overly impressive, the stayover segment experienced growth of 5.5%.

Antigua and Barbuda have benefited from EDF financing since the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé IV, the country has received more than ECU 17 million under successive National Indicative Programmes (including the 8th EDF). Funds have been directed towards projects in economic and social infrastructure (road rehabilitation, water distribution) and in livestock farming. A number of tourism and trade promotion activities (fairs) also received support.

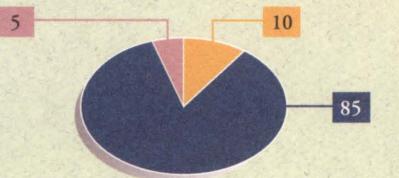
Under Lomé IV (7th EDF), the NIP funds (ECU 3.5 million) mainly concentrate on education and training, with regard, in particular, to the needs of the hotel industry. Schemes include reconstruction of a training centre damaged during hurricane Hugo, the building of a secondary school and the provision of scholarships. The residual funds have now been pooled with those available under the second phase of Lomé IV (8th EDF - ECU 4.5 million). Education and training are still the main focal sector. The remaining funds (10% of the total) are earmarked for drugs control under the Barbados Plan of Action.

In 1982, 1989 and 1995, Antigua and Barbuda was provided with emergency aid in response to a period of drought, and to hurricanes Hugo, Iris, Marilyn and Luis.

ECU 1 million has been allocated by the European Investment Bank in the form of risk capital. ECU 3.4 million has also already been committed for the collection and treatment of solid wastes on the islands.

FED EDF

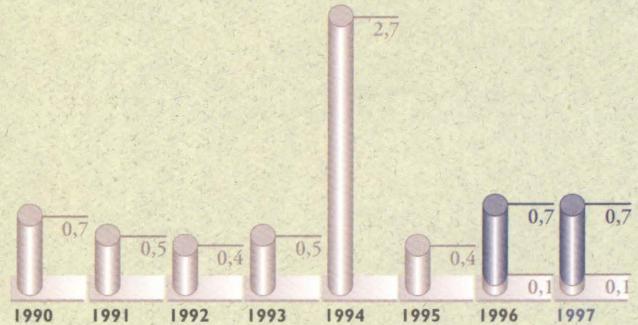
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Bahamas

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

13 880



277 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant na/nd (1996)
Importations européennes en provenance de... 320 952 350 ECU (1997)
Paquebots, Yachts 39%
Exportations européennes vers... 592 523 720 ECU (1997)
Service de la dette / exportations na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population 1,4% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire 99% (1996)
secondaire 98,9% (1996)
Taux d'urbanisation na/nd (1996)

Situées au nord des Caraïbes, les Bahamas sont fragmentées en plus de 1000 îles de nature corallienne, dont une vingtaine seulement sont habitées. Le pays a accédé à l'indépendance en juillet 1973.

Les efforts déployés par les Bahamas en vue d'instaurer un climat de confiance ont permis d'attirer les investisseurs étrangers et de développer les activités du tourisme. Le succès de cette politique est à l'origine du développement économique du pays, qui se classe en tête des Etats ACP en ce qui concerne le PNB par habitant. Toutefois, cette donnée globale cache une grande inégalité dans la répartition des revenus, particulièrement entre les deux îles principales, la Nouvelle-Providence et la Grande Bahamas – où vivent 75% de la population totale –, et les autres îles, appelées les *Family Islands*. Ce déséquilibre a conduit un grand nombre de jeunes à quitter les îles secondaires pour les deux principales et la capitale Nassau, afin de chercher du travail, principalement dans le secteur touristique.

La politique gouvernementale tend davantage que par le passé à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, en vue de promouvoir le développement des activités productives ainsi que d'améliorer la diversification économique.

Compte tenu des circonstances, la coopération UE-Bahamas est relativement modeste. Dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, l'assistance européenne s'est élevée à près de 35 millions d'Ecus, dont près de 8 millions au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN). Les secteurs d'intervention ont principalement été l'énergie, les infrastructures et l'agriculture. En outre, la Banque Européenne d'Investissement a contribué, sur ses ressources propres, au financement de projets dans les secteurs productifs, pour un montant de près de 17 millions d'Ecus et pour 3 millions d'Ecus de bonifications d'intérêts.

Sous Lomé IV et le premier protocole financier (7ème FED), les fonds du Programme Indicatif National (4,4 millions d'Ecus) ont essentiellement été consacrés au financement d'un projet dans le secteur des infrastructures: la réhabilitation de la principale route du pays, la Queen's Highway. Un autre projet concerne la réhabilitation de deux aérodromes, respectivement sur Moores Islands et sur Rum Cay. En outre, la BEI a consacré 14 millions d'Ecus de ses ressources pour le financement de l'adduction d'eau à la Nouvelle-Providence et sur les *Family Islands*; ainsi que 20 millions pour le secteur de l'énergie.

Au vu des expériences passées, le PIN du 8ème FED (second protocole financier de Lomé IV) est consacré à des projets d'infrastructures sur les *Family Islands*. Il fut signé le 24 février 1997 à Nassau, pour un montant de 4,5 millions d'Ecus. La BEI envisage une contribution de 10 millions d'Ecus dans des secteurs divers.

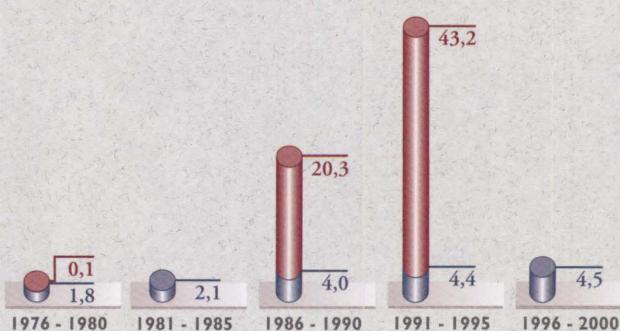
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications



B

Bahamas

Economic indicators

GNP per capita na/nd (1996)
European imports from... 320 952 350 ECU (1997)
Ships,Yachts 39%
European Exports to... 592 523 720 ECU (1997)
Debt service / exports na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate 1.4% (1995-96)
Primary schooling rate 99% (1996)
Secondary schooling rate 98.9% (1996)
Urbanisation rate na/nd (1996)

Located north of the Caribbean Islands, the Commonwealth of the Bahamas is a group of about 1000 coral islands, of which some 20 are inhabited. The country became independent in July 1973.

Efforts by the Bahamas to establish a climate of confidence have helped the country to attract foreign investors and develop tourism activity. The success of this policy has been at the heart of the economic development of the country, which is one the leading ACP States in terms of GNP per capita. However, this general statement masks considerable inequalities in income distribution, in particular between the two main islands on the one hand (New Providence and Grand Bahama, where 75% of the total population live) – and all the other 'Family' Islands. This imbalance has led to a large number of young people leaving the small islands to seek employment in the two biggest ones, especially the capital Nassau, and particularly in the tourist sector.

Government policy aims increasingly to improve the country's economic and social infrastructure and to promote the development of productive activities, as well as to achieve greater economic diversification.

In these circumstances, EU-Bahamas cooperation is relatively modest. Under the first three Lomé Conventions, European assistance amounted to ECU 35 million, almost ECU 8 million of which came from the National Indicative Programmes (NIPs). The main sectors of intervention were energy, social development, agriculture and infrastructure. The European Investment Bank has also contributed more than ECU 17 million from its own resources to the financing of projects in the productive sectors including ECU 3 million were interest rate subsidies.

Under the first financial protocol of Lomé IV (7th EDF), the NIP funds (ECU 4.4 million) were mainly devoted to financing of an infrastructure project: the renovation of the Queen's Highway which is the main road on Long Island. Another 7th EDF project is for the rehabilitation of two air-fields on Moores Island and Rum Cay respectively. ECU 14 million from the EIB's own resources enabled improvements to be made to water supplies in New Providence and on the Family Islands, while a further ECU 20 million went to the energy sector.

With past experience in mind, the NIP for the 8th EDF (Lomé IV, second financial protocol) concentrates on infrastructure projects in the Family Islands. The NIP (ECU 4.5 million) was signed on 24 February 1997 in Nassau. The EIB envisages commitments of ECU 10 million in different sectors.

FED
EDF

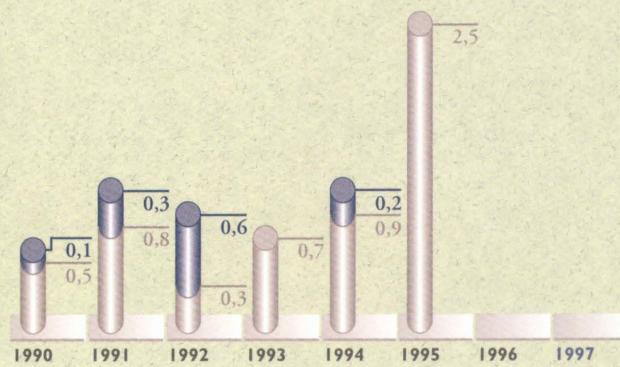
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

100

FED 4-5-6-7-8
EDF

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Barbados

CARAIBES

CARIBBEAN



430

261 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd (1996)
Importations européennes en provenance de...	50 341 590 ECU (1997)
Sucres de canne	66%
Exportations européennes vers...	101 465 790 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0,38% (1996)
Taux de scolarisation primaire	94,5% (1996)
secondaire	75,9% (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Iles des Caraïbes, indépendante depuis 1966, la Barbade est un pays démocratique et politiquement stable qui a réussi à tirer parti des ressources dont il dispose. L'éducation et la santé y sont de niveau élevé. Les principales activités économiques sont le tourisme, le sucre, les services financiers extra-territoriaux et les produits manufacturés. Le déclin de l'industrie sucrière et la prédominance du secteur touristique mettent en évidence le problème de la diversification économique. Le pays a connu une bonne croissance économique jusqu'à la fin des années 1980. Après une récession au début des années 90, la croissance s'est maintenue autour des 3% depuis 1993 et le chômage a diminué pour atteindre 16% aujourd'hui.

Compte tenu de la faible population de l'île et d'un PNB par habitant relativement élevé, le montant total des fonds alloués au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I à IV, qui s'élève à environ 16,5 millions d'Ecus, peut être considéré comme important.

Le PIN de Lomé IV a fourni 5,5 millions d'Ecus et vise à supporter trois secteurs prioritaires : le développement des ressources humaines (55% des fonds), les infrastructures économiques et la promotion de la petite entreprise. Concernant le premier secteur, la division hospitalière du Barbados Community College a été améliorée et étendue et les équipements ont été fournis, permettant de nouvelles facilités, dont un centre de formation intégrée. En ce qui concerne le second secteur, des fonds ont été alloués pour encourager l'expansion des secteurs de production, spécialement les exportations.

Sous Lomé IV bis, l'enveloppe financière du PIN 8ème FED est de 7 millions d'Ecus. Les secteurs visés pour la coopération future sont le développement des ressources humaines (60%) et le support au secteur industriel et aux services d'exportation (13%, plus le solde du 7ème FED). Outre ces deux secteurs, des fonds substantiels seront alloués d'une part à la construction d'un laboratoire médico-légal, et ce afin de favoriser la lutte contre la drogue et le renforcement de la réglementation, et d'autre part à la coopération décentralisée.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) contribue au financement d'un projet d'adduction d'eau dans le sud du pays, pour un montant de 130 millions d'Ecus de prêts sur ses ressources propres, ainsi qu'à l'expansion du secteur de l'énergie pour un montant de 20 millions d'Ecus. Le montant total des fonds de la BEI alloués au titre de prêts et de capital à risque depuis Lomé I s'élève à 55,4 millions.

La Barbade bénéficie également du Protocole sucre avec un quota de 50.312 tonnes de sucre blanc, ce qui représente une valeur d'environ 29 millions d'Ecus pour l'année 1995-96.

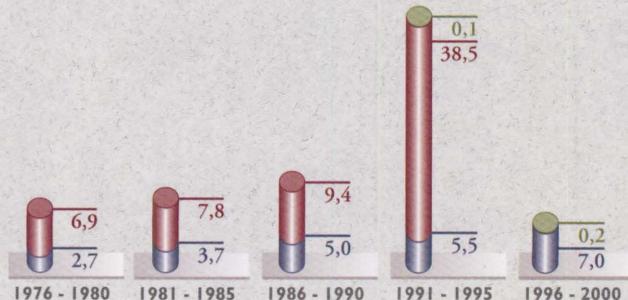
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors



Barbados

B

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	50 341 590 ECU (1997)
Cane-sugar	66%
European Exports to...	101 465 790 ECU (1996)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	0.4% (1996)
Primary schooling rate	94.5% (1996)
Secondary schooling rate	75.9% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Independent since 1966, the Caribbean island of Barbados is a democratic and politically stable country which has been able to capitalise on its resources. The country has high levels of education and health services. The main economic activities are tourism, sugar, offshore financial services and manufacturing. A declining sugar industry and a predominant tourist sector underscore the issue of economic diversification. The economy performed well until the late 1980s. After a recession in the early 1990s, growth has averaged 3% since 1993 and unemployment has declined steadily to about 16%.

Given the country's modest population and relatively high GNP *per capita*, the total provided in the National Indicative Programmes (NIPs) from Lomé I to IV - around ECU 16.5 million - is considered to be significant.

The first Lomé IV NIP (7th EDF) provided ECU 5.5 million and aimed at supporting three priority sectors: human resource development (55% of the funds), economic infrastructure and small business promotion. In the first of these, the hospitality division of Barbados Community College has been upgraded and expanded with equipment provided for new facilities, which include an integrated training hotel. The second priority sector is economic infrastructure. Funds are allocated to encourage the expansion of the productive sectors, especially for exports.

Under the second financial protocol of Lomé IV, the amount allocated for the NIP (8th EDF) is ECU 7 million. The focal sectors for future cooperation are human resource development (60%), and support for the industrial sector and export services (13% plus the balance from the 7th EDF). Outside these focal sectors, substantial funding will also be allocated for the construction of a forensic laboratory, designed to boost the fight against drugs and reinforce the rule of law, and for decentralised co-operation.

The European Investment Bank (EIB) is contributing up to ECU 130 million in loans, from its own resources for the financing of a water supply project in the south of the country and for the expansion of the power sector. Since Lomé I, the amount of EIB funding made available overall (own resources and risk capital) is ECU 55.4 million.

Barbados also benefits from the sugar protocol with a quota of 50,312 tonnes of white sugar equivalent. The value of this protocol to Barbados, for the marketing year 1995-96, was estimated at ECU 29 million.

FED EDF

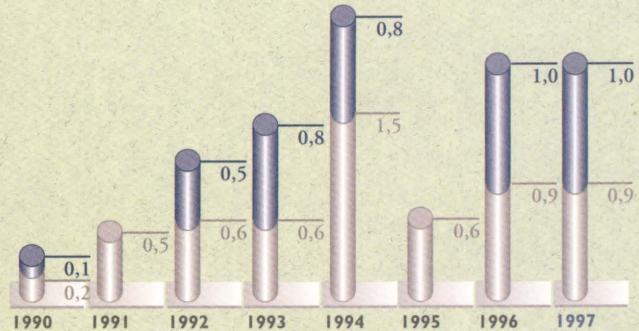
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Belize

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

22 960



209 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
2 158 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

82 662 340 ECU (1997)

Bananes 30%
Sucres de canne 34%

Exportations européennes vers...

43 833 580 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Belize est un petit Etat, de la taille de la Belgique ou du Pays de Galles, avec une population de 221 000 habitants seulement. C'est le seul pays ACP d'Amérique centrale. Belize présente un mélange unique de peuples et de cultures, influencé par les Caraïbes et l'Amérique centrale mais aussi par des origines africaines, britanniques, chinoises et indiennes. Le pays fait également partie de la Péninsule du Yucatan et de la région dite de la Ruta Maya, laquelle fut le foyer de la civilisation Maya pendant 3 000 ans. Belize est indépendant depuis 1981.

Le pays dispose d'une économie ouverte menée par le secteur privé et fondé principalement sur l'agriculture et le tourisme. Ce dernier est le premier pôle d'attraction de devises, suivi de près par la canne à sucre. Les autres exportations comprennent les agrumes et la banane, dirigés presque exclusivement vers le marché de l'UE, les produits marins, les vêtements et le bois. En 1995, l'UE comptait pour 50,6% des exportations de Belize mais seulement pour 10,8% de ses importations.

L'économie est généralement limitée dans ses possibilités par la petite taille du marché local et sa vulnérabilité par rapport aux forces extérieures, le manque de personnel qualifié et des ressources énergétiques limitées. En général, la plus grande partie des programmes d'investissement publics sont financés par des donneurs externes.

De Lomé I à Lomé III, l'Union européenne a alloué un total de plus de 32 millions d'Ecus d'aide programmée et non programmée à Belize (dont les programmes nationaux et régionaux du FED, les prêts de la BEI, les lignes budgétaires de l'UE).

Sous le premier protocole financier de Lomé IV (7ème FED), la plupart des 9 millions d'Ecus programmables ont été alloués à l'amélioration de la Humming Bird Highway et du nouvel hôpital de la capitale. De 1993 à 1996, Belize a bénéficié de plus de 3,3 millions du fonds spécial d'assistance aux Etats ACP producteurs de bananes.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue dans le secteur énergétique (Belize Electricity Ltd.) ainsi que dans une ligne de crédit à la Development Finance Corporation pour un montant total de 6 millions d'Ecus dont 2,5 millions au titre des capitaux à risques.

Le PIN au titre du 8ème FED (9,5 millions d'Ecus) identifie comme secteurs prioritaires la consolidation du développement des infrastructures et l'amélioration des ressources humaines et naturelles. La majorité des projets sont en préparation en vue d'un engagement futur des fonds. La BEI indique quant à elle qu'elle pourrait accorder un montant de 2,5 millions d'Ecus à Belize.

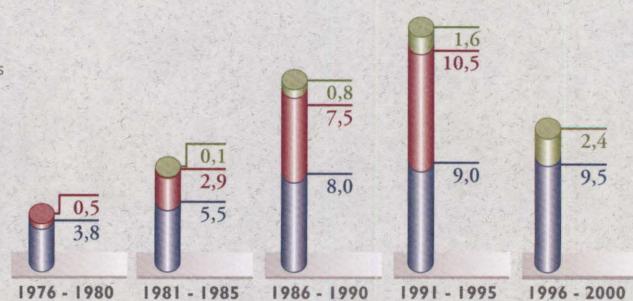
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Belize

B

Economic indicators	
GNP per capita	2 158 ECU (1996)
European imports from...	82 662 340 ECU (1997)
Bananas	30%
Cane-sugar	34%
European Exports to...	43 833 580 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Belize is a small country with a land area of the size of Belgium or Wales, and a population of only 221,000. It is the only ACP State in Central America. Belize has a unique mixture of peoples and cultures, influenced by the Caribbean and Central America, but also by descendants of African, British, Chinese and Indian origin. The country is also part of the Yucatan Peninsula and the region known as La Ruta Maya which has been home to the Maya for 3000 years. Belize became independent in 1981.

Tourism is the top foreign exchange earner, closely followed by cane sugar. Other major exports include citrus and bananas, which go almost exclusively to EU markets, marine products, garments and timber. In 1995, the EU accounted for 50.6% of Belize exports but only for 10.8% of its imports.

The economy is constrained in its growth possibilities by the small size of the local market, vulnerability to external forces, shortage of qualified manpower and limited energy resources. The public investment programme is mainly financed by external donors.

From Lomé I to Lomé III, total programmed and non-programmable assistance (including national and regional EDF programmes, EIB loans, EC budget lines) allocated to Belize by the European Community amounted to more than ECU 32 million.

Under the 1st financial protocol of Lomé IV (7th EDF), the bulk of the ECU 9 million programmable aid was allocated to the Hummingbird Highway and for completion of the Belize-City Hospital. From 1993 to 1996, Belize benefited from a total contribution of ECU 3.3 million from the EU special assistance programme of support for traditional ACP banana suppliers.

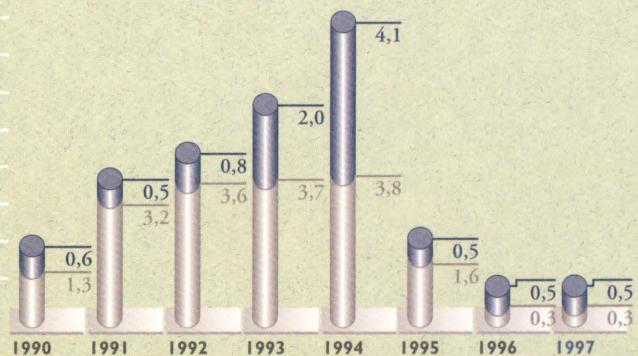
The European Investment Bank has supported projects in the energy sector (Belize Electricity Ltd.) and a credit line for the Development Finance Corporation for a total amount of ECU 6 million. ECU 2.5 million was in the form of risk capital.

The new NIP (8th EDF - ECU 9.5 million) has identified, as sectors of concentration, the consolidation of infrastructure development and enhancement of human and natural resources. Most projects are in preparation with a view to an early commitment of the funds. ECU 2.5 million is the indicative amount available for support from the EIB.

FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

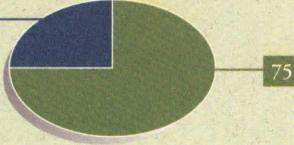
- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP



répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

25

75





Bénin

AFRIQUE SAHELIERNE ET OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

112 622



5 561 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
284 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
63 497 660 ECU (1997)

Coton 47%

Exportations européennes vers...
386 911 260 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
8,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
61% (1996)

secondaire
9,5% (1996)

Taux d'urbanisation
39% (1996)

Pays côtier, tout en longueur et bordé par quatre pays, le Bénin a une population à majorité rurale dont près de 43% vivent dans une grande pauvreté. De 1960-année de l'indépendance- à 1972, la situation politique au Bénin a été caractérisée par une grande instabilité. Entre 1972 et 1989, le pays a traversé une phase de stabilité politique marquée par une forte intervention de l'Etat dans l'activité économique. Après une longue crise économique qui a culminé en 1989, un régime démocratique est instauré avec l'élection au suffrage universel du Président de la République en 1990, et celle de l'Assemblée nationale en 1991.

Les progrès enregistrés depuis 1990, surtout en matière de libéralisation économique et d'assainissement des finances publiques, constituent la première étape d'une stratégie de développement du secteur privé. Le renforcement de l'intégration dans la sous-région constitue un élément clé de cette stratégie, dans laquelle l'appartenance à l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest Africaine) coexiste avec une très forte dépendance béninoise vis-à-vis du marché nigérian.

Les montants totaux des ressources des PIN au titre des 6ème et 7ème FED sont respectivement 89,5 millions d'Ecus et 93,8 millions d'Ecus. Le projet en cours le plus important sous le PIN du 6ème FED porte sur le développement rural intégré dans la province du Mono, pour un montant de 16,5 millions d'Ecus.

Les projets en cours sous le PIN du 7ème FED concernent les infrastructures routières, la santé et le développement rural. Il s'agit d'un projet de réhabilitation de la route Béroubouay-Malanville (29 millions d'Ecus), un projet de réhabilitation de la route Cotonou-Hillakondji (14 millions d'Ecus) en phase de démarrage; un projet de réhabilitation de la route Cotonou-Porto Novo (8 millions d'Ecus) et un programme de restructuration du milieu rural dans le Mono (6,5 millions d'Ecus).

Le programme indicatif national au titre du 8ème FED portant sur un montant total de 120,5 millions d'Ecus a été signé le 6 mars 1997. Les domaines de concentration sont les infrastructures de communication (55% du PIN), la santé (25% du PIN) et des actions complémentaires (20%).

Le pays bénéficie d'un appui à l'ajustement structurel depuis 1991. Un quatrième programme décidé en octobre 1997 porte sur un montant total de 27,5 millions d'Ecus (10 millions d'Ecus provenant du PIN 7ème FED, et 17,5 millions d'Ecus provenant des ressources FAS 8ème FED). L'utilisation des fonds de contrepartie concerne principalement le budget santé et les travaux à haute intensité de main d'oeuvre.

Le Bénin n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé sous la forme révisée.

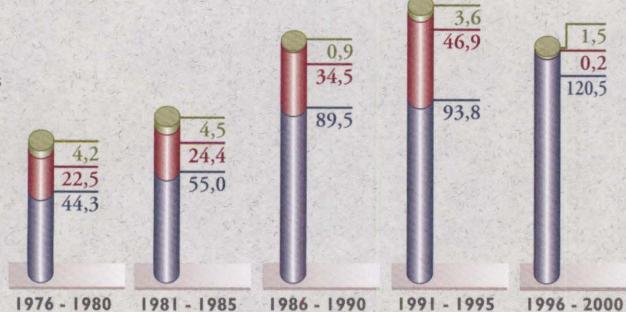
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

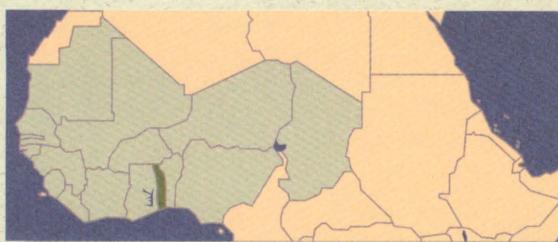
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Bénin

B

Economic indicators	
GNP per capita	284 ECU (1996)
European imports from...	63 497 660 ECU (1997)
Cotton	47%
European Exports to...	386 911 260 ECU (1997)
Debt service / exports	8.4% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	61% (1996)
Secondary schooling rate	9.5% (1996)
Urbanisation rate	39% (1996)

A coastal and narrow state surrounded by four countries, Benin has a mainly rural population - of which more than 43% live in extreme poverty. From independence in 1960 to 1972, the political situation was inherently unstable. Between 1972 and 1989, the country enjoyed a phase of political stability, marked by large-scale state intervention in the economy. After a long economic crisis, which reached its peak in 1989, a democratic regime was installed with the election by universal suffrage of the President of the Republic in 1990 and that of the National Assembly in 1991.

The progress recorded since 1990, above all with regard to economic liberalisation and the stabilisation of public finances, constitutes the first stage of a strategy of private sector development. Stronger integration in the sub region is a key element of this strategy. Membership of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) is important here, as is the strong dependence of Benin's economy on the Nigerian market.

Total NIP resources under the 6th and 7th EDFs were ECU 89.5 million and ECU 93.8 million respectively. The most important ongoing project under the 6th EDF deals with integrated rural development in Mono province (ECU 16.5 million).

Ongoing projects under the 7th EDF relate to road infrastructure, health and rural development. They include rehabilitating the Béroubouay to Malanville road (ECU 29m) which is underway, rehabilitating the Cotonou to Hillakondji road (ECU 14m) which is about to begin, rehabilitating the Cotonou to Porto Novo road (ECU 8 million) and a rural restructuring programme in Mono (ECU 6.5 million).

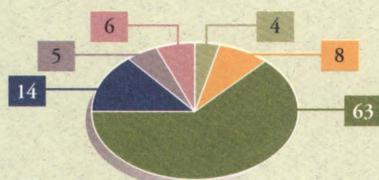
The 8th EDF NIP (ECU 120.5 million) was signed on 6 March 1997. The focal areas are communication infrastructures (55% of the total), health (25%) and complementary actions (20%).

The country has benefited from structural adjustment support since 1991. A fourth programme, agreed in October 1997, provides for a total of ECU 27.5 million (ECU 10 million from the 8th EDF and ECU 17.5 million from the Structural Adjustment Facility). Counterpart funds are directed mainly towards the health budget and labour-intensive works.

Benin has not yet ratified the revised Lomé IV Convention.

FED EDF

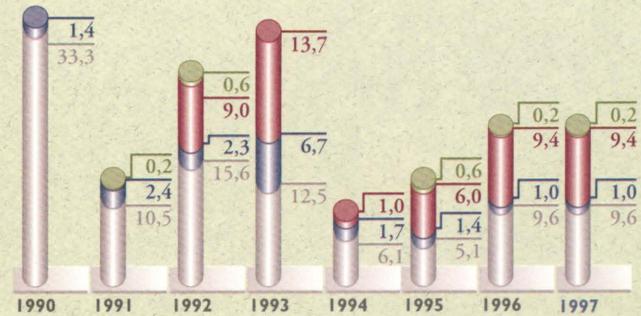
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Botswana

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA



581 730

1 433 000

Indicateurs économiques	
PNB par habitant na/nd (1996)	
Importations européennes en provenance de... 190 102 830 ECU (1997)	
Diamants 71%	
Exportations européennes vers... 111 457 580 ECU (1997)	
Service de la dette / exportations 3,2% (1995)	
Indicateurs sociaux	
Taux de croissance de la population 2% (1996)	
Taux de scolarisation primaire 113,9% (1996)	
secondaire 62,4% (1996)	
Taux d'urbanisation 63% (1996)	

Pays enclavé semi-aride et sujet aux sécheresses, le Botswana est indépendant depuis 1966 et bénéficie d'une stabilité politique durable, sous un régime de pluripartisme. Il possède une des économies les plus prospères d'Afrique, bien qu'elle soit dépendante d'un petit nombre de ressources de base telles que le diamant, le cuivre, le nickel, la viande bovine, et qu'elle reste vulnérable à certains facteurs externes. En outre, l'agriculture est handicapée par des conditions climatiques difficiles et seulement 6% des terres sont cultivables.

Le développement de l'agriculture et de l'élevage, les infrastructures économiques et sociales dans les zones rurales, ainsi que la formation, ont longtemps été les secteurs d'intervention prioritaires de l'aide européenne sous les trois premières Conventions de Lomé. Sous Lomé III, un projet au titre du Sysmin de 22 millions d'Ecus a, par ailleurs, permis de financer la remise en état de la mine de cuivre et de nickel de Selebi Phikwe et de sa fonderie. Un financement Sysmin Lomé IV (7ème FED) de 33,7 millions d'Ecus a été approuvé en 1996.

Le Programme Indicatif National (7ème FED) de Lomé IV (32 millions d'Ecus) met, quant à lui, la priorité sur le développement et la conservation des ressources naturelles. Les fonds programmés consacrés à la protection et à la conservation de la faune et des forêts atteignent 9,4 millions d'Ecus. Un montant de 15 millions d'Ecus a par la suite financé la formation professionnelle et un projet d'une valeur similaire a été approuvé en 1996. Deux projets d'exploration géophysique ont été exécutés à hauteur de 3,5 millions d'Ecus. Deux autres projets concernant l'approvisionnement en eau et un programme pluriannuel de microprojets ont bénéficié d'une aide de 2 millions d'Ecus.

En outre, un programme de développement commercial de même qu'un programme de développement touristique ont été approuvés en 1997, pour une exécution en 1998, et pour un montant de 3,8 millions d'Ecus.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement a été particulièrement active au Botswana puisqu'elle a engagé 73,9 millions d'Ecus sur ses ressources propres (94%), témoignant des solides conditions économiques prévalant dans le pays. Deux prêts furent accordés aux secteurs électricité, eau et PME, un autre au secteur agro-industriel. 40 millions d'Ecus furent alloués quant à eux au North South Carrier Water, afin d'assurer l'alimentation en eau de Gaborone.

En dehors de l'aide programmée, le co-financement ONG s'est élevé à 2,5 millions d'Ecus entre 1990 et 1997.

En ce qui concerne le commerce, le Botswana peut exporter chaque année près de 19.000 tonnes de viande de bœuf sur le marché de l'Union européenne au titre du Protocole spécial sur la viande bovine, avec une réduction de 92% des droits à l'importation.

Le 16 octobre 1996, le cadre de coopération entre le Botswana et l'UE sous le 8ème FED (2ème protocole financier de Lomé IV) a été conclu. Le montant total du PIN relatif s'élève à 38 millions d'Ecus, consacrés notamment à l'assistance – principalement au développement du secteur privé, à la formation ainsi qu'à l'utilisation et à la conservation des ressources naturelles.

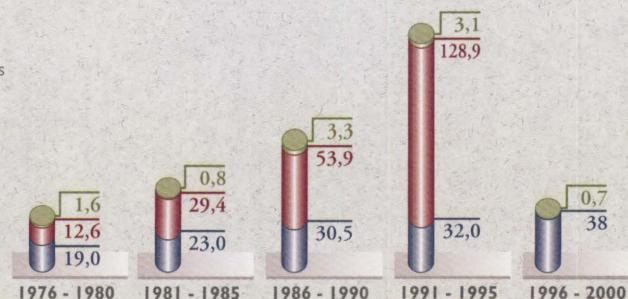
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + elb

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Botswana

B

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	
190 102 830 ECU	
(1997)	
Diamonds	71%
European Exports to...	
111 457 580 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
3.2% (1995)	
Social indicators	
Population growth rate	
2% (1995-96)	
Primary schooling rate	
113.9% (1996)	
Secondary schooling rate	
62.4% (1996)	
Urbanisation rate	
63% (1996)	

A semi-arid landlocked and drought-prone country, Botswana has been independent since 1966 and benefits from lasting political stability within a multiparty system. It now has one of the most prosperous economies in Africa, despite its narrow resource base (diamonds, copper/nickel and beef). It is, however, vulnerable to external factors. Agriculture is restricted by climate and soil conditions and only about 6% of the land is suitable for farming.

Agriculture, livestock and rural development, together with social and economic infrastructure in rural areas, and training, were the priority sectors of European assistance during the three previous Lomé Conventions. Under Lomé III, the rehabilitation of the Selebi Phikwe copper/nickel mine and smelter/concentrator were also financed through an ECU 22 million Sysmin loan. A Lomé IV (7th EDF) Sysmin grant of ECU 33.7 million was approved in 1996.

The emphasis of the Lomé IV (7th EDF) National Indicative Programme (ECU 32 million) was on development and conservation of natural resources. Programmed funds amounting to ECU 9.4 million were allocated to wildlife conservation and forestry protection. ECU 15 million was subsequently allocated to vocational training, and a project of this value was approved in 1996. Two geo-physical exploration projects were implemented for a total of ECU 3.5 million. Another two projects dealing with water supply and a multiannual micropilot programme, received ECU 2 million.

A trade development programme and a tourism development programme (total ECU 3.8 million) were approved during 1997 for implementation as of 1998.

Under Lomé IV, the European Investment Bank has been particularly active in Botswana with a total of ECU 73.9 million signed for new loans (94% on the Bank's own resources), thus reflecting the sound economic conditions prevailing in the country. Two loans were each made to the electricity, water and SME sectors and one loan to the agro-industrial sector. Infrastructure received an injection of ECU 40 million in the form of a loan for North-South Carrier Water which helps secure Gaborone's water supply.

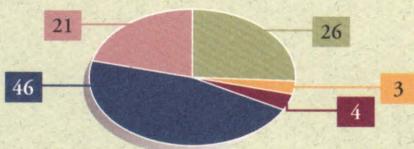
Outside the NIP co-financing with NGOs amounting to ECU 2.5 million was provided between 1990 and 1997.

Botswana is allowed to export almost 19,000 tonnes of beef to the European market every year, with a 92% import levy reduction, under the Beef Protocol.

On 16 October 1996, the framework for Botswana-EU cooperation under the second financial protocol of Lomé IV (EDF 8) was concluded. Within this National Indicative Programme, ECU 38 million has been earmarked for assistance - mainly in the fields of private sector development, training, and natural resource utilisation/conservation.

FED EDF

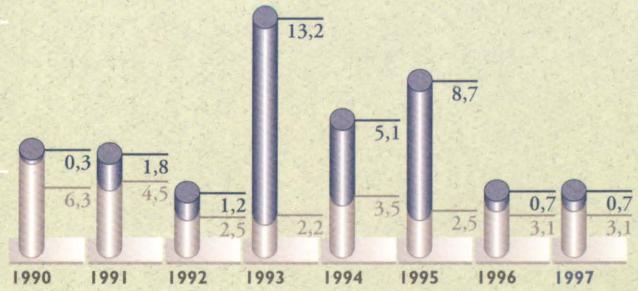
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

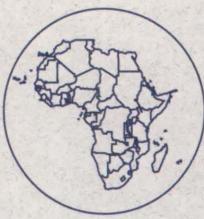


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Burkina Faso

AFRIQUE SAHELIERNE ET OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

274 200



10 200 453

Indicateurs économiques

PNB par habitant	173 ECU (1996)
Imports européennes en provenance de...	66 495 780 ECU (1997)
Coton	52%
Exports européennes vers...	206 950 450 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	11,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,7% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	36,9% (1996)
secondaire	10,3% (1996)
Taux d'urbanisation	16% (1996)

Le Burkina Faso est l'un des pays les moins avancés et l'un des plus pauvres du monde. Pays enclavé, il dispose de peu de ressources naturelles, dépend de produits d'exportation peu nombreux (coton, or et bétail), d'un environnement qui se dégrade et subit les aléas d'un climat sahélien, dont la pluviométrie est insuffisante et mal répartie.

Le Burkina Faso est, néanmoins, l'un des rares pays d'Afrique où la stabilité politique et sociale a pu être maintenue et consolidée au cours des dix dernières années, grâce à l'instauration, puis au renforcement de l'Etat de droit. Un processus de décentralisation a été lancé et des élections communales se sont tenues en 1995. Le dispositif démocratique fonctionne normalement : en 1997 la mise en place d'une nouvelle législature a eu lieu suivie à des élections qui se sont déroulées de manière satisfaisante. Parallèlement, avec l'appui de la communauté internationale, le Burkina Faso a mis en place un vaste programme de réformes économiques qui a enregistré de bons résultats.

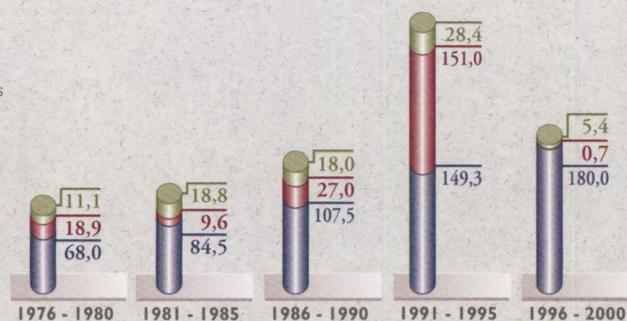
L'aide de la Commission européenne accordée au Burkina Faso au cours de la période couverte par Lomé IV s'est élevée à 149,3 millions d'Ecus, auxquels se sont ajoutés 16 millions d'Ecus de capitaux gérés par la Banque européenne d'investissement. L'accent a porté sur l'appui au développement rural et au secteur des infrastructures routières ainsi que sur l'appui au programme d'ajustement structurel. Le secteur privé a également bénéficié de concours pour le financement des petites et moyennes entreprises. Les ressources spéciales de la Commission européenne en faveur de l'ajustement structurel ont été, très largement, mobilisées pour soutenir le programme de réformes du Burkina Faso : 84 millions d'Ecus ont été décaissés entre 1991 et 1997 qui ont servi à soutenir, en priorité, les secteurs de la santé et de l'éducation de base, puis la mise en œuvre des politiques d'ajustement sectoriel de l'agriculture et des transports ainsi que l'apurement progressif des arriérés de la dette publique intérieure. Divers autres instruments de Lomé ont permis de mobiliser près de 5 millions d'Ecus notamment ceux concernant l'aide d'urgence et l'aide aux réfugiés. Fin 1997, les transferts au titre du Stabex étaient de l'ordre de 19 millions d'Ecus et les engagements du Sysmin étaient de 26 millions d'Ecus. La Commission européenne a également apporté d'importants appuis par le biais de son budget : l'appui en faveur de la sécurité alimentaire a été de 3 millions d'Ecus ; les appuis en faveur des Organisations non gouvernementales ont été de l'ordre de 18 millions d'Ecus par le biais des cofinancements de projets et des aides de substitution à l'aide alimentaire. Le Burkina Faso a également bénéficié d'appuis dans les domaines des droits de l'homme et de la démocratie, de l'aide d'urgence (ECO), d'appuis en faveur de l'environnement, des technologies et des sciences vivantes et de la coopération décentralisée pour un montant global de près de 5 millions d'Ecus.

Pour ce qui concerne Lomé IV bis, le Programme indicatif national (PIN° a été signé fin 1996) pour un montant de 1820 millions d'Ecus, soit une augmentation de l'ordre de 45% par rapport au PIN initial de Lomé IV, auxquels s'ajoute un montant de 25 millions d'Ecus de la BEI. Les appuis de la Commission européenne porteront sur le développement des principales politiques sectorielles du Burkina Faso : en premier lieu, il s'agira de mettre l'accent sur les infrastructures routières et le développement rural ; en second lieu, les appuis porteront sur l'alimentation en eau de la ville de Ouagadougou, les secteurs de la santé, de l'éducation de base et de la culture.

FED EDF + budget

dotation en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)développement rural/pêche
+ environnement
rural development/fishing
+ environmenttransport et communications
transport and communicationsajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments supportautres
others



Burkina Faso

B

Economic indicators

GNP per capita	
173 ECU (1996)	
European imports from...	
66 495 780 ECU (1997)	
Cotton	52%
European Exports to...	
206 950 450 ECU (1997)	
Debt service / exports	
11.1% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
2.7% (1995-96)	
Primary schooling rate	
36.9% (1996)	
Secondary schooling rate	
10.3% (1996)	
Urbanisation rate	
16% (1996)	

Burkina Faso is one of the world's least developed and poorest countries. Landlocked, it has few natural resources and depends on a handful of exports (cotton, livestock). It has environmental problems, resulting in part from the vagaries of the Sahel's climate, with too little and poorly distributed rainfall.

Burkina Faso is nevertheless one of the just a few African countries where there has been lasting political and social stability, strengthened over the past decade by the application of the rule of law. Decentralisation has started, local elections having taken place in 1995. In 1997, a new Parliament was elected following elections. With the backing of the international Community, Burkina Faso has successfully implemented an extensive economic reform package.

The European Commission has pledged ECU 326 million for the duration of Lomé IV. This includes ECU 149.3 million under the 7th EDF (Lomé IV's first financial protocol) with additional funds of ECU 16 million managed by the European Investment Bank. Support to rural development support and to the transport sector were highlighted, as well as backing for the country's structural adjustment. The private sector has also benefited from monies to help small and medium-sized businesses.

Special Commission funds for structural adjustment have helped the country's reform programme; ECU 84 million pledged 1991-1997 to health and primary education, the implementation of structural adjustment policies in the farm and transport sector and to help alleviate the country's domestic public debt. Burkina Faso has also benefited from the human rights and democracy budget line, emergency aid (ECHO), environmental support technology and science and decentralised co-operation to the tune of ECU 5 million.

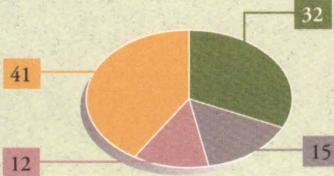
ECU 5 million have also been disbursed in emergency and refugee aid; At the end of 1997, Stabex and Sysmin transfers totalled respectively ECU 19 and 26 million. Further funds from the Commission budget include: ECU 3 million for food security; ECU 18 million for co-financing with Non-Governmental Organisations for cofinancing projects and aid for food aid substitution.

The National Indicative Programme of the revised Lomé Convention (8th EDF), signed at the end of 1996, earmarked the country ECU 180 million, or a 45 per cent increase over the 7th EDF, in addition to ECU 25 million from the European Investment Bank (EIB).

The Commission will channel aid to Burkina Faso's principal sectoral policies, initially highlighting road infrastructure and rural development and secondly, improving the drinking water system in Ouagadougou, the health sector, primary education and culture.

FED EDF

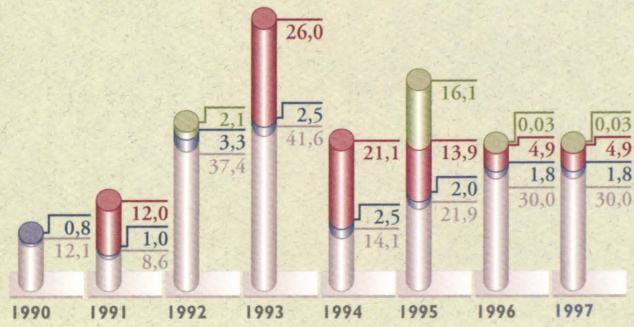
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Burundi

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND

HORN OF AFRICA

KM:

27 824



6 315 619

Indicateurs économiques

PNB par habitant	
	110 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	
	46 967 270 ECU (1997)
Café	87%
Exportations européennes vers...	
	40 997 110 ECU (1997)

Service de la dette / exportations	
	27,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	
	2,6% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	
	69,1% (1996)
secondaire	
	8,4% (1996)
Taux d'urbanisation	
	8% (1996)

Depuis son indépendance en 1962, l'histoire du Burundi est marquée par la persistance de graves confrontations ethniques qui ont abouti lors de certaines périodes à des affrontements sanglants. Les premières élections démocratiques de juin 1993 ont été suivies d'un putsch militaire en octobre de la même année. Le burundi est rentré dans une spirale de violence et de guerre civile qui se traduit par des tueries ainsi que par des milliers de personnes déplacées et réfugiées dans les pays voisins. Les institutions gouvernementales ont été remises en place en octobre 1994, mais l'instabilité et la violence ont continué. Cette situation a conduit au coup d'Etat militaire du mois de juillet 1996 et à l'installation du Major Buyoya comme Président. Ce dernier avait déjà occupé ces fonctions avant les élections de 1993.

L'économie burundaise est basée sur l'agriculture et le pays était plus ou moins auto-suffisant au niveau alimentaire. Les principales cultures de rente sont le café et le thé mais les fluctuations des prix internationaux du café, une production réduite à cause du conflit continu dans le pays ainsi que l'embargo économique imposé au Burundi par les Etats voisins suite au coup d'état de juillet 1996 ont créé un déficit structurel de la balance commerciale et de graves difficultés économiques.

Les domaines de concentration de la coopération avec l'Union européenne sous Lomé IV étaient le développement rural, la santé et des actions de réhabilitation, mais tous les programmes de développement ont dû être soit suspendus soit clôturés au début de l'année 1997 à cause de l'insécurité. Cependant, la Commission a porté ses efforts sur les problèmes des réfugiés, déplacés et autres sinistrés, tout en essayant par tous les moyens mis à sa disposition de trouver des solutions pacifiques aux problèmes du Burundi et aux problèmes connexes de la Région.

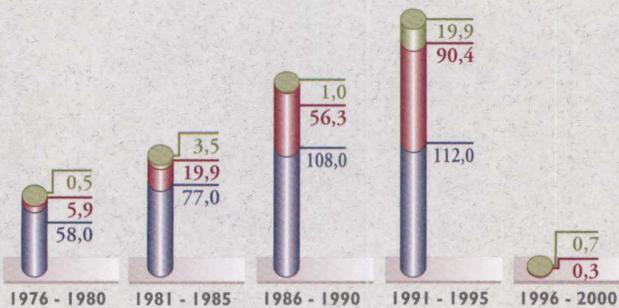
Dans le cadre de cette politique, la Commission a alloué quelque 120 millions d'Eufs au Burundi, y compris aux réfugiés burundais depuis le début de la crise de 1993, principalement sous la forme d'aide humanitaire aux agences des N.U. et aux ONG (42 millions d'Eufs); d'aide alimentaire (18,5 millions d'Eufs); d'aides à la réhabilitation (18 millions d'Eufs) et d'actions dans le cadre de la PESC (Politique Etrangère et Sécuritaire Commune; 1,5 millions d'Eufs utilisés pour financer la mission de l'OUA au Burundi). A cela il faut ajouter une série d'initiatives financées sous la ligne budgétaire «Démocratie et droits de l'Homme» pour la promotion de la paix et la restauration de la société civile au Burundi: en particulier une aide aux médias indépendants, le financement d'observateurs des droits de l'homme des N.U. et de quelques activités pour promouvoir la paix dans la Région.

D'innombrables démarches et autres contacts ont eu lieu avec les autorités burundaises pour les convaincre de la nécessité d'une paix négociée; ces contacts et la nomination en 1996 de M. Aldo Ajello comme envoyé spécial de l'UE dans la Région démontrent de l'importance accordée par l'UE à une solution pacifique aux problèmes de la Région.

FED + budget

dotations en millions d'Eufs
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Burundi

B

Economic indicators	
GNP per capita	110 ECU (1996)
European imports from...	46 967 270 ECU (1997)
Coffee	87%
European Exports to...	40 997 110 ECU (1997)
Debt service / exports	27.8% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	69.1% (1996)
Secondary schooling rate	8.4% (1996)
Urbanisation rate	8% (1996)

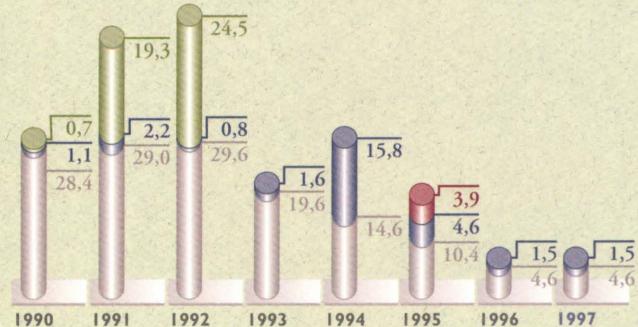
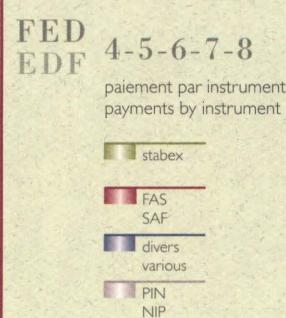
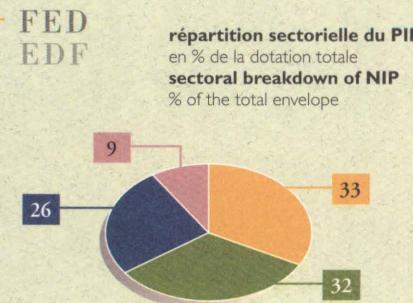
Since achieving independence in 1962, Burundi has suffered continual and serious ethnic confrontations which have spilled over, at times, into bloody conflict. The first democratic elections, held in June 1993, were followed by a *coup d'état* in October of the same year, which led to new killings, thousands of displaced people and a mass exodus of the population to neighbouring countries. Government institutions were restored in October 1994 but the instability and violence continued, leading to a military coup in July 1996 and the installation as President of Major Pierre Buyoya, who had been President prior to the 1993 elections.

Burundi's economy is based on agriculture and it used to be virtually self-sufficient in food. The main cash crops are coffee and tea but fluctuations in world coffee prices, lower production resulting from the ongoing conflict and the economic embargo imposed on Burundi by the neighbouring states following the military coup of July 1996, have created a structural trade deficit and caused serious economic problems.

Cooperation with the European Union under Lomé IV centred on rural development, the health sector and general rehabilitation. However, all development programmes were suspended or closed at the beginning of 1997 due to the security situation. Instead, the Commission has concentrated on granting humanitarian aid to the many refugees, displaced and other suffering people, whilst trying to find peaceful solutions to the problems of Burundi and the related ones of the region, using all the means at its disposal.

In accordance with this policy, the Commission has allocated some ECU 120 million for Burundi and Burundian refugees since the crisis of 1993. This includes humanitarian aid (ECU 42 million) channelled through UN agencies and NGOs, ECU 18.5 million in food aid; ECU 18 million for rehabilitation; ECU 1.5 million Common Foreign and Security Policy (CFSP) budget allocated for the OAU mission in Burundi; and a series of initiatives from the Human Rights and Democracy budget line to promote peace, stability and the restoration of civil society in Burundi. The last-mentioned includes assistance to the independent media, to UN human rights observers, and to various peace-making activities.

The many *démarches* and other representations by the EU to the Burundi authorities, urging a negotiated peace settlement, together with the nomination of Aldo Ajello as EU Special Envoy to the Great Lakes region, are further indications of the unceasing efforts by the EU in search of peace in this part of Africa.





Cabo Verde

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL

WESTERN AFRICA

KM²

4 033



419 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
858 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

13 754 350 ECU (1997)
Chaussures 49%

Exportations européennes vers...
174 618 620 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
112% (1996)

secondaire
33,5% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Les dimensions réduites du Cap Vert, son isolement géographique et le manque de ressources naturelles font que les possibilités de développement traditionnelles sont limitées. L'économie du pays a cependant connu une croissance significative depuis l'indépendance, acquise en 1975.

A la suite de la révision constitutionnelle adoptée en 1990, un système de pluralisme politique a été mis en place en 1991. Le second cycle d'élections est intervenu fin 1995-début 1996. L'exécution du IIIème Plan National de Développement a confirmé la volonté du gouvernement de poursuivre la libéralisation de l'économie pour susciter des investissements étrangers et nationaux, notamment dans le secteur productif. Cette préparation se confirme pour l'avenir avec la préparation du IVème Plan (1997-2000).

Dans le cadre du premier protocole financier de la Convention de Lomé IV (7ème FED), comme dans celle de Lomé III, le Programme Indicatif National (PIN) porté à 24,7 millions d'Ecus a mis la priorité sur l'aménagement de la ville de Praia : production, distribution et assainissement d'eau potable; production et distribution d'électricité; aménagement des nouveaux quartiers; amélioration de la gestion urbaine; formation et santé. Depuis 1990, le Cap Vert a bénéficié de transferts Stabex de 1, millions d'Ecus principalement pour le secteur de la banane.

En raison de son déficit en céréales le pays bénéficie d'un programme pluriannuel d'aide alimentaire (1997-98-99) portant sur un montant de 16 millions d'Ecus pour 3 ans sous forme d'une facilité de devises. Le Cap Vert figure en outre parmi les pays exportateurs traditionnels de banane qui ont bénéficié du système spécial d'assistance pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur. Enfin, au titre du nouvel accord pêche pour la période 1997-2000, une compensation financière totale de 1,086 millions d'Ecus lui est versée ainsi que 0,446 millions d'Ecus pour un programme scientifique et des bourses d'études.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) intervient, au titre des capitaux à risques, dans l'extension de la centrale électrique de Mindelo, dans l'extension et la modernisation du port de Mindelo et dans le secteur agro-alimentaire privé, pour un montant de 12,4 millions d'Ecus engagés au titre du 7ème FED (minimas garantis 4 millions d'Ecus).

Pour l'utilisation des ressources programmables du 2ème protocole financier de la Convention de Lomé IV (8ème FED) le PIN, signé fin 1996 pour un montant de 30 millions d'Ecus, a pour domaines de concentration les infrastructures de base (eau, assainissement, routes) et l'appui au secteur privé. La BEI pourrait envisager un montant de 6 millions d'Ecus comme ordre de grandeur indicatif dans le cadre de ce 2ème protocole dans les secteurs "énergies" et "secteur privé".

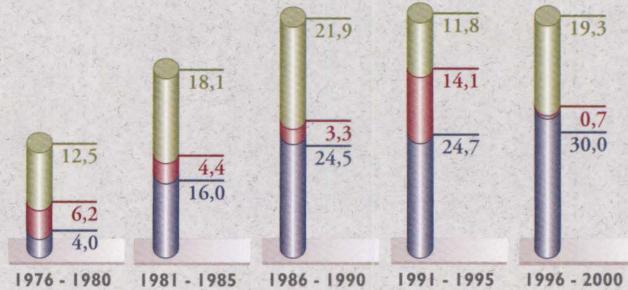
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations en ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ infrastructures
infrastructures
- █ transport et communications
transport and communications
- █ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ autres
others



Cabo Verde

C

Economic indicators

GNP per capita	
	858 ECU (1996)
European imports from...	
	13 754 350 ECU (1997)
Shoes	49%
European Exports to...	
	174 618 620 ECU (1997)
Debt service / exports	
	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	
	1.8% (1995-96)
Primary schooling rate	
	112% (1996)
Secondary schooling rate	
	33.5% (1996)
Urbanisation rate	
	na/nd (1996)

The very small size of the Cape Verde Islands, their geographic isolation and a lack of resources mean that traditional possibilities for development are limited. Nevertheless, the islands' economy has experienced sustained growth since independence in 1975.

Following the constitutional revision adopted in 1990 to set up a multiparty political system, the first legislative elections were held in 1991, with second legislative elections following at the end of 1995 and the beginning of 1996. The Third National Development Plan confirmed the Government's willingness to open up the economy to encourage both foreign and domestic investment, notably in the productive sector. This is likely to be taken further under a Fourth Plan.

Under the first protocol of the Fourth Lomé Convention, the National Indicative Programme (NIP) of ECU 24.7 million prioritises development of the town of Praia; distribution and purification of drinking water; generation and distribution of electricity; development of new neighbourhoods; improvement of urban management, and training and health care. Since 1990, Cape Verde has been allocated ECU 1.86 million in Stabex transfers, mainly for bananas.

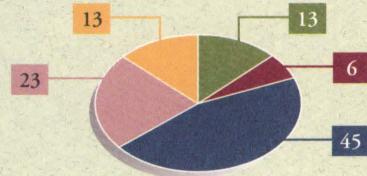
Due to cereals shortages, the country has benefited from an ECU 16 million pluriannual food aid programme (1997-98-99) over three years in the form of a currency facility. In addition, Cape Verde is among those traditional banana exporters to have benefited from special assistance to improve quality and productivity in this sector. A new fisheries agreement for the period 1997-2000 provides total financial compensation of ECU 1.086 million to the State, as well as ECU 0.446 million for a scientific programme and study grants.

The European Investment Bank is providing risk capital to extend Mindelo power station, as well as extend and modernise Mindelo port and develop the private agribusiness sector (fishpacking company in Mindelo). It has already committed ECU 12.4 million under Lomé IV (guaranteed minimum: ECU 4 million).

Under the second financial protocol of Lomé IV (8th EDF), the ECU 30 million NIP signed at the end of 1996, focuses on basic infrastructure (water and roads) and support to the private sector. The EIB has indicated loans in the region of ECU 6 million under the 2nd financial protocol for energy and the private sector.

FED EDF

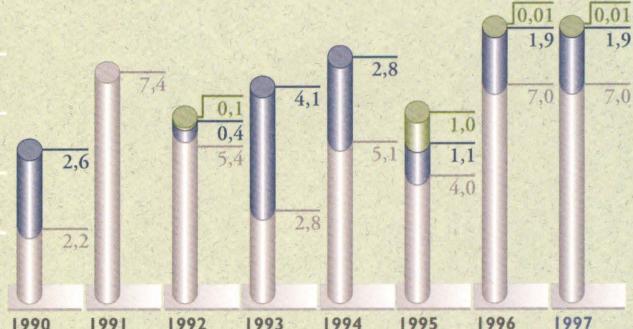
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Cameroon/Cameroun

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA



475 422

13 275 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	
	480 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	
	1 534 813 240 ECU (1997)
Pétrole brut	40%
Exportations européennes vers...	
	729 277 610 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	
	20,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	
	3,1% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	
	na/nd (1996)
secondaire	
	28,4% (1996)
Taux d'urbanisation	
	46% (1996)

Le Cameroun obtient son indépendance en 1960. La réunification des deux parties du territoire administrées par la France et le Royaume-Uni intervient en 1961. Le pays dispose de ressources naturelles très riches et variées.

Ce potentiel a permis le développement d'une large gamme de productions végétales, animales et forestières, auxquelles s'est ajouté depuis 1978, le pétrole. A partir de 1985, le pays a été confronté à une crise économique, financière et sociale que le recours à l'ajustement structurel et le passage au pluralisme politique (1991) n'ont pas encore réussi à surmonter. La dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a amorcé la relance de l'économie par l'accroissement des exportations.

La concentration sectorielle du Programme Indicatif 7ème FED (110 millions d'Ecus), reflète les acquis des Conventions précédentes dans le développement rural et les infrastructures routières. Malgré quelques problèmes de démarrage, liés notamment à la situation politique et à des dysfonctionnements de l'administration, la mise en oeuvre du PIN est globalement satisfaisante et les engagements atteignaient, fin 1995, presque 87,5% avec un taux de paiement de près de 30%.

Les transferts de Stabex 7ème FED (244 millions d'Ecus) contribuent au désengagement de l'Etat des filières cacao et café, à la relance de la production agricole en général ainsi qu'au Programme d'Ajustement Structurel.

En ce qui concerne l'appui à l'ajustement structurel, deux allocations de la facilité d'ajustement structurel (33,7 million d'Ecus) ont été mises sur place en faveur des secteurs de la santé, de l'entretien routier, de la restructuration des entreprises publiques, de la réforme de l'administration publique et de l'apurement de la dette intérieure.

Le Cameroun figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes. A ce titre, il a déjà bénéficié de subventions de plus de 14 millions d'Ecus provenant du système spécial d'assistance mis en place en octobre 1994.

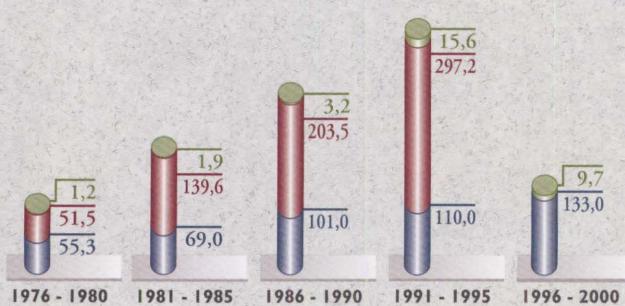
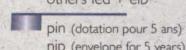
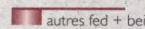
Au niveau régional, le Cameroun est membre de l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC) et devrait profiter des réformes mises en oeuvre pour revitaliser son économie de proximité, notamment dans le cadre de la nouvelle Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC).

Sous Lomé IV, les opérations gérées par la Banque Européenne d'Investissement (BEI), pour un montant de 23,4 millions d'Ecus (dont 9,5 millions sur ressources propres), concernent le secteur énergétique public.

Les ressources du PIN 8ème FED (133 millions d'Ecus) signé le 7 mars 1997 sont concentrées sur l'appui de la politique sectorielle des transports (50-53%) et au développement des communautés locales (25-30%). La BEI pourrait mobiliser 50 millions d'Ecus pour les infrastructures, l'industrie et le secteur privé.

FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations en ECU million



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



Cameroon/Cameroun

C

Economic indicators

GNP per capita	
480 ECU (1996)	
European imports from...	
1 534 813 240 ECU	
(1997)	
Crude oil	40%
European Exports to...	
729 277 610 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
20.1% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
3.1% (1995-96)	
Primary schooling rate	
na/nd (1996)	
Secondary schooling rate	
28.4% (1996)	
Urbanisation rate	
46% (1996)	

Independent since 1960, and in 1961 reunification Cameroon, consists of territories formerly administered by France and the United Kingdom. The country is dominated by huge massifs of tropical forest, and has a wealth of diverse natural resources.

Cameroon has capitalised on this potential by exploiting a wide range of vegetable, animal and forest resources and has been an oil producer since 1978. Since 1985, the country has been hit by an economic, financial and social crisis and, despite the fact that it has undergone structural adjustment and established a system of multi-party politics, the country has not yet managed to overcome these problems. The devaluation of the CFA Franc in January 1994 has helped relaunch the economy through a growth in export receipts.

The emphasis on certain sectors under the 7th EDF (ECU 110 million) reflects the experience gained through previous Conventions in rural development and road infrastructure. Despite certain start-up problems pertaining to the political situation and management of the administration, implementation of the NIP is generally satisfactory and the commitments reached almost 87.5%, with a payment rate approaching 30%.

The 7th EDF Stabex transfers (ECU 244 million) help to ensure that the cocoa and coffee industries are less of a drain on the State. They have generally helped boost agricultural production and have contributed to the Structural Adjustment Programme.

With regard to structural adjustment, two allocations from the Structural Adjustment Facility (ECU 33.7 million) have been used to develop the health and road maintenance sectors, the restructuring of public enterprises, the reform of the civil service and the payment of internal debt.

Among the group of traditional banana exporting countries, Cameroon has received more than ECU 14 million under the special assistance system set up in October 1994.

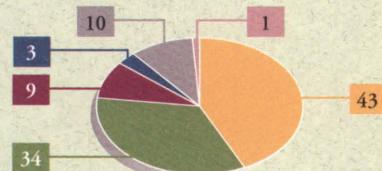
At regional level, Cameroon is a member of the Central Africa economic and customs union (UDEAC), and should benefit from reforms implemented to revitalise its economy in this regional context, particularly in the framework of the new Economic and Monetary Community of Central Africa (CEMAC).

Under Lomé IV, operations managed by the European Investment Bank (EIB), totalling ECU 23.4 million (of which 9.5 ECU million from its own resources), mainly concern the public energy sector.

Funds from the 8th EDF NIP (ECU 133 million), signed on 7 March 1997, are being targeted at transport policy (50-53% of the total) and local community development (25-30%). The EIB could provide a further ECU 50 million for infrastructure, industry and the private sector.

FED EDF

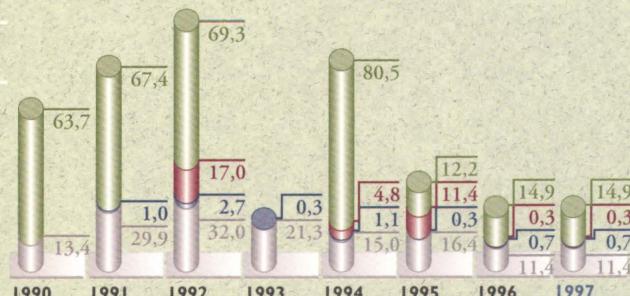
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Centrafrique

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

622 984



3 429 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
244 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
124 510 790 ECU (1997)

Diamants 75%

Exportations européennes vers...
57 131 250 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
6,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
68,4% (1996)
secondaire
10,3% (1996)

Taux d'urbanisation
40% (1996)

L'enclavement ainsi que le très faible peuplement (5hab/km²) entravent sérieusement la mise en valeur des ressources naturelles diversifiées (agriculture, élevage, forêts, faune sauvage, diamants) de la République Centrafricaine

Indépendant depuis 1960, le pays a connu une succession de régimes politiques autoritaires, avec une gestion inadéquate de l'économie et des finances publiques.

Les politiques d'ajustement structurel lancées dès 1982 n'ont pas été suffisantes pour corriger les graves déséquilibres existants. Un gouvernement issu d'élections pluralistes a été mis en place en octobre 1993.

Les réformes structurelles convenues avec le gouvernement, c'est-à-dire désengagement de l'Etat, privatisation du secteur parapublic, compression de la fonction publique, élargissement de l'assiette fiscale et bonne gestion des finances publiques, accusent des retards considérables

Depuis 1960, l'Union européenne a fourni une aide importante, essentiellement à travers le financement de projets dans les domaines du développement rural, de la conservation des ressources naturelles et de l'infrastructure routière. L'Union européenne est ainsi le deuxième bailleur de fonds de la République Centrafricaine.

Les ressources financières du Programme Indicatif National du 7ème FED (75 millions d'Ecus), sont concentrées sur l'entretien routier, le développement rural et la conservation de la faune. Le Programme Indicatif Régional met l'accent sur la mise en place du Transit Inter Etats des Pays de l'Afrique Centrale (TIPAC), les actions financées par la coopération régionale s'étant concentrées sur l'amélioration de la voie trans-équatoriale Bangui-Pointe Noire.

La République Centrafricaine a également bénéficié en 1994 d'un appui de l'Union européenne au titre de l'ajustement structurel pour un montant de 10 millions d'Ecus.

Les transferts Stabex 7^e FED (plus de 18 millions d'Ecus) ont été consacrés à l'assainissement des filières café et coton et à l'amélioration de leur compétitivité.

Les actions significatives financées par le budget de l'Union européenne concernent les aides aux réfugiés, la lutte contre le SIDA, et le cofinancement de projets avec les ONG.

Le PIN 8^e FED (102 millions d'Ecus) signé le 13.12.1997 concentre 80% des ressources sur l'appui à la politique sectorielle des transports.

En 1991/97, le non-paiement des salaires s'est traduit par 3 mutineries successives. Des combats à Bangui ont entraîné pertes humaines, destructions et pillages ainsi que l'évacuation temporaire des étrangers. Grâce à la présence d'une force de maintien de la paix interafricaine, la coopération a pu reprendre en 1997.

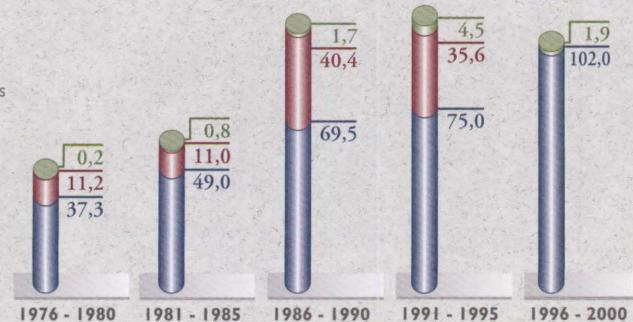
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

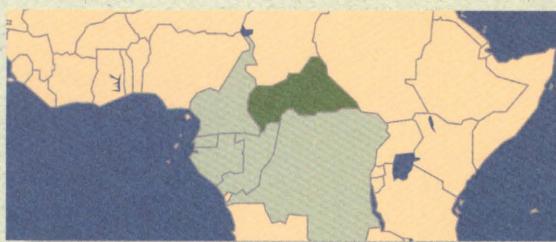
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

secteurs sociaux
social sectors



Centrafrique

C

Economic indicators

GNP per capita
244 ECU (1996)

European imports from...
124 510 790 ECU
(1997)
Diamonds 75%
European Exports to...
57 131 250 ECU
(1997)

Debt service / exports
6.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.1% (1995-96)

Primary schooling rate
68.4% (1996)

Secondary schooling rate
10.3% (1996)

Urbanisation rate
40% (1996)

The Central African Republic is a landlocked country which is very sparsely populated, hindering the use of its diverse natural resources (agriculture, animal rearing, forests, wildlife and diamonds).

On independence in 1960, the country was governed by a succession of autocratic regimes, with a lack of management of the economy and public finances.

The structural adjustment policies launched after 1982 failed to put an end to the serious disorder. A new government was appointed in October 1993 following multi-party elections.

Reforms to reduce state control, privatise the parastatals, reduce the number of public servants, apply taxation more widely and improve management of public finances, have been considerably delayed.

Since 1960, the European Union has provided substantial aid to the country, mainly through funding rural development projects, the conservation of natural resources and the improvement of the road network. The EU is the Central African Republic's second-most important donor.

The seventh EDF National Indicative Programme (ECU 75 million) focuses on road infrastructure, rural development and wildlife conservation. Funds under the Regional Indicative Programme are largely pledged for the establishment of the Inter-State Transit for Central African Countries (TIPAC system) and work sponsored through regional cooperation funds is targeted on upgrading the trans-equatorial Bangui-Pointe Noire road.

The Central African Republic also benefited in 1994 from ECU 10 million in EU structural adjustment support.

The 7th EDF Stabex transfers (more than ECU 18 million) are targeted at stabilising the coffee and cotton industries and improving their competitiveness.

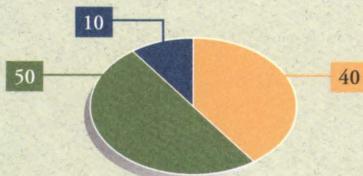
Important projects involving aid for refugees, the fight against AIDS and participation in joint initiatives with NGOs, have been funded from the EU budget.

Eighty per cent of the 8th EDF NIP (total ECU 102 million), signed on 13 December 1997, is targeted at support to transport policy.

Between 1991-1997, the non-payment of salaries resulted in three successive mutinies. Clashes in the capital, Bangui, resulted in death, destruction and pillaging as well as the temporary evacuation of foreign nationals. Cooperation recommenced during 1997 thanks to the presence of an inter-African peacekeeping force.

FED EDF

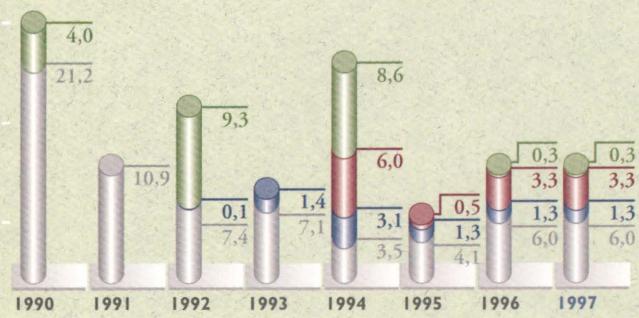
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS/SAF
- divers/various
- PIN/NIP





Comores

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

2 230



653 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
362 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

6 258 400 ECU (1997)

Vanille 40%

Huiles essentielles 44%

Exportations européennes vers...

25 621 590 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
75,1% (1996)
secondaire
19,8% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

A l'entrée du Canal du Mozambique, à mi-chemin entre Madagascar et le continent africain, se situe l'archipel volcanique des Comores (2230 Km²). Les trois îles (Grande Comores, Anjouan et Mohéli) qui composent la République Fédérale des Comores ont acquis leur indépendance en 1975, alors que la quatrième île, Mayotte, décidait de rester sous administration française.

Les dernières élections présidentielles, en mars 1996, ont porté Mohamed TAKI à la tête de l'Etat. Suite à la dégradation de la situation économique et sociale, l'agitation sociale et politique reste vive dans les îles d'Anjouan et de Mohéli et a marqué toute l'année 1997; celle-ci a culminé en juillet dans une crise de nature séparatiste. La déclaration unilatérale de «l'Indépendance d'Anjouan» n'a pas été reconnue par la Communauté Internationale et la situation de statu quo, c'est à dire de calme précaire, prévaut: troubles sociaux et antigouvernementaux sont récurrents.

Avec une population très jeune, les Comores font partie des 47 pays moins avancés.

Essentiellement rurale, l'économie se fonde sur deux cultures d'exportation: la vanille (second producteur mondial), l'ylang-ylang (premier producteur mondial). Toutefois, les recettes d'exportation ne parviennent à couvrir que 10% des importations nécessaires au pays.

Depuis la Convention de Lomé I, la coopération entre l'UE et les Comores a progressé de manière constante. Les FED successifs ont soutenu deux secteurs prioritaires, le développement rural et le désenclavement; un accent a également été mis sur le secteur social. Le Programme Indicatif National de Lomé IV (25 millions d'Ecus dont 3 millions de la Banque européenne d'investissements) finance des opérations de développement rural, dont un projet d'amélioration des cultures d'exportation, d'infrastructures, avec la construction d'un accès maritime à Mohéli et la réhabilitation d'une route à Anjouan ainsi qu'un programme social de micro-réalisations (projets d'hydraulique villageoise, réhabilitation de dispensaires et construction d'écoles).

Au titre du programme d'ajustement structurel, les Comores ont bénéficié d'un montant de 6,2 millions d'Ecus. Par ailleurs, les transferts Stabex pour les années 1990, 1991, 1992, 1993 et 1996 totalisent 6,9 millions d'Ecus.

Outre l'aide programmable, un montant de 96.000 Ecus a été alloué pour appuyer le processus de démocratisation, et 80.000 Ecus pour les élections législatives. L'aide d'urgence a aussi été mobilisée pour un programme d'aide alimentaire de 450.000 Ecus à Anjouan.

Le 25 février 1997 a été signé le Programme Indicatif du 8^e FED. Le montant du programme s'élève à 27,5 millions d'Ecus. Le 8^e FED est orienté vers l'amélioration des infrastructures de transport et de communication et la protection et sauvegarde de l'environnement. En matière de coopération décentralisée les actions seront poursuivies dans le secteur des micro-réalisations, d'appui au secteur privé et dans des actions de formation.

Il est à noter que la coopération technique et financière de l'UE vise le développement du pays par le biais de projets répartis équitablement sur les trois îles de la RFI des Comores.

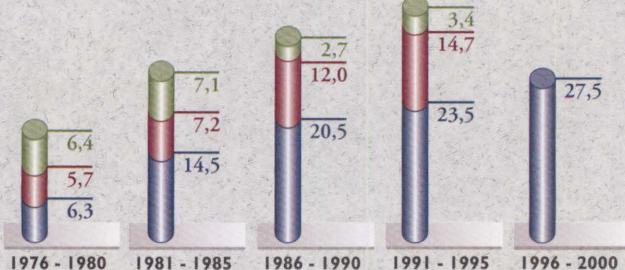
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



C

Comores

Economic indicators

GNP per capita	362 ECU (1996)
European imports from...	
6 258 400 ECU (1997)	
Vanilla	40%
Essential oils	44%
European Exports to...	
25 621 590 ECU (1997)	
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	75.1% (1996)
Secondary schooling rate	19.8% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

At the mouth of the Mozambique canal, half-way between Madagascar and the African continent, lies the volcanic archipelago of the Comoros. The three islands (Grande Comores, Anjouan and Mohéli) that make up the Federal Republic of the Comoros gained their independence in 1975. The fourth island in the group, Mayotte, chose to remain under French administration.

The last Presidential elections, in March 1996, saw Mohamed Taki installed as Head of State. Following the worsening of the economic and social situation, 1997 was marked by social and political unrest in Anjouan and Mohéli, culminating in July in a 'separatist' crisis. Anjouan's unilateral declaration of independence was not recognised by the international community and a *status quo*, albeit precarious, ensued - punctuated by outbreaks of social unrest and anti-government protest.

Comoros has a very young population and is classed among the world's 47 least-developed countries (LDCs).

Mainly rural, the country's economy depends on two main crops, vanilla (the world's number two producer), and ylang ylang (the world's leading producer). However, export receipts only cover 10% of the country's import needs.

Cooperation between the EU and Comoros has stepped up since the signing of the First Lomé Convention. Successive EDFs have largely concentrated on support to rural development and on overcoming the country's isolation, with an emphasis on the social sectors. Lomé IV's National Indicative Programme (ECU 25 million including ECU 3 million from the EIB) is funding rural development schemes including a project to improve crops for export, development of infrastructure including maritime access to Mohéli and the upgrading of the road to Anjouan, a social micro-project programme (village water schemes, upgrading of dispensaries and construction of schools) and the financing of SMEs.

Comoros has benefited to the tune of ECU 6.2 million under the Structural Adjustment Programme while Stabex Transfers for 1990, 1991, 1992, 1993 and 1996 come to a total of ECU 6.9 million.

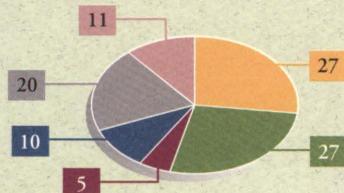
In addition to programmable aid, ECU 96,000 has been granted to support the democratisation process, and a further ECU 80,000 for the legislative elections. ECU 450,000 in emergency aid was also provided for a food aid programme for Anjouan.

The 8th EDF NIP (ECU 27.5 million) was signed on February 25 1997. Funds will be concentrated on improving transport and communication links and environmental protection. Decentralised cooperation will also be supported through microprojects, training and projects in the private sector.

It is important to note that the EC's technical and financial assistance to Comoros is targeted at development through projects which are equitably divided throughout the Republic's three islands.

FED EDF

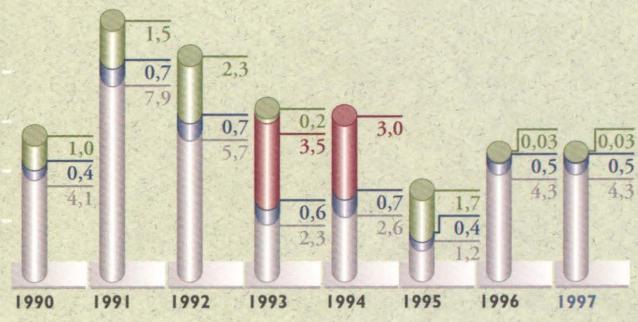
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Congo (Brazzaville)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

342 000



2 590 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
694 625 580 ECU (1997)

Diamants 57%

Exportations européennes vers...
420 925 140 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
14,5% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
59% (1996)

Pays équatorial disposant de ressources forestières peu exploitées et de réserves pétrolières très importantes, le Congo présente un peuplement très déséquilibré: tandis que le nord demeure sous-peuplé avec 1 hab. km², les quatre villes principales du sud abritent plus de 60% de la population. Le secteur pétrolier représente à lui seul plus de 50% des recettes de l'Etat et la quasi-totalité des recettes d'exportation.

A la suite d'une crise profonde provoquée, entre autres, par une mauvaise gestion de l'économie, un régime pluraliste a été institué en 1991.

Le pays demeure confronté à des déséquilibres internes importants ainsi qu'à un endettement d'une ampleur exceptionnelle. Le gouvernement n'a pas été en mesure, jusqu'à présent, de mettre en oeuvre de véritables réformes économiques et structurelles pourtant indispensables.

Sous le 7ème FED, la coopération avec l'Union européenne se concentre sur le secteur des transports, l'appui aux PME et le secteur de la santé, au travers d'un Programme Indicatif National de 51 millions d'Ecus, auquel il convient d'ajouter 6,6 millions d'Ecus attribués au titre de l'appui à l'ajustement structurel. Cependant, la priorité accordée aux questions de politique intérieure, l'absence d'une stratégie durable de développement et de politiques sectorielles "intérieures" et une administration démotivée à défaut d'être payée régulièrement, ont gravement entravé l'application du programme de coopération dont le taux de mise en oeuvre est l'un des plus bas d'Afrique.

Le Congo bénéficie également des dispositions du Protocole Sucre de la Convention de Lomé et utilise régulièrement son quota de 10 000 tonnes.

A l'approche de l'élection présidentielle et sur fond de crise politique, économique et sociale, un conflit armé a dévasté Brazzaville (juin - octobre 1997), provoquant l'évacuation des communautés étrangères, des milliers de morts et des destructions massives. A l'issue de cette guerre civile, l'ancien Président Sassou Nguesso a repris le pouvoir. La quasi-totalité des actions de la coopération européenne a dû être arrêtée du fait de la guerre. L'UE a mobilisé une aide humanitaire substantielle (11 millions d'Ecus).

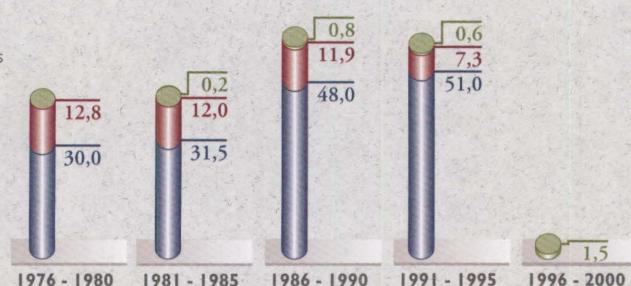
FED + budget EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

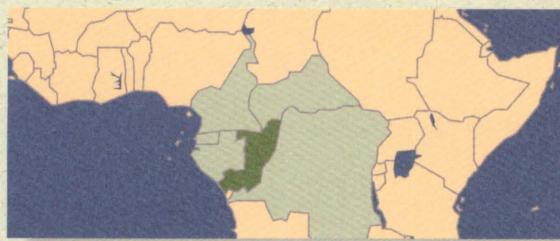
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



■ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

■ secteurs sociaux
social sectors

■ autres
others



Congo C

Economic indicators	
GNP per capita	488 ECU (1996)
European imports from...	694 625 580 ECU (1997)
Diamonds	57%
European Exports to...	420 925 140 ECU (1997)
Debt service / exports	14.5% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	59% (1996)

An equatorial country, the Congo's main resources are little-exploited dense forests and considerable oil reserves. Its population is very unevenly distributed; the north is under-populated, with one inhabitant per square kilometre, while the four main cities in the south are home to more than 60% of the population. The oil industry alone represents more than 50% of the State's revenue, and almost all its export revenue.

A multi-party system was established in 1991, following a major crisis partly caused by poor management of the economy.

The country is still confronted by domestic problems, as well as an exceptionally large debt. To date, the government has not been able to implement genuine and essential structural reforms.

Under the 7th EDF National Indicative Programme (ECU 51 million), cooperation with the European Union is concentrated on transport, support for SMEs and the health sector. A further ECU 6.6 million has been made available for structural adjustment support. However, the heavy emphasis on domestic issues, the absence of a sustainable development policy and of suitable internal sectoral policies, and a lack of motivation in the administration where salaries were paid only irregularly, all combined to hinder seriously the establishment of the cooperation programme. The programme's implementation rate is one of the lowest in Africa.

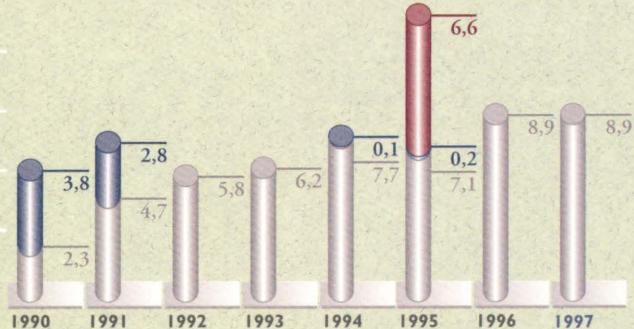
Congo also benefits from the Lomé Sugar Protocol, making use of a 10,000-tonne annual quota.

In the run-up to the presidential elections, a political, economic and social crisis developed which spilled over into armed conflict in June-October 1997. This caused widespread destruction in Brazzaville with thousands of fatalities, and prompted the evacuation of foreign nationals. The outcome of the civil war was the accession to power of President Sassou Nguesso. Almost all European cooperation projects were suspended as a result of the conflict although the EU mobilised a sizeable humanitarian aid operation (ECU 11 million).

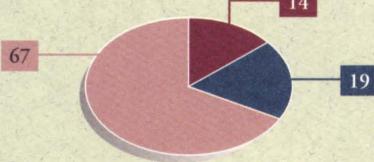
FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP



FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectoral breakdown of NIP % of the total envelope





Congo (Kinshasa)

Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd (1996)
Importations européennes en provenance de...	747 739 950 ECU (1997)
Diamants	64%
Exportations européennes vers...	300 914 440 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,4% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	76,3% (1996)
secondaire	19,5% (1996)
Taux d'urbanisation	29% (1996)

Immense pays équatorial parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), la République démocratique du Congo dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce potentiel de développement considérable, le pays traverse depuis 1986 une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné une chute du PNB par habitant et a sapé les bases de la situation économique.

La coopération avec la république du Congo (Kinshasa) remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958 et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Congo a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de 420 millions d'Ecus et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de 70 millions d'Ecus.

Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (166,5 millions d'Ecus), deux grands programmes de développement rural intégrés et un programme de santé ont été mis en oeuvre, qui donnent une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

Le Programme Indicatif National 7ème FED (170 millions d'Ecus) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération.

Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire et des actions de réhabilitation.

Depuis lors, l'Union européenne a alloué au Congo 402 millions d'Ecus au titre de l'aide humanitaire, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes. Toutefois, le conflit armé à l'est du pays a entraîné, en 1996-1997, l'arrêt des actions en cours.

A la suite de la prise du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL) du Président Kabila, en mai 1997, l'UE a confirmé sa disponibilité à reprendre progressivement la coopération avec la RDC en fonction des progrès constatés dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation et de l'établissement de l'Etat du droit. En application de cette orientation publique, l'UE a débloqué des programmes de réhabilitation (santé et infrastructures routières) d'un montant de 79 millions d'Ecus, en décembre 1997.

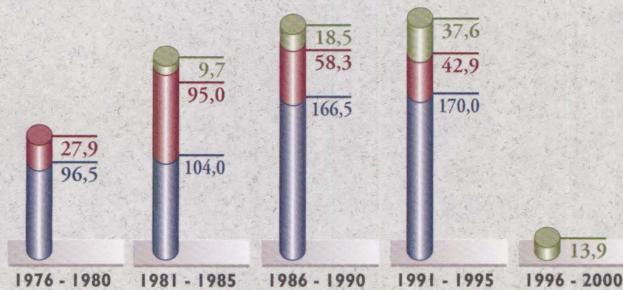
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations en ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Congo (R.D/D.R)

C

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	747 739 950 ECU (1997)
Diamonds	64%
European Exports to...	300 914 440 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	3.4% (1995-96)
Primary schooling rate	76.3% (1996)
Secondary schooling rate	19.5% (1996)
Urbanisation rate	29% (1996)

A huge equatorial country with many rivers (14,000 km of navigable water), the Democratic Republic of Congo has exceptional energy, mineral and plant resources. Despite this obvious development potential, since 1996, due to both external problems (lower commodity prices) and internal ones (inadequate domestic policies), the country has been experiencing deep crisis with a continuing deterioration of its finances and social indicators.

This crisis has led to a fall in *per capita* GNP which has sapped the strength of the formal economy.

The Community's cooperation with the DRC dates back to the First European Development Fund and the Yaoundé Convention. The former Zaire joined the Yaoundé/Lomé system on gaining independence in 1960. It has traditionally benefited from significant EDF funds. Over the first five EDFs, the country was allocated ECU 420 million. The project focus was on infrastructure, agriculture, mining, energy and education. ECU 70 million was allocated to two Sysmin projects.

Two major integrated rural development programmes were financed under the Lomé III National Indicative Programme (ECU 166.5 million), as well as a health programme. All these programmes placed an accent on decentralised cooperation (direct participation of local cooperatives, communities and NGOs).

The 7th EDF National Indicative Programme (ECU 170 million) has not yet been signed due to the suspension of cooperation.

The stalemate in the political democratisation process from 1990 prompted the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, apart from humanitarian aid and rehabilitation projects.

Since then, the EU has allocated ECU 402 million to the DRC for emergency aid, food aid, financing with NGOs and rehabilitation programmes. As a result, the EU is currently the country's foremost international donor. This aid, consisting of funds from Lomé III and IV and from the EU budget, directly benefits the most disadvantaged sections of the population, as well as those affected by the country's domestic instability. However, armed conflict in 1996-97 led to the suspension of ongoing projects.

Following the seizure of power in May 1997 by President Kabila's Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL), the EU has expressed its willingness to gradually resume cooperation with the DRC. This is dependent on recognised progress in the fields of human rights, democratisation and establishment of law and order. In line with this policy, the EU unblocked rehabilitation programmes (health and road sectors) totalling ECU 79 million in December 1997.

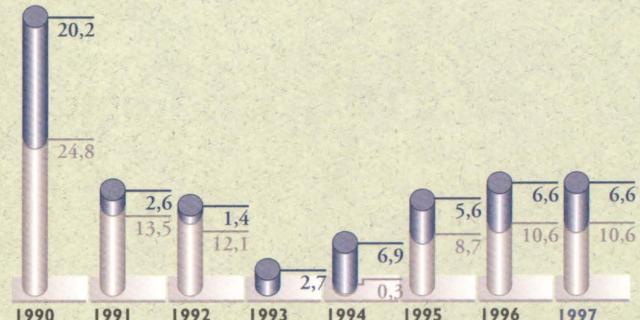
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Côte d'Ivoire

AFRIQUE SAHELIERNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

322 462



14 401 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

1 967 027 960 ECU
(1997)

Cacao 38%

Exportations européennes vers...

1 277 843 910 ECU
(1997)

Service de la dette / exportations
23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
69,1% (1996)

secondaire
20,8% (1996)

Taux d'urbanisation
44% (1996)

Indépendante depuis 1960, la Côte d'Ivoire a connu une grande stabilité politique en évoluant sans heurts graves vers un régime démocratique. Cette situation a fait de la Côte d'Ivoire un pôle de développement régional important avec un taux de croissance estimé à 7% par an.

La région côtière a assuré la prospérité du pays grâce aux exportations agricoles: cacao (1er producteur mondial), café (parmi les quatre leaders mondiaux), bois, caoutchouc, coton, etc. La crise des produits de base a été durement ressentie par le pays qui connaît encore une situation difficile, avec un endettement massif.

Au début des années 90, le gouvernement a lancé une série de réformes macro-économiques importantes afin d'assainir les finances publiques, ainsi que des programmes de restructuration sectorielle en vue de relancer l'économie et la croissance. La Côte d'Ivoire s'est aussi engagée dans une phase active de privatisation. La dévaluation du FCFA de 1994 a également contribué à relancer l'économie ivoirienne.

La coopération avec la Côte d'Ivoire a été longtemps caractérisée par l'importance exceptionnelle des transferts au titre du Stabex, qui dépassent les montants des Programmes Indicatifs Nationaux: ainsi, de Lomé I à Lomé IV, plus de 742 millions d'Ecus ont été alloués au pays, essentiellement pour le café et le cacao, dont 365 millions sous Lomé III et 270 millions sous Lomé IV. Les fonds du Stabex ont servi à améliorer la rentabilité des filières café et cacao ainsi qu'à diversifier l'agriculture.

Les autres domaines d'activités concernent la santé et le soutien à la politique de décentralisation (renforcement du rôle des communes). L'appui important qui a été également octroyé au pays à partir de 1992 au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (65,4 millions d'Ecus) a été ciblé dans ces deux secteurs.

La Côte d'Ivoire a aussi été un des plus importants bénéficiaires des financements de la Banque Européenne d'Investissement. C'est en Côte d'Ivoire qu'a été signé, en 1965, le premier prêt finançant un projet à l'extérieur de l'Union européenne. Depuis cette année-là, les engagements de la Banque ont atteint un montant cumulé de près de 345 millions d'Ecus. Au titre de Lomé IV 61 millions ont été engagés dont 34 millions pour l'exploitation de gisements de pétrole et gaz.

La Côte d'Ivoire figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de bananes qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (30,2 millions d'Ecus déjà engagés). Enfin, près de 9,6 millions d'Ecus ont été versés depuis 1991 au titre de l'accord pêche.

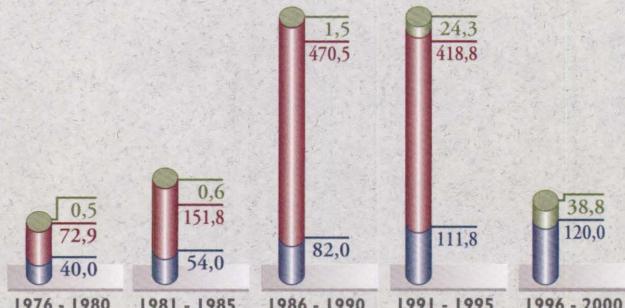
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

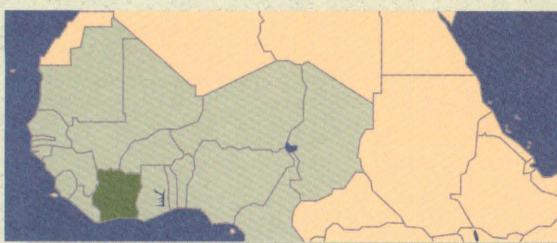
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Côte d'Ivoire

C

Economic indicators

GNP per capita	488 ECU (1996)
European imports from...	1 967 027 960 ECU (1997)
Cocoa	38%
European Exports to...	1 277 843 910 ECU (1997)

Debt service / exports	23.1% (1995)
------------------------	--------------

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	69.1% (1996)
Secondary schooling rate	20.8% (1996)
Urbanisation rate	44% (1996)

Independent since 1960, Côte d'Ivoire has achieved political stability and has moved to a democratic regime without any major problems. With an estimated growth rate of 7%, the country has become an important centre for regional development.

The coastal region has made the country prosperous, thanks to agriculture exports; cocoa (of which Côte d'Ivoire is one of the four world leaders), coffee (also in the top four), wood, rubber, cotton, etc. The commodity crisis has hit the country hard and it is still experiencing a difficult situation with massive indebtedness.

At the beginning of 1990s, the Government embarked on major macro-economic reforms; rationalisation of public finances, active privatisation and sectoral restructuring to help relaunch the economy and engender growth. The 1994 devaluation of the CFA franc also helped spark economic growth.

A long standing feature of cooperation with Côte d'Ivoire is the Stabex transfers - which are larger than the National Indicative Programme. From Lomé I to IV more than ECU 742 million were allocated to the country from the Stabex budget, of which ECU 365 million were from Lomé III and ECU 270 million from Lomé IV. The funds have been used to improve the profitability of the coffee and cocoa sectors and to diversify agriculture.

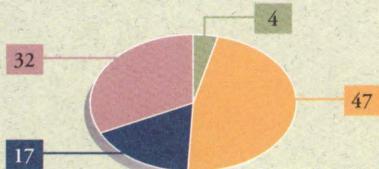
Other areas of activities are health care and backing for a decentralisation policy (strengthening of the role of communes). Significant support from the Structural Adjustment Facility has been allocated to the country since 1992 (ECU 65.4 million) and is targeted at these two sectors.

Côte d'Ivoire has also been one of the biggest beneficiaries of European Investment Bank financing. In 1965, the first ever loan for a project outside the EU was signed in Côte d'Ivoire. Since then, the Bank has committed a total of about ECU 345 million. Under Lomé IV, ECU 61 million have been committed, of which ECU 34 million are for gas and oil exploitation.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers, launched in 1994, benefits Côte d'Ivoire's banana sector by helping improve productivity and quality (ECU 30.2 has already been committed). Finally, Côte d'Ivoire has received ECU 9.6 million since 1991 as financial compensation under a fisheries agreement with the EU.

FED EDF

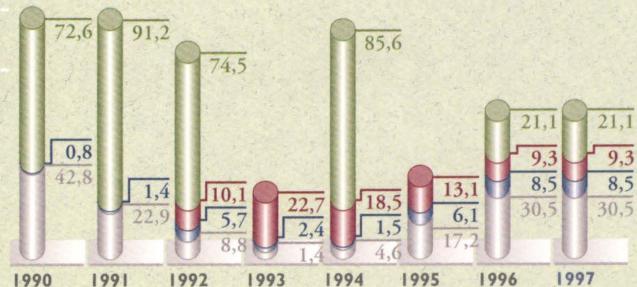
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Djibouti

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUEEASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICAKM²

23 200



511 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	na/nd (1996)
Importations européennes en provenance de...	31 672 710 ECU (1997)
Hélicoptères	80%
Exportations européennes vers...	55 769 390 ECU (1997)

Service de la dette / exportations	na/nd (1995)
------------------------------------	--------------

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	3,6% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	44,4% (1996)
secondaire	15,9% (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Indépendant depuis 1977, Djibouti est un petit territoire côtier, formé de plateaux et de chaînes basaltiques limités par d'énormes failles. La principale contrainte physique est l'absence quasi-totale de potentiel de développement agricole étant donné l'hostilité de la géographie et du climat désertique et la très faible disponibilité en eau douce. Disposant de ressources naturelles limitées, le pays est fortement dépendant des importations de nourriture et d'autres biens de consommation. L'économie est très ouverte, se caractérisant par l'absence quasi-totale de barrières commerciales et de restrictions aux échanges. Les services et les réexportations fournissent l'essentiel des recettes.

En dépit de l'introduction du multipartisme et de la tenue d'élections législatives en 1992 et présidentielles en 1993, l'image de havre de paix que représentait Djibouti au sein d'une région turbulente a été perturbée fin 1991 par une guerre civile qui a coûté cher au pays aussi bien sur le plan politique, par une profonde division de la population, que sur le plan économique, par le coût direct d'une mobilisation massive de militaires et la perte indirecte d'investissements à un moment très inopportun. Sans avoir pu résoudre l'ensemble des problèmes, la signature d'un accord de paix fin 1994 entre le gouvernement et les rebelles, suivi d'un ensemble d'actions contribuant à une reprise du processus de démocratisation, a permis de pratiquement rétablir la paix civile.

La dégradation de la situation économique de Djibouti a obligé le pays à élaborer un programme de redressement économique. Le gouvernement s'est ainsi engagé dans un programme de stabilisation et de réformes structurelles appuyé par le FMI.

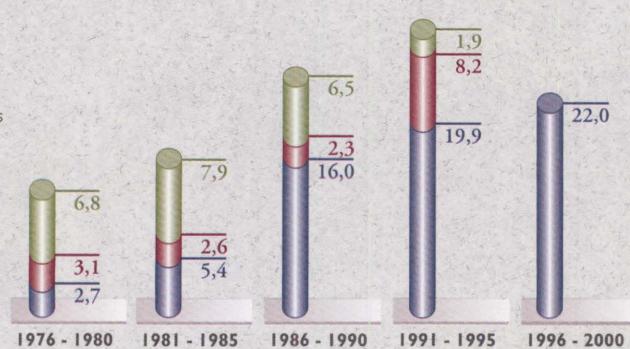
Depuis 1996, Djibouti bénéficie de l'appui de la Communauté pour la mise en œuvre de son programme de stabilisation financière. 4,1 millions d'Ecus ont été alloués à ce titre pour le programme d'ajustement structurel 1996-1997. Une partie des fonds sera consacrée au financement partiel de la démobilisation des forces supplétives de l'armée et de la police.

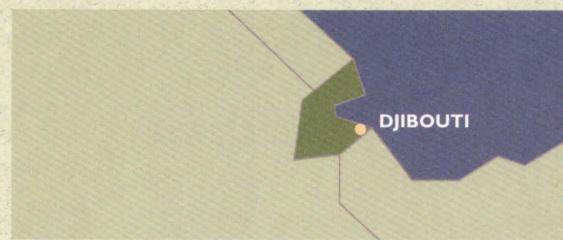
Le PIN Lomé IV (7ème FED) se concentre essentiellement sur le développement urbain et rural et le développement des ressources humaines. Les deux axes prioritaires du PIN Lomé IV 8^e FED sont 1) le redressement de la compétitivité de Djibouti par l'amélioration de la chaîne des transports avec les pays voisins et 2) l'amélioration des conditions de vie et de santé en milieu urbain et rural, notamment par un meilleur approvisionnement en eau des populations ainsi que par un apport aux secteurs sociaux.

Au titre du premier protocole financier de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement a accordé un prêt conditionnel sur capitaux à risques de 2,8 millions d'Ecus pour le financement, dans le cadre d'un projet régional, de l'amélioration des liaisons internationales de télécommunication. Au titre des aides prévues par le second protocole de Lomé IV, la BEI pourrait envisager un montant de 2,5 millions d'Ecus pour le financement de projets et programmes visant le développement des infrastructures, notamment eau et électricité, et le développement du secteur privé.

Djibouti est membre du COMESA (Common Market for East and Southern Africa) et membre fondateur de l'IGAD (Inter-Governmental Authority on Development).

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU millionautres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)développement rural/pêche
rural development/fishingtransport et communications
transport and communicationssecteurs sociaux
social sectors



Djibouti D

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	31 672 710 ECU (1997)
Helicopters	80%
European Exports to...	55 769 390 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	3.6% (1995-96)
Primary schooling rate	44.4% (1996)
Secondary schooling rate	15.9% (1996)
Urbanisation rate	na/nd(1996)

Independent since 1977, Djibouti is a small coastal nation consisting of plateaus and basaltic mountains with huge faults. The country's principal physical constraint to development is an almost total absence of agricultural potential in view of the nature of the geography and the desert climate (there is very little water). With limited indigenous resources, Djibouti is highly dependent on imports of food and other consumer goods. It has a very open economy with almost no trade barriers or exchange restrictions. Service industries and re-exports are responsible for the bulk of its receipts.

Despite having introduced a multiparty political system, with legislative and presidential elections held in 1992 and 1993 respectively, Djibouti's image as a peaceful haven in a turbulent region was shattered at the end of 1991 with the outbreak of civil war. This cost the country dear both politically and economically, with a massive mobilisation of soldiers and loss of investment. It also created a deep division within the population. Although these problems were not really solved, a peace agreement was signed at the end of 1994 between government and rebels. This was followed by several further steps which brought peace in practice and enabled the democratisation process to resume.

The worsening of the economic situation in Djibouti forced the country to draw up an economic restructuring programme. The government signed up to an IMF stabilisation and structural reform package.

Since 1996, the Community has helped Djibouti implement financial stabilisation measures, providing ECU 4.1 million for the 1996-1997 Structural Adjustment Programme. A proportion of these funds will be used to help demobilise supernumerary members of the army and police force.

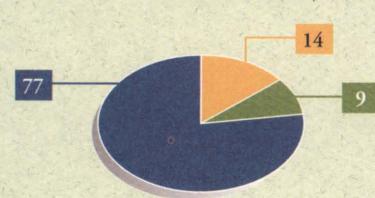
The NIP of the 7th EDF focuses mainly on urban and rural development and development of human resources. The two priorities of the 8th EDF are: recovery of Djibouti's competitive position by improving transport links with neighbouring countries and enhancing the standard of living and health of urban and rural populations through improved water supplies and support to various social sectors.

Under Lomé IV's first financial protocol, the European Investment Bank granted a credit of ECU 2.8 million from risk capital resources to finance a regional project aimed at improving international telecommunications. The second protocol of the Lomé IV Convention includes an indicative amount of ECU 2.5 million for loans from the Bank, which could be used to finance schemes aimed at developing infrastructures (notably water and electricity) and the private sector.

Djibouti belongs to COMESA (the Common Market for East and Southern Africa) and is a founder member of IGAD (Inter Governmental Authority on Development).

FED EDF

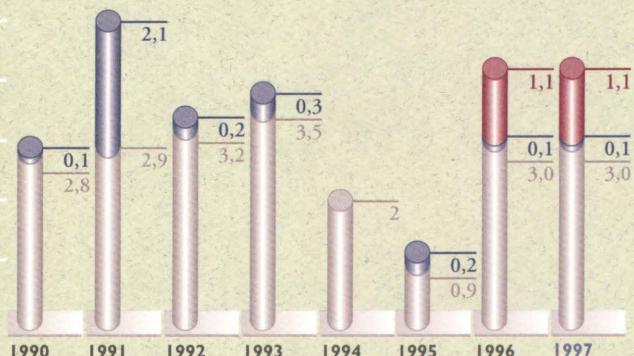
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Dominica

CARAÏBES

CARIBBEAN

KM²

750



71 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	2 434 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	33 492 170 ECU (1997)
Bananes	71%
Exportations européennes vers...	26 854 890 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	na/nd (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Située au nord de la chaîne des Caraïbes (Îles au Vent), la Dominique est devenue indépendante en 1978.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur prédominant et vital de l'agriculture: la banane. Le gouvernement s'attache à développer ses infrastructures en vue de relancer la croissance économique et de favoriser l'éco-tourisme dans les années à venir. Dans la seconde moitié des années 1980, la croissance réelle était en moyenne de 5,5% avec un net ralentissement en 1991 et 1992 (de 2 à 2,6%). L'économie ouverte et fragile de la Dominique risque d'être affectée par la récession mondiale, associée à l'avenir incertain du secteur bananier.

Le premier accord de partenariat en matière de coopération avec l'Union européenne (UE) a été instauré en 1976 dans le cadre de l'association entre l'UE et les pays et territoires d'outre-mer, et s'est poursuivi avec l'intégration du pays nouvellement indépendant à la Convention de Lomé.

Compte tenu de l'étroite dépendance de la Dominique envers ses exportations de bananes (lesquelles représentent plus de 50% des produits exportés), le soutien de l'UE s'est orienté vers la restructuration de l'industrie bananière, la diversification de l'agriculture avec la mise en place de l'agro-processing et la diversification économique en général. Les fonds de l'UE proviennent du Programme Indicatif National, du système Stabex (36,4 millions) et des lignes budgétaires spécialement accordées aux traditionnels fournisseurs ACP de bananes. La mise en place de la sécurité sociale est également couverte par le Stabex pour pallier aux conséquences de la réforme économique et lutter contre la pauvreté.

L'assistance de l'UE en faveur de la Dominique a été dans le passé largement consacrée à l'infrastructure agricole et rurale, et à quelques plus petits projets de développement du tourisme et de coopération décentralisée. Sur un total de 5,5 millions d'Ecus engagés dans le cadre du Programme Indicatif National de Lomé IV, 2,5 millions d'Ecus ont été alloués au développement rural pour promouvoir la diversification agricole visant à l'amélioration de la qualité et du rendement de la production de bananes et favoriser la diversification d'autres cultures. En matière d'environnement, des fonds (1,7 millions d'Ecus) ont été injectés pour soutenir la politique de l'environnement, en termes de capacité de gestion, de déboisement, ainsi que d'enlèvement et de traitement des déchets. En outre, le soutien à l'ajustement structurel a été financé à raison de 2,2 millions d'Ecus. De même, un projet sanitaire d'un montant de 1,65 million d'Ecus a été soutenu par le Programme Indicatif National du 7ème FED, dans le cadre du programme de l'OECS de gestion des déchets. Des aides substantielles (1,3 million) ont également été assurées par l'UE dans les cas d'urgence et de sinistres, comme les ouragans et tempêtes tropicaux qui ont ravagé l'île en 1994/1995.

Sous la Convention de Lomé IV bis, l'enveloppe financière pour le 8ème FED s'élève à 6,5 millions d'Ecus. L'objectif des NIP est la diversification de l'économie par le soutien au secteur touristique; environ 92% de l'enveloppe y seront consacrés, complétés par les transferts au titre du Stabex.

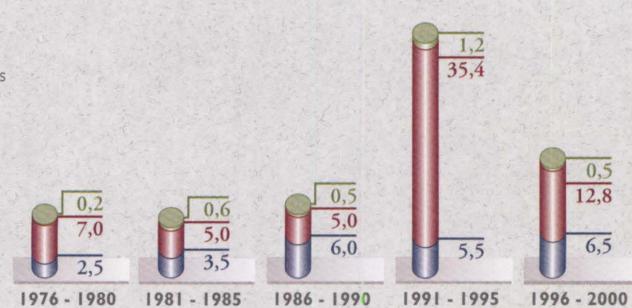
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Dominica

D

Economic indicators	
GNP per capita	2 434 ECU (1996)
European imports from...	33 492 170 ECU (1997)
Bananas	71%
European Exports to...	26 854 890 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Dominica, an island in the far north of the chain of the Windward Islands in the Caribbean, has been independent since 1978.

The country has a predominantly agricultural economy with the banana sector as its mainstay and is developing its infrastructure to support future industrial growth and eco-tourism. In the second half of the 1980s, real growth averaged 5.5% with a definite slow down in 1991 and 1992 (2% to 2.6%). The world economic slowdown, combined with uncertainty over the future of the banana sector, is likely to affect Dominica's open and vulnerable economy.

The formal cooperation partnership with the European Union was initiated in 1976 within the framework of the Association between the EU and its OCTs (Overseas Countries and Territories). The partnership continued when the newly independent country joined the Lomé Convention.

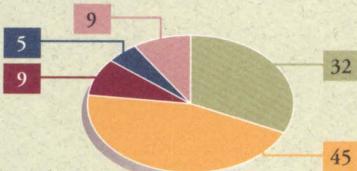
Given Dominica's over-dependence on banana exports (traditionally more than 50% of all merchandise exports), the focal areas for EU support have been the restructuring of the banana industry, agriculture diversification to include agro-processing, and wider economic diversification. EU funding for support in these areas has been allocated from the National Indicative Programmes, from Stabex transfers (ECU 36.4 million) and from the budget line for special support to traditional ACP banana suppliers. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

Past EU assistance to Dominica has been largely focused on agriculture and rural infrastructure with some minor projects in the area of tourism development and decentralised cooperation. Under the first Lomé IV NIP (7th EDF) totalling ECU 5.5 million, 2.5 million ECU has been allocated to rural development in order to promote agricultural diversification directed at increasing the quality and productivity of banana production and enhancing diversification into other crops. For the environment sector (ECU 1.7 million) funds were directed to supporting Dominica's environmental strategy, especially regarding management capacity, deforestation and waste collection and treatment. In addition ECU 2.2 million has been allocated as structural adjustment support. An ECU 1.65 million sanitary landfill project is also being financed from the resources of the 7th EDF NIP, in the framework of the OECS solid waste management programme. Substantial funding (ECU 1.3 million) has been provided from the EU budget as emergency and rehabilitation assistance following the hurricanes and tropical storms which struck the island in 1994-1995.

Under Lomé IV bis (8th EDF) the financial envelope is ECU 6.5 million. The focal area here is diversification of the economy through support to the tourism sector. Approximately 92% of the indicative sum will be allocated to this objective, supplemented with Stabex resources.

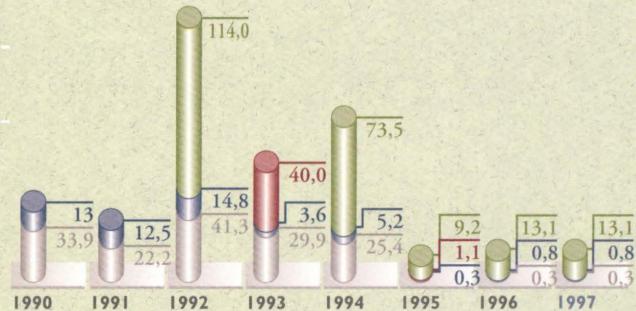
FED EDF

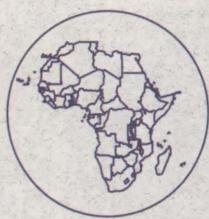
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Eritrea

AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND HORN OF AFRICA

KM²

125 000



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...

40 538 060 ECU (1997)

Déchets et débris de métaux précieux 83%

Exportations européennes vers...

126 291 900 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
17% (1996)

Territoire de 120.000 km² situé au nord-est de l'Ethiopie, entre le Soudan et Djibouti et en bordure de la Mer Rouge, l'Erythrée a acquis son indépendance en mai 1993, après le succès du référendum d'autodétermination.

Le nouvel Etat a rejoint le groupe ACP pour devenir le 70ème Etat signataire de la Convention de Lomé IV. En décembre 1994, l'Erythrée a rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan. Un conflit l'oppose au Yémen depuis la fin 1995 pour le contrôle des îles de l'archipel Hanish en Mer Rouge. Pendant l'année 1997, des tensions sont également apparues avec l'Ethiopie, en particulier au moment du lancement de la monnaie nationale érythréenne, le Nakfa.

L'assistance à l'Erythrée a démarré dès 1992 par le lancement d'un programme à court terme de réhabilitation et de reconstruction. Ce programme, doté de 20 millions d'Ecus, s'est concentré principalement sur la réhabilitation des infrastructures sociales et de transport, l'irrigation et l'appui au renforcement institutionnel. A défaut de disposer alors d'un programme Indicatif, les fonds mobilisés pour ce programme de réhabilitation ont été prélevés sur le Programme Indicatif de l'Ethiopie.

En mai 1994, le premier PIN de l'Erythrée a été signé et doté de 35 millions d'Ecus supplémentaires, ce qui porte à 55 millions d'Ecus le montant définitif alloué à ce titre sous Lomé IV. Les principaux secteurs d'intervention prioritaires qui ont été retenus sont les transports, l'énergie, l'électrification et les études sectorielles. En particulier, une étude sectorielle sur les ressources en eau et le potentiel d'irrigation du pays et une étude sur la politique des transports ont été lancées.

Sur le budget de l'Union européenne, 111 millions d'Ecus ont été alloués depuis 1992 pour des opérations d'aide alimentaire. Cette aide a notamment été utilisée pour la construction d'entrepôts de stockage de denrées alimentaires dans le port de Massawa (2 millions d'Ecus) et la fourniture de semences (0,5 millions d'Ecus). Aucune allocation n'a été faite en 1997.

Près de 6 millions d'Ecus ont également été consacrés depuis 1994 à des projets de réhabilitation exécutés par des ONG auxquels il faut ajouter 2,4 millions d'Ecus dans le cadre d'un cofinancement avec les ONG. D'autre part 820.000 Ecus ont été alloués à la Commission constitutionnelle chargée de préparer un projet de constitution (adoptée en mai 1997).

Il convient également d'ajouter 4,4 millions d'Ecus en faveur d'un projet d'envergure de contrôle du paludisme et d'un projet de réhabilitation, qui ont été financés au titre de l'assistance aux réfugiés.

En outre, 8 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques ont déjà été engagés par la Banque Européenne d'investissement pour financer le secteur des télécommunications.

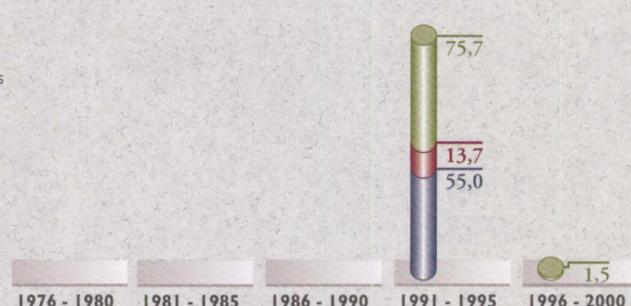
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



infrastructures de transport et énergie
transport infrastructures and energy

programme de réhabilitation et assistance technique
rehabilitation programmes and technical assistance



Eritrea

E

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	
40 538 060 ECU	(1997)
Residuals of precious metals	83%
European Exports to...	
26 291 900 ECU	(1997)
Debt service / exports	
na/nd (1995)	
Social indicators	
Population growth rate	
2.8 (1995-96)	
Primary schooling rate	
na/nd (1996)	
Secondary schooling rate	
na/nd (1996)	
Urbanisation rate	
17% (1996)	

Eritrea is a country with an area of 120,000 km² situated to the north-east of Ethiopia, between Sudan and Djibouti and bordering the Red Sea. It became independent in May 1993 after the population voted in favour of self-determination in a referendum.

This newly-independent state joined the ACP group and became 70th ACP signatory to the Lomé Convention. In December 1994 it broke off its diplomatic relations with Sudan. It has also been in dispute with Yemen since the end of 1995 over the control of the Hanish islands in the Red Sea. During 1997 tension also mounted with Ethiopia, notably when the Nakfa, Eritrea's national currency, was launched.

Aid to Eritrea began in 1992 with a short-term rehabilitation and reconstruction programme. This ECU 20 million programme focused mainly on rehabilitation of social infrastructures and transport, irrigation and institution-building. At the outset, Eritrea had no indicative programme of its own and rehabilitation funds were initially transferred from Ethiopia's NIP.

In May 1994 the first NIP for Eritrea was signed and the country was earmarked an additional ECU 35 million, bringing its total allocation under Lomé IV to ECU 55 million. Priority sectors were; transport, infrastructure, energy, electrification and sectoral studies. Studies have been launched on the country's water resources/irrigation potential and on transport policy.

Under the European Union budget ECU 111 million has been granted since 1992 for food aid operations. This aid has been used to stock foodstuffs in storage at the port of Massawa (ECU 2 million) and for the provision of seeds (ECU 500,000). No allocation was made in 1997.

Since 1994 approximately ECU 6 million has gone to rehabilitation projects undertaken by NGOs with a further ECU 2.4 million for co-financing with NGOs. ECU 820,000 was granted to the Constitutional Commission which had the task of drawing up a constitution (adopted in May 1997).

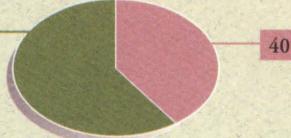
A further ECU 4.4 million was allocated to a sizeable malaria control programme and to a rehabilitation programme under the heading of assistance to refugees.

Under Lomé IV's first financial protocol ECU 8 million in risk capital has been committed by the European Investment Bank for financing in the telecommunications sector.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

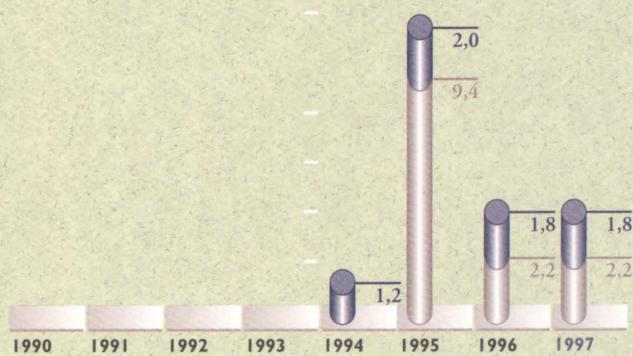
60

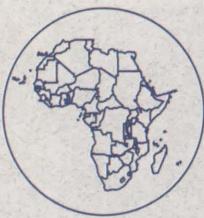


FED 4-5-6-7-8
EDF

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Ethiopia

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND

HORN OF AFRICA

KM²

1 221 900



60 584 500

Indicateurs économiques

PNB par habitant
87 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
262 147 460 ECU (1997)

Café 62%

Exportations européennes vers...
457 597 320 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
13,6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
25,6% (1996)

secondaire
10,2% (1996)

Taux d'urbanisation
16% (1996)

L'Ethiopie bénéficie d'un climat tempéré mais aride en altitude, en dehors de la saison des pluies allant d'avril à septembre. Le pays est constitué de plateaux qui couvrent la moitié de son territoire et où sont concentrés 90% de la population.

L'Ethiopie est caractérisée par un riche patrimoine culturel et une longue histoire. Durant les trente dernières années, le pays a connu une situation politique et économique difficile avec des conflits civils et des sécheresses prolongées. Le Gouvernement de transition, institué en mai 1991, a établi de nouvelles priorités économiques et sociales et un programme de développement sectoriel (routes) est adopté ou en cours d'adoption (sécurité alimentaire, éducation, santé).

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1975 et s'est essentiellement concentrée sur l'agriculture et le développement rural, les transports, le renforcement institutionnel, les infrastructures sociales et, plus récemment, l'appui à l'ajustement structurel et le développement du secteur privé. En tenant compte de toutes les différentes aides qui lui sont allouées, l'Ethiopie est le plus important bénéficiaire de l'assistance européenne aux pays ACP.

Sous Lomé IV, le Programme Indicatif national de 214 millions d'Ecus porte sur l'amélioration du réseau routier et le soutien au secteur privé des PME, ainsi que le développement et la diversification des exportations. D'autres actions au titre du PIN prévoient un appui au renforcement institutionnel et à la formation, aux microprojets ainsi qu'à la conservation et au développement des richesses culturelles.

L'appui aux réformes macro-économiques au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (78,4 millions d'Ecus) tient une place importante. Les transferts au titre du Stabex s'élève à 187,5 millions d'Ecus pour les années d'application 1990-1993.

Des actions significatives ont aussi pu être lancées grâce au budget de l'Union européenne, notamment d'importantes aides alimentaires (plus de 318 millions d'Ecus depuis 1991) et de nombreux projets à plus petite échelle et/ou mis en oeuvre avec des ONG pour une somme globale d'environ 17,5 millions d'Ecus (Initiative Spéciale en faveur de la réhabilitation en Afrique) au cours de la même période.

En outre, 54,7 millions d'Ecus seront fournis pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques pour l'amélioration des réseaux de télécommunications nationaux et internationaux, pour la société des industries textiles de Bahr Dar et pour offrir une ligne de crédit pour le secteur privé.

Le PIN du second protocole financier de Lomé IV (8ème FED) a été finalisé en janvier 1997. Le montant s'élève à 294 millions d'Ecus.

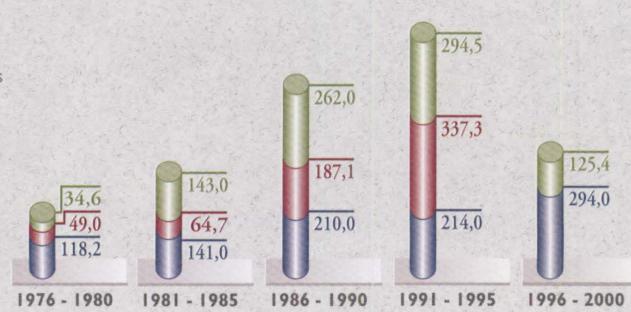
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

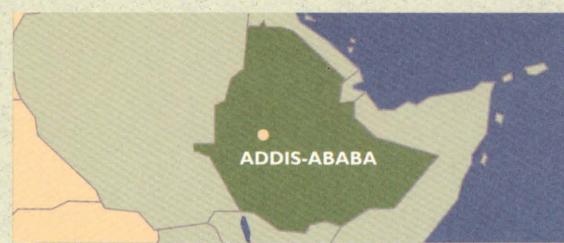
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Ethiopia

E

Economic indicators	
GNP per capita	87 ECU (1996)
European imports from...	262 147 460 ECU (1997)
Coffee	62%
European Exports to...	457 597 320 ECU (1997)
Debt service / exports	13.6% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	3% (1995-96)
Primary schooling rate	25.6% (1996)
Secondary schooling rate	10.2% (1996)
Urbanisation rate	16% (1996)

Ethiopia has a temperate climate though it is arid in the highlands (which cover half its territory) outside the rainy season from April to September 90% of the population is concentrated in this part of the country.

Ethiopia has a rich cultural heritage and a long history. Over the last thirty years, the country has experienced a difficult political and economic situation with serious civil upheavals and conflicts, and prolonged droughts. The transitional government, set up in May 1991, established new economic and social priorities. Sectoral development programmes are being implemented (the road sector) or prepared (food security, education and health).

Cooperation with the European Union began in 1975 with a focus mainly on agriculture and rural development, transport infrastructure, institutional strengthening, social infrastructures and more recently, structural adjustment support and private sector development. Taking all support instruments together Ethiopia receives more EU assistance than any other ACP State.

Under Lomé IV, the ECU 214 million National Indicative Programme targets improvement of the road network, support to SMEs and export diversification. Other projects involve support for institutional strengthening, training and microprojects as well as the protection and diversification of the country's cultural wealth.

Support for macroeconomic reforms under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 78.4 million) is of particular significance. There have also been Stabex transfers (ECU 187.5 million for the years 1990-1993).

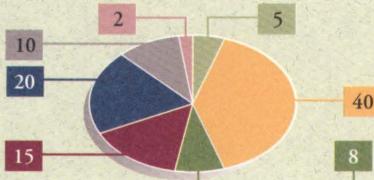
In addition significant actions have been launched under the EU budget, such as major food aid operations (more than ECU 318 million since 1991). Many smaller scale projects have been co-financed and/or implemented during the same period by NGOs in various parts of the country for a global amount of around ECU 17.5 million (under the special initiative for rehabilitation support in Africa).

Moreover, under Lomé IV's first financial protocol, ECU 54.7 million has been committed by the European Investment Bank in the form of risk capital for improving national and international telecommunications links, for the upgrading of airport infrastructures, for the *Bahr Dar* textile company and for a credit line for the private sector.

The National Indicative Programme for the second Lomé IV protocol (8th EDF) was signed in January 1997. It earmarks ECU 294 million for the country.

FED EDF

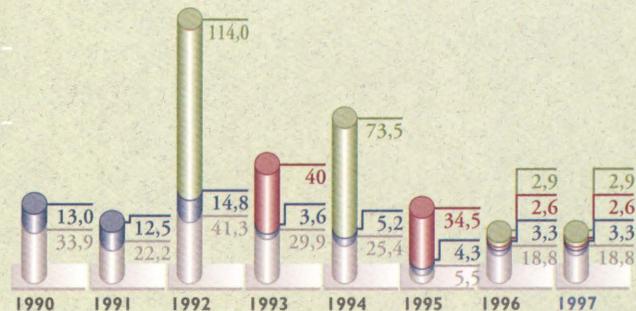
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Fiji

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

18 270



762 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 945 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
108 364 420 ECU (1997)

Sucres de canne 84%
Exportations européennes vers...
32 028 940 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1,6% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)
secondaire
66,8% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

La république de Fidji est un archipel d'environ 300 îles dispersées sur plus de 1,3 million de km² d'océan. La population est d'origine fidjienne (50%), indo-fidjienne (45%), ou autre (5%). Fidji a acquis l'indépendance au sein du Commonwealth en 1970, pour se déclarer république en 1987. Des élections pluralistes ont eu lieu en 1992 et 1994.

Fidji est un des pays les plus grands et les plus riches de la région du pacifique. Son économie se base sur l'industrie du sucre et du tourisme, les produits manufacturés prenant plus récemment de l'importance. Les principaux produits exportés sont: le sucre, le textile, les produits de la mer et l'or. La croissance économique a été entravée par un marché national restreint et dispersé, le manque de ressources naturelles, l'éloignement par rapport aux marchés d'exportation, les catastrophes naturelles et, occasionnellement, l'émigration de la main-d'œuvre spécialisée.

La coopération avec l'Union européenne a débuté avec la première Convention de Lomé. Entre Lomé I et III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), axés sur le développement rural et l'agriculture, se sont élevés à plus de 40 millions d'Ecus au total. D'autres projets ont été mis en œuvre dans les secteurs du transport, des communications, du commerce et des services. Au cours de la même période, le système Stabex a par ailleurs fourni 5,4 millions d'Ecus au total en compensation du déficit dans les exportations d'huile de coco.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) est un important bailleur de fonds depuis Lomé I (87,5 millions d'Ecus de prêts sur ressources propres et plus de 9 millions au titre des capitaux à risques). Elle accorde des prêts notamment aux secteurs de l'électricité et du bois. Sous le premier protocole financier de Lomé IV, la BEI est intervenue pour un total de 13 millions d'Ecus dans les projets du Centre de maintenance de l'aéroport de Nadi et de l'extension des télécommunications.

Les priorités du PIN relatives au premier protocole financier de Lomé IV (7ème FED) sont le développement rural et l'infrastructure sociale. En raison du cyclone qui a ravagé le pays en janvier 1993 et pour lequel une aide d'urgence d'1 million d'Ecus a été attribuée, la mise en œuvre du PIN (22 millions d'Ecus) a débuté en 1993/1994 par le financement de 5 ponts de taille moyenne et 2 plus importants. Récemment, un programme de micro-projets visant à la réhabilitation d'écoles primaires rurales a été approuvé. Ce PIN sera complété par des projets dans les secteurs de l'infrastructure des transports et du développement rural.

Le PIN au titre du 8ème FED (25,5 millions d'Ecus) fut signé en mai 1997. Le développement des ressources humaines (45%) et l'environnement (35%) sont les secteurs prioritaires. Des projets sont actuellement en évaluation.

Les îles Fidji bénéficient du second quota en importance (165 348 de tonnes par an) au titre du protocole sucre annexé aux Conventions de Lomé, qui couvre environ 45% de la totalité de ses exportations de sucre et permet des bénéfices de l'ordre de 40 à 50 millions d'Ecus par an.

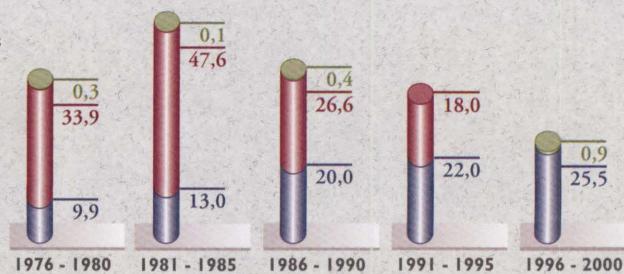
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ autres
others



Fiji F

Economic indicators	
GNP per capita	1 945 ECU (1996)
European imports from...	
108 364 420 ECU (1997)	
Cane-sugar	84%
European Exports to...	
32 028 940 ECU (1997)	
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	1.6% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	66.8% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The Republic of Fiji is an archipelago of some 300 islands spread over 1.3 million km² of ocean. Its population is composed of indigenous Fijians (50%), Indo-Fijians (45%) and others (5%). Fiji became independent within the Commonwealth in 1970 and declared itself a republic in 1987. Multi-party elections were held in 1992 and 1994.

Fiji is one of the largest and richest countries in the Pacific region. Its economy relies traditionally on the sugar industry and tourism, while manufacturing is a more recent significant activity. Main exports are sugar, textiles, fish products and gold. Economic growth has been hampered by a small and dispersed domestic market, a narrow resource and production base, distance to export markets, natural disasters and, occasionally, by emigration of skilled manpower.

Cooperation with the European Union started with the First Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, total National Indicative Programme funds amounted to more than ECU 40 million, concentrating on rural development and agriculture. Other projects were implemented in transport and communications as well as in the trade and service sectors. In addition, a total of ECU 5.4 million was provided during the same period under the Stabex system, to compensate for shortfalls in export earnings from coconut oil.

The European Investment Bank has been an important donor since Lomé I (ECU 87.5 million in loans from its own resources and more than ECU 9 million of risk capital). Its loans have been utilised to improve electricity networks and the wood industry. Between 1990 and 1995, a total of ECU 13 million was lent from the EIB's own resources for the maintenance centre at Nadi airport and the extension of the Fijian telecommunications network.

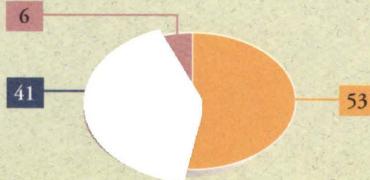
The priorities of the NIP relating to the first Financial Protocol of Lomé IV (7th EDF) are rural development and social infrastructure. Following a destructive cyclone in January 1993, for which ECU 1 million in emergency aid was allocated, the implementation of the NIP (ECU 22 million) began in 1993-1994 with the financing of five smaller and two major road bridges. Recently, a micro-project programme aimed at rehabilitating rural primary schools was approved. The 7th EDF NIP will be completed by projects in the transport infrastructure and rural development sectors.

The NIP for the 8th EDF (ECU 25.5 million) was signed in May 1997. It will concentrate on human resource development (45%) and the environment (35%). Projects are currently being appraised.

Fiji benefits from the second largest quota (165,348 tonnes per year) under the Sugar Protocol annexed to all Lomé Conventions. This quota covers about 45% of its Fiji's sugar exports and provides benefits of ECU 40 to ECU 50 million per year.

FED EDF

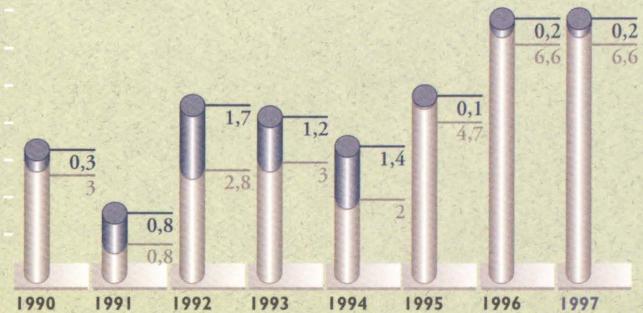
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Gabon

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

267 670



1 367 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	3 134 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	946 983 790 ECU (1997)
Hélicoptères	60%
Exportations européennes vers...	1 134 463 380 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	15,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,5% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	na/nd (1996)
Taux d'urbanisation	51% (1996)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab./km² et 73% de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

Le Programme Indicatif National 7ème FED (29,9 millions d'Ecus) a connu une concentration des ressources du FED sur la santé et l'hydraulique villageoise. Après la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, 6,7 millions d'Ecus ont été alloués à ce pays au titre de la Facilité d'ajustement structurel.

Le Gabon a aussi bénéficié des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon a bénéficié sur le 7ème FED d'un financement du Sysmin (14 millions d'Ecus). L'Union européenne a également participé au financement de l'organisation des élections législatives et du recensement général de la population de 1993.

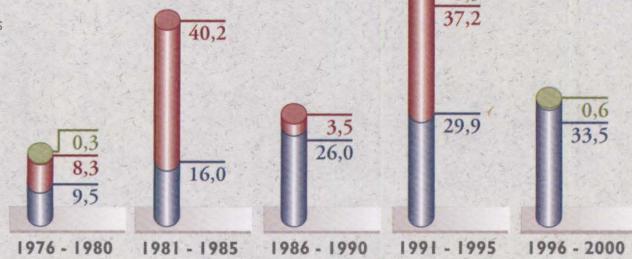
En outre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a accordé un prêt sur ses ressources propres de 10,5 millions d'Ecus pour la modernisation d'équipements aéroportuaires et aéronautiques dans les 7 principaux aéroports du pays ainsi qu'un concours sur capitaux à risques de 0,6 millions d'Ecus pour une étude dans le secteur de l'agriculture.

Le programme Indicatif National 8ème FED(33,5 millions d'Ecus) définit l'aménagement du territoire comme zone de concentration. Sur l'enveloppe globale, 80% seront consacrés à la réalisation d'une route bitumée qui lie Libreville à la frontière camerounaise et à la remise en état des pistes rurales menant à cette route. On prévoit également des interventions concernant l'enseignement primaire, la santé et la gestion durable de la forêt.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Gabon

G

Economic indicators

GNP per capita	
3 134 ECU (1996)	
European imports from...	
946 983 790 ECU	
(1997)	
Helicopters	60%
European Exports to...	
1 134 463 380 ECU	
(1997)	

Social indicators

Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	na/not available (1996)
Secondary schooling rate	na/not available (1996)

Urbanisation rate
51% (1996)

Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party system in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered by dense tropical forest. Even more important are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all today's economic activity in the modern industrial sector. Despite such potential, Gabon has a major handicap: under-population. With just over a million inhabitants, its average population density is four per square kilometre. 73% of the people live in urban areas. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration in the terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help redress.

The 7th EDF National Indicative Programme under the first Lomé IV financial protocol (ECU 29.9 million) concentrated resources on health and improving village water systems. On devaluation of the CFA franc in 1994, ECU 6.7 million was allocated to the country from the Structural Adjustment Facility.

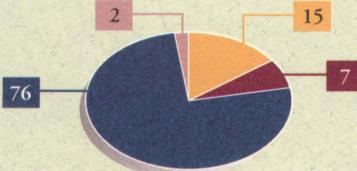
Gabon has also benefited from regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. Due to the difficulties affecting uranium and manganese production, the country was allocated ECU 14 million from the 7th EDF Sysmin budget. The EU also participated in funding the country's legislative elections and a population census in 1993.

Additionally the European Investment Bank agreed an ECU 10.5 million loan from its own resources for modernisation of equipment at seven of the countries airports, as well as ECU 600,000 of risk capital for an agricultural study.

The 8th EDF National Indicative Programme (ECU 33.5 million) sees infrastructure and administrative development as focal areas. 80% of the total will go to building a bitumen road linking Libreville with the Cameroon border and the upgrading of rural roads to access this main artery. Further projects are foreseen for primary education, health, and sustainable forest management.

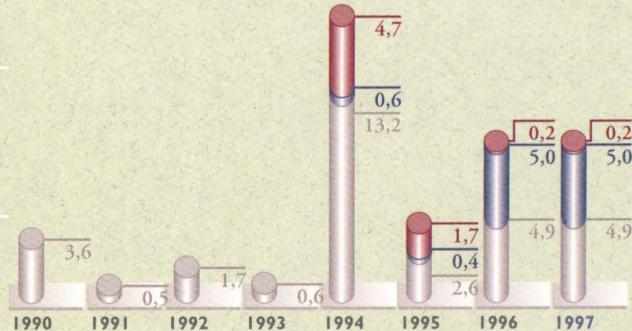
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale **sectoral breakdown of NIP** % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





The Gambia

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM+

11 295



980 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...
127 905 020 ECU (1997)

Diamants 90%
Exportations européennes vers...
99 129 750 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
14% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
67,9% (1996)
secondaire
16,7% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, le régime de démocratie multipartite parlementaire en place a été renversé le 22 juillet 1994 à la suite d'un coup d'Etat militaire; la Constitution a été suspendue et tout parti politique interdit. Les partenaires pour le développement, notamment la Commission européenne et les Etats membres de l'Union européenne, ont bloqué les aides octroyées en matière de balance des paiements et les projets non destinés aux populations nécessiteuses.

En 1997, la Gambie a parachevé son programme de transition pour restaurer un régime civil démocratique avec les élections législatives et l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum organisé en août 1996. Les relations et la coopération avec le pays ont repris en juillet 1997 avec l'annonce du Programme Indicatif National du 8ème FED (28,5 millions d'Ecus).

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (arachides). Après la dégradation de la situation économique au début des années 80, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en œuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services est activement poursuivi. L'expérience de la Gambie est généralement considérée comme un bon exemple d'ajustement économique. Il a toutefois été admis que ces efforts devaient être poursuivis pour que les effets soient durables. Un nouveau Programme-cadre de politique pour la période 1998-2000 est en préparation en collaboration avec les institutions de Bretton Woods.

Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'UE. Sous le Programme Indicatif National du 7ème FED (23,5 millions d'Ecus), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et les plus mal desservies du pays (circonscriptions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui aux initiatives locales, essentiellement dans le cadre d'une coopération décentralisée.

Sous le 7ème FED, 8,2 millions d'Ecus ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (4 millions d'Ecus) et d'un programme général d'importations (4,2 millions d'Ecus dont 2,2 millions sont déboursés). La contrepartie a été principalement investie dans le secteur social (santé et éducation). La Gambie a bénéficié de transferts au titre du Stabex d'un montant de 0,8 million. En outre, 4,3 millions d'Ecus ont déjà été engagés au titre des capitaux à risques gérés par la Banque Européenne d'Investissement en matière d'approvisionnement en eau.

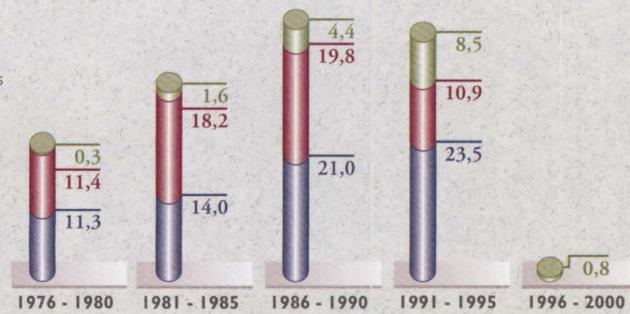
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

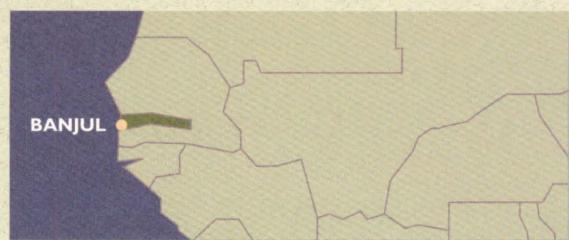
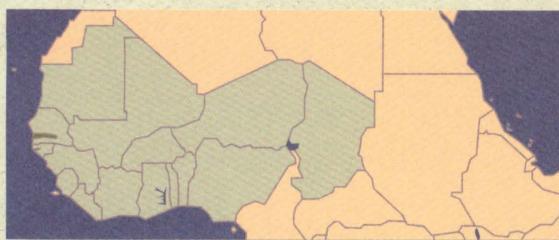
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



The Gambia

G

Economic indicators

GNP per capita na/nd (1996)
European imports from... 127 905 020 ECU (1997)
Diamonds 90%
European Exports to... 99 129 750 ECU (1997)
Debt service / exports 14% (1995)

Social indicators

Population growth rate 2.7% (1995-96)
Primary schooling rate 67.9% (1996)
Secondary schooling rate 16.7% (1996)
Urbanisation rate 30% (1996)

The Gambia is a small country on the West coast of Africa surrounded on three sides by Senegal. It became independent in 1965 and was governed by a democratic multiparty parliamentary system until the military take-over of 22 July 1994. This event changed the political picture drastically, involving suspension of the Constitution and the banning of all political parties. After the coup, some development partners, including the European Commission and EU Member States, decided to suspend balance of payments support and projects not directed at the poor and vulnerable groups.

In 1997, The Gambia completed its transition programme to return to democratic civilian rule, following the legislative elections and endorsement of a new Constitution, approved by referendum on August 1996. Normal relations and cooperation with the country were resumed in July 1997 with the communication of the indicative amount for the 8th EDF National Indicative Programme (ECU 28.5 million).

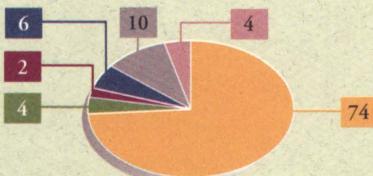
The Gambia has an open economy with limited national resources. The economy is based on three main pillars: agriculture (groundnuts), tourism and the re-export trade. After the deterioration of the economic situation at the beginning of the 1980s, the authorities, in 1985, launched an Economy Recovery Programme. This was followed up in 1990 by the Programme for Sustained Development. Both programmes involved implementation of a broad range of financial and structural reforms. In spite of the suspension of the latter programme after the July 1994 military coup, a number of macroeconomic achievements were preserved. A new Policy Framework Paper for the period 1998-2000 is in preparation with the Bretton Wood institutions.

Since the first Lomé Convention, the main priority of development cooperation with the European Union has been rural development. Under the 7th EDF NIP (ECU 23.5 million), 74% of the total was allocated to rural development in the fields of water supply and rural roads, with a concentration on the most remote and ill-served parts of the country (Upper River Division and North Bank Division). In recent years growing emphasis has been placed on supporting community-based initiatives, characterised mainly by decentralised planning. These actions, focused on rural poverty alleviation, were maintained during the military period (1994-97).

Under the 7th EDF, ECU 8.2 million has so far been allocated for structural adjustment support, in the form of a fuel import programme (ECU 4 million) and a general import programme (ECU 4.2 million of which ECU 2.2 million has been disbursed). The counterpart funds were invested mainly in the social sectors (health and education). Stabex resources amounting to ECU 800,000 were allocated in 1997 in respect of cotton, shrimps and prawns. ECU 4.3 million has also already been committed from the risk capital resources of the European Investment Bank in the water sector.

FED EDF

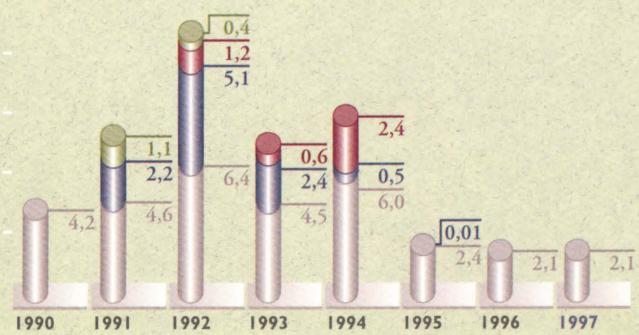
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Ghana

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

238 540



17 453 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
284 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
930 720 610 ECU (1997)

Cacao 31%
Aluminium 21%

Exportations européennes vers...
1 099 164 790 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
76,6% (1996)
secondaire
37,9% (1996)

Taux d'urbanisation
36% (1996)

Le Ghana est un pays d'Afrique de l'Ouest, en bordure du Golfe de Guinée, délimité par la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité au début des années 60, le Ghana a connu des difficultés durant les années 70, débouchant sur une crise économique au début des années 80. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux. Malgré une stabilité macroéconomique quelque peu cahoteuse depuis 1992, le ERP a ramené le pays sur le chemin de la croissance. Les élections présidentielle et législatives de décembre 1996 ont confirmé et renforcé le processus démocratique initié en 1992, date du retour à la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée sous les Conventions antérieures, sur le développement rural, les ressources naturelles et les infrastructures de transport. Le second Protocole financier de Lomé IV, dont le PIN s'élève à 130 millions d'Ecus poursuit dans cette même voie. Les interventions sont du reste planifiées dans les secteurs sociaux (essentiellement la santé), dans le support au développement du secteur privé et à la réforme du secteur public (gestion budgétaire).

On compte parmi les interventions spécifiques sous Lomé III et IV, la réhabilitation des deux ports principaux du pays et des routes principales, de même qu'un projet de maintenance; un programme de micro-projets essentiellement axé sur les infrastructures sociales; un transfert de technologie appropriée; le support à la gestion de deux zones protégées; un programme de développement des PME; et un programme de formation destiné aux officiels des gouvernements locaux. Deux programmes d'infrastructure rurale dans les domaines de l'eau et de l'électricité ont par ailleurs été approuvés avant la fin de 1998.

En outre, un total de 102 millions d'Ecus a été accordé comme support à la balance des paiements sous différents programmes d'ajustement structurel depuis 1991, dont 87,2 millions d'Ecus proviennent de la Facilité d'ajustement structurel, le reste des PIN. Les ressources du Stabex (50,6 millions d'Ecus au titre de Lomé IV) ont été principalement utilisées pour appuyer les réformes économiques dans le secteur du cacao. Sur ses ressources budgétaires, l'UE a également cofinancé diverses opérations menées par des ONG et soutenu le processus électoral en 1996. Au titre de ses ressources propres, la Banque Européenne d'Investissement a déjà engagé sous Lomé IV, 60 millions d'Ecus en faveur du secteur de la production d'énergie et près de 3 millions sur les capitaux à risques pour les entreprises privées.

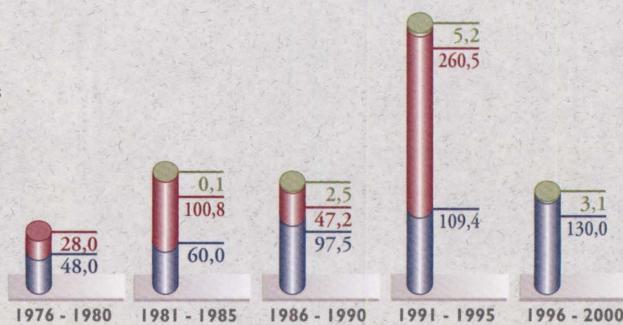
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

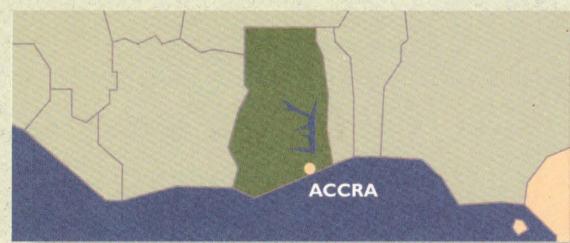
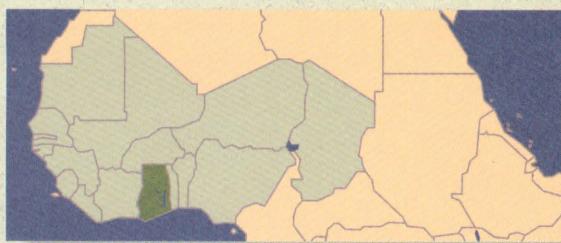
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Ghana

G

Economic indicators

GNP per capita	284 ECU (1996)
European imports from...	930 720 610 ECU (1997)
Cocoa	31%
Aluminium	21%
European Exports to...	1 099 164 790 ECU (1997)
Debt service / exports	23.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	76.6% (1996)
Secondary schooling rate	37.9% (1996)
Urbanisation rate	36% (1996)

Situated in West Africa on the Gulf of Guinea, Ghana is surrounded on three sides by Côte d'Ivoire, Burkina Faso and Benin.

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential, and following a period of relative stability during the early 1960s, the country experienced difficulties during the 1970s, culminating in a severe economic crisis in the early 1980s. Since 1983, the country has implemented an ambitious Economic Recovery Programme (ERP), heavily supported by international donors. Despite some problems with macroeconomic stability since 1992, the ERP has brought the country back to a steady growth path. The presidential and parliamentary elections in December 1996, the second elections after Ghana's return to constitutional democracy in 1992, confirmed and strengthened the development of democracy in the country.

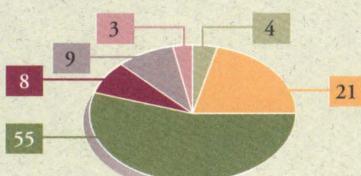
Ghana is still a poor country, and its economy remains vulnerable and structurally rigid. In the past, support under the European Development Fund has focused on rural development, natural resources and transport infrastructure. The National Indicative Programme for the second half of Lomé IV, which will provide total funds of ECU 130 million, maintains these basic orientations. Interventions are also planned in the social sectors (mainly health), in support of private sector development, and for public sector reform (budget management).

Specific interventions under Lomé III and the first half of Lomé IV include the rehabilitation of the country's two main ports, a major road rehabilitation and maintenance project, a microprojects programme mainly focusing on social infrastructure in rural areas, an appropriate technology transfer scheme, support for the management of two protected areas, a small and medium enterprises development programme, and a training scheme for local government officials. Two rural infrastructure programmes in the water and electricity sectors are to be approved before the end of 1998.

In addition to project funding, a total of ECU 102 million has been granted as balance of payments support under various structural adjustment programmes since 1991. ECU 87.2 million of this came from the Structural Adjustment Facility and the rest from the NIP. Stabex resources of ECU 50.6 million are mainly being used for reform in the cocoa sector and support to smallholder farmers. The European Community has also supported various NGO operations and the 1996 elections. The EIB has so far committed ECU 60 million from its own resources for projects in the energy sector, and almost ECU 3 million from risk capital for private enterprises.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Grenada

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

340



92 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	2 465 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	8 243 140 ECU (1997)
Épices	57%
Exportations européennes vers...	15 161 500 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	0% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	na/nd (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Etat constitué de trois îles (Grenade, Carriacou et la Petite Martinique), dont 98% de la population est concentrée sur la principale île qui donne son nom au pays, Grenade est devenu indépendant en 1974. L'agriculture et le tourisme constituent les piliers de l'économie du pays. Restée traditionnelle, l'agriculture est le secteur le plus important en termes d'emploi et de ressources à l'exportation: elle occupe près d'un tiers de la population et assure 60% environ des recettes d'exportations. Le tourisme est un secteur en rapide croissance qui offre des possibilités d'emploi de plus en plus nombreuses. Cependant la croissance économique, qui s'élevait à environ 5% en moyenne sur la période 1984-1990, stagne depuis 1991 autour de 3%. Le pays a dû engager des réformes d'ajustement macroéconomique afin de réduire le déficit des finances publiques.

La coopération avec l'Union européenne a débuté en 1974 avec la première Convention de Lomé. De Lomé I à IV, les fonds disponibles (17,5 millions d'Ecus) au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ont été centrés sur l'infrastructure routière, principalement la reconstruction de la Route principale de l'Est, la promotion du tourisme, les secteurs sociaux (éducation, santé) et approvisionnement en eau. En outre, les réformes économiques conduites par le pays furent soutenues au moyen de la Facilité à l'ajustement structurel (2 millions d'Ecus).

Le PIN de Lomé IV (8e FED) s'élève à 6,5 millions d'Ecus. Le domaine prioritaire dans ce cadre tient en l'approvisionnement en eau (près 80% de l'enveloppe financière), secteur dans lequel l'UE soutiendra les efforts de Grenade pour améliorer l'efficience de l'adduction d'eau dans la partie Sud de l'île. C'est dans cette région qu'est concentrée la majorité de la population ainsi que la plupart des activités économiques non-agricoles. Le développement du tourisme sera le second pôle de concentration de la coopération avec une allocation indicative de 15% du PIN.

Comme les trois autres îles sous le Vent, Grenade a été affectée par la crise de l'industrie bananière, bien que de façon moindre depuis que l'agriculture du pays s'est étoffée. Des produits tels que la noix muscade, le macis et le cacao représentent une part significative dans les exportations. De plus, la mauvaise qualité et les maladies ont mené à interdire les exportations de bananes, comme ce fut le cas en début d'année. Le soutien de l'UE à la production de la banane fut donc réorienté vers la diversification agricole et économique. Ces fonds provenant essentiellement des transferts au titre du Stabex pour un montant de 15,6 millions d'Ecus.

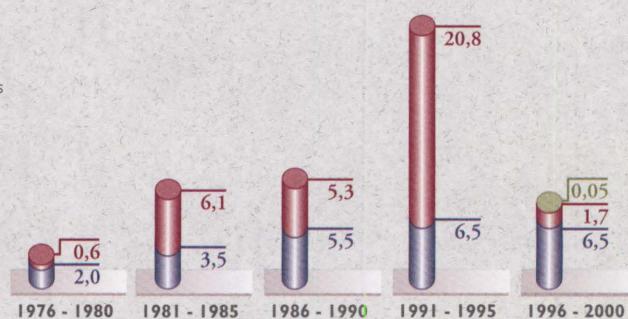
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Grenada G

Economic indicators	
GNP per capita	2 465 ECU (1996)
European imports from...	8 243 140 ECU (1997)
Spices	57%
European Exports to...	15 161 500 ECU (1997)
Debt service / exports	6.65% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Grenada is a three-island State (Grenada, Carriacou and Petite Martinique) with 98% of the population living on the main island. It became independent in 1974.

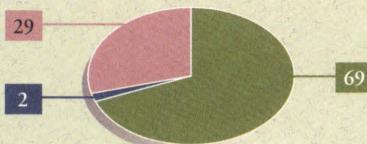
Agriculture and tourism are the basis of the economy. Traditional agriculture is the main sector for employment (30%) and export earnings (60%). Tourism is growing rapidly, offering more and more employment opportunities. However, economic growth, which averaged 4%-5% between 1984 and 1990, has stagnated at around 3% since 1991. The country has had to launch macroeconomic adjustment reforms aimed at lowering the public deficit.

European Development Fund assistance began in 1974. From Lomé I to Lomé IV, National Indicative Programme funds (ECU 17.5 million in total) were allocated to road infrastructure (mainly for rebuilding and rehabilitating the Eastern Main Road), tourism promotion, social sectors (education and health services) and water supply. In addition, economic reforms launched by the country have been supported with a grant of ECU 2 million from the Structural Adjustment Facility.

Under Lomé IV bis, the financial envelope for the 8th EDF is ECU 6.5 million. The focal area for EU cooperation is the water sector (80% of the indicative sum). The EU will support Grenada's efforts to improve the efficiency of the water supply to the southern part of the island where most of the population, and the non-agricultural economic activities, are concentrated. Tourism development will be the second most important area of cooperation with an indicative allocation of 15% of the NIP.

Like the three other Windward Islands, Grenada has been affected by the crisis in the banana industry, although less seriously since Grenada's agriculture is more diversified. Nutmeg, mace and cocoa represent a significant share in the sector's exports. Poor quality and diseases led to a ban on the export of bananas as from the beginning of the year. Previous EU support to banana production is being reoriented towards agriculture diversification and wider economic diversification. The funding for this support, amounting to ECU 15.6 million, comes primarily from Stabex transfers.

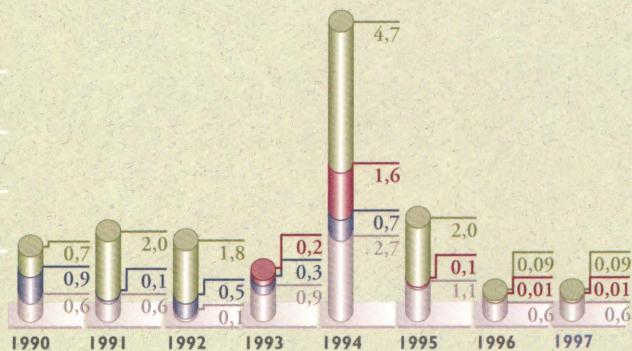
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Guinée-Bissau

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICAKM²

36 120



1 073 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	197 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	11 662 110 ECU (1997)
Poissons	79%
Exportations européennes vers...	52 747 880 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	67% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	59,1% (1996)
secondaire	6% (1996)

Taux d'urbanisation	22% (1996)
---------------------	------------

Pays caractérisé par l'existence de nombreux fleuves, estuaires et marécages, disposant de très faibles infrastructures économiques et sociales, la Guinée-Bissau a connu de grandes difficultés pour gérer son développement depuis son indépendance en 1974.

La Guinée-Bissau est un pays essentiellement agricole, dont la principale exportation est la noix de cajou. La pêche et les licences de pêche représentent la seconde source des recettes d'exportation. La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation surdimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections pluripartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Le gouvernement a adopté une stratégie d'ajustement global à moyen terme pour la période 1994-1997. C'est dans ce contexte que des progrès significatifs ont été accomplis en 1994 pour ce qui est des principaux indicateurs macroéconomiques tels que le taux de change, l'inflation et le déficit extérieur. Toutefois, la situation macro-économique s'est de nouveau détériorée en 1995.

Dans le cadre des Conventions de Lomé IV, le Programme Indicatif National (37 MECU) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, 8 millions d'Ecus sont consacrés au Programme d'Ajustement Structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée-Bissau a en outre, reçu 0,9 million d'Ecus au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ 19 millions d'Ecus depuis Lomé I.

Le budget de l'Union européenne a également contribué, pour un montant de 550.000 ECU, à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée nationale. Dans ce contexte, il a été créé une cellule d'appui à l'Assemblée nationale dont le financement s'élève à 300.000 Ecus. Il cofinance aussi des micro-projets réalisés par des ONG: depuis 1978, un total d'environ 9 millions d'Ecus a permis la réalisation d'une centaine de projets pour le développement rural, la pêche, la formation et la santé.

Au titre de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà accordé des financements à hauteur de 5,2 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques en faveur d'investissements dans le secteur des télécommunications et des PME.

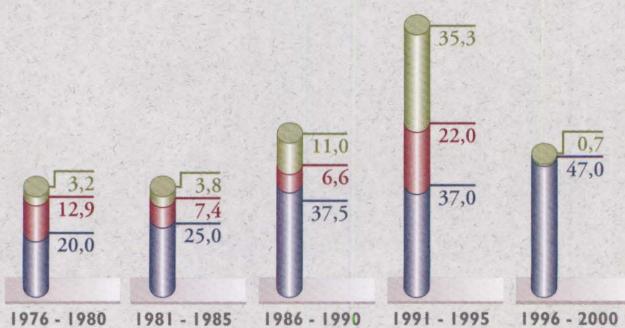
Le PIN du 8ème FED a été signé en décembre 1996. Les domaines de concentration sont les infrastructures, l'appui institutionnel et l'agriculture. Les autres axes d'intervention sont les secteurs sociaux et économiques. L'enveloppe financière est de 47 MECU. Au titre de l'Appui à l'Ajustement Structurel, un programme de 8 MECU est prévu pour 98-99.

Depuis mai 1997, la Guinée-Bissau est devenue le 8ème pays de l'UEMOA.

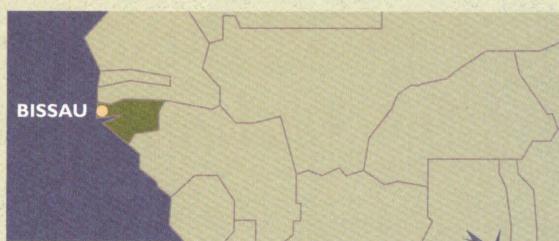
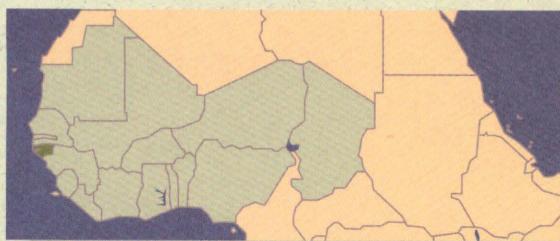
FED + budget

distributions en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Guinée-Bissau

G

Economic indicators

GNP per capita	
197 ECU (1996)	
European imports from...	
11 662 110 ECU (1997)	
Fish	79%
European Exports to...	
52 747 880 ECU (1997)	
Debt service / exports	
67% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
2% (1995-96)	
Primary schooling rate	
59.1% (1996)	
Secondary schooling rate	
6% (1996)	
Urbanisation rate	
22% (1996)	

With its many rivers, estuaries and swamps, and very limited economic and social infrastructures, Guinea Bissau has experienced great difficulties managing its development since independence in 1974.

The country is essentially agricultural, and its principal export is the cashew nut. Fishing and fishing licences are its second largest source of export earnings. Post-independence, economic policy put the emphasis on unrealistic industrialisation projects and turned out to be a failure. Since 1987, the government has progressively adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

The government adopted a mid-term global structural adjustment strategy for the period 1994-1997. During 1994, this policy resulted in significant progress in the main macroeconomic indicators; the exchange rate, inflation and the external deficit. There was, however, a further downturn in the economic situation in 1995.

Successive Lomé Conventions have focused on rural development. Under the first financial protocol of Lomé IV, the National Indicative Programme (ECU 37 million), originally emphasised natural resources and complementary actions such as institutional support and enhancement of human resources. The approach was later adapted to place more stress on infrastructures. Additionally, ECU 8 million was earmarked for the structural adjustment programme with counterpart funds strengthening the social sectors. Guinea Bissau has also received ECU 900,000 in Stabex transfers for the 1991-1994 period, taking the total transfers under this instrument to around ECU 19 million since Lomé I.

The European Union budget has also contributed ECU 550,000 for the first multi-party elections, and the training of National Assembly deputies. In the latter context, a support unit for the National Assembly was created at a cost of ECU 300,000. The EU budget has also co-financed NGO micro-projects. Since 1978, around ECU 9 million has been provided for about 100 rural development, fishing, training and health care projects.

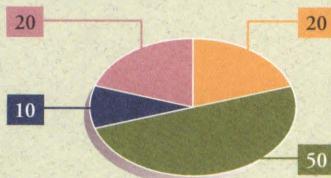
Under Lomé IV, the European Investment Bank has already agreed risk capital financing amounting to some ECU 5.2 million for the telecommunications sector and for SMEs.

The 8th EDF NIP (ECU 47 million) was signed in December 1996. The focal sectors are infrastructure, institutional support and agriculture. Other social and economic sectors will also be assisted. ECU 8 million has been earmarked for structural adjustment support in 1998-99.

Guinea Bissau became the 8th member of the West Africa Economic and Monetary Union (WAEMU) in May 1997.

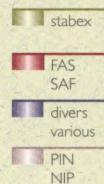
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinea Ecuatorial

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA



28 050



400 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
402 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
108 943 200 ECU (1997)

Pétrole brut 70%

Exportations européennes vers...
83 117 650 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée équatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioko et Annobon). La mise en exploitation depuis 1992 de gisements pétroliers a ouvert des perspectives prometteuses pour l'économie du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée équatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur; notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la zone franc CFA. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès significatifs dans la démocratisation du pays.

La coopération avec l'Union européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

Le Programme indicatif 7ème FED (12,5 millions d'Ecus) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la ville de Malabo.

La persistance de graves violations des droits de l'Homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale et depuis la mi-1992 aucune action de coopération significative n'a pu être mise en œuvre en dehors des actions prévues au titre des transferts STABEX.

Depuis 1996, la Guinée équatoriale et l'UE mènent un dialogue sur la reprise de la coopération qui se fera en fonction d'une amélioration de la situation en termes de respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit. En attendant, la programmation des ressources du 8^e FED n'a pas encore eu lieu.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

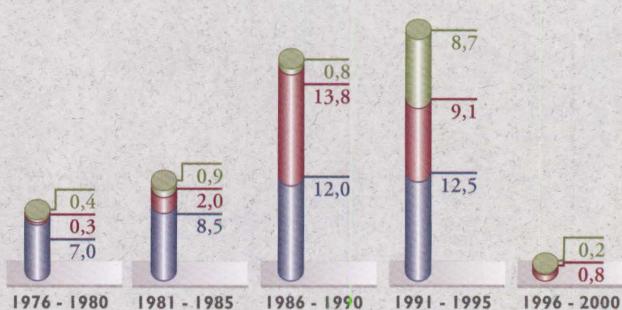
budget

autres fed + bei

others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)

nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ secteur sociaux
social sectors
- █ autres
others



Guinea Ecuatorial

G

Economic indicators

GNP per capita
402 ECU (1996)

European imports from...

108 943 200 ECU
(1997)

Crude oil 70%

European Exports to...

83 117 650 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1996)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The lack of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country which consists in part of mainland (Rio Muni) and in part of islands (Bioco and Annobon). Since 1992 the exploitation of a small oil field has opened up the prospect of improving the country's overall economic situation.

Independent since 1968 Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979 the country has succeeded in opening up to the outside world, especially through its membership of the Central African Economic and Customs Union (UDEAC) in 1985 and by its integration into the CFA Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not led to any significant progress in the democratisation process.

Cooperation with the European Union began under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. Successive National Indicative Programmes (NIP) have mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors.

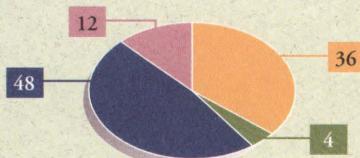
The Lomé IV National Indicative Programme (7th EDF - ECU 12.5 million) focuses on upgrading the drinking water supply system in Malabo.

Continual serious human rights violations have hindered improved cooperation with Equatorial Guinea. Stabex transfers aside, no significant cooperation activities been implemented since mid-1992. Moreover, no project has yet been financed with the ECU 2 million of risk capital pledged by the European Investment Bank.

Since 1996, Equatorial Guinea and the EU have been involved in dialogue aimed at resuming co-operation. The essential basis of this is improved respect for human rights, democratic principles and the rule of law. In the meantime, the programming of 8th EDF resources has been delayed.

FED EDF

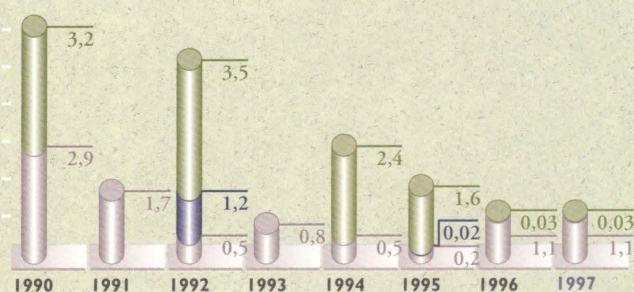
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

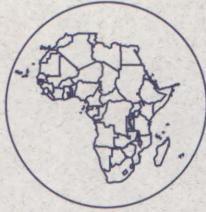


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Guinée

AFRIQUE SAHELienne ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

245 860



6 700 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
441 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

377 242 830 ECU (1997)
Minerais d'aluminium
58%

Exportations européennes vers...
314 861 690 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
25,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
37,1% (1996)
secondaire
9,5% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

Située sur la côte occidentale de l'Afrique, la Guinée est entourée par six pays. Les grands fleuves de l'Afrique de l'Ouest (Niger, Gambie, Sénégal) y prennent leur sources sur les hauteurs du Fouta Djalon.

Devenue indépendante en 1958, la Guinée a vécu pendant 26 ans sous le régime autoritaire et centralisateur du Président Sékou TOURÉ qui à sa mort en 1984, a laissé le pays dans un état de délabrement économique sans rapport avec ses richesses potentielles.

La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente mais a suivi une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la promulgation des lois organiques qui en découlent la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielle et législatives ont constitué les étapes les plus marquantes. Après l'installation de l'Assemblée nationale en juin 1995 et la création du Conseil économique et social en juin 1997 l'architecture institutionnelle de la nouvelle démocratie est au complet.

Le programme de réforme économique et financière (PREF) entrepris depuis fin 1985 avec l'appui substantiel des sources extérieures de financement était parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré les résultats encourageants, la mise en œuvre du programme se heurte à des obstacles majeurs et la Guinée reste un pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydroélectriques, elle est toujours classée parmi les pays les moins avancés.

La Guinée n'a manifesté son intérêt d'établir des relations de coopération avec la Communauté que lors de la mise en œuvre de la première Convention de Lomé. Depuis la coopération n'a cessé de se renforcer et de se diversifier et aujourd'hui l'ensemble de ses concours placent la Communauté parmi les premiers bailleurs de fonds avec une concentration des financements sur l'amélioration des infrastructures de communication, le développement rural, l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'intérieur du pays notamment (santé, éducation et hydraulique rurale) ainsi que sur les activités de décentralisation. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif de Lomé IV bis (154 MECU) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement. En ce qui concerne les aides non programmables sous Lomé IV bis, la Guinée a bénéficié d'une première allocation de 21,4 MECU au titre de la Facilité d'ajustement structurel.

Sous le premier Protocole financier de la Convention de Lomé IV (1990/95), la Guinée avait bénéficié d'un Programme indicatif d'un montant de 127,6 MECU auquel se sont ajoutées des aides non programmables à hauteur de 182,2 MECU. C'est ainsi que la Guinée a bénéficié des allocations de 26,4 MECU à partir des ressources spéciales d'ajustement structurel et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. Éligible aux financements avec les ressources Sysmin (77 % des recettes d'exportation et 28 % des recettes courantes de l'Etat proviennent des seules activités du secteur minier), un financement de 80 MECU a été accordé à la Guinée pour la réalisation d'un programme de diversification économique.

Des financements de la BEI - sous forme de capitaux à risques (43,5 MECU) et des prêts bonifiés sur ressources propres (16,5 MECU) visaient la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

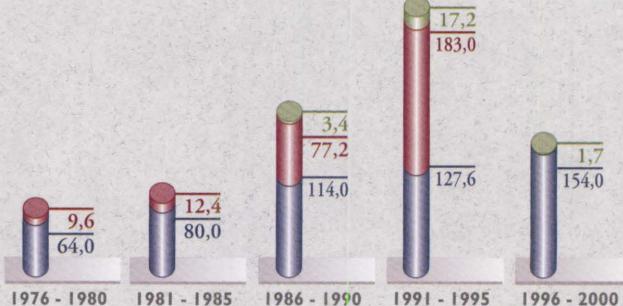
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

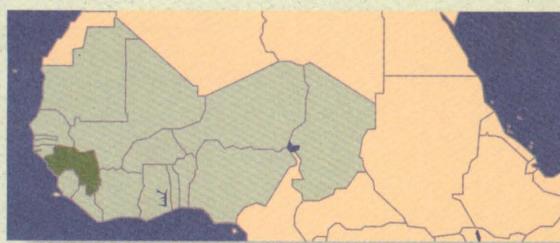
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ autres
others



G
Guinée

Economic indicators

GNP per capita	441 ECU (1996)
European imports from...	377 242 830 ECU (1997)
Aluminium ore	58%
European Exports to...	314 861 690 ECU (1997)
Debt service / exports	25.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	37.1% (1996)
Secondary schooling rate	9.5% (1996)
Urbanisation rate	30% (1996)

Situated on the west coast of Africa, Guinea is bordered by six countries. West Africa's major rivers (the Niger, Gambia and Senegal) rise in the Fouta Djalon uplands.

For the 26 years following independence (in 1958), Guinea had an autocratic and centralised regime presided over by President Sékou Touré. At the time of his death in 1984, the country was in a very poor economic condition which bore no relation to its potential.

The construction of a pluralist society is taking time, but is, nevertheless, progressing steadily. The adoption, by referendum in 1990, of the Fundamental Law, the legitimising of political parties and the organisation of presidential elections, are the most important steps taken so far. With the installation of the National Assembly in June 1995 and the creation of an Economic and Social Council in June 1997, the institutional architecture of the new democracy is now complete.

The programme of economic and financial reform (PREF), begun at the end of 1985 with considerable external backing, ranks among the most ambitious of the structural adjustment programmes underway in Africa. Despite encouraging results, major obstacles, however, have impeded implementation of the reforms and Guinea remains a country of contrasts. While exceptionally rich in mineral, agriculture and hydroelectric potential, it is still classified as one of the least-developed countries.

Guinea only expressed interest in establishing cooperation relations with the European Community when the First Lomé Convention was being put into operation. Since then, cooperation has continued to strengthen and diversify. The EU is now among the country's biggest donors, concentrating financing on improving communications infrastructures, rural development, boosting the population's living standards (notably in the interior of the country in the fields of health, education and rural water supplies) and decentralisation. Most of the 8th EDF NIP resources (which total ECU 154 million) are being directed to these areas, to respond to priorities fixed by the Government. As regards non-programmable aid under the second Lomé IV financial protocol, Guinea has received an initial allocation of ECU 21.4 million from the Structural Adjustment Facility.

The NIP for the first Lomé IV financial protocol (1990-95) was ECU 127.6 million, to which should be added non-programmable aid amounting to ECU 182.2 million. The latter figure included ECU 26.4 million in special structural adjustment support, and a number of grants for displaced people and stricken sections of the population. The country is eligible for Sysmin resources - no less than 77% of export earnings and 28% of budget revenue come from the mining sector. Under this heading, Guinea received ECU 80 million for an economic diversification programme.

European Investment Bank (EIB) financing, in the form of risk capital (ECU 43.5 million committed under Lomé IV) and subsidised loans from the Bank's own resources (ECU 16.5 million in the same period), is directed at modernising the industrial sector and basic infrastructures.

FED EDF

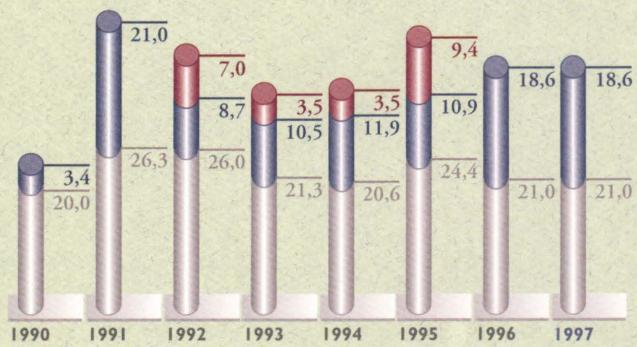
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS/SAF
- divers/various
- PIN/NIP





Guyana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM:

214 970



834 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
559 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
189 653 300 ECU (1997)

Sucres de canne 55%

Exportations européennes vers...
79 125 780 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)
secondaire
73,4% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Située dans la partie nord-est de l'Amérique du Sud, au bord de l'océan Atlantique, la Guyane a accédé à l'indépendance en 1966. Les politiques économiques menées au cours des années 70 ont conduit à une régression des secteurs de production et de l'économie dans son ensemble. La politique du nouveau gouvernement issue des élections de 1992, réitérée en 1997, est centrée sur le rétablissement d'une croissance durable sur base de la poursuite de l'engagement dans une économie de marché ayant en point de mire la réduction de la pauvreté et le soutien au secteur privé.

Sous les trois premières Conventions de Lomé, l'aide de l'UE s'est concentrée sur les secteurs économique, social et minier. Durant cette période l'Union européenne a fourni une assistance aux transports, aux systèmes hydrauliques et d'approvisionnement en eau, contribuant ainsi de manière significative au programme de réhabilitation des infrastructures vitales pour le pays, définit par le gouvernement. Sous Lomé II, 34,5 millions d'Ecus ont été alloués au titre du Sysmin afin d'aider l'entreprise guyanaise de bauxite à maintenir sa capacité productive.

Sous Lomé IV, la réhabilitation de l'infrastructure économique a encore été le premier secteur prioritaire d'intervention: 85% des 32,8 millions d'Ecus du Programme Indicatif National (PIN) lui ont été réservés. Ces actions comportaient le soutien à la protection de la mer (12,75 millions d'Ecus), au système d'approvisionnement en eau de New Amsterdam et de Pouderoyen (10,5 millions d'Ecus), à la réhabilitation de pont de port de Demerara (8 millions d'Ecus), ainsi qu'un appui au secteur privé (750 000 Ecus). L'UE contribua également pour 7,8 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel, sous forme de trois Programmes Généraux d'Importation.

Parallèlement à ces actions, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a contribué pour 13,3 millions d'Ecus au titre de capitaux à risques au développement du secteur minier, à la modernisation du réseau d'adduction d'eau et au financement du PME du secteur privé.

En février 1997, le PIN pour le second protocole de Lomé IV (32 millions d'Ecus) fut signé. Tout comme dans les programmes antérieurs, les projets à mettre en œuvre dans ce cadre se concentreront sur la réhabilitation des infrastructures (en particulier les systèmes de «défense contre la mer») et le développement du secteur privé. L'UE a également décidé d'allouer 5,3 millions supplémentaires comme assistance à l'ajustement structurel de la Guyane, cette fois-ci sous la forme de soutien direct au budget via l'initiative pour les pays pauvres les plus endettés.

Le pays bénéficie par ailleurs des protocoles sur le sucre, le rhum et le riz, et réussit particulièrement bien à éléver son taux d'exportations de riz vers l'UE ces dernières années.

Les actions menées avec les fonds du budget de l'UE comportent des projets de cofinancement avec les ONG pour les communautés amérindiennes dans l'arrière-pays, des aides alimentaires ainsi que quatre projets liés à l'environnement (création d'une Unité d'Etudes Environnementales à l'Université du Guyana, une étude préparatoire pour une zone protégée dans la région de Rupununi, une étude sur la bio-diversité, ainsi qu'un projet relatif au Iwokrama International Rain Forest Conservation Programme). Quant aux droits de l'homme et à la démocratie, des fonds de l'UE furent alloués pour soutenir les élections générales de 1997 (cartes d'enregistrement des votants).

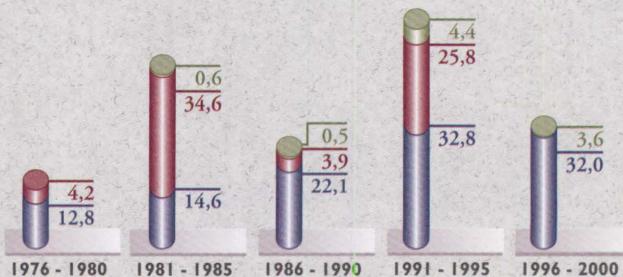
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Guyana

G

Economic indicators	
GNP per capita	559 ECU (1996)
European imports from...	189 653 300 ECU (1997)
Cane-sugar	55%
European Exports to...	79 125 780 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	1% (1996)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	73.4% (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Situated in north-eastern South America, on the Atlantic Ocean, Guyana gained independence in 1966. Inept economic policies in the 1970s led to a decline in productive sectors and to a prolonged recession in the whole economy. The policy of the new government, elected in 1992, and reconfirmed in office in 1997, has been to re-establish sustainable growth on the basis of a continuing commitment to a market-oriented economy, with a focus on poverty alleviation and support for the private sector.

Under the first three Lomé Conventions, European Union assistance concentrated on the economic and social infrastructure and the mining sectors. Over this period, the EU provided assistance to the transport sector and for the repair and extension of hydraulic and water-supply systems. This represented a significant contribution to the Government's key infrastructure rehabilitation programmes. Under Lomé II, ECU 34.5 million was also committed, through the Sysmin instrument, to help the Guyanese bauxite mining enterprise maintain its production capacity.

Under Lomé IV, rehabilitation of economic infrastructure has continued to be the main priority for EU intervention, with 85% of the ECU 32.8 million National Indicative Programme set aside for this. Actions have included support for the vital sea defence programme (ECU 12.75 million), water supply systems in New Amsterdam and Pouderoyen (ECU 10.5 million), rehabilitation of the Demerara harbour bridge (ECU 8 million), and assistance to the private sector (ECU 750,000). The EU also contributed ECU 7.8 million under the IMF's Structural Adjustment Facility for Guyana in the form of three General Import Programmes.

In parallel with these operations, the European Investment Bank has provided ECU 13.3 million of risk capital to help develop the mining sector, modernise parts of the water supply network and for funding SMEs in the private sector.

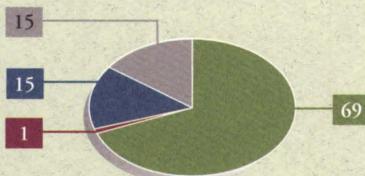
In February 1997, the NIP for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 32 million, was signed. As in the previous programme, the projects to be implemented will concentrate on rehabilitating infrastructure (particularly sea defences) and private sector development. The EU has also decided to grant ECU 5.3 million in further structural adjustment assistance to Guyana, this time in the form of direct budget support under the debt initiative for highly indebted poor countries (HIPC).

Guyana benefits from Lomé's special rice, sugar and rum protocols, and has been particularly successful in increasing its level of rice exports to the EU in recent years.

Actions launched with European Union budget funds include NGO co-financed projects for Amerindian communities in the hinterland, food aid, and four projects relating to the environment (establishment of an Environment Study Unit at the University of Guyana, a preparatory study for a protected area in the Rupununi area, a biological diversity study and support for the Iwokrama International Rain Forest Conservation programme). In the field of human rights and democracy, EU funds were provided for voter registration cards in the 1997 general election.

FED EDF

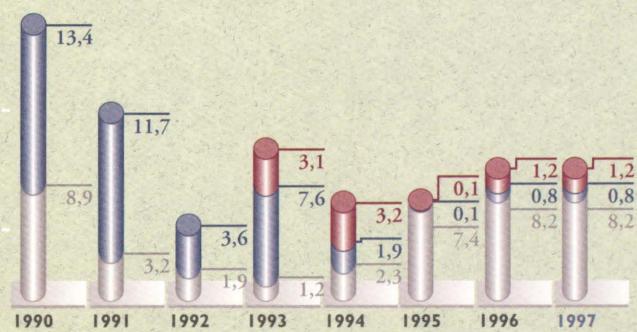
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Haïti

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

27 750



7 180 296

Indicateurs économiques

PNB par habitant	236 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	28 391 230 ECU (1997)
Café	48%
Exportations européennes vers...	96 925 580 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	45,2% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1,6% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	57% (1996)
secondaire	17,5% (1996)
Taux d'urbanisation	32% (1996)

Situé dans le tiers occidental de l'île d'Hispaniola/Kiskeya, au nord de la Mer des Caraïbes, Haïti a accédé à l'indépendance en 1804. Il figure parmi les pays les plus pauvres du monde, en dépit de richesses et d'atouts potentiels (art et culture, café, bauxite, potentiel touristique).

Haïti a adhéré à la quatrième Convention de Lomé en 1989. Le coup d'Etat de septembre 1991 a entraîné la suspension de la coopération de l'Union européenne avec Haïti (à l'exception des opérations à caractère humanitaire) jusqu'au retour du président élu, Jean-Bertrand Aristide, en octobre 1994. Ce retour a permis la signature du Programme Indicatif National (PIN) de Lomé IV (7ème FED) dès novembre 1994.

La quasi-totalité du PIN du 7ème FED (106 millions d'Ecus) est engagée dans des projets, notamment la réhabilitation de la route nationale 3 de Port-au-Prince à Hinche (40 millions d'Ecus), la réhabilitation d'infrastructures agricoles, routières, éducatives et d'eau potable (25 millions d'Ecus), la réhabilitation de la centrale électrique de Varreux (16 millions d'Ecus), l'appui budgétaire pour l'éducation et la santé (13 millions d'Ecus).

Le PIN du 8ème FED (148 millions d'Ecus) a été signé en avril 1997, concentré sur trois secteurs: l'agriculture (38 millions d'Ecus), les infrastructures routières (47 millions d'Ecus) et la gouvernance (18 millions d'Ecus). En outre 30 millions d'Ecus sont prévus pour l'appui budgétaire à l'éducation et à la santé.

La Facilité à l'Ajustement Structurel (22,8 millions d'Ecus) a complété l'appui budgétaire à l'éducation et à la santé. Des fonds Stabex importants (32 millions d'Ecus) ont également été transférés, qui servent à la réhabilitation des filières café et cacao, des équipements, et à l'appui budgétaire pour l'agriculture. ECHO a fourni 33 millions d'Ecus pour des actions humanitaires, surtout dans le secteur de la santé, depuis le retour du gouvernement légitime. Au début de 1998, ECHO a finalisé ses interventions, qui ont été relayées par la ligne budgétaire «réhabilitation».

En outre, 38 millions d'Ecus ont été prévus pour les interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques, dont 8 millions d'Ecus sont déjà engagés pour le financement des PME dans le secteur privé.

Enfin, comme par le passé, Haïti continuera à bénéficier des autres formes d'aides financées à partir du budget de l'UE telles que la sécurité alimentaire, les programmes de réhabilitation, le soutien à la démocratie et à la promotion des droits de la personne, et le cofinancement des ONG.

En 1997 Haïti a vécu un ralentissement de l'appui international, y inclus le nôtre, à cause du blocage politique (absence d'un Premier ministre et d'un gouvernement).

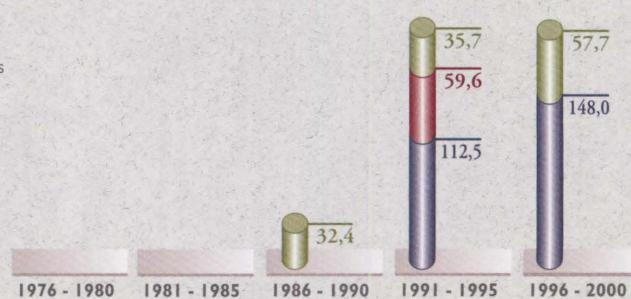
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ réhabilitation
rehabilitation



Haiti H

Economic indicators

GNP per capita	236 ECU (1996)
European imports from...	28 391 230 ECU (1997)
Coffee	48%
European Exports to...	96 925 580 ECU (1997)
Debt service / exports	45.2% (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.6% (1995-96)
Primary schooling rate	57% (1996)
Secondary schooling rate	17.5% (1996)
Urbanisation rate	32% (1996)

Located in the northern Caribbean Sea, and occupying the western third of the island of Hispaniola/Kiskeya, Haiti achieved independence in 1804. It is one of poorest countries in the world, despite its potential resources and assets (coffee, bauxite, sisal, tourism, art and culture, human resources).

Haiti became a member of the Lomé IV in 1989. The September 1991 coup led to the suspension of European Union cooperation with Haiti (except for humanitarian operations), until the return of elected president Jean-Bertrand Aristide in October 1994. His return to power led to the signature of the Lomé IV National Indicative Programme (7th EDF) in November 1994.

Almost all of this NIP (ECU 106 million) has been committed, notably on the upgrading of National Road 3 from Port-au-Prince to Hinche (ECU 40 million), the rehabilitation of agricultural, road, education and drinking-water infrastructures (ECU 25 million), the rehabilitation of the Varreux electricity power station (ECU 16 million) and budgetary support for education and health (ECU 13 million).

The 8th EDF NIP (ECU 148 million), signed in April 1997, focuses on three sectors: agriculture (ECU 38 million), road infrastructure (ECU 47 million) and good governance (MECU 18). In addition, ECU 30 million is foreseen for budgetary support to the health and education sectors.

A further ECU 22.8 million from the structural adjustment facility has already provided budgetary support to health and education. Significant Stabex transfers (ECU 32 million) have also gone to Haiti to assist the modernisation of the cocoa and coffee industries and as budgetary support to agriculture. Since the return of a legitimate regime, ECHO has provided ECU 33 million in humanitarian aid, especially in the health sector. At the beginning of 1998, ECHO wound up its activities in Haiti, some of which have been taken up, where necessary, by the 'rehabilitation' budget line.

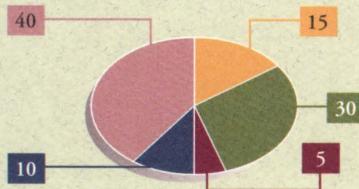
In addition, some ECU 38 million in risk capital has been pledged by the European Investment Bank of which ECU 8 million is for the funding of private sector SMEs.

As in the past, Haiti will continue benefiting from other forms of aid financed under the EU's general budget such as for food security, rehabilitation programmes, support for democratisation, promotion of human rights and cofinancing with NGOs.

In 1997, there was a slowdown in support for Haiti from the international community, as a result of the difficult political situation (lack of a Prime Minister and government).

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Jamaica

CARAÏBES

CARIBBEAN

KM²

10 990



2 530 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 276 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

462 543 190 ECU (1997)
Corindon artificiel 49%

Exportations européennes vers...
310 359 340 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
17,9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)
secondaire
69,6% (1996)

Taux d'urbanisation
54% (1996)

La Jamaïque est l'un des plus grands Etats insulaires de la Mer des Caraïbes. Indépendant depuis 1962, le pays est une démocratie parlementaire. Les dernières élections eurent lieu en 1997.

L'économie est basée sur trois secteurs clés: le tourisme, la bauxite et la production agricole. La Jamaïque a de bons résultats dans plusieurs indicateurs sociaux tels que l'espérance de vie, l'alphabétisation et la scolarisation.

Après la forte croissance des années 60 et du début des années 70, le pays a dû faire face à des problèmes après le premier choc pétrolier. En 1980, les finances publiques et la balance extérieure des paiements étaient en fort déséquilibre, ce qui a mené à des programmes d'ajustement structurel développés par les institutions de Bretton Woods. Les années 80 et le début des années 90 furent le théâtre de réformes économiques majeures, dont la libéralisation de l'économie, mais les problèmes sociaux se sont aggravés. En 1993-1996, le budget du gouvernement était en surplus, les réserves de devises s'étant rapprochées des 600 millions de dollars, ou quelque trois mois d'importation. Cependant, la croissance économique reste difficile, le chômage élevé et le secteur financier en crise.

La pauvreté est actuellement le problème social le plus urgent. Le gouvernement a adopté un programme national d'éradication de la pauvreté en 1996.

Sous Lomé IV, la plus grande partie des fonds programmés au titre du premier Protocole financier (7ème FED) ont été consacrés au développement agricole et rural et aux infrastructures. Le PIN de 49,7 millions d'Ecus comprenait plusieurs projets en matière d'adduction d'eau et d'égouts, de promotion du commerce et de l'investissement, de développement rural et d'appui au crédit au secteur privé. L'appui aux réformes structurelles du pays s'est, par ailleurs, élevé à 7,1 millions d'Ecus, dont 2,5 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et plus de 4,6 millions provenant du PIN. Une contribution supplémentaire au titre du Sysmin de 25 millions d'Ecus fut également allouée en 1994 pour la diversification économique.

Le PIN se référant au 8ème FED comprend un montant de 60 millions d'Ecus, lequel sera attribué à la réduction de la pauvreté et au développement des infrastructures.

Par le passé, la BEI avait contribué au financement de projets dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des PME, pour un montant de 105 millions d'Ecus sur ses ressources propres et de 5 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques.

Au plan commercial, trois produits clés vitaux pour les petits paysans et travailleurs ruraux du pays – banane, sucre et rhum – bénéficient de conditions préférentielles d'accès au marché européen prévues dans les Protocoles spéciaux de la Convention de Lomé.

La Jamaïque figure aussi parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production (10,8 millions d'Ecus déjà engagés). D'importants projets environnementaux, notamment pour la protection des récifs coralliens sont financés sur des lignes budgétaires de l'UE et de nombreuses ONG participent aux actions de développement communautaire et de lutte contre la pauvreté.

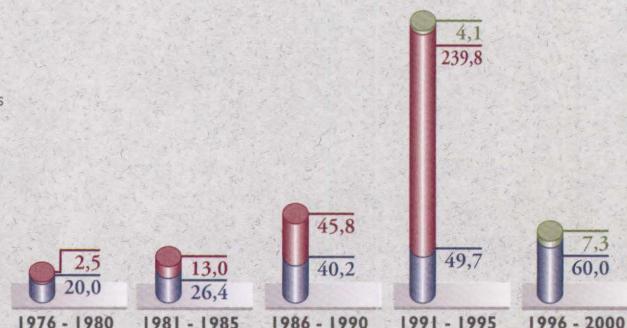
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Jamaica

J

Economic indicators

GNP per capita	1 276 ECU (1996)
European imports from...	462 543 190 ECU (1996)
Synthetic corundum	49%
European Exports to...	310 359 340 ECU (1997)
Debt service / exports	17.9% (1995)

Social indicators

Population growth rate	0.8% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	69.6% (1996)
Urbanisation rate	54% (1996)

Jamaica is the third largest Caribbean island. Independent since 1962, it is a parliamentary democracy. The last general election took place in December 1997.

The economy is founded on three main sectors: tourism, bauxite and agriculture. Jamaica scores well in key social indicators such as life expectancy, schooling and literacy rates.

After relatively high growth in the 1960s and early 1970s, the country was confronted with problems following the first oil shock. By 1980, the public finances and external accounts were in severe disequilibrium. This led to structural adjustment programmes developed in conjunction with the Bretton Woods institutions. The 1980s and early 1990s saw major economic reforms being implemented, as the economy was liberalised, but social problems worsened. The government budget was in surplus in 1993-96, and net international reserves increased to more than US\$600 million, or some three months of imports. However, economic growth remains sluggish, unemployment is high and the financial sector is in crisis.

Poverty and crime remain the most urgent social problems. The government embarked on a National Poverty Eradication Programme in 1996.

Under Lomé IV (first financial protocol - 7th EDF), the bulk of programmed funds are devoted to infrastructure, the environment and rural development. The NIP of ECU 49.7 million includes several projects in water and sewage, road transport, trade and investment promotion, rural development and credit support to the private sector. Support for the country's structural reforms amounted to ECU 7.1 million, including ECU 2.5 million under the Structural Adjustment Facility and more than ECU 4.6 million from the NIP. A major Sysmin contribution of ECU 25 million was also allocated in 1994 for economic diversification.

The NIP under Lomé IV's second financial protocol (8th EDF) earmarks ECU 60 million, which is to be concentrated on poverty alleviation and infrastructure development.

In the past, the EIB contributed to financing of projects in the energy, telecommunications, port and SME sectors, with ECU 105 million from its own resources and ECU 5 million in the form of risk capital.

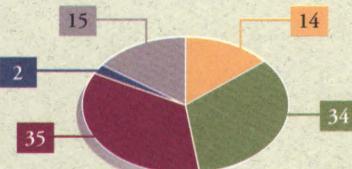
As regards trade, three key products that are vital to small farmers and rural communities – bananas, sugar and rum – benefit from Lomé's special protocols, which guarantee preferential access to the European market.

The special system of assistance to ACP traditional banana producers, introduced in 1994, is helping to improve productivity and quality in the Jamaican industry (ECU 10.8 million).

The EC budget is financing important environmental projects, notably in coral reef protection, and a number of NGO actions in community development and poverty alleviation.

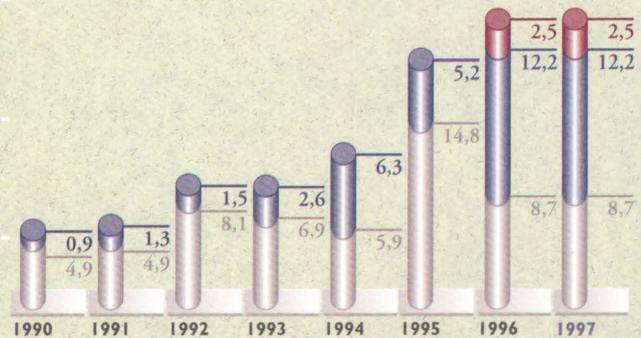
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Kenya

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND

HORN OF AFRICA

KM²

580 370



30 522 301

Indicateurs économiques

PNB par habitant	
260 ECU (1996)	
Importations européennes en provenance de...	
818 571 170 ECU (1997)	
Café, thé	47%
Exportations européennes vers...	
906 289 230 ECU (1997)	
Service de la dette / exportations	
25,7% (1995)	

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	
2,5% (1995-96)	
Taux de scolarisation primaire	
95,1% (1996)	
secondaire	
22,7% (1996)	
Taux d'urbanisation	
30% (1996)	

Le Kenya, dont le relief s'élève progressivement de l'Océan Indien jusqu'à 1700 mètres d'altitude vers Nairobi, est constitué au nord et au nord-est de régions arides et semi-arides. La richesse agricole s'étend sur un quart du pays.

La sécurité alimentaire, les exportations agricoles et les services constituent la base du développement économique que le pays a connu à la suite de son accession à l'indépendance en 1963. Compte tenu de la dégradation de la situation économique à la fin des années 80, le Kenya a adopté un programme de réformes qui a bénéficié d'une assistance extérieure jusqu'en 1991. Cette assistance a été suspendue faute de progrès suffisants en matière politique et économique et n'a pas encore été reprise.

Un système de multipartisme a été néanmoins instauré et des élections ont été récemment organisées en 1997. De nombreux partis politiques sont actuellement représentés au Parlement. Ces élections ont malheureusement été précédées de violence et de morts, principalement sur la côte. Cela a entraîné une baisse de 11,6% des recettes du tourisme en 1997 en comparaison avec 1996 (22,6 Kshillings), et ce au détriment du peuple eu égard à l'importance du secteur pour le pays qui représentait 16% des rentrées de devises en 1997. Par ailleurs, l'inondation causée par El Niño fin 1997 est à l'origine de morts humaines et animales, de destruction des cultures, des maisons et des routes, ainsi que d'attaques de maladie.

L'aide de l'Union européenne a débuté en 1975. Dans le cadre du Programme indicatif national de Lomé IV révisée (140 millions d'Ecus), la priorité a été donnée à la réhabilitation de l'infrastructure économique du pays, à la protection de l'environnement et à la conservation du patrimoine culturel, au développement du secteur privé et des ressources humaines, et à l'amélioration des institutions et de la gouvernance du Kenya.

Le PIN du 8ème FED (160 Millions d'Ecus) a été signé le 31 janvier 1997 et s'oriente vers le renforcement du secteur de la productivité et du développement social.

Les transferts au titre du Stabex, qui couvrent le secteur du café, ont contribué au soutien à l'agriculture et au développement rural, notamment les routes en zones rurales et l'électrification des unités de torréfaction. Des aides humanitaires et alimentaires, de l'ordre de quelques 4,285 millions d'Ecus, ont été également fournies aux victimes d'inondations dues à El Niño. Le Kenya bénéficie des fonds d'aide régionale de l'Afrique de l'Est, en majeure partie destinés à l'infrastructure routière et aux programmes agricoles.

La Banque européenne d'investissement a financé à hauteur de 46 millions d'Ecus des projets au Kenya dans divers secteurs, notamment celui de l'énergie, de 1996 à 1998.

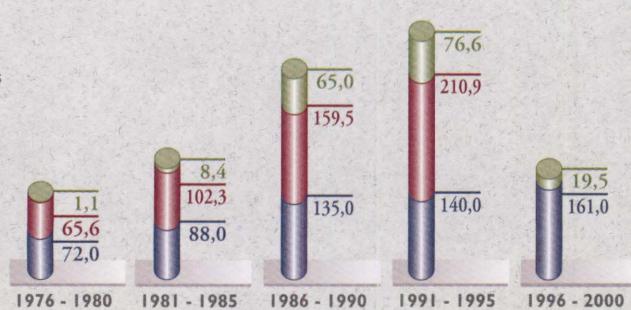
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



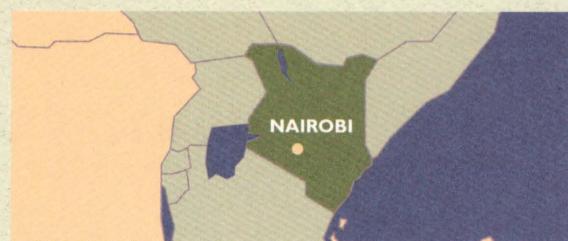
environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support

autres
others



Kenya

K

Economic indicators	
GNP per capita	260 ECU (1996)
European imports from...	818 571 170 ECU (1997)
Coffee, tea	47%
European Exports to...	906 289 230 ECU (1997)
Debt service / exports	25.7% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	95.1% (1996)
Secondary schooling rate	22.7% (1996)
Urbanisation rate	30% (1996)

Kenya is made up of semi-arid regions in the north and east, with a relief rising from the Indian Ocean to 1700 metres. Agricultural wealth is concentrated in one quarter of the country.

Following independence in 1963, economic development was based on food security, agricultural exports and services. Owing to the worsening economic situation in the late 1980s, Kenya adopted a programme of reforms which were supported by external assistance until 1991. The assistance was suspended in that year due to the lack of progress in economic and political fields and has not yet been reinstated.

A multi-party system has nevertheless been introduced and elections were held most recently in 1997. A variety of political parties are currently represented in Parliament. Unfortunately, these elections were preceded by violence and deaths, principally on the coast. This cut back tourism earnings in 1997 by 11.6 % compared with 1996 to 22.6 K shillings, with serious results for the population in view of the importance of the sector which accounted for 16% of foreign exchange earnings in 1997. Compounding the country's problems, the flooding caused by El Niño at the end of 1997 caused the deaths of both humans and livestock, destruction of crops, homes and roads, as well as the onset of disease.

European Union assistance has been ongoing since 1975. The ECU 140 million revised Lomé IV National Indicative Programme (NIP), has given priority to rehabilitation of the country's economic infrastructure, conservation of the country's natural and cultural assets, development of the private sector and Kenya's human resources and to improving the institutional and governance framework.

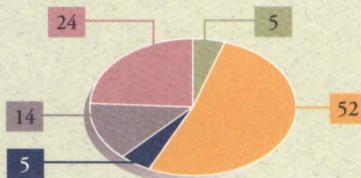
The ECU 161 million NIP signed on 31st January 1997, concentrates on strengthening the productive sector and social development.

Assistance to agriculture and rural development was also being provided through important Stabex transfers targeted at the coffee sector; in particular rural roads and electrification of coffee factories. Significant food and humanitarian aid was also provided, notably some ECU 4.285 million for the victims of the floods caused by the El Niño rains. Kenya continues to benefit from regional funds for East Africa, in particular for road infrastructure and agricultural programmes.

The EIB loaned some ECU 46 million to Kenya 1996-1998, for projects in various sectors, notably energy.

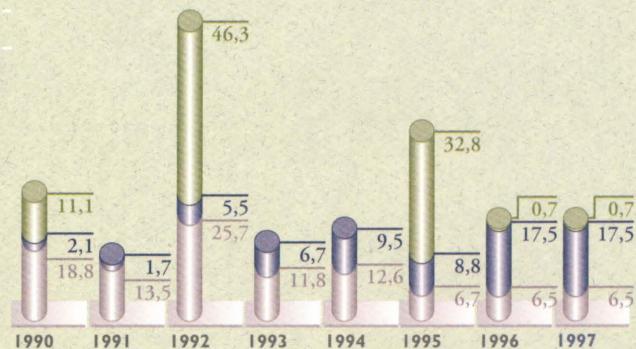
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Kiribati

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

730



79 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
685 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
293 420 ECU (1997)

Fibres 41%

Exportations européennes vers...
1 744 580 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Indépendant depuis 1979, Kiribati est composé de trente-trois îles coralliennes éparpillées sur une surface de 3,6 millions de km² au centre de l'océan Pacifique.

Le manque de ressources naturelles, particulièrement forestières, minérales et d'eau potable figurent parmi les handicaps majeurs auxquels se heurte le développement de Kiribati. Les mauvaises conditions d'exploitation des sols limitent les possibilités de développement agricole et l'archipel est de plus exposé à des périodes de sécheresse. Les vastes distances séparant les différentes îles sont source de grandes difficultés en ce qui concerne l'administration et les communications. Le rythme de croissance de la population constitue également un autre aspect problématique ainsi que le manque de main-d'œuvre qualifiée.

L'aide de l'Union européenne à Kiribati a démarré lorsque l'île a rejoint le Groupe des pays ACP en 1979, au cours de la période d'application de la première Convention de Lomé. De Lomé I à Lomé III, les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN), qui se sont élevés à près de 20 millions d'Ecus, ont été centrés sur un certain nombre de projets significatifs: la réhabilitation du réseau téléphonique, la fourniture de bateaux de pêche au thon, ainsi que la poursuite du développement des télécommunications.

Dans le cadre de la quatrième Convention de Lomé (1991-1995), Kiribati a disposé de 6 millions d'Ecus au titre du PIN, et 1 million d'Ecus fut également prévu pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques. Le PIN pour Kiribati se référant au second Protocole financier de Lomé IV fut signé en avril 1997. Un montant indicatif de 8,5 millions d'Ecus est mobilisable, uniquement sous forme de don. En outre, la BEI a indiqué qu'un million supplémentaire serait disponible.

Le pays a soigneusement équilibré sa stratégie de développement entre le soutien aux infrastructures de base et l'appui aux secteurs productifs. Ainsi, sous Lomé IV, les secteurs de concentration de l'aide sont le développement de l'exploitation des ressources naturelles, les transports et communications, la formation, ainsi que l'environnement. En ce qui concerne le domaine des ressources naturelles, la priorité a été donnée à l'exploitation des ressources halieutiques non-traditionnelles, telles que les algues. Les projets envisagés dans le secteur des communications visent à maintenir et à améliorer les liaisons avec les îles de la Ligne Nord et la vaste région du Pacifique. De plus, un programme de formation intégrée a été lancé pour fournir une main-d'œuvre suffisante et appropriée dans les secteurs économiques et sociaux majeurs.

Par ailleurs, depuis Lomé I, Kiribati a reçu des transferts au titre du Stabex pour un montant s'élevant à 7 millions d'Ecus pour le coprah, dont 625.000 Ecus durant les quatre premières années d'application de Lomé IV.

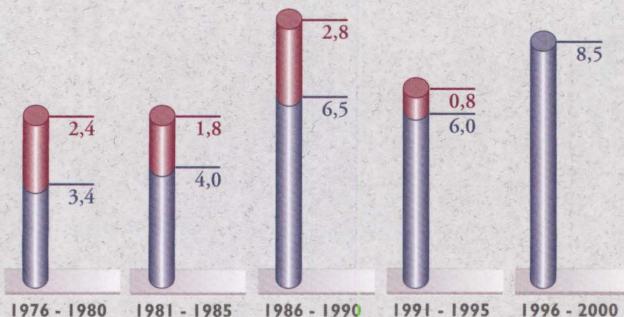
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Kiribati K

Economic indicators	
GNP per capita	685 ECU (1996)
European imports from...	293 420 ECU (1997)
Man-made filaments	41%
European Exports to...	1 744 580 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	1.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

An independent country since 1979, Kiribati comprises 33 coral islands which are dispersed over 3.6 million km² in the central Pacific Ocean.

Amongst the major constraints on development in Kiribati is the lack of natural resources such as forests, minerals or fresh water. Very poor soil conditions limit agricultural development, and the archipelago is also exposed to periodic drought. The huge distances between the country's islands create severe administrative and communication difficulties. Population growth is also another source of concern, as is the shortage of a skilled workforce.

European Union assistance to Kiribati began when the country joined the ACP Group in 1979 during the first Lomé Convention. From Lomé I to Lomé III, National Indicative Programmes funds allocated amounted to ECU 20 million, with a focus on a number of major projects: rehabilitation of the telephone network, provision of tuna fishing vessels and further telecommunications development.

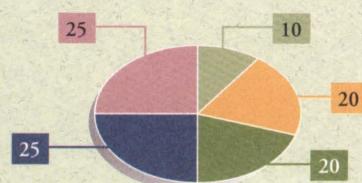
Under the First Financial Protocol of Lomé IV (7th EDF), ECU 6 million has been made available to Kiribati within the NIP, with ECU 1 million being earmarked through the European Investment Bank in the form of risk capital. The NIP for Kiribati under the Second Financial Protocol was signed in April 1997. This contains an indicative amount of ECU 8.5 million, all of which is in grant form, while the EIB envisages the sum of ECU 1 million in loan funds.

The country has been carefully balancing its development strategy between infrastructure development and productive activities. The main sectors of intervention under Lomé IV are therefore the development of natural resource exploitation, transport and communications, training and the environment. In the natural resources area, priority is given to the exploitation of non-traditional marine resources such as seaweed. Projects in the communications sector are geared to maintaining and improving air links with the Northern Line Islands and the wider Pacific region. In addition, an integrated training programme has been launched to provide the country's key economic and social sectors with sufficient and appropriately skilled manpower.

Since Lomé I, Stabex transfers amounting to ECU 7 million have been allocated in respect of copra. Of this total sum, ECU 625,000 was transferred during the first four years of Lomé IV.

FED EDF

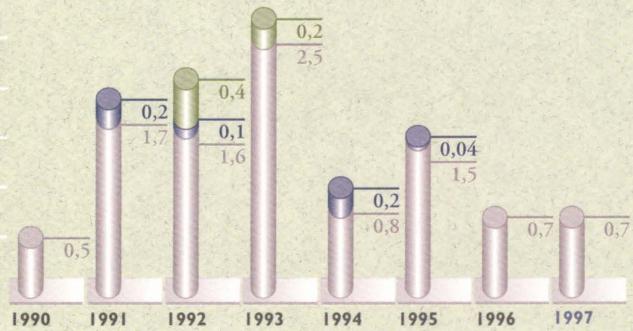
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

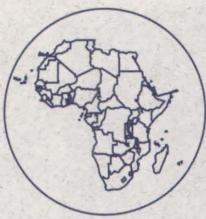


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Lesotho

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

30 350



1 977 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	528 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	45 918 840 ECU (1997)
Diamants	90%
Exportations européennes vers...	18 391 320 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,1% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	24% (1996)

Taux d'urbanisation

25% (1996)

Indépendant depuis 1966, le Lesotho, petit pays montagneux entièrement enclavé dans la République sud-africaine, est membre de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA).

Comme un bon nombre de pays de la région, le Lesotho est traditionnellement dépendant du commerce et du marché de l'emploi sud-africains, les transferts financiers d'environ 120.000 nationaux employés dans le secteur minier sud-africain représentent 40% du PNB du pays. Les cultures de base poussent sur les basses terres arables (9% de la surface totale), alors que les ovins et les caprins représentent l'activité principale en montagne. Le tissu industriel primaire du pays, relativement étroit, s'est développé depuis les années 1980.

Le commerce du Lesotho avec l'Union européenne est limité; il représente 20% de ses exportations (principalement de la laine, du mohair, des produits manufacturés) et 3% de ses importations.

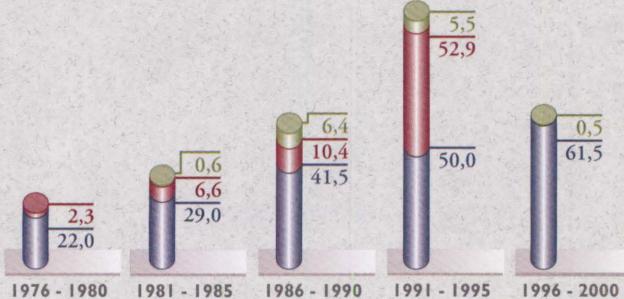
L'aide de l'Union européenne sous les Conventions de Lomé s'est concentrée sur le soutien au projet hydraulique dans la haute région montagneuse du pays. Plus récemment, sous Lomé IV (dont le Programme Indicatif National s'élève à 48,4 millions d'Ecus), le projet hydroélectrique de Muela (destiné à assurer une source domestique d'approvisionnement en électricité) a bénéficié d'un appui important (dont 34 millions d'Ecus financés à partir du Programme Indicatif National, 10 millions d'Ecus à partir du Programme Indicatif Régional de l'Afrique Australe et 20 millions d'Ecus de la Banque Européenne d'Investissement, dont 5 millions sur ses ressources propres et 15 millions au titre des capitaux à risques. L'eau représente en effet la seule ressource naturelle jusqu'à présent inexploitée et va par conséquent faire l'objet de travaux d'adduction en vue d'être exportée vers la République sud-africaine.

Le PIN pour le Lesotho au titre du 8ème FED inclut une enveloppe financière de 61,5 millions d'Ecus, visant à soutenir des projets dans les domaines de l'infrastructure routière, de l'adduction d'eau, du développement rural, de la santé ainsi que d'autres secteurs sociaux. Les fonds de contrepartie qui furent générés par les ressources allouées au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel de Lomé IV (18,8 millions d'Ecus) ont été utilisés pour appuyer des interventions dans les secteurs sociaux.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)développement rural/pêche
rural development/fishingsecteurs sociaux
social sectorsautres
others



Lesotho

L

Economic indicators	
GNP per capita	528 ECU (1996)
European imports from...	45 918 840 ECU (1997)
Diamonds	90%
European Exports to...	18 391 320 ECU (1997)
Debt service / exports	6% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.1% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	24% (1996)
Urbanisation rate	25% (1996)

Independent since 1966, Lesotho is a small, mountainous and landlocked country entirely surrounded by the Republic of South Africa. It is a member of the Southern African Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA).

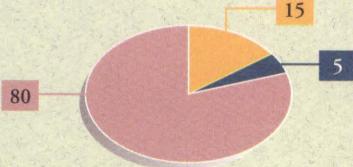
Like many countries in the region, Lesotho has traditionally depended on South Africa for trade and employment, remittances by 120,000 national workers employed in South Africa's mines accounting for 40% of the country's GNP. Staple food is grown on the lower arable lands (9% of the total area), while sheep and cattle farming are the main activities in the higher lands. The small industrial base of the country has expanded since the 1980s.

Lesotho's trade with the European Union is limited: 20% of its exports (mainly wool, mohair and manufactured products) and 3% of its imports.

European assistance under the Lomé Conventions has been concentrated on support to the Lesotho Highlands Water Project. More recently, under the first financial protocol of Lomé IV (National Indicative Programme of ECU 48.4 million), the Muela Hydroelectric Power Project, which will generate electricity for domestic consumption, benefited from substantial support (ECU 34 million from the National Indicative Programme, ECU 10 million from the regional indicative programme for Southern Africa and ECU 20 million from the European Investment Bank comprising ECU 5 million from own resources and ECU 15 million in risk capital). Water is Lesotho's only hitherto unexploited resource, and will thus be developed for sale to South Africa.

The NIP for Lesotho under the 8th EDF includes a financial envelope of ECU 61.5 million to support projects in road infrastructure, water supply, rural development, and the health and social sectors. Counterpart funds generated by the resources allocated under the Lomé IV Structural Adjustment Facility (ECU 18.8 million) have been used to support intervention in the social sectors.

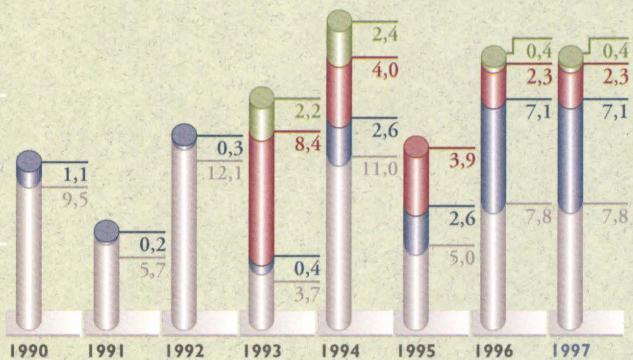
**FED
EDF**
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



**FED
EDF 4-5-6-7-8**

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Liberia

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL

WESTERN AFRICA

KM²

97 750



2 759 714

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...
432 601 000 ECU (1997)

Diamants 67%

Exportations européennes vers...
537 718 750 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Situé en Afrique de l'Ouest, en bordure de l'océan Atlantique, et entouré par la Sierra Leone, la Guinée et la Côte d'Ivoire, le Libéria est un pays fertile doté de ressources naturelles considérables, en particulier le caoutchouc, mineraux de fer, forêts et métaux précieux.

Le Libéria est resté politiquement stable depuis sa création, en 1847, jusqu'en 1981. Samuel Doe accéda au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat et fut renversé à l'issue d'une violente guerre civile, qui débute fin 1989. Après sept ans d'hostilités, les efforts déployés par les pays voisins, sous l'égide de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS), ont abouti aux Accords de Paix d'Abuja. Les soldats des forces armées limitrophes ont formé une faction pour le maintien de la paix ECOMOG (Groupe de surveillance de l'ECOWAS), dont la logistique et le ravitaillement ont été conjointement assurés par les Etats membres de l'Union européenne (UE) et les Etats-Unis. L'actuel président Charles Taylor est seul garant du retour à une paix durable et à la stabilité. Il a été élu à une majorité écrasante (75%) lors de l'élection présidentielle de juillet 1997, déclarée libre et juste par la Communauté internationale.

Le Libéria a été ravagé par ces années de conflits. Les affaires politiques, économiques et sociales ont été suspendues. Un tiers de la population (2,5 millions) a demandé l'asile politique aux pays voisins, un autre tiers ayant été localement déplacé. Le rapatriement et le relogement de cette population figurent dès lors au calendrier des priorités du nouveau gouvernement. Un Programme de reconstruction nationale est en préparation et des négociations ont été engagées avec la communauté donatrice pour une assistance à long terme. Les investisseurs du secteur privé retournent progressivement au pays, malgré la nécessité de progresser dans l'éification d'un cadre légal et de structures administratives pour attirer des investisseurs potentiels.

Depuis 1990, l'UE a versé 200 millions d'Eufs au titre de la réhabilitation et d'une action humanitaire en faveur des victimes de la guerre, de façon neutre et équitable. Un programme pour faciliter la réinsertion des «anciens combattants» a été lancé. L'assistance quant à la procédure électorale a été généreusement fournie en matière technique et financière.

La stratégie politique de l'aide en faveur du Libéria vise au maintien du processus de paix et à la réinstallation de la population disséminée. De grands efforts ont été également faits pour renforcer l'appareil institutionnel en tant que service public. Un dialogue constructif a été engagé avec le nouveau gouvernement pour instaurer une bonne gouvernance, garantir le respect de la loi et des droits de l'homme. L'établissement du Second programme de réhabilitation (29 millions d'Eufs) du Liberia, approuvé en mars 1998, est la priorité de l'année.

La finalisation du Programme Indicatif National, couvrant l'utilisation des fonds disponibles sous les 7ème et 8ème Fonds européens de développement (FED), est souhaitée avant fin 1998.

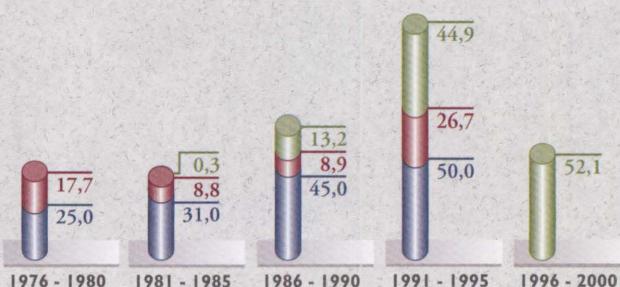
FED + budget

dotations en millions d'Eufs
allocations in ECU million

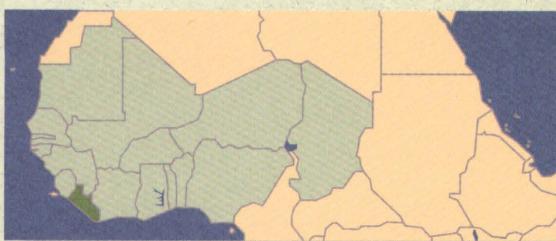
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pni (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- █ autres
others



Liberia

L

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	
432 601 000 ECU	
(1997)	
Diamonds	67%
European Exports to...	
537 718 750 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
na/nd (1995)	
Social indicators	
Population growth rate	3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Situated in West Africa on the Atlantic, with Sierra Leone, Guinea and Côte d'Ivoire as neighbours, Liberia is a fertile country with considerable natural resources especially rubber, iron ore, forestry and precious metals.

Liberia remained politically stable from its establishment in 1847 until 1981. Power was then seized in a coup by Master Sergeant Doe. His administration was overthrown in a bitter civil war which started at the end of 1989. After seven years of fighting, strenuous efforts by neighbouring states, working under the auspices of the Economic Community of West African States (ECOWAS), resulted in the Abuja Peace Accords. An effective peace-keeping force ECOMOG (ECOWAS monitoring Group) was mobilised composed of soldiers from the armed forces of neighbouring countries and supported by logistics and equipment provided by EU Member States and the United States. Hopes for a return to permanent peace and stability now lie in the government of President Charles Taylor. He was elected with an overwhelming majority (75%) in elections held in July 1997. The poll was declared by the international community to have been free and fair.

Liberia has been devastated by the years of conflict. All normal political, economic and social activity ceased. A third of the population of 2.5 million fled as refugees into neighbouring countries while another third was internally displaced. Repatriation and resettlement programmes are therefore a priority for the new government. A National Reconstruction Programme has been prepared and negotiations have started with the donor community for long term assistance for the country. Private sector investors are gradually returning, though much progress needs to be made to put in place the necessary administrative and legal framework to encourage serious private sector investment.

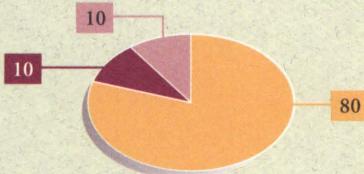
Since 1990, the EU has provided more than ECU 200 million in humanitarian and rehabilitation assistance to the victims of the conflict on all sides, in a balanced and neutral manner. A major 'Jobs for guns' programme was implemented to facilitate the re-integration of ex-combatants. Considerable financial and technical assistance was also provided to support the electoral process.

Strategic objectives in EU aid policy in Liberia now focus on assistance in consolidating the peace process and in the resettlement of internally and externally displaced people. Major efforts are also being made to strengthen government institutions so as to restore local capacity to provide services to the people. A constructive dialogue has begun with the new government to assist in the achievement of high standards of good governance and respect for the rule of law and human rights. The implementation of the Second Rehabilitation Programme (ECU 29 million), approved in March 1998, is a priority.

It is hoped that a National Indicative Programme covering the use of resources available under the 7th and 8th European Development Funds can be finalised before the end of 1998.

FED EDF

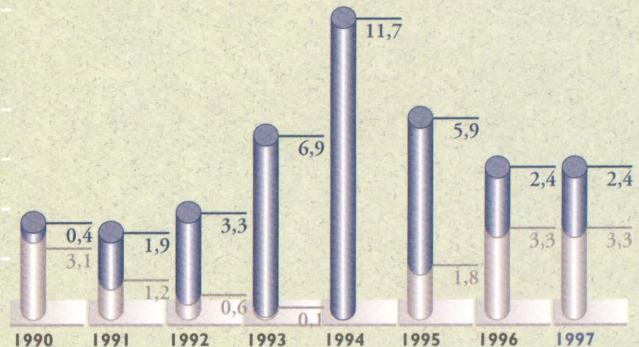
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

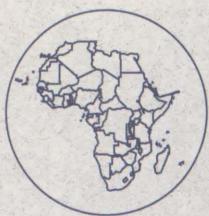


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Madagascar

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

587 040



14 155 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
189 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

414 532 240 ECU (1997)

Vêtements 39%

Exportations européennes vers...

319 442 410 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
9,2% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
92,3% (1996)

secondaire
13,2% (1996)

Taux d'urbanisation
27% (1996)

Cinquième île du monde de par sa taille, indépendante depuis 1960, Madagascar bénéficie de conditions géographiques et climatiques variées et dispose d'une richesse en ressources naturelles qui constituent des atouts pour son développement.

Le PIN de Lomé IV, qui s'élève à 130 millions d'Ecus, maintient deux grands secteurs d'intervention, donnant la première priorité aux transports et communications (routes et aéroports), le développement rural (sécurité alimentaire, diversification de la production, appui aux organisations paysannes) passant au second rang. Un accent plus important que par le passé a été mis sur l'appui aux secteurs sociaux, particulièrement en ce qui concerne la valorisation des ressources humaines et une attention particulière est apportée à l'appui au secteur privé. Le PIN de Lomé IV bis met à la disposition de Madagascar quelques 188,5 millions d'Ecus (une augmentation de 45% par rapport au PIN précédent). Les priorités de ce nouveau PIN sont semblables à celles du précédent. En dehors des fonds programmes, Madagascar a bénéficié de transferts au titre du Stabex plus de 70 millions d'Ecus jusqu'à présent, depuis Lomé I, pour compenser des pertes de recettes à l'exportation notamment du café, de la vanille et du girofle. Sur financement du budget de l'Union Européenne, l'île s'est vue allouer une aide de 1,2 million d'Ecus destinée à soutenir le processus démocratique, et plus de 39 millions d'Ecus sous la forme d'aides alimentaires sur la période 1976-1994.

Deux faits marquants sont à signaler au cours de la période récente. Le premier c'est, en 1996, la reprise des relations de Madagascar avec la communauté financière internationale sous la forme d'un programme de réformes économiques soutenu par les Institutions de Bretton Woods. L'Union Européenne a, dans ce cadre, accordé au pays une subvention d'ajustement structurel de 26 millions d'Ecus la contrevalue en monnaie nationale ciblée sur les budgets de fonctionnement de la Santé et de l'Education, ainsi que sur le programme national d'entretien routier, devait combler 14,4% du déficit budgétaire hors solde de l'Etat.

Le second fait marquant est le choix de Madagascar comme un des huit pays tests pour la mise en oeuvre de la nouvelle approche de l'Union Européenne en matière de sécurité alimentaire. Le pays recevra dans ce cadre en 1996 une subvention de 1.950.000 Ecus qui ajoutée aux fonds de contrepartie générés par la vente de 4.500 T. de farine de blé d'aide alimentaire également allouées à la Grande Ile, va permettre le démarrage d'un programme prioritaire de sécurité alimentaire: réhabilitation des statistiques agricoles, mise en place d'un système d'alerte précoce dans le Sud, pistes de désenclavement, etc..

Les interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, qui ont représenté sous Lomé IV un montant de 12 millions d'Ecus entre 1991 et 1995, se sont concentrées sur le développement de l'aquaculture, secteur productif en pleine expansion. Dans le cadre du 8ème FED, la BEI pourrait envisager de mettre à la disposition de Madagascar environ 30 millions d'Ecus de financement au titre des aides prévues par la Convention.

Madagascar figure parmi les pays ACP exportateurs traditionnels de banane qui bénéficient du système spécial d'assistance mis en place en 1994 pour améliorer la productivité et la qualité de ce secteur de production. Le pays bénéficie également des avantages des accords de pêche signés avec l'Union, dont le dernier a été renouvelé pour trois ans en 1995 et comporte des paiements annuels de 725.000 Ecus.

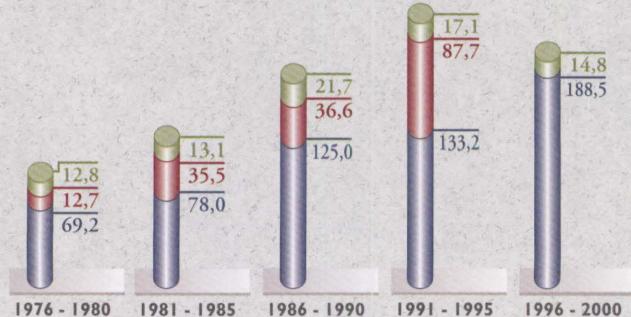
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ autres
others



Madagascar

M

Economic indicators	
GNP per capita	189 ECU (1996)
European imports from...	414 532 240 ECU (1997)
Clothing	39%
European Exports to...	319 442 410 ECU (1997)
Debt service / exports	9.2% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	3% (1995-96)
Primary schooling rate	92.3% (1996)
Secondary schooling rate	13.2% (1996)
Urbanisation rate	27% (1996)

The fifth biggest island in the world, independent since 1960, Madagascar is blessed with a variety of geographic and climatic conditions and is rich in natural resources, which together provide invaluable assets for its development.

The ECU 130 million Lomé IV NIP (7th EDF), focuses on two major areas. Transport and communications (roads and airports) are the top priority, followed by rural development (food security, diversification of production support to peasant organisations). More accent has been placed on supporting the social sectors, particularly human resource development, and on the private sector. Madagascar has been allocated some ECU 188.5 million under Lomé IV's second financial protocol (8th EDF) - a 45% increase over the former NIP. Priorities for the new programme are similar to those set out under the previous protocol.

Outside programmable funds, Madagascar has, since Lomé I, been allocated ECU 70 million in Stabex transfers for loss of export receipts, notably for coffee, vanilla and cloves. Under the EU's general budget, the island was allocated ECU 1.2 million to support democratisation and ECU 39 million in food aid (1976-1994).

There are two recent developments of note. The first is the resumption of relations between Madagascar and the international financial community with a reform programme backed by the Bretton Woods institutions. In the light of this, the EU agreed an ECU 26 million structural adjustment grant. The counterparts funds in the national currency generated by this - targeted at the health and education operating budgets, and the national road maintenance programme - should cover 14.4% of the country's budget deficit.

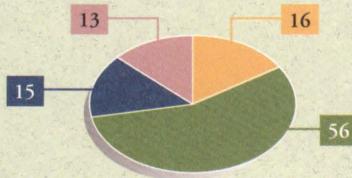
The second innovation is the choice of Madagascar as one of the EU's 'test' countries for implementation of its new food security policy. In 1996, the country received a grant of ECU 1.95 million. This has been added to the counterpart fund generated by the sale of 4500 tonnes of wheat flour allocated to the Grande Ile. The funds will enable the institution of a priority food security programme covering, among other things, improvements to agricultural statistics, the setting-up of an early warning system in the South and rural roads.

Between 1991 and 1995, ECU 12 million in EIB risk capital has been directed to aquaculture development, an expanding productive sector. Under the 8th EDF, the EIB foresees some ECU 30 million in loans for Madagascar.

The country is one of the traditional banana producers to benefit from the EU's special assistance system set up in 1994 to improve productivity and quality. There is also a fisheries agreement with the EU (renewed in 1995 for three years) which provides for annual compensation of ECU 725,000.

FED EDF

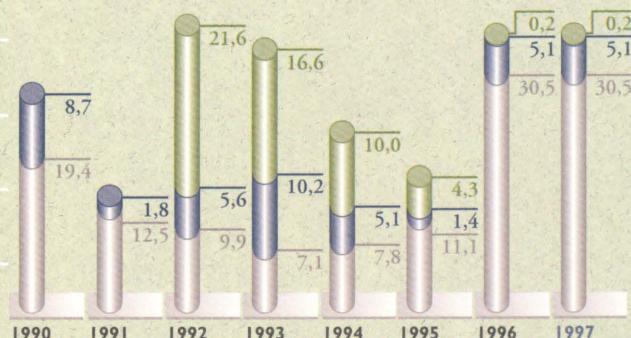
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

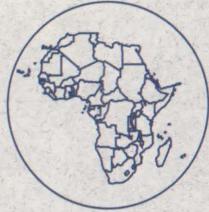


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Malawi

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

118 480



9 787 831

Indicateurs économiques

PNB par habitant
142 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
212 804 770 ECU (1997)

Tabacs 72%

Exportations européennes vers...
70 303 910 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
25,9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3,45% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
65,6% (1996)
secondaire
5% (1996)

Taux d'urbanisation
14% (1996)

Le Malawi figure parmi les pays les plus pauvres du monde. Sécheresse, érosion des sols, répartition inégale des terres, forte augmentation de la population, faibles ressources du sous-sol, coût élevé des transports constituent les contraintes majeures du développement.

Indépendant en 1964, le pays a connu jusqu'en 1994 un régime de parti unique. Suite à de fortes pressions des donateurs extérieurs ayant conduit à quasiment geler toutes aides non humanitaires, le pays s'est engagé dans un processus de démocratisation. Les premières élections présidentielle et parlementaires multipartites se sont tenues en mai 1994 et le pays a depuis lors un gouvernement démocratique. Des élections législatives devraient avoir lieu en mai 1999.

La Malawi est un pays essentiellement rural, doté d'un secteur économique moderne de taille réduite. Après une forte croissance économique dans les années 1960 et 1970, la situation économique s'est détériorée à la fois en raison de facteurs externes (guerre civile au Mozambique, augmentation des coûts de transport, détérioration des termes des échanges), et à cause de la pression démographique sur les terres arables et les ressources naturelles disponibles.

Depuis la première Convention de Lomé, la coopération entre l'Union européenne et le Malawi s'est concentrée sur le développement rural et les infrastructures de transport. Cela devrait se poursuivre dans les prochaines années. Plus récemment, le secteur de la santé fut l'objet d'un soutien majeur. La plus grande partie des fonds alloués au Malawi l'a longtemps été au titre des ressources programmées des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) successifs: 250 millions d'Ecus pour les trois premiers, 124,2 millions d'Ecus pour le quatrième et 174 millions d'Ecus pour le plus récent. Toutefois, le poids relatif de ces ressources non programmées s'est accru avec des fonds alloués au titre de la Facilité d'ajustement structurel, du Stabex, et d'autres lignes budgétaires de l'UE (principalement aide alimentaire et aide aux réfugiés).

Près de 45 millions d'Ecus ont été engagés, sous Lomé IV, pour des interventions de la Banque Européenne d'Investissement au titre des capitaux à risques, principalement.

Une série d'actions de soutien au processus démocratique a été initiée. A ce propos, un programme d'assistance plus substantiel vient d'être mis en œuvre.

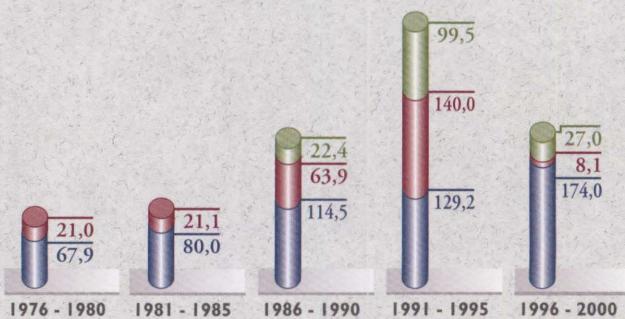
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

autres
others



Malawi M

Economic indicators	
GNP per capita	142 ECU (1996)
European imports from...	212 804 770 ECU (1997)
Tobacco	72%
European Exports to...	70 303 910 ECU (1997)
Debt service / exports	25.9% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	65.6% (1996)
Secondary schooling rate	5% (1996)
Urbanisation rate	14% (1996)

Malawi ranks among the poorest countries in the world. Recurrent droughts, soil erosion, inequitable land distribution, booming population growth, lack of mineral resources and high transport costs for imports and exports are among the major development constraints.

Malawi achieved independence in 1964 and until 1994, was ruled under a one-party system. Following strong pressure from the international donor community, which culminated in a freeze of non-humanitarian aid, Malawi is now engaged in a democratisation process. Multi-party and presidential elections were held in May 1994 and the country has had a democratic government since then. The next legislative elections are due in May 1999.

Malawi essentially has an agriculture-based economy with only a very small industrial sector. After vigorous economic growth in the 1960s and 1970s, the economic situation deteriorated, both because of external factors (civil war in Mozambique leading to soaring transport costs and a deterioration in the terms of trade) and because of increasing population pressure on land and natural resources.

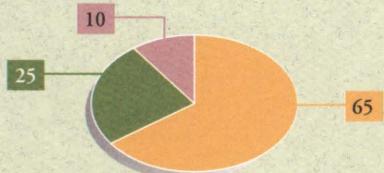
The European Union's cooperation with Malawi has, since the first Lomé Convention, emphasised rural development and transport, and these areas will continue to receive support in the coming years. More recently the health sector has been the focus of major support. Most resources have been channelled through the National Indicative Programmes; ECU 250 million for the first three Lome Conventions, ECU 124.2 million for the first phase of the Lomé IV (7th EDF), and ECU 174 million for the second phase (8th EDF). The relative weight of non-programmed resources has also been growing, with significant resources being allocated under the Structural Adjustment Facility, Stabex and EU budget funds (principally food aid and refugee aid).

Approximately ECU 45 million has been provided under Lomé IV by the European Investment Bank in the form of risk capital, principally for projects in the sectors of water supply, energy and the development of SMEs.

A number of actions to support the democratisation process have been initiated. A more substantial programme of assistance in this area has recently been launched.

FED EDF

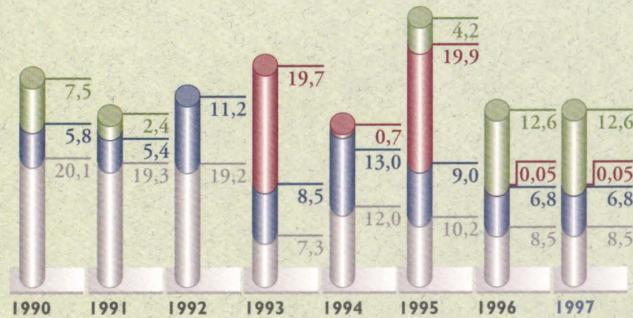
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Mali

AFRIQUE SAHELIERNE ET OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

1 240 190



10 797 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
189 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

106 759 340 ECU (1997)

Coton 67%

Exportations européennes vers...

299 411 300 ECU
(1997)

Service de la dette / exportations
12,6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
23,8% (1996)

secondaire
6,6% (1996)

Taux d'urbanisation
27% (1996)

Indépendant depuis 1960, le Mali est un vaste pays sahélien au territoire enclavé et partiellement désertique. Relativement peu peuplé, il n'a connu jusqu'à présent qu'un faible développement. La période passée a été marquée par des problèmes budgétaires ainsi que par des difficultés socio-politiques particulières avec des populations septentrionales. Depuis 1992, le Mali a néanmoins réussi à mettre en place une démocratie difficile. La relative pénurie de terres arables constitue, pour une économie fondée sur l'agriculture, un handicap insuffisamment compensé par le potentiel de la partie méridionale du pays et de la vallée du Niger. Les échanges extérieurs sont très dépendants du coton et de l'élevage, mais des gisements aurifères recèlent un potentiel de mise en valeur.

Le processus de réforme de décentralisation administrative s'est poursuivi tout au long de l'année 1997, qui a connu également un changement du gouvernement suite aux élections législatives et présidentielles. Les élections communales, programmées au départ pour juin 1997, ont été reportées à 1998, en vue de négocier avec le collectif d'opposition des conditions pour son entière participation à ces échéances.

Le PIN correspondant au 8ème FED a été signé à Bamako en février 1997. D'un montant de 189 millions d'Ecus, il définit trois principaux domaines de concentration de l'aide communautaire, à savoir: la décentralisation, le secteur des transports et le secteur agricole. Par ailleurs, dans le cadre de la Facilité d'Ajustement Structurel, une première tranche de 29,4 millions d'Ecus sera rendue disponible en 1998.

Les programmes précédents avaient notamment mis l'accent sur l'appui au développement rural, les infrastructures routières, l'appui aux petites et moyennes entreprises et le domaine de la santé. Les fonds alloués précédemment au Mali au titre de la FAS -55,8 millions d'Ecus environ, ont permis de mener des actions en faveur de la santé, de l'éducation primaire et de l'allégement de l'endettement de l'Etat.

Le Mali a été également bénéficiaire d'aides financières, de substitution à l'aide alimentaire, visant la restructuration du secteur des céréales (6,5 millions d'Ecus entre 1990 et 1996). Des aides spécifiques ont été aussi allouées en faveur des populations du nord du Mali. Des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG) ont permis de mettre en œuvre notamment des projets à caractère social.

En outre, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà engagé 23,3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques. A ce montant s'ajoute un financement de 35 millions d'Ecus sur ressources propres (mine d'or à Sadiola).

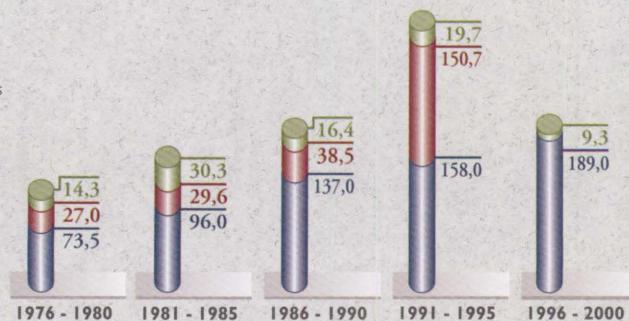
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



Mali

M

Economic indicators

GNP per capita	189 ECU (1996)
European imports from...	106 759 340 ECU (1997)
Cotton	67%
European Exports to...	299 411 300 ECU (1997)
Debt service / exports	12.6% (1995)

Social indicators

Population growth rate	3.1% (1995-96)
Primary schooling rate	23.8% (1996)
Secondary schooling rate	6.6% (1996)
Urbanisation rate	27% (1996)

Independent since 1960, Mali is a huge Sahelian country whose territory is landlocked and partly consists of desert. It is relatively sparsely populated, and to date, has experienced only weak development.

The past has been characterised by budgetary problems and by socio-political difficulties particular to the population in its northern regions. Nevertheless, since 1992 Mali has succeeded in setting up a multi-party democracy and has continued, in the framework of an adjustment programme, to adapt under often difficult circumstances. The relative shortage of arable land, for an economy based on agriculture, is a handicap insufficiently compensated for by the potential in the southern part of the country and the Niger Valley. External trade is very dependent on cotton and livestock farming, although gold deposits could be exploited.

The reform process leading to administrative decentralisation has been underway throughout 1997. The year also saw a change of government following legislative and presidential elections. The municipal elections initially planned for June 1997 were postponed until 1998, with a view to negotiating with the collective opposition, their full participation in these polls.

The 8th EDF NIP (ECU 189 million) was signed in Bamako in February 1997. It establishes three main focal areas for Community aid: decentralisation, the transport sector and agriculture. In addition, under the Structural Adjustment Facility, a first tranche of ECU 29.4 million will be made available in 1998.

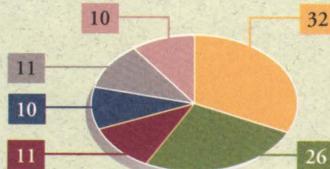
Under previous programmes, particular emphasis was placed on rural development, road infrastructures, support for small and medium-sized enterprises and the health sector. Funds allocated to Mali earlier under the Structural Adjustment Facility (about ECU 55.8 million) have allowed action in health care and primary education and have enabled State indebtedness to be alleviated. They have also been used to support measures following the devaluation of the CFA Franc.

Mali also received financial aid, in place of food aid, to help restructure the cereals sector (ECU 6.5 million between 1990 and 1996). Specific aid has been allocated to populations in northern Mali. Co-financing with non-governmental organisations has resulted in some projects of a social character.

Moreover, the European Investment Bank has already committed ECU 23.3 million in risk capital. To this amount should be added ECU 35 million in own resources for the Sadiola gold mine.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Mauritanie

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICAKM²

1 025 520



2 335 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
370 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

316 965 100 ECU (1997)

Minéraux de fer 75%
Poissons 23%

Exportations européennes vers...
276 689 480 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
21,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
55,3% (1996)
secondaire
14,5% (1996)

Taux d'urbanisation
53% (1996)

Pays en grande partie désertique de l'Afrique de l'Ouest, peu peuplé, la Mauritanie reste sur le plan économique fortement dépendante de ressources naturelles limitées – pêche et minerai de fer principalement. Les activités économiques se résument en effet pratiquement à l'industrie de la pêche autour du port de Nouadhibou, l'extraction minière dans le Nord et l'exploitation du potentiel agricole et de l'élevage dans la vallée du fleuve Sénégal.

Par sa situation géographique, la Mauritanie est un trait d'union entre l'Afrique subsaharienne et le Maghreb. Elle est d'ailleurs un membre actif des organisations interrégionales de ces deux sous-régiions.

Après l'indépendance en 1960, la Mauritanie a longtemps connu un régime de parti unique. Une ouverture démocratique s'est ensuite opérée en 1991 avec l'adoption par référendum de la Constitution et les élections qui sont intervenues ultérieurement. Les élections de décembre 1997 ont vu la confirmation du président sortant.

Depuis Lomé I, la Mauritanie a bénéficié de près de 630 millions d'Eufs d'aide provenant de la Communauté européenne, y compris le Programme indicatif national – PIN – de la Convention de Lomé IV bis (8ème FED) signé le 17 février 1997.

L'exécution du PIN 6ème FED est pratiquement terminée. Les actions du PIN 7ème FED (65,5 millions d'Eufs) encore en cours concernent principalement le secteur routier, le domaine agricole dans le sud (lac d'Aleg, Gorgol dans la vallée du fleuve) et l'appui institutionnel. Les interventions SYSMIN des 6 et 7èmes FED en faveur de la société minière SNIM sont en phase d'exécution. Une deuxième tranche (4,3 millions d'Eufs) de l'appui à l'ajustement structurel 95/96 a été débloquée en décembre 1997 pour un programme général d'importation, dont les fonds de contrepartie seront à nouveau affectés au secteur de la santé et à l'entretien routier.

Les activités de l'année 1997 ont porté en outre sur la préparation de nouvelles actions pour le 8ème FED (77 millions d'Eufs) dont les trois secteurs de concentration sont les infrastructures et l'aménagement du territoire, le développement rural et l'environnement et finalement le renforcement institutionnel et l'état de droit. Un nouveau programme d'appui à la sécurité alimentaire de 18 millions d'Eufs a été décidé en 1997, qui inclut des conditions relatives à la restructuration du Commissariat à la sécurité alimentaire et à la révision de la politique sectorielle.

Il faut encore noter que l'Accord de pêche signé entre la Mauritanie et la Communauté pour la période allant de 1996 à 2001 comporte une compensation financière annuelle de 53,36 millions d'Eufs.

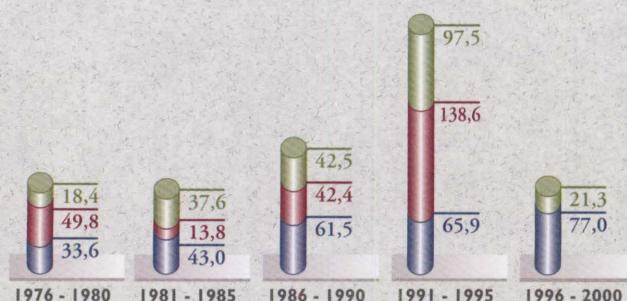
FED EDF + budget

dotations en millions d'Eufs
allocations in ECU million

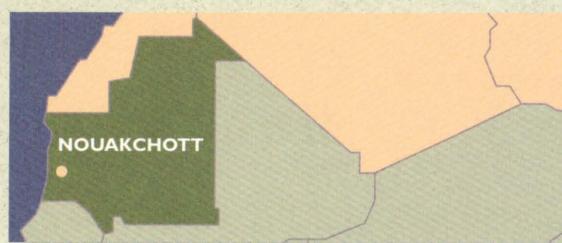
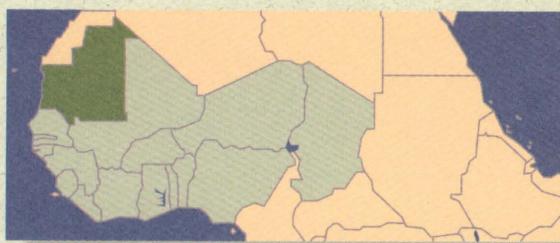
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



M

Mauritanie

Economic indicators

GNP per capita	370 ECU (1996)
European imports from...	
316 965 100 ECU	
(1997)	
Iron ore	75%
Fish	23%
European Exports to...	
276 689 480 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
21.4% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	55.3% (1996)
Secondary schooling rate	14.5% (1996)
Urbanisation rate	53% (1996)

A mostly semi-arid, sparsely-populated country on the West African coast, Mauritania depends on its limited natural resources, principally fish and iron ore. Its main economic activities are the fishing industry around Nouadhibou, mining in the north and the exploitation of agricultural potential and livestock breeding in the Senegal River Valley. Geographically, Mauritania forms a bridge between sub-Saharan Africa and the Maghreb. It is consequently an active member of interregional organisations of both these parts of Africa.

Following its independence in 1960, Mauritania was long ruled by a single party. Democratic changes then took place with the promulgation of a Constitution in 1991 and subsequent elections. At the polls in December 1997 the outgoing President was re-elected.

Since Lomé I, Mauritania has received more than ECU 630 million of European aid. This figure includes the sum foreseen in the most recent National Indicative Programme (8th EDF) which was signed on 17 February 1997.

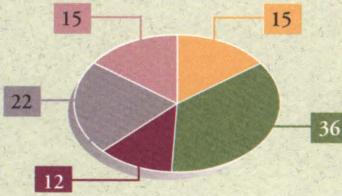
The execution of the 6th EDF NIP is all but complete. 7th EDF activities (ECU 65.5 million) are still ongoing, notably in the road sector, agricultural development in the south (Lake of Aleg/Gorgol in the river valley) and institutional support. Symin funds allocated to the mining company, SNIM, under the 6th and 7th EDFs are still in the execution phase. A second tranche of support (ECU 4.3 million) for the 1995-96 structural adjustment programme was released in December 1997 for a new general import programme. The counterpart funds generated are again being directed to the health sector and road maintenance.

1997 activities also included the preparation of new actions for the 8th EDF (ECU 77 million) whose three focal sectors are: infrastructures and land management; rural development and the environment; and institutional strengthening and the rule of law. A decision was taken in 1997 to mount a new food security programme (ECU 18 million). This includes dealing with the conditions relating to the restructuring of the Food Security Commission, and revising sectoral policy.

The fishing agreement between Mauritania and the European Community for the period 1996-2001 includes an annual amount in compensation of ECU 53.36 million.

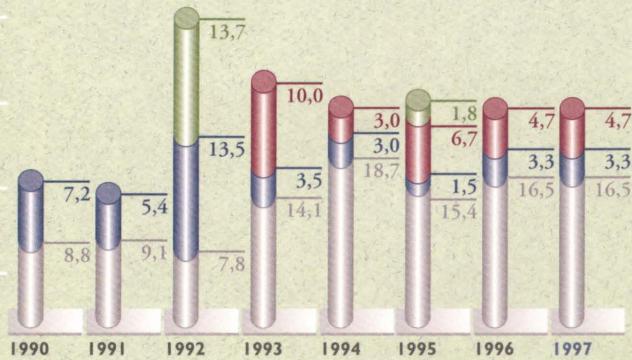
**FED
EDF**

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

**FED
EDF 4-5-6-7-8**

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Mauritius

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

2 040



1 130 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	2 906 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	
1 079 841 430 ECU (1997)	
Vêtements	37%
Sucres de canne	28%
Exportations européennes vers...	
642 829 770 ECU (1997)	
Service de la dette / exportations	9% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	60,4% (1996)
Taux d'urbanisation	41% (1996)

Terres volcaniques dans l'Océan Indien, dominée par des pics montagneux et entourée de récifs coralliens, la république de Maurice est une démocratie, et l'a toujours été depuis l'indépendance acquise en 1968. Tout en demeurant au sein du Commonwealth, l'île est devenue une république en 1992. Ce pays dont l'économie dépendait encore de la monoculture de la canne à sucre il y a vingt ans figure aujourd'hui dans le groupe des pays en développement à revenu intermédiaire et est souvent cité comme modèle dans le domaine du développement.

Toutefois, nonobstant son succès, l'économie du pays reste caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis de l'économie mondiale, en raison de ses trois composantes: l'industrie d'exportation de la zone franche (produits textiles essentiellement), le sucre et le tourisme. Le futur de l'île dépend de la modernisation de son industrie, du maintien de la compétitivité de sa zone franche et de la préservation de son attrait touristique étroitement lié à la conservation de l'environnement.

La coopération avec l'Union européenne remonte à 1977. De la première à la quatrième Convention de Lomé, les ressources allouées à l'île au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'élèvent à plus de 100 millions d'Ecus sur vingt ans. Mais l'île a réussi à maximiser les autres opportunités offertes par la Convention et particulièrement celle de l'adhésion au Protocole sucré annexé à la Convention. Les prix garantis à l'exportation de l'essentiel de la production mauricienne de sucre sur le marché européen lui rapportent près de 100 millions d'Ecus par an, qui font de l'île le premier pays ACP bénéficiaire du protocole. Maurice a aussi bénéficié d'un appui au titre du programme spécial de protection de l'environnement dans les pays en développement financé sur le budget de l'Union européenne.

Dans le cadre de Lomé IV, le programme indicatif national est doté de 34 millions d'Ecus, dont 60% environ sont destinés au développement rural et à la diversification agricole. L'environnement, les infrastructures et la formation constituent les autres secteurs de destination de l'aide programmée. Le PIN du 8e FED a été signé début 1997 (39,5 millions d'Ecus). Il se concentrera sur la protection de l'environnement, le secteur privé, ainsi que la lutte contre la pauvreté. Des projets importants dans ces 3 domaines sont actuellement à l'étude.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer au financement de projets et de programmes productifs et on envisage de débloquer 30 millions d'Ecus pour cette initiative.

Depuis Lomé I, Maurice a bénéficié d'interventions de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour un montant de plus de 122 millions d'Ecus, dont 110 millions au titre des prêts sur ressources propres et plus de 12 millions en capitaux à risques. Ces interventions ont permis la réalisation de projets dans le secteur public comme privé, dans les domaines aussi divers et vitaux que les infrastructures (production d'énergie, adduction d'eau et assainissement), le développement des PME et des grandes industries exportatrices ou de substitution aux importations.

Un nouvel accord de pêche triennal entre l'UE et Maurice a été signé en 1996 (impliquant une aide d' 1,7 million d'Ecus).

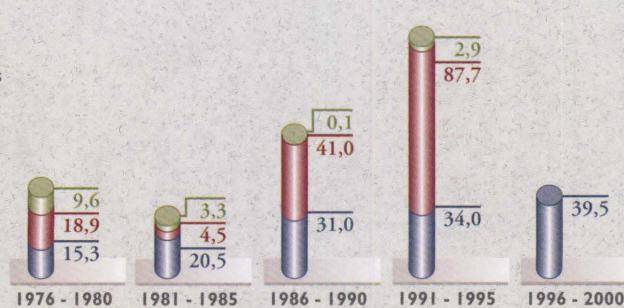
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement environment
- développement rural/pêche rural development/fishing
- transport et communications transport and communications
- secteurs sociaux social sectors
- autres others



Mauritius M

Economic indicators

GNP per capita
2 906 ECU (1996)

European imports from...
1 079 841 430 ECU
(1997)
Clothing 37%
Cane-sugar 28%

European Exports to...
642 829 770 ECU
(1997)

Debt service / exports
9% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)
Secondary schooling rate
60.4% (1996)

Urbanisation rate
41% (1996)

A group of volcanic islands in the Indian Ocean, dominated by mountainous peaks and surrounded by coral reefs, Mauritius has been a democracy since achieving independence in 1968. Although the country is still part of the Commonwealth, the island became a republic in 1992. The economy was dominated by the single crop farming of sugar cane up until 20 years ago. Today Mauritius ranks among the group of middle income developing countries and is often held up as a model in the field of development.

However, notwithstanding its success, the country's economy is still characterised by a strong dependence on the world economy, due to its three main components; exporting industry from the free zone (mainly textile products), sugar and tourism. The future of the island depends on the modernisation of its industry, maintaining the competitiveness of its free zone, and preserving its attractiveness to tourists - which is closely linked to environmental conservation.

Cooperation with the European Union dates back to 1977. From the first to the fourth Lomé Convention, resources allocated to the country under the National Indicative Programmes have totalled more than ECU 100 million. The island has also succeeded in maximising other opportunities offered by the Lomé relationship, including, in particular, membership of the Sugar Protocol which is annexed to the Convention. Guaranteed prices for the export of the bulk of Mauritian sugar production to the European market bring in almost ECU 100 million a year for the country. As a result, it benefits more than any other ACP country from the Protocol. Mauritius has also received support from the special programme for the preservation of the environment in developing countries financed under the EU budget.

Under the first financial protocol of Lomé IV the National Indicative Programme was allocated ECU 34 million, of which about 60% is directed towards rural development and agricultural diversification. The other sectors for intervention under programme aid funds are the environment, infrastructure and training. The NIP for the 8th EDF was signed at the beginning of 1997 (ECU 39.5 million). The focus here will be on environmental protection, private sector development and poverty alleviation. Important projects in these three areas are presently under study.

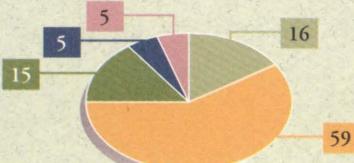
The European Investment Bank may contribute to the financing of income-generating projects and programmes and ECU 30 million is envisaged in this context.

Since Lomé I, Mauritius has benefited from nearly ECU 122 million through intervention from the European Investment Bank (EIB), including ECU 110 million from the Bank's own resources and more than ECU 12 million in risk capital. These interventions have allowed projects in the public and private sectors, in areas as diverse and vital as infrastructure (energy production, water purification and supply, airport development, a new container terminal, telecommunications, sewerage), the development of SMEs, large export industries, and industries linked to import substitution.

A new three-year EU-Mauritius Fisheries Agreement was signed in 1996 (involving funding of ECU 1.7 million).

FED EDF

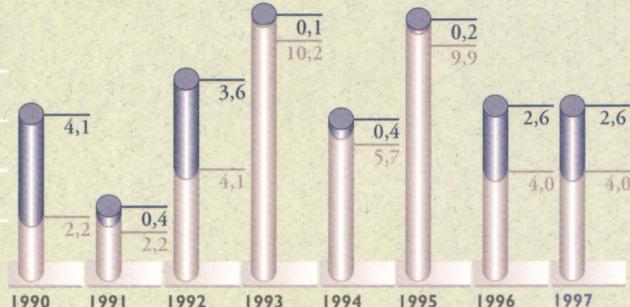
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Mozambique

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

801 590



16 359 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
71 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

113 349 780 ECU (1997)
Poissons 52%

Exportations européennes vers...
140 268 280 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
35,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
66,3% (1996)
secondaire
6,4% (1996)

Taux d'urbanisation
35% (1996)

Indépendant depuis 1975, le Mozambique est un très vaste pays maritime bordé par près de 3.000 Km de côtes. La diversité de ses zones climatiques lui permettent d'avoir un potentiel agricole diversifié en plus de ressources minières prometteuses. En outre, sa position dans la région lui permet de tirer profit d'importantes ventes de services aux pays voisins enclavés.

Après un long conflit civil, la signature d'un accord de paix a eu lieu en octobre 1992 et avec l'accord de tous les partis politiques, une loi électorale a été votée en 1993. L'année 1994 a vu se consolider le processus de paix par la tenue d'élections présidentielles et parlementaires et l'installation d'un gouvernement issu d'un parlement pluraliste.

Du fait de la cessation des hostilités, la coopération avec l'Union européenne a été marquée par une diminution sensible des programmes d'urgence et une accélération notable des engagements sur Lomé IV, au titre de la réhabilitation. En ce qui concerne Lomé II, presque 100% du Programme Indicatif National (de près de 160 millions d'Ecus y compris le programme spécial dette) ont été engagés et la plupart des projets sont en voie d'achèvement.

Parmi les actions qui ont été décidées en 1994, sous le premier protocole financier de Lomé IV (170,6 millions d'Ecus), on peut citer l'appui à l'organisation des élections (22 millions d'Ecus), l'appui au retour au pays des déplacés et démobilisés ainsi que leur réinsertion (23 millions d'Ecus), la réouverture des routes (30 millions d'Ecus) et la réhabilitation des infrastructures de santé (22 millions d'Ecus). Si la facilité à l'ajustement structurel a déjà permis un appui supplémentaire de 30 millions d'Ecus, 27,3 autres millions d'Ecus furent octroyés pour la réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées selon l'article 255 de Lomé. Par ailleurs, 9,5 millions d'Ecus furent alloués aux élections locales, en 1997, et un certain nombre de petits projets ont été approuvés. Le PIN du 8ème FED fut quant à lui signé en mars 1997, avec une enveloppe de 214,5 millions pour la réalisation des projets.

Enfin, des interventions de la Banque Européenne d'Investissement ont été approuvées au titre des capitaux à risques pour un montant de 50,85 millions d'Ecus, qui s'ajoutent à 20 millions d'Ecus de prêts également approuvés sur ressources propres.

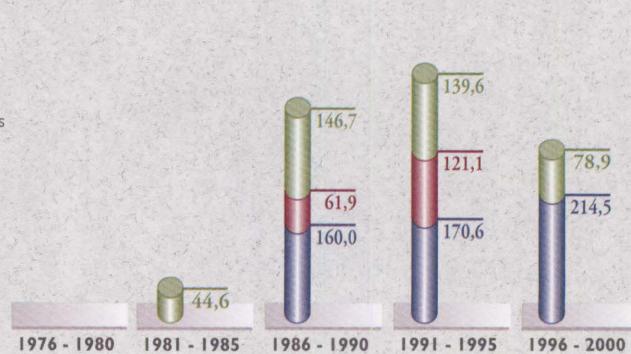
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Mozambique M

Economic indicators	
GNP per capita	71 ECU (1996)
European imports from...	113 349 780 ECU (1997)
Fish	52%
European Exports to...	140 268 280 ECU (1997)
Debt service / exports	35.3% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.5% (1995-96)
Primary schooling rate	66.3% (1996)
Secondary schooling rate	6.4% (1996)
Urbanisation rate	35% (1996)

Independent since 1975, Mozambique is a vast maritime country with almost 3000 km of coast. The diversity of its climatic zones provides for a wider range of agricultural potential and promising mineral resources. Moreover, the country's situation in the region allows it to benefit from substantial sales of services to neighbouring landlocked countries.

After a long civil war, a peace agreement was signed in October 1992 and, with the agreement of all political parties, an election law was passed in 1993. 1994 saw the consolidation of the peace process through the holding of presidential and parliamentary elections and the establishment of a government answerable to a pluralist parliament.

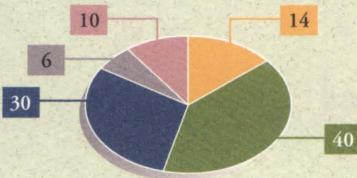
As a result of the end of hostilities, cooperation with the European Union saw a sharp decrease in emergency programmes and a significant increase in commitments for rehabilitation from Lomé IV. As for Lomé III, almost all of the National Indicative Programme (ECU 160 million, including the special debt programme) has been committed and most projects are now being completed.

Actions decided under the first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 170.6 million) include support for the organisation of elections (ECU 22 million), support for the return of displaced and demobilised persons as well as their reintegration (ECU 23 million), reopening of roads (ECU 30 million) and rehabilitation of the health system (ECU 22 million). Support under the structural adjustment facility amounted to ECU 30 million. There was also ECU 27.3 million for resettlement of refugees and displaced persons under Article 255 of the Lomé Convention. During 1997, in addition to the funding of up to ECU 9.5 million agreed for the local elections, a number of small projects were also approved. The National Indicative Programme for the second period of Lomé IV (8th EDF) was approved on 5 March 1997, allocating ECU 214.5 million for project implementation.

European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been approved for a total of ECU 50.85 million. This is in addition to the ECU 20 million loans approved from the EIB's own resources.

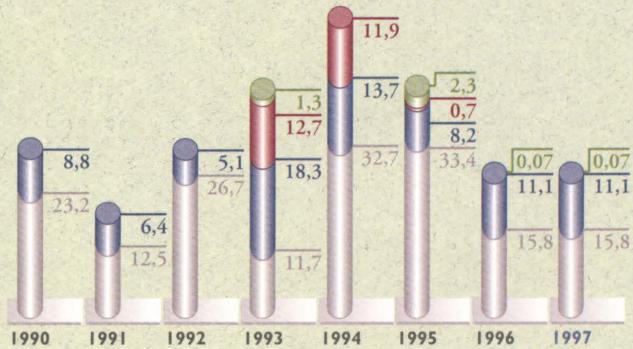
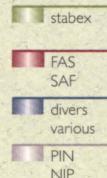
FED EDF

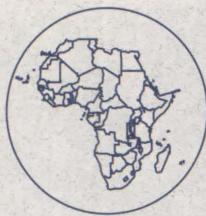
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Namibia

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

824 290



1 688 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	1 638 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	324 772 650 ECU (1997)
Poissons	40%
Exportations européennes vers...	188 749 980 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,4% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	39,8% (1996)
Taux d'urbanisation	37% (1996)

Pays côtier qui possède un des déserts les plus arides du globe, la Namibie est un Etat démocratique qui procède à des élections aux échelons national, régional et local, avec une Constitution fondée sur les principes des droits de l'Homme. La protection de l'environnement, présente dans le corps et l'esprit de la Constitution, est un enjeu du développement de cette jeune nation. Peu après son accession à l'indépendance, le 21 mars 1990, la Namibie est devenue le 69ème Etat ACP à intégrer la Convention de Lomé IV, en même temps qu'elle a sollicité sa candidature auprès de l'ancienne SADCC (Conférence de Coordination pour le Développement de l'Afrique Australe). Avant l'indépendance du pays et durant la période de transition, la population de la Namibie a bénéficié de financements de la part de l'Union européenne (65 millions d'Ecus, pour la période allant du milieu des années 1970 à 1990) en matière d'aide alimentaire, de formation, de cofinancement avec les ONG, de développement des communautés de base et de microprojets.

Sous Lomé IV, la Namibie s'est vu octroyer 50 millions d'Ecus de subventions (7ème FED PIN) et 40 millions d'Ecus provenant du Sysmin. D'autres ressources - notamment régionales - prévues par la Convention de Lomé s'y ajoutent pour répondre aux besoins de développement, plus précisément dans les domaines de l'agriculture, du développement rural, de la santé, de l'emploi, du développement du commerce et du tourisme.

La Namibie tire également parti des dispositions commerciales de Lomé IV et tout particulièrement du Protocole sur la viande bovine, au titre duquel elle dispose d'un quota annuel d'exportation vers le marché européen de 73.000 tonnes pour la période 1991-96. Un quota supplémentaire de 13.000 tonnes a été accordé pour 1997.

Dans le cadre du programme spécial d'aide alimentaire lancé par l'UE en 1992, la Namibie a reçu 15.000 tonnes d'équivalent-céréales en 1992 et 10.000 tonnes en 1996, afin de pallier la sécheresse qui affecte plusieurs régions d'Afrique dont l'Afrique australe.

L'Union européenne soutient activement la consolidation du processus démocratique en Namibie, dont le succès s'est récemment avéré par les élections présidentielles et les législatives de décembre 1994.

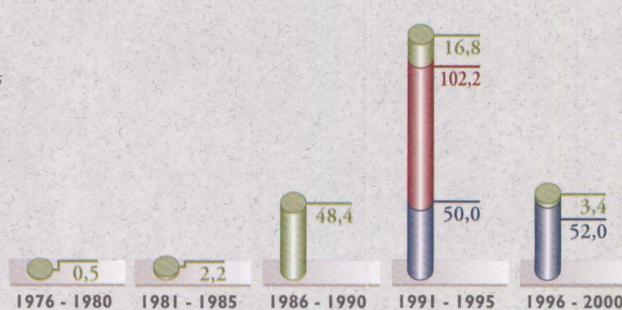
La Banque Européenne d'Investissement a engagé 50,2 millions d'Ecus pour financer les secteurs des équipements et de l'industrie.

Le 15 octobre 1996, la Namibie fut le premier des 70 Etats ACP à finaliser les termes de sa coopération avec l'UE (8ème FED) et dispose, dans le cadre du PIN, d'un montant de 52 millions d'Ecus principalement destinés à promouvoir l'éducation et la formation, l'agriculture et le développement rural.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)développement rural/pêche
rural development/fishingsecteurs sociaux
social sectorsautres
others



Namibia N

Economic indicators

GNP per capita	1 638 ECU (1996)
European imports from...	324 772 650 ECU (1997)
Fish	40%
European Exports to...	188 749 980 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	39.8% (1996)
Urbanisation rate	37% (1996)

A coastal country with one of the most arid deserts in the world, Namibia is a democracy with elections at national, regional and local level and a Constitution based on individual rights. Protection of the environment is a major consideration in the development of this young nation, reflecting the terms and spirit of the country's Constitution. Following independence on 21 March 1990, Namibia became the 69th ACP State to join the Lomé IV Convention and, that same year, requested membership of the former SADCC (Southern African Development Coordination Conference). Prior to and during the transition to independence, Namibia's population benefited from European Union assistance (ECU 65 million from the EU budget from the mid-1970s to 1990) for food aid, training, NGO co-financing, community development and microprojects.

Under Lomé IV, Namibia benefits from an ECU 50 million grant (7th EDF NIP) and ECU 40 million made available under Sysmin. Other Lomé Convention resources, notably regional ones, have contributed additional funds to meet the country's development needs, concentrating in particular, on agriculture and rural development, health, human resources, tourism and trade development.

Namibia also benefits from Lomé IV's trade provisions, particularly the Beef Protocol, under which a 73,000-tonne quota for export of beef to the EU was granted for the period 1991-96. An additional quota of 13,000 tonnes has been allocated for 1997.

Namibia received 15,000 cereal-equivalent tonnes of emergency food aid under the 1992 special food aid programme, launched by the EU in response to the drought in East and Southern Africa, followed by 10,000 tonnes in 1996.

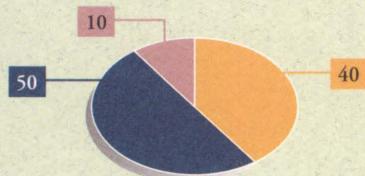
The European Union actively supports the consolidation of the democratisation process in Namibia, the success of which has been recently demonstrated by the holding of Presidential and Parliamentary elections held in December 1994.

ECU 50.2 million has been committed by the European Investment Bank for the financing of infrastructures and industry sectors.

Finally, on 15 October 1996, Namibia became the first of the 70 ACP countries to conclude its framework of cooperation with the EU, (8th EDF) for which an indicative amount of ECU 52 million is made available under the National Indicative Programme. Assistance concentrates on education and training, agriculture and rural development.

FED EDF

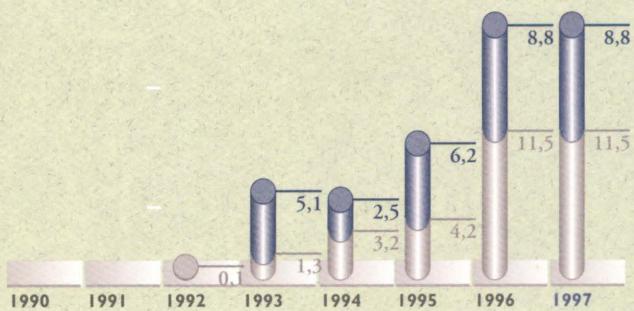
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Niger

AFRIQUE SAHELienne ET

OCCIDENTALE COtiERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM:

1 267 000



9 102 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
158 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

37 504 730 ECU (1997)
Éléments radioactifs

44%

Exportations européennes vers...
148 376 810 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
19,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
28,8% (1996)
secondaire
7,8% (1996)

Taux d'urbanisation
19% (1996)

Vaste pays sahélien enclavé, le Niger est relativement peu urbanisé et son économie dépend du secteur rural qui emploie 80% de la population active. Le Niger figure parmi les pays les plus pauvres du monde.

Indépendant depuis 1960, le Niger s'était engagé, depuis les élections de 1993, sur la voie de la démocratie pluraliste. La cohabitation conflictuelle que celle-ci avait entraîné entre le Président de la République et le Premier Ministre, a conduit fin janvier 1996 à un coup d'Etat militaire. L'Union européenne a suspendu pour six mois sa coopération avec ce pays, à l'exception de l'aide humanitaire distribuée directement à la population.

Le retour progressif à la vie constitutionnelle normale a amené l'Union européenne à reprendre sa coopération, tout en restant attentive au respect des libertés fondamentales des citoyens dans ce pays. Fin 1997, une stratégie de coopération au développement a été approuvée pour la mise en oeuvre du 8ème FED qui met l'accent sur la sécurité alimentaire et la valorisation des ressources humaines. Cette stratégie sera traduite dans un Programme Indicatif National dont l'enveloppe financière indicative s'élève 160 millions d'Ecus. A ces fonds, s'ajouteront des ressources complémentaires importantes pour soutenir le développement minier et le programme d'ajustement structurel. Le Niger met en œuvre un programme économique et financier triennal soutenu, depuis juin 1996, par les IBW et d'autres bailleurs de fonds.

L'Union européenne a participé activement aux efforts de développement du Niger depuis le premier Fonds européen de développement. Le Programme indicatif du 7ème FED (143,9 millions d'Ecus), a mis l'accent surtout sur le développement du secteur rural et du secteur privé. Les ressources au titre de l'appui à l'ajustement structurel (22,4 millions d'Ecus) ont été majoritairement consacrées au renforcement de la santé et de l'éducation. Les fonds de la facilité «Sysmin» ont permis le développement des infrastructures routières. Des fonds en provenance du budget de la Communauté européenne ont renforcé la sécurité alimentaire.

Après la croissance économique enregistrée de 1976 à 1981 grâce au secteur de l'uranium, le Niger a connu depuis les années 1980 de sérieux déséquilibres des finances publiques et de la balance des paiements. En dépit de plusieurs tentatives de réformes d'ajustement structurel, les résultats économiques du Niger ont été peu satisfaisants, le PNB n'ayant pas cessé de diminuer et la pauvreté d'augmenter. L'inefficacité de la gestion économique a suscité une croissance rapide du secteur informel au détriment de l'économie formelle ainsi que l'évasion fiscale et douanière.

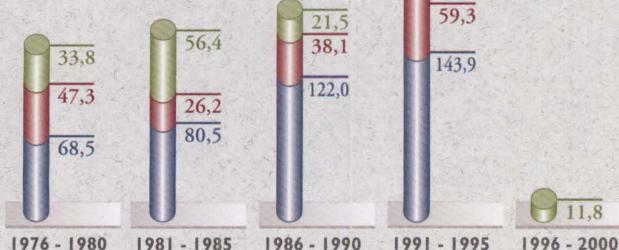
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ environnement
environment
- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- █ autres
others



Niger N

Economic indicators

GNP per capita	
	158 ECU (1996)
European imports from...	
	37 504 730 ECU (1997)
Radioactive elements	44%
European Exports to...	
	148 376 810 ECU (1997)
Debt service / exports	
	19.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate	
	3.28% (1995-96)
Primary schooling rate	
	28.8% (1996)
Secondary schooling rate	
	7.8% (1996)
Urbanisation rate	
	19% (1996)

A huge landlocked Sahelian country, Niger is not particularly urbanised. Its economy is largely dependent on the rural sector which employs 80% of the active population. Niger ranks among the poorest countries in the world.

Independent since 1960, Niger became a multi-party democracy after elections in 1993. This resulted in political 'cohabitation' between the President and the Prime Minister and the resulting tensions provoked a military coup in January 1996. This led to a suspension of European Union aid for six months, although humanitarian aid given directly to the population continued.

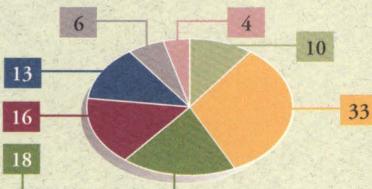
The progressive return to constitutional normality prompted the EU to resume cooperation, while remaining vigilant as regards the respect of the basic liberties of the people of the country. At the end of 1997 a development cooperation strategy was approved for the implementation of the 8th EDF. The strategy focuses on food security and human resources. This strategy will be reflected in a National Indicative Programme which has been allocated an indicative sum of ECU 160 million. There will also be significant additional resources to support mining development and the structural adjustment programme. Niger is implementing a three-year economic and financial programme which has been supported, since June 1996, by the Bretton Woods institutions and other donors.

The EU has actively participated in efforts to develop Niger since the first European Development Fund. The 7th EDF NIP (ECU 143.9 million) concentrated, above all, on developing the rural sector and the private sector. Structural adjustment resources (ECU 22.4 million) have been concentrated, in the main, on strengthening health and education. Sysmin funds have been used to develop road infrastructures. Meanwhile, European Community budget resources have helped strengthen food security.

Economic growth occurred from 1976 to 1981, thanks to developments in the uranium sector. Since the 1980s, Niger has suffered serious imbalances in its public finances and balance of payments. Despite several attempts at structural adjustment reform, economic results have been disappointing. GDP has continued to contract and poverty has increased significantly. Inefficient economic management has spurred rapid growth in the informal sector. This has been to the detriment of the formal economy and is manifested in customs duty/tax evasion.

FED EDF

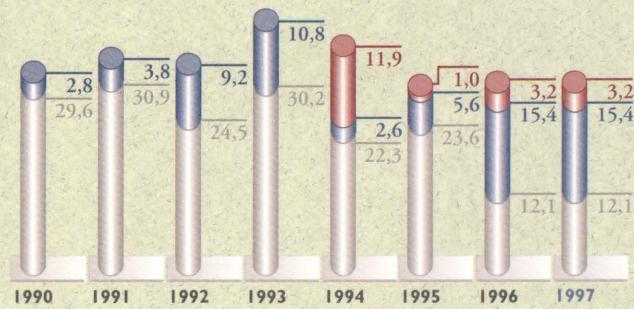
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Nigeria

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICAKM²

923 770



126 929 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
189 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

4 321 628 190 ECU (1997)

Pétrole brut 83%

Exportations européennes vers...

2 708 360 640 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
12,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
70,6% (1996)

secondaire
17,7% (1996)

Taux d'urbanisation
40% (1996)

Le Nigéria est le plus grand Etat de l'Afrique Occidentale Côtier. Situé dans le Golfe de Guinée, il comprend de nombreux types de végétation, allant des forêts tropicales dans le sud du pays au semi-désert du nord.

Indépendant depuis 1960, le Nigéria est devenu le 10^e pays le plus peuplé du monde. Un Africain sur cinq est Nigérian.

Le Nigéria possède d'importantes ressources naturelles. La découverte de pétrole au début des années 60, dans le sud du pays, a entraîné un boom économique et des investissements considérables dans le secteur industriel. Toutefois, la chute des prix du pétrole et la forte diminution des revenus pétroliers qui s'ensuivit ont eu un impact négatif majeur sur l'économie du pays. L'économie nigériane exerce une très grande influence sur la région ouest-africaine: 80% environ des produits commercialisés en Afrique occidentale proviennent du pays.

L'Union Européenne est, traditionnellement, le plus grand importateur des produits du Nigéria. Les quatre Conventions de Lomé successives depuis 1975 ont alloué au pays plus d'un milliard d'Ecus, dont à peu près 650 millions sous forme d'aide programmable, et plus de 370 millions d'Ecus sous forme de prêts sur ressources propres de la Banque Européenne d'Investissement.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (365 millions d'Ecus) est l'un des plus importants jamais signés avec un pays ACP. Ces ressources sont utilisées en priorité pour le développement des ressources humaines, la conservation et la protection de l'environnement en liaison avec le développement de l'agriculture, l'approvisionnement en eau potable, la formation et l'appui au développement institutionnel. Le programme de coopération institutionnelle est le plus important de tous les pays ACP.

Sur le plan régional, le Nigéria a bénéficié des fonds FED alloués aux programmes panafricains de lutte contre la peste bovine, pour le lancement d'un satellite de télécommunication, pour la recherche agricole et la protection des côtes.

La détérioration du climat politique et économique en 1994 a été à l'origine de difficultés dans l'exécution des projets. C'est essentiellement sur la situation préoccupante des droits de l'homme qu'a porté l'attention de l'UE. Cette situation a empiré en 1995 avec la question Ogoni qui a conduit l'UE à adopter une série de sanctions couvrant, entre autres, la vente d'armes, la suspension de la coopération au développement, la restriction dans l'octroi des visas diplomatiques et le boycott sportif. Ces sanctions furent reconduites en 1996 et ce, jusqu'au premier novembre 1998, ce qui signifie que pratiquement tous les programmes de Lomé IV ont pris fin. Quelques projets d'aide d'urgence se poursuivent toutefois, notamment ceux prodigués par des ONG. Les sanctions autorisent donc l'assistance au respect des droits de l'homme et à la démocratie, toute coopération d'un autre type restant bloquée.

Les ressources de la BEI ont été concentrées dans le secteur de l'énergie, des PME, de l'agro-industrie et d'autres secteurs productifs. Le Nigéria n'ayant pas payé les arriérés de sa dette, la BEI a suspendu ses programmes depuis 1994.

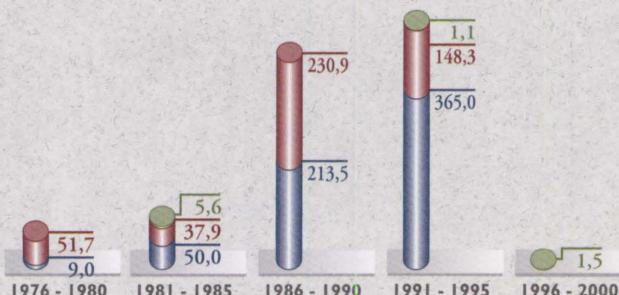
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment

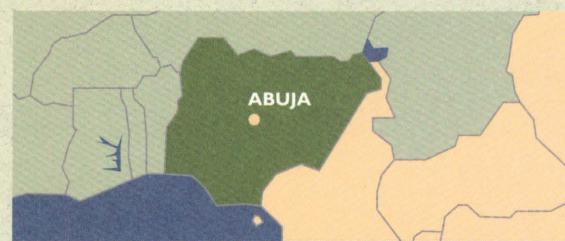
développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



N

Nigeria

Economic indicators

GNP per capita	189 ECU (1996)
European imports from...	4 321 628 190 ECU (1997)
Crude oil	83%
European Exports to...	2 708 360 640 ECU (1997)

Debt service / exports	12.3% (1995)
------------------------	--------------

Social indicators

Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	70.6% (1996)
Secondary schooling rate	17.7% (1996)
Urbanisation rate	40% (1996)

Nigeria is the largest West African coastal state. It is located on the Gulf of Guinea, and encompasses a very wide diversity of habitats, ranging from tropical rain forests in the South, to semi-desert in the extreme North.

Nigeria, which gained independence in 1960, is the tenth most populous country in the world. One in five Africans are Nigerian.

Nigeria has abundant natural resources. The discovery of oil in the South in the late 1950s and early 1960s led to an economic boom and considerable investment in the industrial sector. However, the collapse of oil prices, and the resulting fall in income from this resource, has had a serious negative impact on the economy. Nigeria's economy has a major influence on the wider West Africa region. Around 80% of the products sold in West Africa originate in Nigeria.

The European Union has traditionally been Nigeria's most important export market. In terms of development cooperation, the country has been allocated a total of more than ECU 1 billion under the four successive Lomé Conventions since 1975. Of this, about ECU 650 million is in grant form, with more than ECU 370 million in the form of loans managed by the European Investment Bank. The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 365 million), is the largest of any ACP country. These resources are focused on human resource development, conservation and protection of the environment linked with agricultural development, provision of drinking water, training and institutional support. The institutional cooperation programme is the largest of any ACP country.

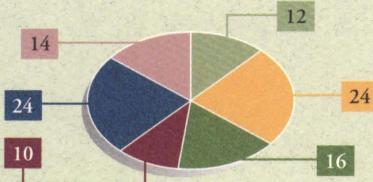
Nigeria has also benefited from regional EDF funds allocated to the Pan-African Rinderpest programme, an Aeronautical Satellite Telecommunications programme, agricultural research and the fight against coastal erosion.

The deterioration of the political and economic climate during 1994 led to difficulties in project implementation. The attention of the EU was focused on the serious human rights situation. The problem was exacerbated by the execution of nine Ogoni leaders in November 1995. This led the EU to introduce a series of sanctions which included, among other things, an embargo on arms sales, the suspension of development cooperation, visa restrictions for high level visits, and a sports boycott. In 1996, these sanctions were extended to 1 November 1998 and virtually all Lomé IV programmes have been brought to an end. Some emergency and humanitarian aid has, however, been continued, as has aid provided by NGOs. The sanctions allow for assistance in support of human rights and democracy as well as poverty alleviation. All other cooperation remains blocked.

EIB resources have been focused on the energy sector, small and medium-sized enterprises, agro-industries and other productive sectors. Regrettably, as a result of non-payment of arrears, all EIB programmes in Nigeria have been at a standstill since 1994.

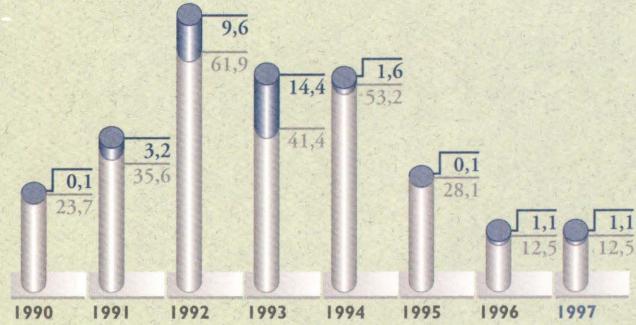
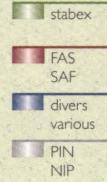
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Papua - New Guinea

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

462 840



4 074 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	906 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	359 866 000 ECU (1997)
Huile de palme	25%
Café	37%
Exportations européennes vers...	64 652 910 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	20,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,3% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	75,1% (1996)
secondaire	14,9% (1996)
Taux d'urbanisation	16% (1996)

La Papouasie-Nouvelle-Guinée comprend la moitié de l'île de Nouvelle-Guinée et quelques 600 autres îles au nord et à l'est. La diversité du pays s'illustre par le fait que près de 700 langues y sont parlées. La Papouasie Nouvelle-Guinée est indépendante depuis 1975.

Le pays est très riche en ressources naturelles mais son essor économique a été entravé par plusieurs facteurs. Le taux d'alphabétisation des adultes est seulement de 45%. Le terrain est accidenté et le manque de routes reliant les provinces rend les coûts de transport élevés. Le conflit armé qui a éclaté autour de la mine de cuivre de Bougainville (qui avant sa fermeture contribuait pour 10% au PIB et pour 36% aux recettes d'exportation) a eu des implications importantes dans la vie économique et politique du pays.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est devenue membre de la Convention de Lomé en 1978 et l'Union Européenne en est le second donateur après l'Australie. Sous Lomé I, II et III les Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) se sont élevés à 667,5 millions d'Ecus, attribués en majeure partie à l'amélioration de l'infrastructure routière. Parmi les autres secteurs de développement sont compris: le développement rural (microprojets, élevage et énergie), ainsi que la formation et le commerce. Une subvention de 30 millions d'Ecus du fonds du Sysmin sous Lomé II a été utilisée en priorité pour l'amélioration et la réhabilitation des ponts et des routes.

Sous Lomé IV, 46,2 millions d'Ecus ont été alloués au titre du PIN. S'y ajoutent à ce jour 22,5 millions d'Ecus, alloués en appui à l'ajustement structurel. En 1994, 5 millions d'Ecus supplémentaires issus du budget UE ont été alloués à un projet de gestion et de conservation durable de la forêt tropicale. Pour le PIN, les deux secteurs privilégiés sont le développement des ressources humaines et le développement rural. Un des principaux projets du premier secteur est axé sur l'amélioration de l'infrastructure de l'enseignement des deuxième et troisième cycles. Dans le second secteur, sont envisagées entre autres, des actions en faveur de la protection de l'environnement, comme par exemple un projet de surveillance écologique des mines. Le PIN au titre du second protocole financier de Lomé IV fut signé en 1997. Un montant indicatif de 50 millions d'Ecus a été alloué exclusivement sous forme de dons. Par ailleurs, la BEI a affirmé qu'elle envisage un montant de 35 millions d'Ecus comme assistance globale.

Les deux secteurs prioritaires de ce PIN sont le développement des ressources humaines et le développement de l'environnement rural.

Depuis Lomé I, les transferts Stabex se sont élevés à plus de 230 millions d'Ecus dont 72 millions au cours des quatre premières années de Lomé IV, permettant de compenser les pertes des exportations de café, cacao, huile de palme et dérivés de noix de coco.

Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) est intervenue jusqu'à présent, pour 64 millions d'Ecus dont 41 millions sur ces ressources propres.

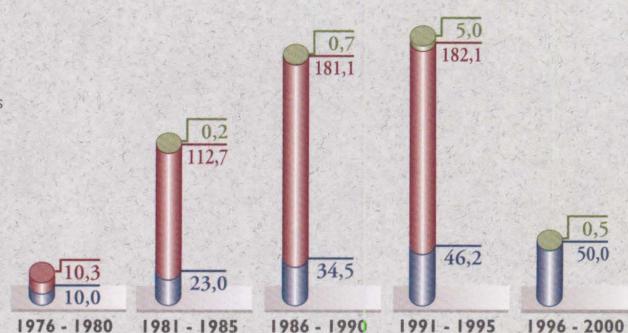
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

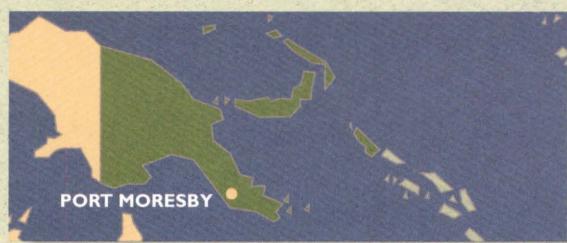


environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

secteurs sociaux
social sectors



Papua - New Guinea

P

Economic indicators

GNP per capita	906 ECU (1996)
European imports from...	
359 866 000 ECU (1997)	
Palm oil	25%
Coffee	37%
European Exports to...	
64 652 910 ECU (1997)	
Debt service / exports	
20.8% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	75.1% (1996)
Secondary schooling rate	14.9% (1996)
Urbanisation rate	
16% (1996)	

Papua-New Guinea comprises the eastern half of the island of New Guinea and some 600 other islands to the North and East. Its diversity is illustrated by the fact that approximately 700 languages are spoken. It gained independence in 1975.

The country is very rich in natural resources, but economic growth has been hampered by several characteristics. The adult literacy rate is only about 45%. The rugged terrain and absence of an inter-provincial road network raise transport costs. The outbreak of armed conflict around the Bougainville copper mine (which contributed about 10% of Papua New Guinea's GDP and some 36% of export earnings before its closure) had significant implications for the economic and political life of the country.

Papua New Guinea became a member of the Lomé Convention in 1978 and the European Union is now the most important donor after Australia. Under Lomé I, II and III, the National Indicative Programmes (NIPs) amounted to a total of ECU 667.5 million, which have been mainly gone to improving road infrastructure. Other areas of cooperation have included rural development (microprojects, livestock and energy), training and trade. An allocation of Sysmin funds (ECU 30 million) under Lomé II has been used primarily for road and bridge infrastructures and rehabilitation.

Under Lomé IV (7th EDF) ECU 46.2 million was allocated to the NIP. This has been supplemented by ECU 22.5 million for structural adjustment support. In 1994 a further ECU 5 million was allocated from the EU budget for a sustainable forest management and conservation project. The NIP itself concentrates on two sectors; human resource development and rural development. Under the former, a major project deals with infrastructure improvements for secondary and tertiary education, as well as training. Activity under the latter is geared, among other things, to actions to protect the environment, including a project on the environmental monitoring of mines. The NIP of the Lomé IV Second Financial Protocol was signed in 1997. An indicative amount of ECU 50 million has been made available, all in grant form. In addition the European Investment Bank has earmarked an indicative amount of ECU 35 million.

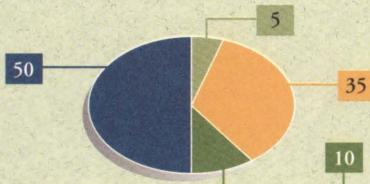
The two focal sectors of the new National Indicative Programme are development of human resources and development of the rural environment.

Stabex transfers of more than ECU 230 million have been made since Lomé I, including ECU 72 million for the first four years of Lomé IV. These have helped make up for shortfalls in foreign export earnings from coffee, cocoa, palm oil and coconut products.

So far, under Lomé IV, ECU 64 million in funding has been approved by the European Investment Bank including ECU 41 million from its own resources.

FED EDF

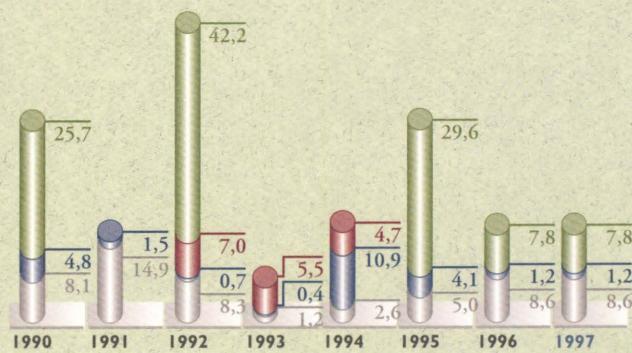
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





República Dominicana

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

48 730



7 915 317

Indicateurs économiques

PNB par habitant	1 236 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	257 407 160 ECU (1997)
Ferro-alliages	36%
Exportations européennes vers...	391 090 000 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	7,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1,5% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	93,2% (1996)
secondaire	83,3% (1996)
Taux d'urbanisation	63% (1996)

La République dominicaine occupe les deux-tiers orientaux de l'île d'Hispaniola, qu'elle partage avec Haïti, et dispose d'une façade sur la mer des Caraïbes et d'une autre sur l'Océan Atlantique.

Le pays a tardivement rejoint le Groupe des Etats ACP en adhérant en 1989 à la quatrième Convention de Lomé. Auparavant, la République dominicaine a bénéficié de l'assistance européenne dans le cadre des relations de coopération avec les pays en développement d'Amérique latine. Ainsi, de 1976 à 1989, elle a reçu une aide de près de 26 millions d'Ecus qui a été principalement consacrée à l'appui au développement rural.

Le processus d'ajustement structurel axé sur la libéralisation de l'économie et engagé de 1990 à mars 1994 a eu des effets très positifs; reprise de la croissance, réduction du déficit public, diminution de l'inflation et renégociation des dettes extérieures. Après une interruption pendant la période électorale, la politique de stabilisation et de réformes structurelles a repris depuis les derniers mois de 1994. Les principales difficultés économiques actuelles du pays concernent la continuité de la croissance, la réduction du déficit extérieur, la réorientation des dépenses publiques vers les secteurs sociaux et surtout la poursuite des réformes structurelles.

Le premier Programme Indicatif National (PIN) du pays - celui de Lomé IV - s'élève à 85 millions d'Ecus. Les actions devant être financées avec ces ressources programmées concernent principalement un programme intégré de développement rural dans le nord-est du pays, un projet hydroélectrique, et deux projets régionaux dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Les autres financements portent notamment sur la fourniture d'une assistance technique, la coopération culturelle, des programmes d'appui au secteur privé, de coopération décentralisée, de conservation des parcs, et de lutte contre le SIDA. Le soutien à l'ajustement structurel prend une place significative avec une allocation de plus de 31 millions d'Ecus, dont 23 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) et 8,5 millions provenant du PIN. La République dominicaine bénéficie également d'une aide de 23 millions d'Ecus au titre du Sysmin, qui vise à soutenir la mise en œuvre d'un programme géologique et minier.

Le PIN sur le 8ème FED s'élève à 106 millions d'Ecus. Les trois secteurs de concentration sont: l'amélioration de la qualité et de l'accès aux services de base de santé et d'éducation; l'adduction d'eau et l'assainissement dans les zones urbaines marginales; les réformes institutionnelles et la modernisation de l'État. Hors concentration, on pourra appuyer le secteur agricole, les petites et grandes entreprises et la coopération avec Haïti.

Au niveau régional (PIR Caraïbes), le pays bénéficie de projets dans les secteurs de l'enseignement supérieur, du tourisme, du commerce et de la protection de l'environnement. Des projets de coopération transfrontalières dans le domaine des transports et de l'environnement avec Haïti sont en préparation.

De plus, la Banque Européenne d'Investissement sur les ressources dont elle assure la gestion a déjà engagé 26 millions d'Ecus, au titre des capitaux à risques et 8 millions d'Ecus sur ses ressources propres pour le financement des secteurs de l'énergie et de l'industrie.

Sur les ressources budgétaires de l'Union européenne, des actions relatives à la fourniture d'une aide alimentaire et au cofinancement de projets avec des ONGs (au total 11 millions d'Ecus depuis 1990) ont également été soutenues.

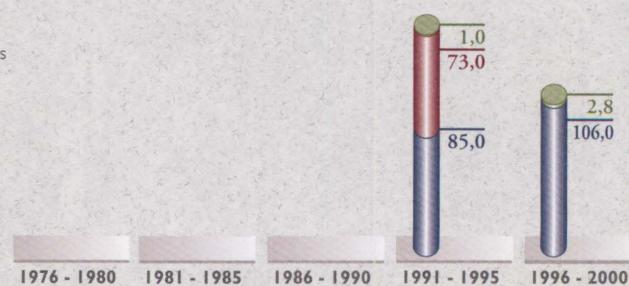
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



República Dominicana

R

Economic indicators	
GNP per capita	1 236 ECU (1996)
European imports from...	257 407 160 ECU (1997)
Iron compounds	36%
European Exports to...	391 090 000 ECU (1997)
Debt service / exports	7.8% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	1.5% (1995-96)
Primary schooling rate	93.2% (1996)
Secondary schooling rate	83.3% (1996)
Urbanisation rate	63% (1996)

The Dominican Republic makes up two thirds of the island known as Hispaniola which it shares with Haiti, one side facing the Caribbean and the other the Atlantic Ocean.

The country is one of the more recent members of the ACP Group, having joined at the signing of the fourth Lomé Convention in 1989. Previously the Dominican Republic benefited from European aid as part of the European Community's cooperation package with Latin American developing countries. Between 1976 to 1989 the country received almost ECU 26 million in aid mainly for support for rural development.

The structural adjustment reforms undertaken by the country from 1990 to March 1994 focusing on economic liberalisation, have had a very positive impact leading to an improvement in real GDP terms, substantially reduced public debt, a considerable reduction in the inflation rate and renegotiation of the external debt. The difficulties now faced by the country include stimulating economic growth, reducing the trade deficit, boosting public spending levels in the social sectors and especially continuing structural reform.

The first National Indicative Programme (NIP), under Lomé IV, amounts to ECU 85 million. Actions to be funded with programmed resources are an integrated rural development programme in the north-east of the country, a hydro-electricity project, and two regional projects in the health and education sectors. Other projects financed are for the supply of technical assistance, cultural co-operation, the implementation of a support programme for the private sector, decentralised cooperation and fighting AIDS. Support for structural adjustment plays a significant role, with an allocation of more than ECU 31 million, of which ECU 23 million is from the Structural Adjustment Facility (SAF) and 8.5 million from the NIP. The Dominican Republic has also benefited from an ECU 23 million Sysmin grant for a geological and mining programme.

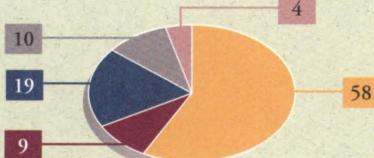
The NIP for the 8th EDF amounts to ECU 106 million. There are three focal sectors: improvement of quality and access to basic health services and education; access to and improved quality of water supply in marginal urban zones, institutional reform and modernisation of the state. In addition support could go to the agricultural sector, small and medium enterprises and cooperation with Haiti. Under the regional programme for the Caribbean the country has benefited from projects in higher education, tourism, trade and environmental protection. Trans-frontier projects, in the transport and environment sectors, that will also benefit Haiti, are being drawn up.

The European Investment Bank has already committed ECU 26 million in risk capital and ECU 8 million from its own resources for financing in the energy sector, and private sector SMEs.

Under the EU's budget resources, actions for the supply of food aid and NGO cofinancing projects (totaling ECU 11 million since 1990) have also been supported.

FED EDF

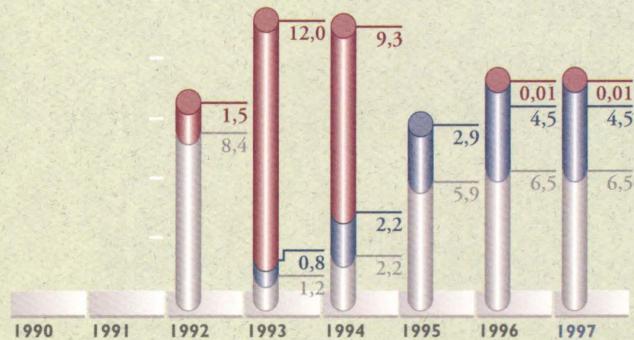
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Rwanda

AFRIQUE DE L'EST ET CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND HORN OF AFRICA

KM²

26 340



8 330 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
150 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
66 656 240 ECU (1997)

Or 47%
Café 43%

Exportations européennes vers...
79 017 460 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
5,1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
71,2% (1996)
secondaire
9% (1996)

Taux d'urbanisation
6% (1996)

Le Rwanda est un pays enclavé, densément peuplé (plus de 285 habitants au Km² et 800 au Km² cultivé dans certaines provinces), dont la pluviométrie régulière et l'altitude (1300 mètres en moyenne) en font un pays verdoyant. L'économie rwandaise repose sur l'agriculture à 98%: cultures vivrières, thé et café. Toutefois, l'enclavement du pays et son relief l'obligent à concentrer ses efforts de développement sur le secteur des transports et des communications.

Comme celle de son voisin le Burundi, l'histoire du Rwanda est marquée, depuis son indépendance en 1962 par la persistance de graves conflits politiques qui ont abouti, à certaines périodes à des affrontements sanglants et à la guerre civile entre octobre 1990 et juillet 1994, qui a culminé dans le génocide de 1994 avec plus de 800 000 personnes tuées. Le retour de 2 millions de réfugiés qui avaient fui leur pays après le génocide et l'arrivée au pouvoir du FPR, a accentué les problèmes de réconciliation. En même temps, l'insécurité à l'intérieur du pays s'est accrue.

Amorcée dès 1958, la coopération avec l'Union européenne s'est concentrée dans les domaines du développement rural (stratégie alimentaire, développement des cultures d'exportation de haute qualité, infrastructures sociales) et des transports. Une attention particulière a été portée aux réseaux permettant de relier les provinces isolées aux grands axes routiers que sont le Corridor Nord et le Corridor Central.

Dans le cadre de Lomé IV, le Rwanda a bénéficié de 118 millions d'Ecus de ressources programmées. En outre, 14 millions d'Ecus ont été prévus pour des interventions de la Banque européenne d'Investissement (BEI) au titre des capitaux à risques. Les autres domaines privilégiés par le Programme Indicatif National de Lomé IV sont la lutte contre le SIDA, l'appui à la décentralisation, l'appui aux PME, les microprojets et la protection de l'environnement. Après les événements de 1994, les reliquats des Fonds FED du PIN, des Fonds Stabex et des Fonds de Contrepartie (au total 67 millions d'Ecus) ont été utilisés pour la phase I du Programme de Réhabilitation. Ceci a été suivi par un deuxième Programme de Réhabilitation de 56 millions d'Ecus.

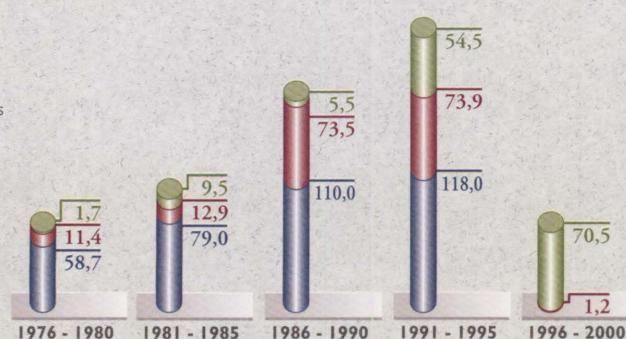
Ces conflits et ces troubles, qui s'ajoutent à ceux du Burundi voisin, expliquent par ailleurs l'envergure de l'aide humanitaire allouée en faveur des 2,2 millions de réfugiés et à environ 400 000 personnes déplacées au Rwanda (512 millions d'Ecus de 1993 à février 1996 et 101,5 millions d'Ecus d'aide alimentaire pour la même période). A cela s'ajoutent les allocations aux organisations internationales et aux ONG en matière de Droits de l'Homme, de Réhabilitation et de Sécurité Alimentaire.

Le Rwanda bénéficie aussi d'importantes ressources du Stabex: les transferts financiers sur la période 1990-1992 se sont élevés à 41 millions d'Ecus pour le thé et le café.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- █ environnement
environment
- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- █ autres
others



Rwanda

R

Economic indicators

GNP per capita
150 ECU (1996)

European imports from...
66 656 240 ECU
(1997)

Gold 47%
Coffee 43%

European Exports to...
79 017 460 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
5.1% (1995-96)

Primary schooling rate
71.2% (1996)

Secondary schooling rate
9% (1996)

Urbanisation rate
6% (1996)

Rwanda is a landlocked and densely populated country (more than 285 inhabitants per km² and over 800 inhabitants per cultivated km² in some parts). Its regular rainfall and high altitude (average 1300 metres) makes it verdant. The economy is based on agriculture (98%), the main products being food crops, tea and coffee. However, the landscape and the fact that the country is landlocked, mean a concentration of development efforts in the transport and communications sector.

Like its neighbour Burundi, Rwanda's history has been marked, since independence in 1962, by continual serious political confrontations at times leading to bloody conflicts. The civil war, which lasted from October 1990 to July 1994, culminated in the genocide in which more than 800,000 people were killed. The return of two million refugees who had fled following the genocide, and the accession to power of the FPR, have accentuated the problems involved in achieving reconciliation. In the meantime, insecurity inside the country has increased.

Since 1958 cooperation with the European Union has concentrated on rural development (food strategy, development of high-quality export crops, social infrastructures) and transport. Particular attention has been given to networks linking isolated provinces to the country's two large roads, the Northern and Central Corridors.

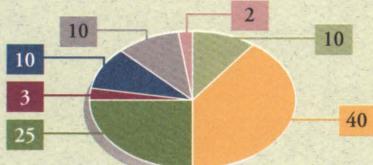
In the framework of Lomé IV, Rwanda was granted ECU 118 million in programmable resources. Moreover ECU 14 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital. Other areas earmarked by the Lomé IV National Indicative Programme were the fight against AIDS, support for decentralisation, support for SMEs, micro-projects and environmental protection. Following the events of 1994, outstanding sums from the NIP, Stabex fund, and counterpart funds (totalling ECU 67 million) have been used for Phase I of the rehabilitation programmes. This has been followed-up by a second rehabilitation programme (ECU 56 million).

The conflicts and the ensuing problems, added to those of neighbouring Burundi, explain the scale of humanitarian aid allocated for the 2.2 million refugees and 400,000 displaced persons in Rwanda (ECU 512 million from 1993 to 1996 and ECU 101.5 million in food aid). In addition, funds have gone to international organisations, NGOs supporting human rights projects and co-financing activities.

Rwanda also received substantial Stabex funds; transfers between 1990 and 1992 amounting to ECU 41 million for tea and coffee.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Saint Kitts and Nevis

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

360



na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
4 584 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
13 925 790 ECU (1997)

Sucres de canne 92%

Exportations européennes vers...
18 112 910 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

St-Kitts-et-Nevis est un Etat fédéral. Il a acquis son indépendance en 1983, après 16 ans d'autonomie en association avec le Royaume-Uni.

Malgré une importante production sucrière en baisse depuis le début des années 1980, l'économie de St-Kitts-et-Nevis a connu une période de forte croissance. Cette prospérité est due à la diversification entreprise à la fois dans le secteur du tourisme et celui des produits manufacturés. Cependant, l'économie souffre de contraintes que connaissent les petites îles: marché intérieur et ressources limitées, dépendance vis-à-vis de l'extérieur; risques liés aux conditions climatiques (tempêtes et sécheresses).

St-Kitts-et-Nevis a bénéficié de 4 millions d'Ecus sous Lomé I et II en qualité de pays et territoire d'outre-mer. Sous Lomé III, il lui a été alloué la somme de 3,5 millions d'Ecus dans le cadre du Programme Indicatif National. L'assistance porte principalement sur l'infrastructure sociale, en particulier la construction d'écoles primaires et centres sociaux, ainsi que l'amélioration du système de distribution de l'eau.

A la suite des violentes tempêtes de 1980, des cyclones Hugo en 1989, Luis et Merylin, St-Kitts-et-Nevis a bénéficié d'aides d'urgence.

Sous Lomé IV (7ème FED), 80% des 2,5 millions d'Ecus du Programme Indicatif National furent octroyés pour le développement du service sanitaire, en particulier pour la réhabilitation des hôpitaux. La santé reste le secteur principal aux termes de Lomé IV bis, avec 90% du montant total de 3 millions d'Ecus englobés dans les ressources du 7ème FED pour lesdits projets d'hôpitaux. Les 10% restants sont consacrés à la lutte anti-drogue conformément au Plan d'action des Barbades. Les fonds disponibles dans le cadre du 8ème FED s'élèvent à 3 millions d'Ecus.

Afin d'agrandir l'aéroport de Nevis, la Banque Européenne d'Investissement a engagé 2 millions d'Ecus à titre de capitaux à risques (minimum garanti: 1 million d'Ecus).

Le Protocole sur le sucre profite également à St-Kitts-et-Nevis en lui accordant un quota de 15.590 tonnes de sucre blanc par an. Une grande partie de la production sucrière est exportée vers l'UE, avec un total à l'exportation vers la Communauté de 16.210 tonnes d'une valeur de 8,3 millions d'Ecus.

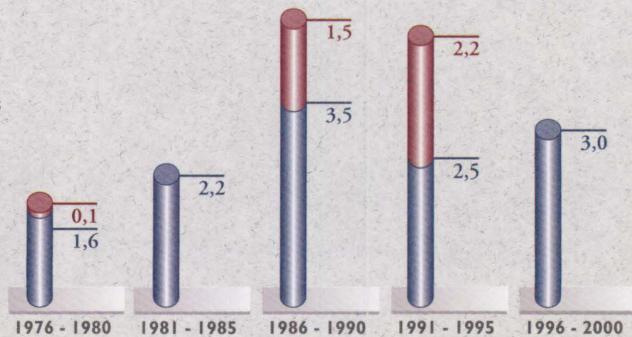
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Saint Kitts and Nevis

S

Economic indicators

GNP per capita
4 584 ECU (1996)

European imports from...
13 925 790 ECU
(1997)
Cane-sugar 92%

European Exports to...
18 112 910 ECU
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0.0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

St Kitts (short for St Christopher) and Nevis is a federal state. It achieved full independence in 1983, after 16 years of self-government as an associated state of the United Kingdom.

Despite the importance of sugar production, which has been in decline since the beginning of the 1980s, the economy of Saint Christopher and Nevis has been through a period of strong growth. This prosperity is due to diversification undertaken at the same time in the tourism and manufactured goods sectors. However, the economy has been weakened by limitations typical for small islands: limited domestic market and resources, dependence on the outside world, and climatic risks (storms and droughts).

Saint Kitts and Nevis received almost ECU 4 million from Lomé I and Lomé II, as an Overseas Country and Territory (OCT). Under Lomé III, the National Indicative Programme allocated ECU 3.5 million. The assistance was mainly for social infrastructure including, in particular, the construction of primary schools and social centres as well as the improvement of the water distribution system.

Following violent storms in 1980, Hurricane Hugo in 1989 and Hurricanes Luis and Meryl, and Cyclone Luis, Saint Kitts and Nevis received emergency assistance.

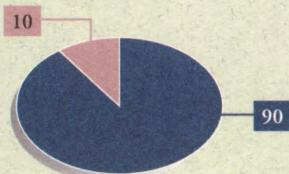
Under Lomé IV (7th EDF), some 80% of the ECU 2.5 million NIP was allocated for the development of the health service, in particular the rehabilitation of hospitals. Health is still the main focal sector under Lomé IV bis (8th EDF). 90% of the ECU 3 million in the NIP is being pooled with remaining 7th EDF resources for the above-mentioned hospital projects. The remaining 10% is earmarked for drugs control within the framework of the Barbados Plan of Action, specifically for demand reduction.

The European Investment Bank has already committed ECU 2 million as risk capital for upgrading the Nevis airport (minimum guarantee: ECU 1 million).

Saint Kitts and Nevis also benefits from the Lomé Sugar Protocol which grants a quota of 15,590 tonnes of white sugar equivalent per year. Most of the country's sugar is exported to the EU (exports amounted to 16,120 tons for a total value of ECU 8.3 million).

FED EDF

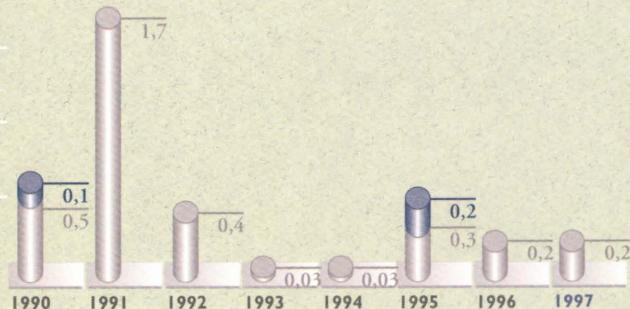
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Saint-Lucia

CARAÏBES

CARIBBEAN

KM²

620



142 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	2 701 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	51 212 420 ECU (1997)
Bananes	90%
Exportations européennes vers...	36 104 130 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	1,3% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	na/nd (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

Sainte Lucie est le pays le plus peuplé de l'organisation des Etats de l'Est des Caraïbes (OECS). Indépendant depuis février 1979, Sainte Lucie réalise de véritables performances économiques depuis 1982.

A la fin des années 1980, Sainte Lucie a enregistré une forte croissance en PNB réel, grâce à l'accroissement de la production bananière et au dynamisme de son secteur touristique.

Les problèmes que le secteur bananier a rencontré ces dernières années ont profité à d'autres productions non traditionnelles, comme celles de l'arbre à pain, du poivre et des mangues. Une politique de contrôle des naissances a également été instaurée.

Depuis 1976, Sainte Lucie a bénéficié d'un montant de 17,9 millions d'Ecus dans le cadre du Programme indicatif national (PIN), sous Lomé I à IV. L'aide de l'UE était principalement axée sur le développement rural, la diversification de l'agriculture et l'infrastructure rurale, ajoutée à cela une plus grande assistance en matière de développement des ressources humaines. Les 2,5 millions d'Ecus prévus pour le financement d'un projet d'hôpital, par le 7ème FED, n'ont pu être engagés pour cause d'insuffisance de fonds.

L'enveloppe financière sous Lomé IV bis s'élève à 6 millions d'Ecus. La coopération aux termes du PIN du 8ème FED consiste principalement dans l'amélioration des services de santé de Sainte Lucie, notamment par le financement de l'hôpital Victoria en Castries. Environ 92% de l'enveloppe indicative du 8ème FED et le report du 7ème FED (d'un montant total approximatif de 8,7 millions d'Ecus) seront versés dans cette perspective.

Compte tenu de la trop grande dépendance de Sainte Lucie par rapport à ses exportations de bananes (de l'ordre de 50% des produits exportés), l'UE a alloué des fonds considérables pour la restructuration de l'industrie bananière, la diversification agricole et économique. Les transferts au titre du Stabex (47,7 millions d'Ecus sous Lomé IV et IV bis), complétés par les fonds supplémentaires d'aide spéciale aux producteurs ACP traditionnels de bananes en assurent le financement. Les fonds issus du Stabex ont également servi à mettre en place une sécurité sociale pour atténuer le revers des réformes économiques et réduire la pauvreté.

L'UE a largement contribué au financement de l'urgence et de la réhabilitation (plus d'un million d'Ecus), à la suite des cyclones qui ravagèrent l'île en 1980, 1983 et 1994.

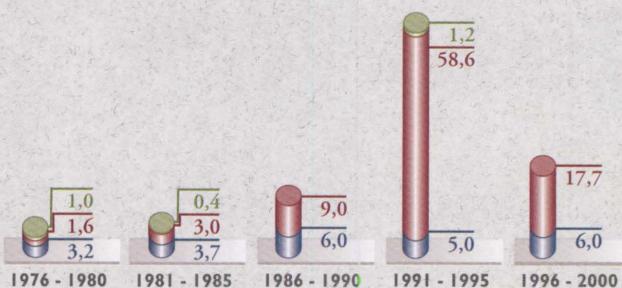
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Saint-Lucia

S

Economic indicators

GNP per capita	2 701 ECU (1996)
European imports from...	51 212 420 ECU (1997)
Bananas	90%
European Exports to...	36 104 130 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate	1.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Saint Lucia is the most populated country of the Organization of the East Caribbean States (OECS). Independent since February 1979, its economic performance has remained strong since 1982.

During the late 1980s, Saint Lucia recorded strong growth in real GNP, provoked by expansion in banana output combined with the dynamic performance of the tourism sector. Problems with the banana sector over the last few years have increased the importance of non traditional agricultural commodities, such as breadfruit, pepper and mangoes. Birth control policy has also been implemented.

Since 1976, Saint Lucia has directly benefited from ECU 17.9 million under the Lomé I to IV National Indicative Programmes. Past EU assistance has largely focused on rural development, agriculture diversification and rural infrastructure, complemented with further assistance in the area of human resource development. An allocation of ECU 2.5 million from 7th EDF resources was foreseen for the funding of the Victoria Hospital project, but it could not be committed due to insufficiency of funds.

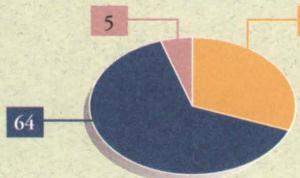
Under Lomé IV bis the financial envelope is ECU 6 million. The focal sector for future cooperation under the NIP (8th EDF) is the strengthening of Saint Lucia's health services, in particular through the funding of the Victoria Hospital in Castries. Approximately 92% of the envelope together with the balance of the 7th EDF (giving an approximate total ECU 8.7 million) will be allocated to this objective.

Recognising Saint Lucia's over-dependence on banana exports (traditionally more than 50% of all merchandise exports), substantial EU resources have been allocated to support the restructuring of the banana industry, agriculture diversification and economic diversification. The funding for this support is primarily from Stabex transfers (ECU 47.7 million under the two financial protocols of Lomé IV), complemented with additional resources from the budget line for special support to traditional ACP banana suppliers. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

Substantial resources have also been provided from the EU budget as emergency and rehabilitation assistance (over ECU 1 million) following hurricanes which struck the island in 1980, 1983 and 1994.

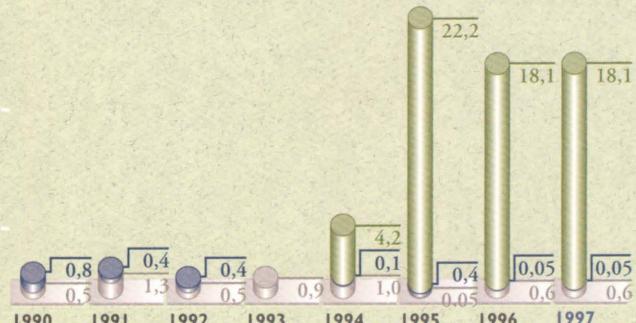
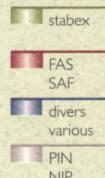
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Saint Vincent and the Grenadines

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

390



112 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 859 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

103 275 840 ECU (1997)
Paquebots, Yachts 61%

Exportations européennes vers...
53 664 570 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
7,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0,0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)
secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Saint Vincent et les Grenadines sont formés d'une chaîne d'îles à l'est de la Mer des Caraïbes, dont la plus grande, Saint Vincent, vit sous le menace du volcan de la Soufrière. Le pays a accédé à l'indépendance en 1979.

Au milieu des années 1980, le gouvernement a dû affronter de nombreux problèmes, notamment le déficit des finances publiques, et relever des défis tels que l'établissement d'un contexte favorable à l'investissement, la réforme foncière et la diversification de l'agriculture. Après une période exceptionnelle comprise entre 1985 et 1989, la croissance économique s'est fortement ralentie et, depuis 1990, le chômage a augmenté et le personnel qualifié dans les domaines technique et administratif fait défaut.

L'exploitation agricole, en particulier celle de la banane, est le secteur principal de l'économie qui fait vivre des milliers de petits exploitants. L'exportation de bananes vers le marché européen, spécialement garantie par le système de préférences du Protocole de Lomé en faveur des pays ACP exportateurs traditionnels, est largement en tête des exportations nationales et constitue pour le pays une source considérable de devises étrangères. Cependant, les changements dus au Marché unique européen ont affecté le secteur; ce qui a conduit le gouvernement, ainsi que la plupart des îles de la région, à promouvoir la diversification agricole et le tourisme.

Sous les quatre premières Conventions de Lomé, le pays a bénéficié d'une aide de plus de 25 millions d'Ecus, pour la réalisation de projets dans trois principaux secteurs: la santé, le développement agricole et rural ainsi que l'équipement en matière de transport, notamment le projet d'aéroport à Bequia l'unique grand projet financé par le 6ème FED dans l'est des Caraïbes, auquel le Programme indicatif national et le Fonds régional des Caraïbes (PIN) ont respectivement contribué pour des montants de 2 millions et 16,5 millions d'Ecus.

Sous Lomé IV bis, l'enveloppe financière correspondant au PIN du 8ème FED s'élève à 6 millions d'Ecus. L'éducation est le secteur principal qui fait l'objet de la future coopération sous le 8ème FED; l'UE soutiendra les efforts de Saint Vincent pour améliorer la qualité de l'infrastructure éducationnelle et les mesures prises en matière de formation des enseignants et de réformes sectorielles. Cela se concrétisera par la création d'une Communauté de collèges multidisciplinaires, fondée sur le système du baccalauréat, financé par les 6ème et 7ème FED OECS du Programme régional de l'enseignement secondaire. Environ 85% de l'enveloppe indicative du 8ème FED sera allouée dans cette perspective.

Compte tenu de la trop grande dépendance de Saint Vincent par rapport à ses exportations de bananes (lesquelles représentent traditionnellement plus de 40% des produits exportés), des fonds considérables ont été versés par l'UE pour la restructuration de l'industrie bananière, la diversification agricole et économique. Ce financement est en premier lieu alimenté par les transferts au titre du Stabex, d'un montant de 53,3 millions d'Ecus pour la période 1993/1996, complétés par les ressources de la ligne budgétaire d'aide spéciale aux pays ACP fournisseurs traditionnels de bananes. Les fonds issus du Stabex ont également servi à mettre en place une sécurité sociale pour atténuer le revers des réformes économiques et réduire la pauvreté.

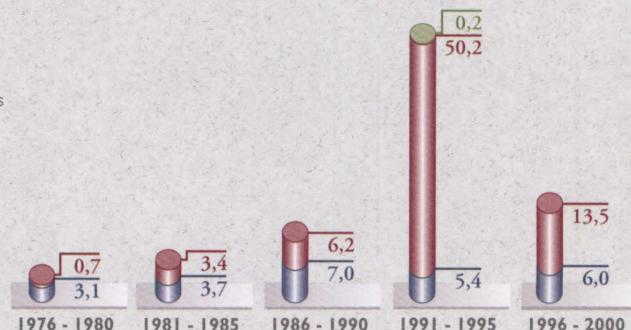
FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment

développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's



Saint Vincent and the Grenadines

S

Economic indicators	
GNP per capita	1 859 ECU (1996)
European imports from...	103 275 840 ECU (1996)
Ships,Yachts	61%
European Exports to...	53 664 570 ECU (1996)
Debt service / exports	7.1% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	0.0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Saint Vincent and the Grenadines consists of a chain of islands in the Eastern Caribbean Sea, of which the biggest Saint Vincent, lives under the threat of the volcano, La Soufrière. The country achieved independence in 1979.

Since the mid-1980s, the Government has faced a series of difficulties, including the public deficit, and challenges, such as establishing a favourable climate for investment, land reform and agricultural diversification. Although the economy registered exceptional growth rates between 1985 and 1989, real growth slowed thereafter. Since 1990, there has been a high level of unemployment and a lack of skilled technical and administrative personnel.

Cash crop farming, in particular bananas, is the main economic sector providing a living for thousands of small farmers. Banana exports to the European market, under the special Lomé Protocol which guarantees a preferential situation to traditional ACP exporting countries, largely dominates national exports and provides the country with a substantial source of foreign currency. However, changes in the banana sector, following the 1993 Single European Market, have led the Government - like many other islands in the region - to emphasize the promotion of agricultural diversification and tourism.

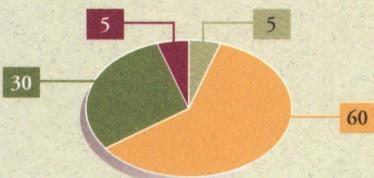
Under the first four Lomé Conventions the country benefited from more than ECU 25 million in aid. This has been used to implement projects in three main sectors: health, agriculture/rural development and transport infrastructure. The Bequia airport project - the largest single scheme financed under the 6th EDF in the Eastern Caribbean, has received a contribution of ECU 2 million from the National Indicative Programme (NIP) and ECU 16.5 million from Caribbean Regional Funds.

Under Lomé IV bis the financial envelope for the 8th EDF NIP is ECU 6 million. The focal sector for future cooperation is education: the EU will support St. Vincent's efforts to improve the quality of its educational infrastructure, as well as measures in the fields of teacher training and sectoral reforms. Practical assistance will go towards the development of a multi-disciplinary Community College, building on the existing 'A-Level' College, funded from the 6th and 7th EDF OECS Regional Tertiary Education Programme. Approximately 85% of the 8th EDF indicative envelope will be allocated to this objective.

Recognising Saint Vincent's over dependence on banana exports (traditionally more than 40% of all merchandise exports), substantial EU resources have been allocated to support the restructuring of the banana industry, agriculture diversification and the economic diversification. The funding for this support is primarily from Stabex transfers amounting to ECU 53.3 million for the period 1993-96 complemented with additional resources from the budget line for special support to traditional ACP suppliers of bananas. The setting up of a social safety net to attenuate the negative effects of the economic reforms underway and contribute to poverty alleviation is also being supported from Stabex funding.

FED EDF

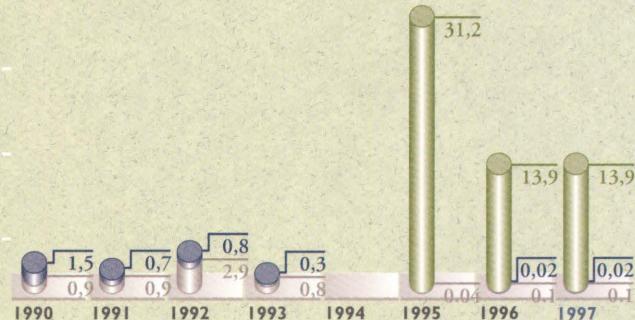
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Samoa

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

2 840



159 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant 945 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de... 3 341 040 ECU (1997)
Coprah 70%
Exportations européennes vers... 4 807 850 ECU (1997)

Service de la dette / exportations na/nd (1995)
--

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population 1,2% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire na/nd (1996)
secondaire na/nd (1996)
Taux d'urbanisation na/nd (1996)

La Samoa est formée de deux îles principales (Upolu et Savai'i) et de plusieurs petites îles. Ce sont les premières îles de la région du Pacifique Sud à avoir acquis une pleine indépendance en 1962. Un référendum a instauré le suffrage universel en 1990, bien qu'il ait été décidé par la même occasion que seuls les Matais seraient éligibles au Parlement.

L'économie de Samoa est dominée par le secteur primaire, avec une agriculture de subsistance d'une importance cruciale. Les revenus procurés par les principaux produits d'exportation agricoles, (le coprah et l'huile de noix de coco), ont souffert de la chute des cours mondiaux et de l'impact de deux cyclones dévastateurs ces dernières années (Ofa en 1990, et Val en 1991). Des petites industries se sont cependant développées dans les secteurs de la transformation alimentaire et des pièces détachées, et les exportations d'huile et de crème de coco ont augmenté vers la moitié des années 90.

La Samoa reste dépendante de l'aide étrangère et des revenus provenant de son importante communauté (environ 100 000 personnes) d'émigrés, se trouvant principalement en Nouvelle Zélande et aux Etats-Unis.

Depuis la première Convention de Lomé (près de 29 millions d'aide programmée), l'aide de l'Union Européenne a été concentrée sur le secteur énergétique. Trois centrales hydroélectriques ont été construites.

Sous Lomé I et II, des projets visant à améliorer le petit cheptel, ainsi que la manutention et le stockage du coprah ont été soutenus.

Tout au long des différentes Conventions de Lomé, les transferts Stabex effectués en compensation des pertes de recettes des exportations agricoles ont été importants (25 millions d'Ecus depuis Lomé I).

Le Programme Indicatif National de Lomé IV (9 millions d'Ecus) est axé sur le secteur social auquel il faut ajouter 11,5 millions d'Ecus du second protocole financier de Lomé IV, ce qui permettra de développer l'adduction d'eau en milieux ruraux.

En outre, au titre des capitaux à risques, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a mis 1,5 million d'Ecus à la disposition de la Banque de Développement de Samoa pour le financement de petites et moyennes entreprises dans les domaines de l'industrie, de l'agro-industrie, des pêcheries, du tourisme, des transports et des infrastructures productives.

En février 1997, le PIN au titre du second protocole de Lomé IV (8ème FED) fut signé (11,5 millions d'Ecus), avec les infrastructures sociales et économiques comme secteurs de prédilection. La proposition de financement du Programme rural d'adduction d'eau, représentant 10 millions des ressources du 8ème FED et 5,6 millions des ressources restantes des 6ème et 7ème FED, a été finalisée, et un Programme de «conscience publique» sera prioritairement mis en œuvre.

En octobre 1997, la BEI a approuvé un prêt sur capital à risque de 4,2 millions d'Ecus en vue de l'extension du projet Afulilo Hydropower (en plus des 2 millions inscrits dans le PIN).

Quant au programme de micro-projets, 60 d'entre eux furent approuvés, totalisant 325 000 Ecus, en particulier dans les domaines éducationnel, sanitaire et halieutique.

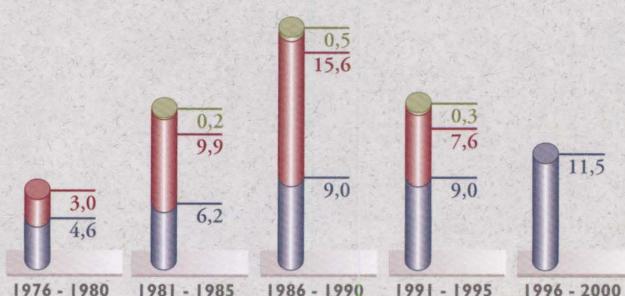
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Samoa

S

Economic indicators	
GNP per capita	945 ECU (1996)
European imports from...	3 341 040 ECU (1997)
Copra	70%
European Exports to...	4 807 850 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	1.2% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Samoa, consists of two main islands (Upolu and Savai'i) and several smaller ones. It has an estimated population of 170,000. The country was the first South Pacific island to gain independence in 1962. Universal suffrage was approved by referendum in 1990, though it was also decided that only Matais (traditional chiefs) should be eligible for Parliament.

Samoa's economy is dominated by the primary sector, with subsistence agriculture of crucial importance. Revenues from the main agricultural exports (copra and coconut oil) suffered in the early 1990s from low world market prices and from the impact of two devastating cyclones (Ofa in 1990 and Val in 1991). A small manufacturing sector has developed, however; in food processing and spare parts, and exports of coconut oil and coconut cream picked up in the mid-1990s.

Samoa still depends on foreign aid and remittances from its large emigrant community (approximately 100,000 people), living mainly in New Zealand and the United States.

European Union assistance has been concentrated mainly in the energy sector ever since the first Lomé Convention (almost ECU 29 million of programmed aid provided altogether). Three hydro-electric power plants have been built.

Under Lomé I and II, projects for small livestock improvement, and storage and handling of copra were funded.

Stabex transfers for losses of earnings incurred by agricultural exports have been significant under all Lomé Conventions (ECU 25 million since Lomé I).

The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 9 million) focused on the social sector; a large part of which, together with the bulk of Lomé IV Second Financial Protocol funds, will go to a rural water supply programme.

In addition, ECU 1.5 million was made available under Lomé IV by the European Investment Bank to the Development Bank of Samoa, in the form of risk capital, for financing small and medium-sized enterprises in industry, agro-industry, fisheries, tourism, transport and productive infrastructures.

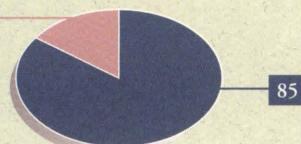
In February 1997 the NIP for the Second Financial Protocol of Lomé IV (8th EDF) was signed (ECU 11.5m), with economic and social infrastructure in rural areas as its focal sector. The financing proposal for the Rural Water Supply Programme, using ECU 10m of 8th EDF resources and ECU 5.6m of remaining 6th and 7th EDF resources was finalised, and a public awareness programme launched prior to implementation.

In October 1997 the EIB approved a risk capital loan of ECU 4.2m for the extension of the Afuilo Hydropower project (this is in addition to the ECU 2m foreseen in the NIP as risk capital loans).

Under the Microprojects Programme, 60 projects were approved (totalling ECU 325,000), mainly in the fields of education, health and fisheries.

FED EDF

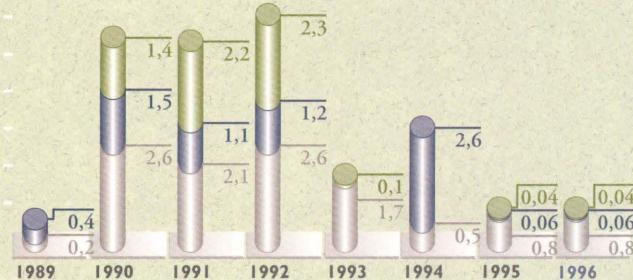
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

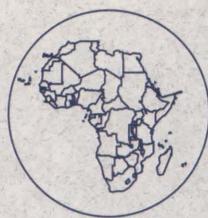


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





São Tomé e Príncipe

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

KM²

1 000



127 076

Indicateurs économiques

PNB par habitant
276 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
6 432 290 ECU (1997)

Cacao 58%

Exportations européennes vers...
21 250 990 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Micro-Etat insulaire avec une population d'environ 130.000 habitants et une superficie de 1.001 km² repartie sur deux îles principales, São Tomé e Príncipe doit faire face à des handicaps importants qui entravent son développement: insularité, précarité d'une économie fondée sur une seule matière première, le cacao (qui représente plus de 90% des exportations), morcellement et étroitesse du marché, faible qualification de la main d'œuvre. Aussi, le pays dépend particulièrement de l'aide extérieure qui représente 70% du PIB.

Dès 1987 le pays s'est engagé dans un programme d'ajustement structurel dont la mise en œuvre s'est avérée difficile. Ces difficultés économiques constituent une menace sérieuse pour la jeune démocratie pluraliste mise en place depuis 1991, comme l'a montré la tentative (avortée) de coup d'état en août 1995.

Membre de la Convention de Lomé depuis son indépendance en 1975, São Tomé e Príncipe a pu bénéficier, à titre bilatéral, d'environ 45 millions d'Ecus d'aides communautaires qui ont appuyé essentiellement la diversification agricole et le développement des infrastructures sociales du pays. Sous Lomé III (6ème FED), le financement d'une plantation de palmiers et d'une huilerie a permis de couvrir l'essentiel de la consommation interne en huile végétale. Le Programme Indicatif National pour le 7ème FED (8 millions d'Ecus) s'est concentré par contre sur la réhabilitation d'infrastructures économiques et sociales prioritaires (adductions d'eau et tronçons routiers).

De plus la Banque Européenne d'Investissement a octroyé un financement sur capitaux à risques de 5,6 millions d'Ecus pour la réhabilitation du secteur électrique dans l'île principale.

São Tomé e Príncipe a bénéficié également de plusieurs instruments de coopération hors ressources programmables; en particulier sous Lomé IV, une Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) de 1,5 Millions d'Ecus a permis de financer des importations de pétrole et les transferts au titre du STABEX cacao (près de 3 millions d'Ecus) sont consacrés à la réhabilitation des conditions de vie et des moyens de production des «Roças» (plantations cacaoyères).

Le pays a bénéficié aussi de l'aide prévue au titre de la coopération régionale, dans des domaines tels que la coopération culturelle, la protection d'écosystèmes forestiers, etc.

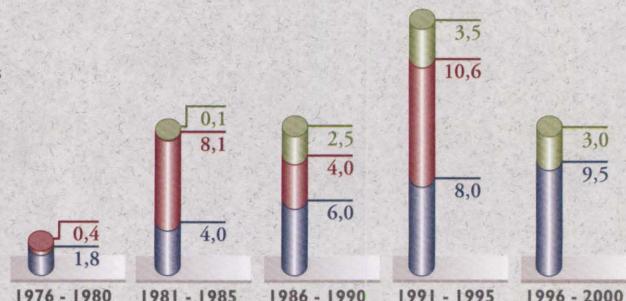
L'accord de pêche, renouvelé le 23 mai 1996 jusqu'en 1999 entre São Tomé e Príncipe et l'Union Européenne, établit une contrepartie financière de 2,175 millions d'Ecus.

La BEI a déjà approuvé un prêt de 5,6 millions d'Ecus sur capitaux à risques pour la réhabilitation du réseau électrique à São Tomé. Un montant indicatif de 2,5 millions d'Ecus est prévu au titre de Lomé IV (bis) pouvant être alloué au financement des PME industrielles et pour des concours dans les domaines de la pêche et du tourisme.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sector
autres
others



S

São Tomé e Príncipe

Economic indicators	
GNP per capita	276 ECU (1996)
European imports from...	6 432 290 ECU (1997)
Cocoa	58%
European Exports to...	21 250 990 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

São Tomé & Príncipe is an island mini-state with a population of about 130,000 and a surface area of 1001 km² spread over two main islands. Several disadvantages impede its development, namely its insularity, the precariousness of an economy based on a single raw material (cocoa - which represents more than 90% of its exports), its tiny, divided market and a poorly-qualified workforce. The country is heavily dependent on external aid which represents 70% of GDP.

A structural adjustment programme has been underway since 1987 but its implementation has proved problematic. The economic problems are a serious threat to the young, pluralist democracy that was established in 1991. This was underlined in the 1995 attempted coup d'état.

A member of the Lomé Convention since achieving independence in 1975, São Tomé & Príncipe has benefited, on a bilateral basis, from about ECU 45 million in Community aid. This has been used largely to support agricultural diversification and social infrastructure development. Under Lomé III (6th EDF) the funding of a palm tree plantation and oil mill have meant that the country can meet most of the domestic demand for vegetable oil. The 7th EDF NIP (ECU 8 million) focused on rehabilitating priority economic and social infrastructures (water supplies and roads).

The European Investment Bank has provided risk capital funds to the tune of ECU 5.6 million for the rehabilitation of the electricity sector on the main island.

São Tomé and Príncipe has also benefited from a number of cooperation instruments which are not part of programmable aid. In particular, under Lomé IV, the country was allocated ECU 1.5 million from the Structural Adjustment Facility which allowed for the financing of oil imports, and almost ECU 3 million in Stabex transfers related to the coffee sector, which was used to improve living conditions and upgrade production facilities on the cocoa plantations (*roças*).

Aid under the heading of regional cooperation has been given for use in areas such as culture, the protection of forest eco-systems and fishing.

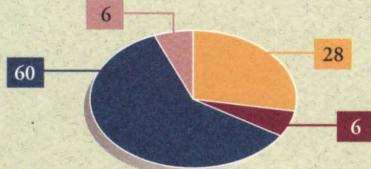
The fishing agreement between São Tomé and Príncipe and the EU, which was renewed on 23 May 1996 (and is valid until 1999), establishes counterpart funding of ECU 2.175 million.

The European Investment Bank has already allocated ECU 5.6 million in the form of risk capital for the modernisation of electricity installations on the main island of São Tomé.

A further ECU 2.5 million is available under Lome IV (bis) for financing private small and medium scale industrial enterprises as well as for the fishing and tourism sectors.

FED EDF

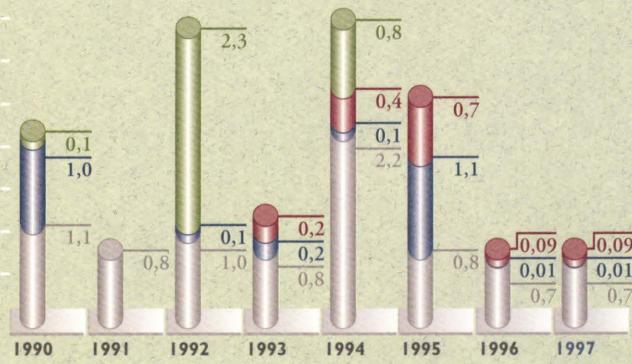
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Sénégal

AFRIQUE SAHELIERNE ET OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

196 720



8 387 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	441 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	347 210 170 ECU (1997)
Poissons	42%
Exportations européennes vers...	880 680 600 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	18,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,7% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	58,9% (1996)
secondaire	17,6% (1996)
Taux d'urbanisation	44% (1996)

Le Sénégal est situé sur un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières. Sa population est concentrée dans la partie ouest du territoire, en particulier dans les agglomérations urbaines.

L'économie sénégalaise subit des handicaps similaires, dans une large mesure, à ceux des autres pays de la région sahélienne: ressources naturelles limitées, terres agricoles détériorées à cause des conditions climatiques, augmentation rapide de la population et forte dépendance des aides extérieures. Le commerce extérieur est particulièrement dépendant des exportations de produits de la pêche, de l'arachide et des phosphates. Après une forte dégradation de la situation économique au début des années 1990, une récupération s'est produite à partir de 1994 en ce qui concerne le taux de croissance et l'équilibre des finances publiques.

Le Programme Indicatif National 7ème FED porte sur 125,7 millions d'Ecus. Deux domaines de concentration de l'aide ont été retenus: les transports(routes), pour un total de 70 millions d'Ecus (dont 10 millions sur la facilité d'ajustement structurel) et le développement de la région de St. Louis (22,5 millions destinés à des actions dans la santé, l'hydraulique villageoise, le crédit aux PME, l'assainissement dans certains quartiers urbains et la gestion des ressources naturelles), continuant à cet effet les actions initiées dans le département de Podor dans le cadre du Programme 6ème FED.

Une dotation globale de 32,7 millions d'Ecus a été allouée au Sénégal au titre de l'appui à l'ajustement structurel entre 1992 et 1996; ces fonds ont été destinés à financer des dépenses budgétaires dans le secteur de la santé et l'entretien des infrastructures publiques(routes, aménagements hydro-agricoles).

Le Sénégal a aussi bénéficié de transferts Stabex (secteur arachide) au titre des exercices 1992 (9,2 millions d'Ecus), 1993 (15,1 millions d'Ecus), 1994 (5,5 millions d'Ecus), 1995 (3 millions d'Ecus) et 1996 (7 millions d'Ecus). La plupart de ces ressources sont affectées à la restructuration et relance de la filière arachide dans le cadre de la libéralisation. Un programme Sysmin (25,5 millions d'Ecus) est aussi en cours d'exécution dans le secteur des phosphates.

D'autres actions significatives sur le Programme 7ème FED sont réalisées notamment dans la promotion sociale et économique à niveau local (microréalisations, travaux de génération d'emploi urbain, crédit PME...), l'assistance aux populations souffrant les conséquences de conflits(rapatriés de Mauritanie, déplacés en Casamance), la lutte contre le SIDA, l'appui à la pêche artisanale dans la région de Ziguinchor et la promotion du tourisme.

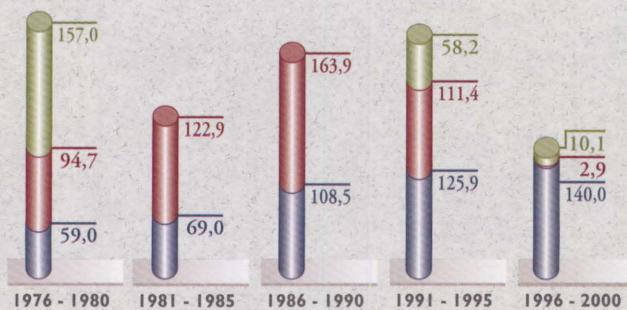
La Banque Européenne d'Investissement (BEI) a également fourni une aide importante au pays. Au titre de Lomé IV(7ème FED), la BEI a déjà engagé 33 millions d'Ecus, notamment dans l'extension du réseau de télécommunications et dans la modernisation des infrastructures d'approvisionnement en eau de Dakar.

Le Programme Indicatif National sur le 8ème FED dispose d'un montant prévisionnel de 140 ECU(et 35 mio BEI).

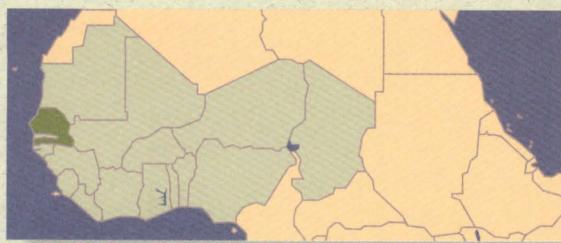
FED + budget

dotation en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)

- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Sénégal

S

Economic indicators	
GNP per capita	441 ECU (1996)
European imports from...	347 210 170 ECU (1997)
Fish	42%
European Exports to...	880 680 600 ECU (1997)
Debt service / exports	18.7% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	58.9% (1996)
Secondary schooling rate	17.6% (1996)
Urbanisation rate	44% (1996)

Senegal is one of several characteristically sandy, low-lying countries, which form a belt between the arid Sahara and the humid Guinean forest regions. The population is concentrated in the western part of the country, mainly in conurbations.

The Senegalese economy suffers greatly from similar handicaps to those in other countries of the Sahel region: limited natural resources, agricultural land that has deteriorated due to climatic conditions, a rapidly growing population and strong dependence on external aid. The economic situation, which worsened in the 1990s, has shown signs of recovery since the CFA devaluation. External trade is particularly dependent on exports of fishing products, peanuts and phosphates. After severe economic decline at the beginning of the 1990s, there was a recovery from 1994 onwards, notably in the growth rate and in balancing public finances.

ECU 125.7 million is available under 7th EDF National Indicative Programme. There are two areas of concentration: transport (roads) amounting to ECU 70 million (of which ECU 10 million comes from the structural adjustment facility) and the regional development of St. Louis (ECU 22.5 million) for health projects, village pumps, credit for SMEs, the rehabilitation of certain urban areas and natural resource management). The latter follow on from the projects started up in Podor department under Lomé III.

ECU 32.7 million of structural adjustment support was granted to Senegal from 1992 to 1996. These funds financed spending in the health sector and on public infrastructure (roads etc).

Senegal has also been a beneficiary of Stabex funds in 1992 (ECU 9.2 million), 1993 (ECU 15.1 million), 1994 (ECU 5.5 million), 1995 (ECU 3 million) and 1996 (ECU 7 million). The bulk of this financing has gone to restructure and redevelop the groundnut industry which is being liberalised. A Sysmin programme (ECU 25.5 million) is also underway in the phosphate sector.

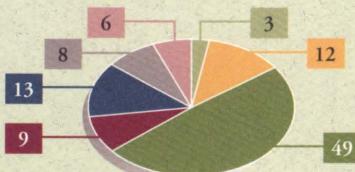
Other important schemes financed with Lomé IV funds (7th EDF) are small-scale social and economic projects (micro projects, generation of urban employment, credit to SMEs), assistance to those suffering the effects of conflicts (those repatriated from Mauritania and Casamance), the fight against AIDS, support to artisanal fishing in the Ziguinchor region and tourism promotion.

The European Investment Bank has also provided extensive aid. Under Lomé IV, the Bank has already committed ECU 33 million, notably to extend the telecommunications network and modernise water supply structures in Dakar.

ECU 140 million has been earmarked for the 8th EDF NIP (and a further ECU 35m in EIB funding)

FED EDF

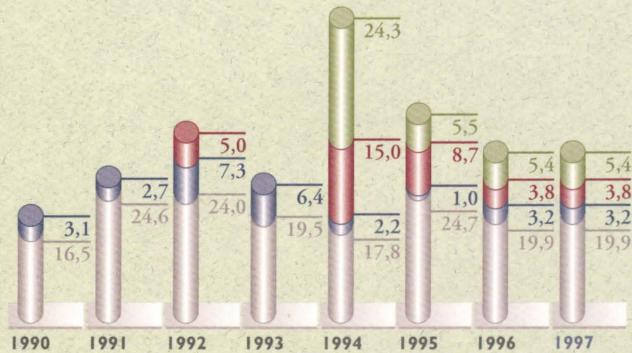
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Seychelles

OCEAN INDIEN

INDIAN OCEAN

KM²

450



74 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
5 481 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
68 321 360 ECU (1997)

Poissons 83%

Exportations européennes vers...
97 172 810 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Archipel granitique et corallien composé de plus de cent îles, les Seychelles offrent un contraste caractéristique entre la dimension réduite de sa surface émergée et l'ampleur de sa zone économique exclusive (ZEE) qui s'étend sur plus de 1,3 million de km². Indépendant depuis 1976, le pays s'est engagé, en 1992, sur la voie de la démocratie multipartite après quinze années de régime de parti unique. Son président a été réélu en 1993.

Avec un PNB par habitant de plus de 6000 \$, les Seychelles dépassent de très loin le revenu de ses voisins dans l'Océan Indien. Toutefois, l'archipel souffre de nombreux handicaps liés à son isolement, à l'étroitesse de son marché, à l'éloignement des principaux marchés d'exportation, ainsi qu'au manque de ressources humaines et de terres arables. Ces désavantages communs aux petits Etats insulaires rendent le processus de développement extrêmement coûteux, car nécessitant des investissements disproportionnés par rapport à la taille du pays, à sa capacité de gestion et d'endettement, ainsi qu'à ses ressources humaines. L'essentiel des revenus en devises provient du tourisme et des exportations de poisson.

Les ressources des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) de Lomé I et II (6 millions d'Ecus), se sont essentiellement concentrées sur l'appui aux infrastructures sociales (logements hôpital à Victoria). Le soutien au développement rural, aux micro-projets et à la formation constitue les autres principaux secteurs d'intervention. Lomé III a consacré près de 70% des fonds programmés (6,2 millions d'Ecus) au développement rural, dont la mise en oeuvre d'un programme d'appui au secteur productif agricole qui constitue un élément central dans la politique nationale d'amélioration de l'autosuffisance alimentaire basée sur le soutien aux petits fermiers.

Le programme indicatif de Lomé IV (5,4 millions d'Ecus) a été affecté aux secteurs de développement industriel, de l'environnement et du tourisme, trois domaines essentiels pour l'économie des Seychelles et qui s'intègrent dans les objectifs poursuivis par la coopération régionale dans l'Océan Indien. Dans le cadre des interventions de la BEI, un montant de 2 millions d'Ecus de capitaux à risques a été mis à disposition de la Banque de Développement des Seychelles pour le financement de projets de petite et moyenne dimensions dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-industrie, de la pêche, du transport et du tourisme.

En février 1997 il a été signé le Programme Indicatif du 8e FED. Le montant du programme s'élève à 5,5 millions d'Ecus. Le 8e FED sera orienté vers la protection de l'environnement et le développement du secteur privé.

La Banque Européenne d'Investissement pourrait contribuer au financement des différents projets et programmes, et pourrait envisager un montant global de 1 million d'Ecus comme ordre de grandeur indicatif de l'ensemble des concours qu'elle pourrait accorder au titre des aides prévues.

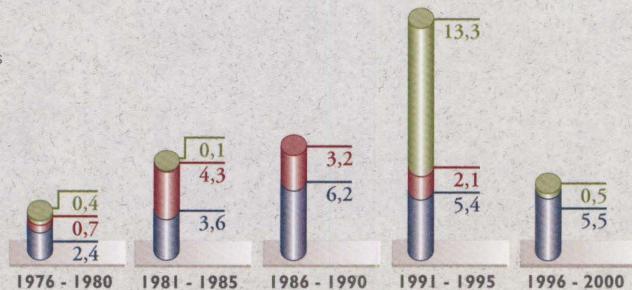
Suite aux pluies torrentielles survenues aux Seychelles en août 1997, la Commission européenne a décidé de financer une action de réhabilitation des infrastructures. Le montant de 0,5 millions d'Ecus est financé par le budget de la Commission.

Un nouvel Accord de pêche UE-Seychelles a été signé en 1996 pour une période de 3 ans (Montant total: 9,9 millions d'Ecus).

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
autres
others



Seychelles

S

Economic indicators	
GNP per capita	5 481 ECU (1996)
European imports from...	68 321 360 ECU (1997)
Fish	83%
European Exports to...	97 172 810 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

A granite and coral archipelago comprising more than 100 islands, the Seychelles is characterised by the contrast between its small surface area above water and the size of its Exclusive Economic Zone (EEZ), which stretches over more than 1.3 million km². Independent since 1976, the country started down the road to multi-party democracy in 1992, after 15 years of one-party rule. Its president was re-elected in 1993.

With a *per capita* GNP of more than \$6000, Seychelles does much better than its neighbours in the Indian Ocean. However, the archipelago suffers from many handicaps linked to its isolation, the limited size of its domestic market, its distance from the main export markets, and a lack of both human resources and arable land. These disadvantages, common to small island states, make the development process extremely costly. The amount of investment needed is disproportionate to the size of the country, its management capabilities, its capacity to take on debt and its human resources. The bulk of foreign exchange comes from tourism and exports of fish products.

National Indicative Programme resources from Lomé I and II (ECU 6 million) were essentially concentrated on support for social infrastructures (housing, the Victoria hospital). Rural development, micro-projects and training were the other main sectors for intervention. Lomé III allocated nearly 70% of programmed funds (ECU 6.2 million) to rural development, including the implementation of a support programme for the agricultural sector, which is a central element in the national policy of improving food self-sufficiency based on support for small farmers.

The first Lomé IV NIP (ECU 5.4 million) was directed towards industrial development, the environment and tourism - three key sectors of the Seychelles' economy - in line with objectives also pursued by regional cooperation in the Indian Ocean. In the framework of the EIB interventions, ECU 2 million in risk capital has been made available to the Development Bank of the Seychelles, for financing small and medium sized projects in the industrial, agro-industrial, fisheries, transport and tourism sectors.

The 8th EDF NIP (ECU 5.5 million) was signed in February 1997. The focus will be on environmental protection and private sector development.

The European Investment Bank (EIB) may contribute to the financing of productive projects and programmes, and has an indicative amount of ECU 1 million available for this purpose.

Seychelles was hit by torrential rains in August 1997. These caused widespread damage and, in response, the European Commission decided to finance the rehabilitation of infrastructures. ECU 500,000 was earmarked from the Commission budget for this.

A new three-year EU-Seychelles Fisheries Agreement was signed in 1996. The total amount involved is ECU 9.9 million.

FED
EDF

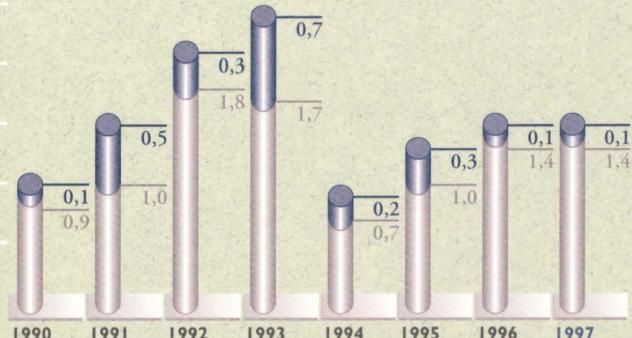
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Sierra Leone

AFRIQUE SAHELienne ET OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

71 740



4 740 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	158 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	142 633 220 ECU (1997)
Diamants	70%
Exportations européennes vers...	97 427 380 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	60,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,7% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	47,8% (1996)
secondaire	12,9% (1996)
Taux d'urbanisation	34% (1996)

Entourée de la Guinée et du Liberia, la Sierra Leone – indépendante depuis 1961 – se situe en Afrique occidentale côtière et bénéficie d'une bonne pluviométrie et d'un climat tempéré. Le pays est recouvert par la forêt tropicale au sud-est.

En mai 1997, un coup d'Etat militaire a provoqué la chute du gouvernement démocratiquement élu du Président Kabbah. L'armée s'est trouvée affaiblie par le programme de réduction d'effectifs prévu par l'Accord de paix de novembre 1996 (qui a mis officiellement fin aux six ans de guerre avec le Front révolutionnaire uni, FRU) et avec la politique du gouvernement de Kabbah qui préconise le recours aux forces de défense civiles (en l'occurrence, les chasseurs traditionnels locaux) au détriment de l'armée, visant à mettre le FRU en déroute. Le gouvernement s'est exilé à Conakry et a été remplacé par le Conseil révolutionnaire des forces armées avec le Commandant Koroma comme chef d'Etat. Les premiers opposants à l'armée, le FRU, se sont alliés à l'AFRC. Le nouveau régime n'a pas fait l'objet d'une reconnaissance internationale et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS) a tenté de négocier le retour au pouvoir du gouvernement légitime. En octobre 1997, un accord fut signé par l'AFRC d'une part et l'ECOWAS d'autre part, par lequel l'AFRC s'est déclaré favorable au retour du Président Kabbah et du régime parlementaire le 22 avril 1998. Des sanctions internationales interdisant la vente de carburants et d'armes à la Sierra Leone ont été prises en octobre 1997, dans le but de pousser l'AFRC au retrait.

Le coup d'Etat a ravagé l'économie du pays et bouleversé des millions de vies, ce qui a engendré la perte des sources de profits traditionnelles liées à l'exportation du diamant, du rutile, de la bauxite, du café et du cacao et la suspension de fait des donations. Sous l'AFRC, la règle de droit n'a plus cours et la violation des droits de l'homme est largement pratiquée.

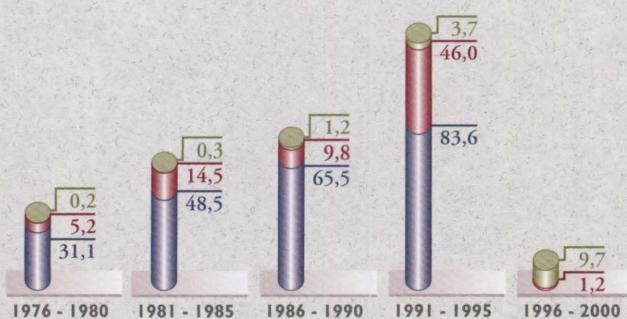
La coopération CE - Sierra Leone a débuté en 1975 sous la première Convention de Lomé. L'aide européenne était à l'origine destinée au développement rural et à l'infrastructure routière. Ces domaines constituent toujours les principaux objectifs, bien que des financements considérables aient été attribués au secteur des télécommunications, et plus récemment à celui de l'électricité.

Sous Lomé IV, qui prévoit une dotation de 77 millions d'Ecus pour le Programme indicatif national, la mise en œuvre de trois projets orientés vers le développement rural (aide au secteur agricole, approvisionnement en eau et microprojets ruraux) a été amorcée. Le premier programme d'appui à l'ajustement structurel de la Sierra Leone, financé à hauteur de 8 millions d'Ecus en provenance du PIN et 12 millions d'Ecus des Fonds pour l'ajustement structurel, a également été lancé à la suite des progrès réalisés dans le cadre des programmes nationaux de réforme. L'Union européenne et la BEI, au titre des capitaux à risques (8 millions d'Ecus accompagné d'un financement de 7,5 millions d'Ecu au titre de Lomé III), contribuent également, pour environ 40%, au programme de réhabilitation du secteur électrique de 60 millions d'Ecus, en cofinancement avec la Banque mondiale, le Japon et des Etats membres de l'Union européenne. Un soutien significatif a été fourni au titre du Stabex (plus de 10 millions d'Ecus, sous Lomé IV), et par ECHO à titre d'aide humanitaire. A l'exception de ce dernier, tous les programmes ont été de facto suspendus à la suite du coup d'Etat.

FED EDF + budget

distributions en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (distribution pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Sierra Leone

S

Economic indicators	
GNP per capita	158 ECU (1996)
European imports from...	142 633 220 ECU (1997)
Diamonds	70%
European Exports to...	97 427 380 ECU (1997)
Debt service / exports	60.3% (1995)

Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	47.8% (1996)
Secondary schooling rate	12.9% (1996)
Urbanisation rate	34% (1996)

Flanked by Guinea and Liberia, the coastal West African state of Sierra Leone is covered with tropical forest in the south-east and benefits from a good rainy season and a temperate climate. It has been independent since 1961.

In May 1997, the democratically-elected government of President Kabbah was overthrown in a military coup. The army had become divided and disillusioned as a result of planned cut-backs foreseen in the Peace Accord of November 1996 (formally ending the six-year war with the Revolutionary United Front - RUF) and with the government's policy favouring the use of civil defence forces (traditional local hunters), rather than the army, in an attempt to defeat RUF. The ousted government fled to neighbouring Conakry and was replaced by an Armed Forces Revolutionary Council (AFRC) with Major Koroma as its head. The army's former opponents, the RUF, soon came out of the bush and allied themselves with the AFRC. The regime has not received international recognition and attempts to negotiate a peaceful handing back of power to the legitimate government have been led by ECOWAS (the Economic Community of West African States). In October 1997, an agreement was signed by the AFRC and ECOWAS whereby the AFRC agreed to the return of President Kabbah and constitutional order by 22 April 1998. In an attempt to maintain pressure on the AFRC to step down, international sanctions were imposed in October 1997 banning the sale of fuel and arms to Sierra Leone.

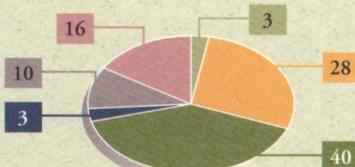
The coup d'état has devastated the economy and disrupted millions of lives. The traditional sources of export earnings - diamonds, rutile, bauxite, coffee and cocoa have been lost - and donor support suspended de facto. Under the AFRC, the rule of law has completely collapsed and human rights are being violated on a large scale.

EC-Sierra Leone cooperation began in 1975 under the first Lomé Convention. European support was initially concentrated on rural development and roads. These areas continued to be the main focus, although substantial funds have since been provided for telecommunications and, more recently, the electricity sector.

Under Lomé IV (NIP of ECU 77 million), projects oriented towards rural development (agricultural sector support, rural water supplies and micro-projects) were begun. The first structural adjustment support programme (ECU 8 million from the NIP and ECU 12 million from the Structural Adjustment Facility) was launched. In addition, risk capital funds from the EIB (ECU 8 million accompanied by additional funding of ECU 7.5 million under Lomé III) were allocated to an electricity rehabilitation programme co-financed by the World Bank, Japan and Member States of the EU. Significant support has also been provided from the Stabex facility (more than ECU 10 million under Lomé IV) and from ECHO in the form of humanitarian aid. With the exception of the last-mentioned, all programmes have been suspended de facto as a result of the coup d'état.

FED EDF

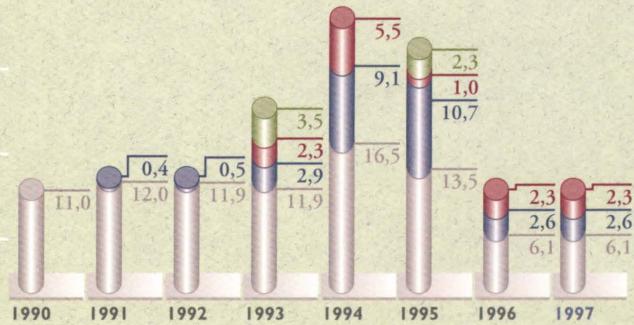
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

28 900



378 000

Solomon Islands

Indicateurs économiques

PNB par habitant	756 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	31 872 780 ECU (1997)
Poissons	61%
Exportations européennes vers...	2 907 810 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,9% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	na/nd (1996)
secondaire	na/nd (1996)
Taux d'urbanisation	na/nd (1996)

La population des îles Salomon est répartie sur un grand nombre d'îles, mais plus de 75% de celle-ci vit en fait sur les 6 îles principales qui représentent 85% de la superficie du territoire. Le taux de croissance de la population y est très élevé (3,6% par an). À leur indépendance, les îles Salomon ont rejoint le Commonwealth. Le régime est de nature parlementaire avec une forte décentralisation du pouvoir vers les Provinces.

Le pays est riche en ressources naturelles renouvelables: pêche, sylviculture et terres arables constituent des atouts majeurs. Une grande partie (54% du PIB) des revenus d'exportation provient de la production primaire. En 1996, les exportations de bois, poissons, coprah, cacao, huile de palme ont représentées 17% du PIB. Bien que la crise asiatique ait entraîné une diminution de la demande de bois, la contraction générale de l'économie des îles Salomon en 1997 signifierait que l'importance relative du secteur agro-forestier se maintient. Cependant, le taux actuel d'exploitation forestière ne pourra toutefois pas être maintenu longtemps. Le pays devra donc développer sa production de base secondaire et tertiaire afin d'assurer un développement économique stable. À l'heure actuelle, et en dehors des conserves de thon, les produits manufacturés sont peu développés. La croissance économique, entravée par un marché national dispersé et restreint, des systèmes fonciers traditionnels, l'éloignement des marchés d'exportation et les catastrophes naturelles (cyclones), n'a pas réussi à suivre la croissance de la population depuis l'indépendance.

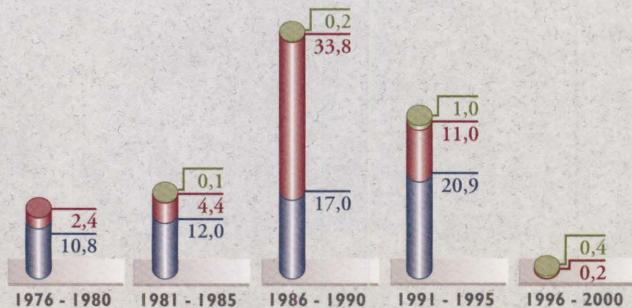
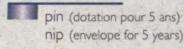
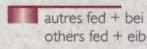
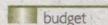
L'aide de l'Union européenne a débuté en 1978, et s'est traduite, sous Lomé I, II et III, par le soutien à l'agriculture et au développement rural, à l'exploitation forestière et aux pêcheries, aux ressources humaines, à l'infrastructure économique, aux transports et à la santé. Les transferts Stabex (46,1 millions d'Ecus), équivalents au montant total des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN° de Lomé I, II et III (59,2 millions d'Ecus), ont compensé les pertes de revenus provenant des produits tels le coprah, le cacao et l'huile de palme.

Sous Lomé IV, la priorité a été accordée au secteur rural. Le PIN (19 millions d'Ecus), prévoit un programme d'infrastructures rurales pour la province de Malaita, un programme de routes dans les zones rurales de Guadalcanal et maintient son appui aux pêcheries artisanales. Un soutien est également accordé au développement des ressources humaines à travers des centres de formation dans les zones rurales, et un programme de réhabilitation est en cours, suite au cyclone de 1993. Les transferts Stabex (8,3 millions d'Ecus) sont toujours destinés à financer des programmes de soutien à l'agriculture, principalement au bénéfice des petits exploitants de cacao.

En outre, un montant de 2,5 millions d'Ecus a été prévu pour des interventions de la BEI au titre des capitaux à risques, dont 2 millions d'Ecus ont été attribués à ce jour.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million



■ développement rural/pêche
rural development/fishing

■ secteurs sociaux
social sectors

■ autres
others



S

Solomon Islands

Economic indicators	
GNP per capita	756 ECU (1996)
European imports from...	31 872 780 ECU (1997)
Fish	61%
European Exports to...	2 907 810 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)

Social indicators	
Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

The Solomon Islands population is spread over a vast number of islands, but the six main islands account for over 75% of the population and 85% of the land area. Estimated population growth is very high (3.6% per year). On independence in 1978, the Solomon Islands joined the Commonwealth. It has a parliamentary form of government with considerable powers devolved to the provinces.

The country is rich in renewable natural resources with important fishery, forestry and land assets. Primary production makes up a large proportion of export earnings. In 1996, exports of timber, fish, copra, coconut oil, palm oil and cocoa were equivalent to 17% of GDP. Although the economic instability in Asia was reflected in a reduction in the demand for timber, the general contraction of the Solomons economy in 1997 should mean that the relative importance of the agro-forestry sector is maintained. However, even the current rate of forest exploitation is unsustainable. The Solomons must, therefore, develop its secondary and tertiary production base to achieve stable economic development. At present, manufacturing is barely developed, except, for tuna canning. Economic growth - hampered by the small and dispersed domestic market, traditional land tenure systems, distance from export markets and natural disasters (cyclones) -has not matched population growth since independence.

European Union assistance began in 1978, and under Lomé I, II, III and IV has included support for agriculture and rural development, forestry and fisheries, human resources, economic infrastructure, transport, and health. Stabex transfers (ECU 46.1 million), which were comparable in amount to the National Indicative Programmes (NIPs) of Lomé I, II, III and IV (ECU 59.25 million), have compensated for shortfalls in earnings from products such as copra, cocoa and palm oil.

Under Lomé IV, the rural sector has been given priority. The NIP (ECU 19 million) includes a rural infrastructure programme for the province of Malaita, a rural road programme in Guadalcanal, and continued support to artisanal fisheries. Support is also being given to human resource development through rural training centres, and a rehabilitation programme is under way following a cyclone in 1993. Stabex transfers (ECU 8.3 million) are continuing to fund programmes in agriculture, concentrating mainly on smallholder cocoa.

Moreover, an amount of ECU 2.5 million may be made available through European Investment Bank intervention in the form of risk capital, of which ECU 2 million has been committed so far.

FED EDF

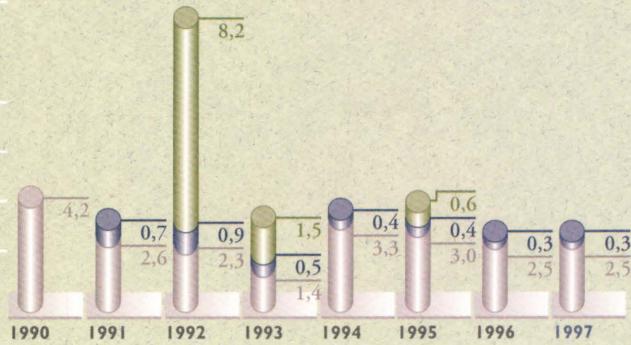
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED 4-5-6-7-8 EDF

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Somalia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUEEASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICAKM²

637 660



10 173 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...

24 169 230 ECU (1997)

Bananes 49%
Poissons 44%

Exportations européennes vers...

14 391 250 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
3,1% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Située en bordure de l'Océan Indien, à la pointe de la Corne de l'Afrique, la Somalie partage ses frontières avec l'Ethiopie principalement, le Kenya et Djibouti.

L'histoire récente du pays est marquée par la guerre civile depuis 1991, la famine de 1992 et l'opération militaro-humanitaire internationale lancée fin 1992 et visant à la restauration de la paix civile. Début 1995, la poursuite de la guerre civile et le peu de progrès réalisés dans la voie de la réconciliation nationale, ont conduit au retrait des troupes de maintien de la paix de l'ONU.

L'agriculture constitue habituellement la base économique du pays et représente plus de 60% du PNB. L'élevage, activité traditionnelle des populations nomades, représente à lui seul près de 40% du PNB et des revenus d'exportation. L'agriculture commerciale est centrée sur la production et l'exportation de bananes (40% des revenus d'exportation), les autres productions étant limitées au marché local (sucre, sorgho et maïs).

En raison de la situation politique du pays et de la désorganisation totale de la vie institutionnelle, économique et sociale, la Somalie n'a pas encore ratifié la Convention de Lomé IV. De 1991 à 1994, l'assistance européenne s'est presque exclusivement traduite par des aides humanitaires alimentaires et d'urgence (près de 90 millions d'Ecus) financées sur le budget de l'Union européenne.

Afin de contribuer à la reconstruction et au relèvement économique du pays, l'Union européenne a mis sur pied un programme de réhabilitation pour la Somalie d'un montant de 38 millions d'Ecus. Ce programme, approuvé en 1993, est financé sur les ressources du 6ème FED de Lomé III et s'inscrit dans le contexte de l'Initiative Spéciale pour l'Afrique adoptée par le Conseil des Ministres européens la même année. Son approche est pragmatique et vise à concilier l'exigence de la sécurité dans le choix des zones géographiques prioritaires d'intervention avec la nécessité d'assurer le redémarrage rapide des nombreux secteurs productifs.

Le programme est mis en œuvre principalement par des organisations non-gouvernementales de développement déjà implantées localement et veillant à soutenir des structures locales capables de prendre le relève des opérations d'assistance.

Un second programme de réhabilitation d'un montant de 47 millions d'Ecus a été adopté en août 1996, dont le but est de consolider les activités et les structures mises en place dans le cadre du premier programme.

L'instabilité politique persiste et les perspectives de constituer un gouvernement national régulier restent éloignées.

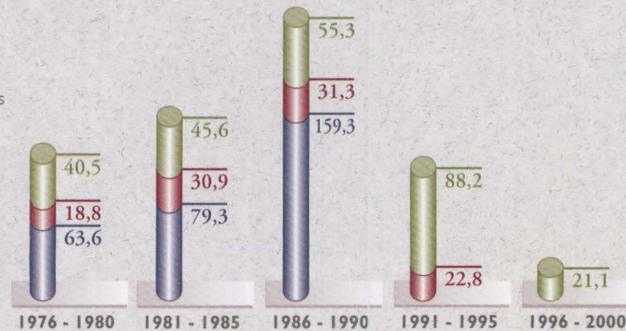
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
autres fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Somalia

S

Economic indicators

GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	
24 169 230 ECU	
(1997)	
Bananas	49%
Fish	44%
European Exports to...	
14 391 250 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
na/nd (1995)	

Social indicators

Population growth rate	3.1% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Situated on the Indian Ocean, at the tip of the Horn of Africa, Somalia has a long border with Ethiopia, and frontiers with Kenya and Djibouti.

The country's recent history has been dominated by civil war since 1991, famine in 1992 and the international military humanitarian operation launched at the end of 1992 aimed at restoring peace. In early 1995, the continuation of the civil war and the lack of progress in the search for national reconciliation, prompted the UN to withdraw its peace-keeping forces.

Agriculture traditionally forms the economic base of the country, representing more than 60% of GNP. Livestock farming, the traditional activity of nomad populations, alone represents nearly 40% of GNP and of export revenues. Commercial agriculture is centred on the production and export of bananas (40% of export revenues), other production being limited to local market produce (sugar, sorghum and corn).

Because of the political situation in the country and the total disorder in institutional, economic and social life, Somalia has not yet ratified the fourth Lomé Convention. Between 1991 and 1994, European assistance almost exclusively consisted of food aid and emergency aid (about ECU 90 million) financed out of the European Union's budget.

In order to contribute to the reconstruction and economic rebuilding of the country, an ECU 38 million programme of rehabilitation for Somalia has been set up. This programme, approved in 1993, is funded from 6th EDF resources under Lomé III, in the context of the special initiative for Africa adopted by the European Council of Ministers in the same year. Its pragmatic approach aims to marry security requirements in the zones most in need of help, with the need to give a rapid boost to numerous production sectors.

The programme is being carried out mainly by development NGOs already locally installed and ensures the support of local structures capable of taking over responsibility for aid operations.

A second rehabilitation programme for 47 million ECU, intended to consolidate the activities and structures set up during the first programme, was adopted in August 1996, and its implementation has already started.

Political instability persists, and the prospects for a duly constituted national government remain uncertain.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Sudan

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND

HORN OF AFRICA



2 505 810



28 960 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...

234 361 580 ECU (1997)

Coton 20%

Exportations européennes vers...

360 119 860 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,3% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
49,7% (1996)

secondaire
23% (1996)

Taux d'urbanisation
32% (1996)

Le Soudan est le plus grand pays d'Afrique, avec un climat largement aride ou désertique et une grande diversité culturelle. Le pays a accédé à l'indépendance en 1956, et est victime depuis lors de l'instabilité politique, de la guerre et des conflits civils ainsi que d'une grave régression économique. Le Soudan figure désormais parmi les pays les plus pauvres du monde.

L'aide programmée accordée au Soudan depuis la première Convention de Lomé au titre des Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) s'est élevée à plus de 320 millions d'Ecus.

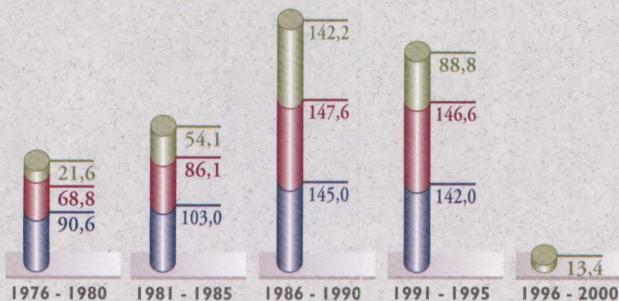
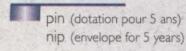
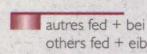
L'aide autre qu'humanitaire prévue au titre de Lomé IV est suspendue depuis 1990, en raison de la situation prévalant dans le pays.

Les circonstances tragiques provoquées tant par le déplacement de populations touchées par la guerre civile dans le sud du pays, que par la sécheresse dans le nord, ont toujours nécessité une aide humanitaire substantielle et constante de l'Union Européenne.

La Commission européenne fut l'acteur d'aide humanitaire le plus large en 1997 au Soudan. Depuis 1994, un total de quelque 83 millions d'Ecus ont été alloués au pays, essentiellement dans le Sud. Par ailleurs, des quantités substantielles de nourriture ont été fournies au Soudan pour un montant avoisinant les 300 millions d'Ecus. S'il l'on prend en considération celle des Etats membre, l'aide d'urgence de l'UE a compté pour 65% de l'aide totale au Soudan.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million





Sudan

Economic indicators

GNP per capita	
	na/nd (1996)
European imports from...	
234 361 580 ECU	(1997)
Cotton	20%
European Exports to...	
360 119 860 ECU	(1997)
Debt service / exports	
	na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.3% (1995-96)
Primary schooling rate
49.7% (1996)
Secondary schooling rate
23% (1996)
Urbanisation rate
32% (1996)

Sudan is the largest country in Africa with a largely arid or desert climate and great cultural diversity. The country gained independence in 1956, and has, since then, suffered from political instability, civil war and upheavals, as well as serious economic decline. Sudan is now one of the poorest countries in the world.

Programmed aid allocated to Sudan since the first Lomé Convention, under National Indicative Programmes (NIP), has amounted to more than ECU 320 million.

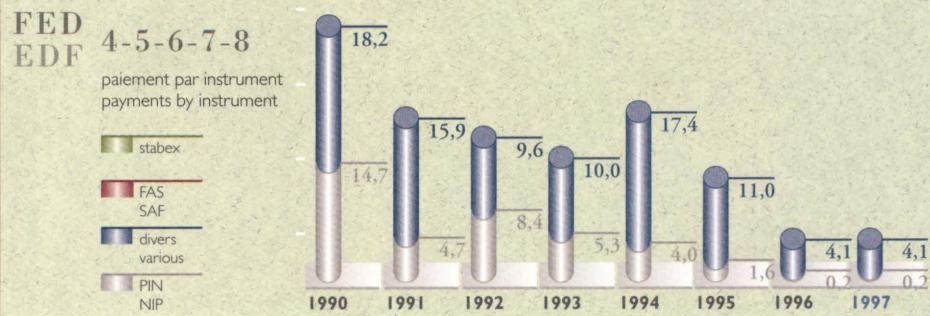
Assistance other than humanitarian provided for in Lomé IV has been suspended since 1990 due to the situation prevailing in the country.

The tragic circumstances caused by displaced and war-affected populations in Southern Sudan as well as the drought-affected population of the North have always required substantial and continuous humanitarian relief from the European Union.

The European Commission was the largest single donor of humanitarian aid to Sudan in 1997. Since 1994 a total of more than ECU 83 million for humanitarian relief has been made available to Sudan, principally in the south. Furthermore substantial quantities of food aid have been supplied amounting to around ECU 300 million. Together with EU Member States, the EU accounted for about 65 % of all humanitarian aid to Sudan in 1997.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope





Suriname

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

163 270



463 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
827 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...

173 242 540 ECU (1997)

Corindon artificiel 46%

Aluminium brut 25%

Exportations européennes vers...

124 441 010 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0,2% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire

127,3% (1996)

secondaire
58,6% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Le Suriname est l'un des deux pays ACP d'Amérique du Sud, situé au nord-est du sous-continent, en bordure de l'Océan Atlantique. Indépendant en 1975, le pays a connu une longue période de régime autoritaire de 1980 à 1987. Le gouvernement actuel, élu démocratiquement, est en place depuis 1991. De nouvelles élections ont eu lieu en 1996.

La politique économique menée dans les années 80 s'est traduite par une monnaie surévaluée, le renforcement des contrôles et réglementations des activités, des déficits budgétaires et l'endettement. Depuis 1992, le gouvernement s'efforce de mettre en œuvre un programme d'ajustement structurel en vue d'éliminer les déséquilibres macro-économiques. De la mi-1994 à 1995, la politique économique a porté quelques fruits. La situation s'est à nouveau aggravée en 1997 après les changements de politique monétaire et économique.

Sous Lomé I à III, l'aide en faveur du Suriname (plus de 60 millions d'Ecus du programme d'aide), était principalement destinée au développement agricole/rural et aux infrastructures.

Cet objectif a été poursuivi sous Lomé IV (27 millions d'Ecus). Les projets portent essentiellement sur la reconstruction de routes de ceinture côtière, ainsi que sur le soutien au renforcement des institutions et à la réalisation de micro-projets. Parmis les autres actions financées sous Lomé IV figurent le tourisme et le développement du Centre de recherche sur le riz; l'étude de l'écosystème de la forêt amazonienne du pays est imputée au budget de la Commission. Des fonds non engagés serviront à l'infrastructure (route d'accès à la Guyane) et aux institutions relatives à l'environnement et à la sylviculture. Une proposition de financement par le Sysmin, de l'ordre de 21,3 millions d'Ecus, est en préparation pour des projets dans les domaines des télécommunications et de l'électricité.

En vue de modifier les conditions du marché, des programmes d'aide pour améliorer la compétitivité des productions de riz et de bananes ont été conjointement financés par le FED et le budget de l'UE. Une subvention de 3,5 millions d'Ecus a été accordée pour l'amélioration du rendement et de la qualité dans le secteur bananier, dans le cadre du système spécial d'assistance aux pays ACP producteurs traditionnels de bananes mis en place en 1994.

Sous Lomé IV bis, l'enveloppe du 8ème FED s'élève à 32,5 millions d'Ecus, avec un premier versement de 22,75 millions d'Ecus. La stratégie d'ensemble vise principalement à l'aménagement de conditions favorables à la croissance économique, en facilitant l'intégration du Suriname au niveau régional et dans l'économie mondiale. Les deux principaux domaines du Programme indicatif national sont l'assistance au secteur productif, en particulier la reconstruction du port et le développement rural à Paramaribo, et au secteur privé. Des programmes relatifs à la lutte anti-drogue, dans le cadre du Plan d'action des Barbades, à la promotion de micro-projets, à la coopération décentralisée ainsi qu'au développement du secteur du tourisme sont susceptibles d'être soutenus.

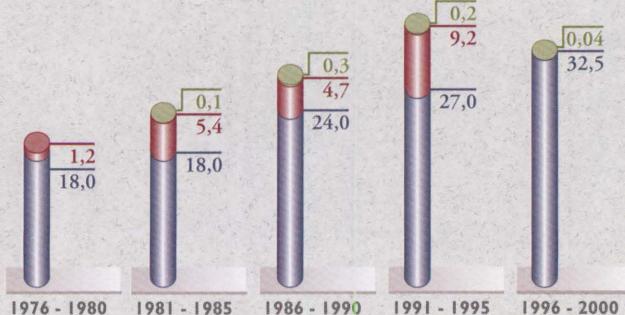
FED + budget EDF

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

autres
others



Suriname

S

Economic
indicators

GNP per capita	
	827 ECU (1996)
European imports from...	
173 242 540 ECU	
	(1997)
Synthetic corundum	
	46%
Crude aluminium	25%
European Exports to...	
124 441 010 ECU	
	(1997)
Debt service / exports	
	na(nd) (1995)
Social indicators	
Population growth rate	
0.2% (1995-96)	
Primary schooling rate	
127.3% (1996)	
Secondary schooling rate	
58.6% (1995)	
Urbanisation rate	
	na(nd) (1996)

Suriname is one of the two South American ACP countries, situated in the north-east of the sub-continent, bordering the Atlantic Ocean. After independence in 1975, the country experienced a long period under an authoritarian regime between 1980 and 1987. A democratically-elected government was set up in 1991 and new elections were held in 1996.

The economic policy followed in the 1980s produced an over-valued currency, highly controlled and regulated activities, budget deficits and indebtedness. Since 1992, the government has attempted to implement a structural adjustment programme to eliminate macro-economic imbalances. From mid-1994-1995, economic policy showed signs of bearing fruit but the economic situation worsened again in 1997, after a change in monetary and economic policy.

Under Lomé I to III, assistance to Suriname (more than ECU 60 million of programmed aid) was mainly concentrated on agriculture/rural development and infrastructures.

This focus continued under Lomé IV (ECU 27 million - 7th EDF). Projects mainly concern road rehabilitation in the country's coastal belt, as well as support for institutional strengthening and the implementation of a micro-project programme. Other actions financed under Lomé IV involve the financing of a Suriname Tourism Programme, the strengthening of the country's Rice Research Centre, and (from the Commission's budget resources) an assessment of the country's Amazon forest ecosystem. Uncommitted funds will be used for infrastructure (access road to Guyana) and for institutional strengthening related to the environment and forestry. A Sysmin financing proposal to the tune of ECU 21.3 million is under preparation encompassing projects in the fields of telecommunications and electricity supply.

In view of changing market conditions, support programmes to improve competitiveness in the production of rice and bananas have been financed, both on the EDF and on the EU budget. Under the special system of assistance to ACP traditional banana producers introduced in 1994, Suriname's banana sector has benefited from an ECU 3.5 million grant to improve productivity and quality.

Under Lomé IV bis the 8th EDF envelope totals ECU 32.5 million with a first instalment of ECU 22.75 million. The main overall strategic objective is improving the conditions for economic growth through the facilitation of Suriname's integration both in its own region and in the world economy. The two focal areas of the National Indicative Programme are infrastructure supportive to the productive sector, specifically harbour rehabilitation and urban development in Paramaribo, and development of the private sector. Other support may be given to drugs control within the framework of the Barbados Plan of Action, the continuation of the micro-projects programme and decentralised cooperation, and the development of the tourism sector.

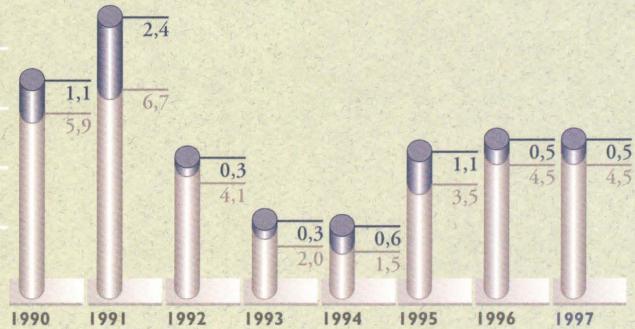
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale **sectoral breakdown of NIP** % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Swaziland

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

17 360



950 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

141 698 280 ECU
(1997)

Sucres de canne 75%

Exportations européennes
vers...

22 186 790 ECU (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
 primaire
108,7% (1996)

secondaire
58% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Indépendant depuis 1968, le Swaziland est un petit pays enclavé et montagneux, bordé par la République sud-africaine et le Mozambique. Membre de l'Union Douanière d'Afrique Australe (SACU) et de la Zone Monétaire Commune (CMA), le Swaziland est traditionnellement dépendant de l'Afrique du Sud pour le commerce et l'emploi.

L'économie du pays repose essentiellement sur les activités agro-forestières caractérisées par un double système de gestion des terres avec, d'une part, un secteur commercial hautement développé sur des terres détenues par des propriétaires non-nationaux et privés, et d'autre part, un petit secteur de semi-substance à faible rendement géré par de petits propriétaires. En raison de son économie ouverte, et de petite taille, le Swaziland est particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix des produits de base et des échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud, ainsi qu'aux conditions climatiques.

L'aide européenne sous les quatre Conventions de Lomé (84,1 millions d'Ecus d'aide programmable au total), s'est largement concentrée sur le soutien au développement rural, à l'éducation et à la formation professionnelle, aux infrastructures de transport et aux micro-projets reposant sur la participation des communautés de base. Sous Lomé IV, le principal projet à mettre en œuvre dans le cadre du Programme Indicatif National (28,1 millions d'Ecus au total) concerne un projet d'infrastructure de 10 millions d'Ecus. Celui-ci porte sur l'amélioration et la prolongation de 8 Km de la route Matsapha-Manzini, achevée en 1995. D'autres actions du Programme Indicatif National comprennent un appui au renforcement institutionnel, la réhabilitation de barrages de terre, des projets d'adduction d'eau, et le soutien au secteur de l'enseignement en faveur de l'Université du Swaziland et de l'Institut de la Formation Professionnelle. Les secteurs de concentration majeurs du 8ème FED (29 millions d'Ecus) sont le développement rural (70%), le secteur privé (15%), le renforcement institutionnel et la santé.

Les Protocoles commerciaux spéciaux de Lomé sur le sucre et la viande bovine peuvent rapporter annuellement au Swaziland respectivement 50 millions d'Ecus et entre 5 à 10 millions d'Ecus, si le pays parvient à remplir ses quotas d'exportation vers le marché européen.

Le Swaziland offre, par ailleurs, un climat stable et favorable aux investissements. Sous Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement intervient par le biais de capitaux à risques en faveur de la Société de Développement Industriel du Swaziland (8,5 millions d'Ecus) et de l'Association de producteurs de Sucre du Swaziland (7,5 millions d'Ecus).

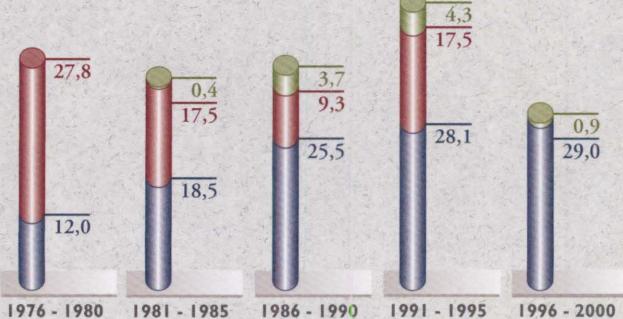
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + elb

pip (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- █ développement rural/pêche
rural development/fishing
- █ transport et communications
transport and communications
- █ secteurs sociaux
social sectors
- █ autres
others



Swaziland

S

Economic indicators

GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	
141 698 280 ECU	(1997)
Cane-sugar	75%
European Exports to...	
22 186 790 ECU	(1997)
Debt service / exports	na/nd (1996)

Social indicators

Population growth rate
2.6% (1995-96)
Primary schooling rate
108.7% (1996)
Secondary schooling rate
58% (1996)
Urbanisation rate
na(nd (1996))

Independent since 1968, Swaziland is a small landlocked country bordered by the Republic of South Africa and Mozambique. As a member of the Southern Africa Customs Union (SACU) and the Common Monetary Area (CMA), it has traditionally been dependent on South Africa for trade and employment.

The country's economy is largely based on agroforestry activities under a dualistic land tenure system: on the one hand, a highly developed commercial sector based on foreign and privately-owned land and, on the other, a small, semi-subsistence, low production, smallholder sector. As a small open economy, Swaziland is vulnerable to fluctuations in commodity prices, trade flows with South Africa and climatic conditions.

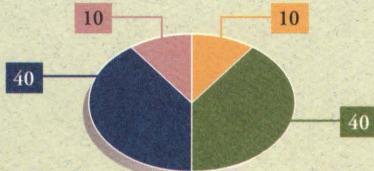
European assistance under the four Lomé Conventions (a total of ECU 84.1 million of programmed aid), has largely concentrated on support for rural development, education and vocational training, transport and community-based microprojects schemes. Under Lomé IV, the largest project to be funded within the ECU 28.1 million National Indicative Programme is an ECU 10 million infrastructure project which upgraded and expanded 8 kilometres of the Matsapha-Manzini highway and was completed in 1995. Other activities include institutional strengthening, rural dam rehabilitation, water supply projects and support to the education sector at the University of Swaziland and the Vocational Training Institute. The main areas of concentration under the 8th EDF (a total of ECU 29 million) are rural development (70%), the private sector (15%), institutional strengthening and health.

The special Lomé Protocols on Sugar and Beef can provide annually ECU 50 million and ECU 5-10 million respectively, depending on the extent to which the country can fulfil its export quotas to the European market.

Swaziland offers a stable and attractive climate for investment. Under Lomé IV, the European Investment Bank is currently providing risk capital to the Swaziland Industrial Development Company (ECU 8.5 million) and to the Swaziland Sugar Association (ECU 7.5 million).

FED
EDF

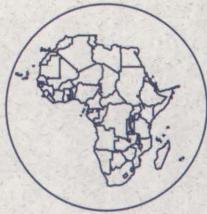
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Tanzania

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM2

945 090



30 337 200

Indicateurs économiques

PNB par habitant
102 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
242 849 780 ECU (1997)
Café 26%

Exportations européennes vers...
401 104 350 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
17,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
69% (1996)
secondaire 3,9% (1996)

Taux d'urbanisation
25% (1996)

Le Tanganyka a accédé à l'indépendance en 1961 et son union à l'île de Zanzibar (700 000 habitants) a institué la République Unie de Tanzanie en 1964. Après l'échec relatif de la politique africaine socialiste des années 1960 et 1970, un programme de réformes a été lancé en 1986 dans le but d'instaurer une économie de marché. Des progrès ont été faits, malgré les problèmes liés à l'administration fiscale et aux interruptions de l'aide de la part des donateurs.

Les sujets qui posent problème sont en particulier la corruption, l'effet destabilisant de la présence permanente des réfugiés du Rwanda et du Burundi, les tensions politiques à Zanzibar et plus récemment, les dommages causés par les pluies diluviales dues à «El Niño».

La coopération UE-Tanzanie a été amorcée en 1974. L'assistance sous les trois premières Conventions de Lomé a principalement porté sur le développement rural, les transports, le renforcement des institutions et les infrastructures sociales. Sous la Convention de Lomé IV, l'aide à l'ajustement structurel (103,4 millions d'Ecus alloués pour la période 1992-1994) a été le point-clé du programme de la Communauté en plus du Programme indicatif national (PIN) du 7ème FED qui prévoit un financement à hauteur de 185 millions d'Ecus. Le PIN soutient de projets tels que l'amélioration des réseaux routiers et ferroviaires, aussi bien dans le pays que dans les pays voisins comme le Rwanda et le Burundi, ce dernier étant co-financé avec les fonds du Programme indicatif régional. La protection de l'environnement (notamment le Parc naturel de Serengeti), les télécommunications ainsi que la prévention et la lutte contre le Sida font l'objet d'autres actions. Des programmes spéciaux pour la réhabilitation des zones occupées par les réfugiés à l'ouest de la Tanzanie sont également en cours d'élaboration. L'aide octroyée au secteur agricole provient en grande partie des transferts au titre du Stabex (plus de 50 millions d'Ecus souscrits Lomé IV) et est principalement destinée à la production de café qui constitue la principale source de devises.

Le budget de l'Union européenne a pourvu au financement de petits projets, non moins significatifs: actions lancées dans différentes régions du pays en cofinancement avec des ONG, plans de recherche et de réhabilitation en matière de conservation/protection de l'environnement et aide alimentaire de près de 12 millions d'Ecus, à la suite de la sécheresse qui a affecté la région en 1992.

Des fonds d'aide d'urgence alloués par ECHO ont servi à la gestion de l'afflux de réfugiés du Rwanda et du Burundi.

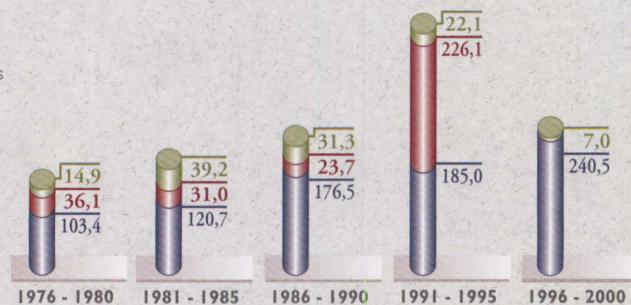
En outre, près de 52 millions d'Ecus ont été accordés par la Banque européenne d'investissement au titre des capitaux à risques, sous la forme de prêts, au bénéfice du secteur privé, de l'infrastructure portuaire et au projet hydroélectrique de Kihansi.

En mars 1997, le PIN du 8ème FED a été signé. Un montant total de 240,5 millions d'Ecus d'aide programmable sera versé en deux tranches, les principaux secteurs cibles étant le transport, la distribution d'eau urbaine et l'éducation. De plus, un soutien aux réformes en matière d'ajustement sera octroyé en complément de subventions sous le Programme d'ajustement structurel. Le 8ème FED sera effectif à partir de la seconde moitié de 1998.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget
autres fed + bei
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



T

Tanzania

Economic indicators	
GNP per capita	102 ECU (1996)
European imports from...	242 849 780 ECU (1997)
Coffee	26%
European Exports to...	401 104 350 ECU (1997)
Debt service / exports	17.4% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.8% (1995-96)
Primary schooling rate	69% (1996)
Secondary schooling rate	3.9% (1996)
Urbanisation rate	25% (1996)

Following the independence of Tanganyika in 1961, the United Republic of Tanzania was established in 1964 through the union of Tanganyika, with the islands of Zanzibar (700,000 inhabitants). After the relative failure of policies of African socialism in the 1960s and 1970s, a programme of economic reforms was launched in 1986, in order to create a more market-oriented economy. Some progress has been made, despite recurring problems with fiscal management and resulting interruptions in donor support.

Particular problems are corruption, the continuing presence and destabilising effects of refugees from Rwanda and Burundi, political tensions in Zanzibar, and, more recently, the damage caused by the exceptionally heavy 'El Niño' rains.

EU-Tanzania cooperation began in 1974. Support under the first three Lomé Conventions has been concentrated mainly on rural development, transport, institutional strengthening and social infrastructures. Under Lomé IV 'structural adjustment' support for Tanzanian macroeconomic reforms (ECU 103.4 million allocated under the Structural Adjustment Facility from 1992 to 1994) became a major element in the Community's programme, in addition to the 7th EDF National Indicative Programme allocation of ECU 185 million for project aid. The NIP includes several transport projects to improve road and rail links, both within the country and to neighbouring countries such as Rwanda and Burundi, the latter co-financed with Regional Indicative Programme resources. Other actions include support for environmental conservation (notably Serengeti Park), telecommunications, and Aids prevention and control. Special rehabilitation programmes for refugee-affected areas in Western Tanzania are also being implemented. Assistance to agriculture comes mostly from Stabex (more than ECU 50 million under Lomé IV) and is focused primarily on the coffee sector which is a major source of foreign exchange earnings.

Smaller, but significant actions, have also been launched from the EU budget: several NGO co-financed projects in various parts of the country, environment conservation/protection, research and rehabilitation projects and almost ECU 12 million of food aid following the regional drought in 1992.

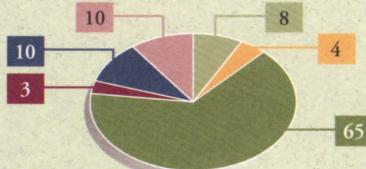
Substantial emergency aid funds have been provided through ECHO to assist in managing the influx of refugees from Rwanda and Burundi since 1994, and also budget funds to rehabilitate infrastructure serving the refugee-affected areas.

More than ECU 52 million has been approved by the European Investment Bank in the form of risk capital for on-lending to the private sector, port infrastructure, and the Kihansi Hydroelectric scheme.

In March 1997, the 8th EDF NIP was signed. A total of ECU 240.5 million of programmable aid is provided for, in two tranches, the main sectors of concentration being transport, urban water supply and education. In addition, support will be provided for adjustment-related reforms, complementing further allocations under the Structural Adjustment Facility. Implementation of the 8th EDF Programme will begin in the second half of 1998.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

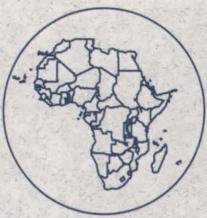


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Tchad

AFRIQUE SAHELIERNE ET

OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICAKM²

1 284 000



6 361 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	126 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	81 593 740 ECU (1997)
Coton	88%
Exportations européennes vers...	68 412 840 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	5,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,6% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	57% (1996)
secondaire	11,7% (1996)
Taux d'urbanisation	23% (1996)

Le Tchad est un pays charnière entre le Sahel et l'Afrique centrale, totalement enclavé dont la population vit surtout en zone rurale. C'est l'un des pays les plus structurellement pauvres du monde mais dont les ressources du sol et surtout du sous-sol sont considérables. Confronté à une multitude de contraintes d'ordres géographique (enclavement), climatique (désertification) et économique (exigüité du marché national et dominance du secteur du coton), le Tchad dispose toutefois de potentialités sur lesquelles il peut appuyer son développement futur: que ce soit dans l'agriculture ou bien dans les ressources de son sous-sol, notamment ses réserves pétrolières.

Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a connu une grande instabilité, politique avec des guerres civiles et des changements multiples de gouvernement. L'évolution récente laisse espérer que le Tchad retrouve la voie de la réconciliation nationale, après la mise en place de nouvelles institutions issues d'élections pluralistes.

La coopération entre le Tchad et l'Union européenne date du premier FED (1958). L'essentiel de l'aide a été consacré au développement rural et aux infrastructures routières, les autres secteurs d'intervention étant la santé et l'éducation.

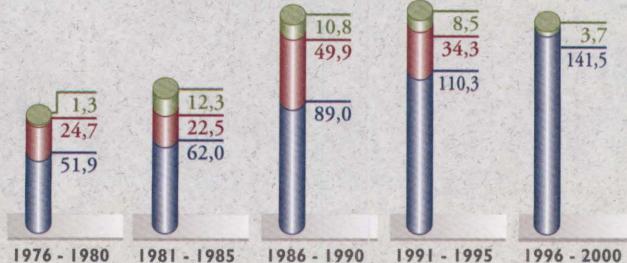
Le Programme Indicatif National (PIN) 8^e FED – 141,5 millions d'Ecus -, signé le 23.10.1998, prévoit comme domaines de concentration l'appui aux politiques sectorielles des transports (50-60%) et de la santé publique, y compris l'accès à l'eau potable en milieu rural (30-40%). Par ailleurs, l'UE compte poursuivre son appui au Programme d'Ajustement Structurel. La BEI pourrait envisager un montant de 10 million d'Ecus pour des concours dans les domaines de l'infrastructure et de l'industrie.

Depuis 1976, 82 actions menées par des ONG ont été financées (près de 9 millions d'Ecus), notamment dans les domaines de la santé, de la production agricole et de l'hydraulique villageoise. L'Union européenne participe aussi au programme de lutte contre le SIDA établi par le Gouvernement tchadien en liaison avec l'Organisation Mondiale de la Santé.

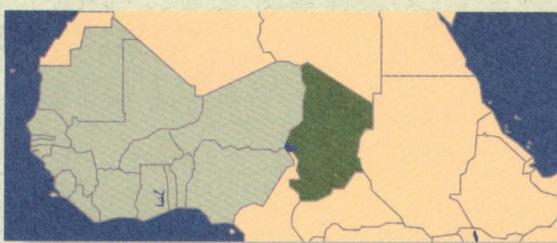
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Tchad T

Economic indicators	
GNP per capita	126 ECU (1996)
European imports from...	81 593 740 ECU (1997)
Cotton	88%
European Exports to...	68 412 840 ECU (1997)
Debt service / exports	5.8% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.6% (1995-96)
Primary schooling rate	57% (1996)
Secondary schooling rate	11,7% (1996)
Urbanisation rate	23% (1996)

Chad is a completely landlocked country between the Sahel and Central Africa with a predominantly rural population. Structurally, it is one of the poorest countries in the world, but with considerable potential in agriculture and oil resources. Confronted with a multitude of constraints which are geographical (land-locked), climatic (desertification) and economic (smallness of the national market, dominance of the cotton sector), Chad nevertheless has potential for development, whether this be agriculture or underground resources, notably oil reserves.

Since independence in 1960, Chad has experienced a period of considerable political instability resulting in civil wars and frequent changes of government. The current situation offers hope that Chad will find its way to national reconciliation and normalisation of the functioning of its institutions.

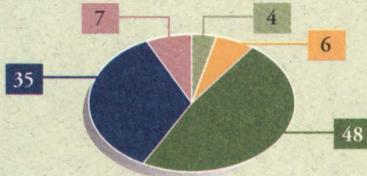
Cooperation between Chad and the European Union dates from the first EDF (1958). The largest part of the aid was dedicated to rural development and road infrastructures, other sectors of intervention being health care and education.

The Eighth EDF National Indicative Programme (NIP), to which ECU 141.5 million has been allocated, was signed on 23 October 1998. The focal sectors identified for support are sectoral transport policies (50-60% of the total) and public health - including access to potable water, and the rural environment (30-40%). In addition, the EU foresees continuing support for the structural adjustment programme. A sum of up to ECU 10 million should be available through the EIB for infrastructure and industrial schemes.

Since 1976, 82 projects led by NGOs have been financed (almost ECU 9 million), notably in the fields of health care, agricultural production and village hydraulics. The European Union also participates in a programme established by the Chad Government and the World Health Organisation against the spread of AIDS.

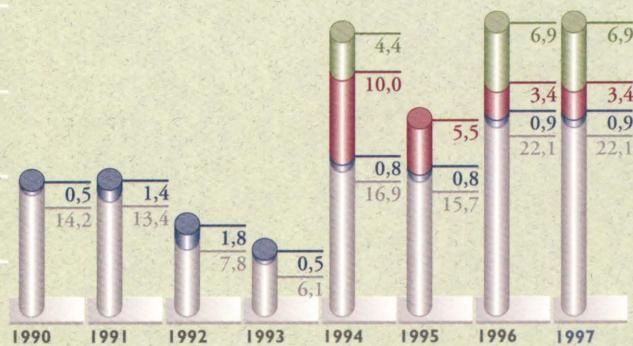
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Togo

AFRIQUE SAHELIERNE ET OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL WESTERN AFRICA

KM²

56 790



4 138 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	236 ECU (1996)
	68 400 780 ECU (1997)
Importations européennes en provenance de...	25%
Exportations européennes vers...	259 732 470 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	5,7% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,9% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	110,6% (1996)
secondaire	27,1% (1996)
Taux d'urbanisation	31% (1996)

De climat tropical dans le sud et sahélien dans le nord le Togo se présente comme un étroit couloir avec une façade maritime d'environ 50 km sur le golfe de Guinée et une frontière septentrionale située à plus de 600 km. Les états voisins, plus étendus et peuplés sont le Bénin à l'est, le Ghana à l'ouest et au nord le Burkina Faso, non loin du Niger et du Mali, tous trois pays enclavés du Sahel.

Dès l'indépendance acquise en 1960, le Togo connaît deux décennies de relative stabilité politique favorisée par une conjoncture économique prospère et une croissance largement fondée sur l'investissement public. Cependant, la conjugaison de plusieurs facteurs internes et externes (détérioration des termes de l'échange, sécheresse, augmentation de la charge de la dette, chocs pétroliers), a plongé le pays dans une grave crise économique et financière. Le recours depuis 1983 à une série de plans d'ajustement structurel est apparu alors nécessaire.

Mis à part le rôle d'économie de transit que peut jouer le Togo par rapport aux pays voisins enclavés, l'économie togolaise repose notamment sur un secteur agricole diversifié (culture vivrières et de rente, surtout du coton), sur les exportations de phosphate et sur le commerce informel avec le Nigéria. Elle se heurte cependant aux problèmes découlant de la taille réduite du pays, d'une pression démographique forte et de la dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure.

La coopération avec le Togo peut être considérée comme normale jusqu'à 1991, lorsqu'une longue crise politique s'est amorcée à la suite de l'interruption violente du processus de démocratisation. Ce blocage politique, au long d'une période d'extrême violence contre la population, a conduit à un exode massif de celle-ci vers les régions de l'intérieur et les pays frontaliers, à une grève générale de dix mois ainsi qu'à la suspension de la coopération de l'ensemble des partenaires en 1992 (Commission) et 1993 (aide bilatérale de la France et de l'Allemagne), avec le gel des nouveaux programmes, sauf ceux à vocation humanitaire. De ce fait, le PIN Lomé IV n'a connu qu'un faible début d'exécution. Les interventions au titre de l'appui à l'ajustement structurel et celles prévues sur les capitaux à risques gérés par la BEI n'ont pas eu lieu. Les élections législatives de 1994 marquent le début d'un long processus encore inachevé de construction de l'Etat de droit. Au vu des progrès ultérieurs vers la consolidation de l'Etat de droit et le respect des droits de l'homme, ainsi que vers la réconciliation nationale la Commission a décidé de reprendre sa coopération de façon graduelle en mars 1995, avec des financements ciblés sur les secteurs sociaux, sur l'amélioration des conditions de vie des populations et sur l'accompagnement des progrès en faveur de la consolidation de l'Etat de droit.

L'année 1998 sera marquée par la tenue des élections présidentielles en juin. Les conditions de déroulement du processus électoral seront décisives pour la stabilité politique future du pays ainsi que pour les relations du Togo avec ses partenaires.

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eibpin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)développement rural/pêche
rural development/fishingtransport et communications
transport and communicationssecteurs sociaux
social sectorsajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments supportautres
others



Togo

T

Economic indicators	
GNP per capita	236 ECU (1996)
European imports from...	68 400 780 ECU (1997)
Coffee	25%
European Exports to...	259 732 470 ECU (1997)
Debt service / exports	5.7% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.9% (1995-96)
Primary schooling rate	110.6% (1996)
Secondary schooling rate	27.1% (1996)
Urbanisation rate	31% (1996)

With a tropical climate in the South and a Sahelian climate in the North, Togo takes on the appearance of a narrow corridor with a 50 km stretch facing the Gulf of Guinea and a northern border 600 km away. The larger and more populated neighbouring states are Benin to the East, Ghana to the West and to the North, Burkina Faso. Two other landlocked Sahel countries, Niger and Mali, are close by.

After independence in 1960, Togo experienced two decades of relative political stability aided by a prospering economy and increased growth based on public investment. However, several internal and external factors (deterioration of the exchange rate, drought, an increased debt burden and oil crises) plunged the country into serious economic and financial difficulties. Togo was forced to implement several structural adjustment programmes from 1983 onwards.

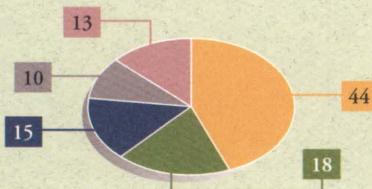
Apart from its transit role for neighbouring countries, the Togolese economy largely depends on a diversified agricultural sector (food production and especially cotton), phosphate exports and its informal economy with Nigeria. However, its size, growing population and external dependency all hamper development.

Cooperation with Togo may be considered as having been normal up to 1991, when a protracted political crisis began following the violent interruption of the democratisation process. This political stalemate, accompanied by a period of extreme measures against the population, led to the massive exodus of the latter to the country's interior and to countries bordering Togo. There was 10-month-long general strike and the donor community suspended cooperation (the European Community in 1992, and bilateral cooperation with France and Germany in 1993). All projects, barring those of a humanitarian nature, were suspended. Because of this, Lomé IV's National Indicative Programme has only just begun to be utilised. Furthermore, projects with structural adjustment financing and EIB risk capital were not undertaken. Legislative elections in 1994 marked the beginning of a long - and yet to be completed - process towards establishing the rule of law. In the light of earlier progress in consolidating the rule of law and respect for human rights, as well as moves towards national reconciliation, the Commission decided in March 1995 to resume cooperation on a gradual basis. This involved targeted support for the social sectors, improvements in people's living conditions and accompanying measures that help consolidate the rule of law.

Presidential elections will take place in June 1998. The way the electoral process is conducted will be decisive for the future political stability of the country, as well as for Togo's relations with its partners.

FED EDF

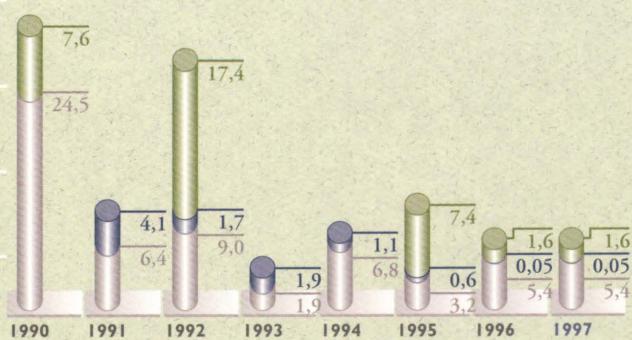
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Tonga

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

750



99 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	
1 292 ECU (1996)	
Importations européennes en provenance de...	
609 890 ECU (1997)	
Coprah	48%
Exportations européennes vers...	
7 333 020 ECU (1997)	
Service de la dette / exportations	
3,4% (1995)	

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	
1,9% (1995-96)	
Taux de scolarisation primaire	
na/nd (1996)	
secondaire	
na/nd (1996)	
Taux d'urbanisation	
na/nd (1996)	

Monarchie constitutionnelle établie depuis 1875, Tonga est devenue indépendante en 1970. Le pays est constitué de trois groupes d'îles (Tongatapu, Ha'apai et Vava'u) et ses eaux territoriales sont estimées à plus de 362.000 km².

L'économie est dominée par le secteur agricole. Le déficit lié à l'exportation des produits traditionnels (noix de coco et bananes) a été compensé, ces dernières années, par celle de la courge et de la vanille. Les virements effectués par les nationaux de l'étranger constituent des sources de revenus considérables, ainsi que l'aide extérieure.

L'aide européenne a débuté en 1975 sous la Convention de Lomé I. Les financements octroyés sous Lomé I, II et III (14 millions d'Ecus) étaient principalement orientés vers l'infrastructure portuaire (quais), aux pêcheries (construction de petits bateaux, ports de pêche, commercialisation et installations frigorifiques), et un programme de développement rural intégré dans les îles de Vava'u était destiné à doter la région d'infrastructures de base (routes, éducation, santé, commercialisation et mise en quarantaine, renforcement des institutions). De plus, l'aéroport de Vava'u, Lupepeau a été agrandi.

Tonga a également bénéficié de fonds non-programmables, tels que les transferts issus du Stabex (10 millions d'Ecus pour le coprah et l'huile de coco en particulier) et les aides d'urgence à la suite de cyclones et tremblement de terre.

Sous Lomé IV, la majeure partie des 6 millions d'Ecus du Programme indicatif national (PIN) a été réservée à la région de Vava'u, faisant de l'Union européenne son principal donateur. Un projet urbain de 4,5 millions d'Ecus, approuvé en décembre 1997, permettra d'améliorer les équipements de Neiafu, la capitale de Vava'u, (agrandissement des routes, système d'égouts, approvisionnement en eau, installations sanitaires et aménagement des plages). Un programme pluriannuel de microprojets (0,5 millions d'Ecus) reposant sur la participation des communautés locales financera les infrastructures rurales de base. Les fonds du Second protocole financier de Lomé IV (7 millions d'Ecus) seront également alloués à Vava'u.

Les transferts issus du Stabex sous Lomé IV (2 millions d'Ecus) contribueront à la diversification de l'exportation de produits agricoles.

La BEI a engagé ses propres fonds d'un montant de 4,7 millions d'Ecus pour des projets dans le secteur des télécommunications et pour les entreprises privées, ainsi que 1 million d'Ecus au titre de capitaux à risques.

En avril 1997, le PIN du 8ème FED a été signé, assurant le financement à hauteur de 65-70% des secteurs de l'agriculture, de la pêche et du tourisme de Vava'u, le reliquat garantit quant à lui le suivi du Programme de microprojets.

Deux projets du 7ème FED ont été approuvés en décembre – l'un relatif à l'agrandissement de l'aéroport principal Fu'a'motu (340.000 Ecus), l'autre à la phase 2 du programme principal du 7ème FED pour le développement de Vava'u cité plus haut.

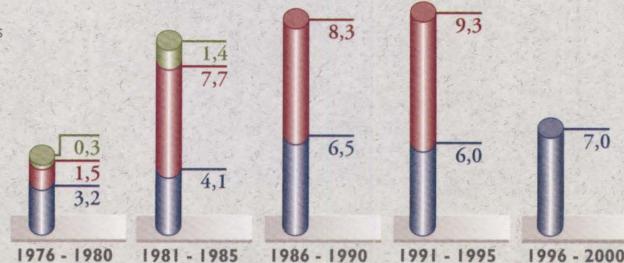
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



secteurs sociaux
social sectors

autres
others



Tonga

T

Economic indicators

GNP per capita
1 292 ECU (1996)

European imports from...
609 890 ECU
(1997)

Copra 48%

European Exports to...
7 333 020 ECU
(1997)

Debt service / exports
3.4% (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.9% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

A constitutional monarchy since 1875, Tonga became independent in 1970. The country consists of three main groups of islands (Tongatapu, Ha'apai and Vava'u, with territorial waters estimated at more than 362,000 km². Its population is an estimated 98,000.

The economy is dominated by agriculture. In recent years, exports of squash (pumpkin) and vanilla have compensated for the decline in traditional exports (coconut products and bananas). Remittances from emigrants represent an important source of income, as does external aid.

European assistance began in 1975 under Lomé I. Funds programmed under Lomé I, II and III (ECU 14 million in total) were directed principally towards port infrastructure (wharves), fisheries (construction of small boats, fishery harbours, marketing and cold-storage facilities) and an integrated rural development programme in the Vava'u archipelago aimed at providing the region with basic infrastructure (roads, education, health, marketing and quarantine facilities, strengthening of institutions). In addition, the Lupepeau airport on Vava'u, was upgraded.

Tonga has also received non-programmable funds, such as Stabex transfers (ECU 10 million for copra and coconut oil in particular) and emergency aid, following cyclones and an earthquake.

Under Lomé IV, the bulk of the ECU 6 million National Indicative Programme (7th EDF) was set aside for the Vava'u region, making the European Union the major donor in the island group. An ECU 4.5 million urban project, agreed in December 1997, aims to improve facilities in the town of Neiafu, the capital of Vava'u (road upgrading, drainage, water supply, sanitation, and foreshore development). A multi-annual Microprojects Programme (ECU 500,000) will fund basic rural infrastructure with the involvement of local communities. The Lomé IV Second Financial Protocol funds (ECU 7 million) will also concentrate on Vava'u.

Stabex transfers under Lomé IV (ECU 2 million) will go to agricultural export diversification.

The EIB has so far committed ECU 4.7 million from its own resources for projects in the telecommunications sector and for private enterprises, as well as ECU 1 million from risk capital.

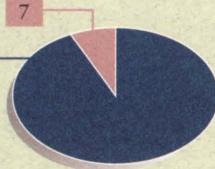
In April 1997 the 8th EDF NIP was signed, providing for 65%-70% of funds to go to supporting the agriculture, fisheries and tourism sectors in Vava'u. The bulk of the remaining funds are earmarked for a follow-up Microprojects Programme.

Two 7th EDF projects were approved in December - a project (ECU 340,000) aimed at upgrading the main airport, Fua'amotu, and the main 7th EDF programme - Phase 2 of the Vava'u Development Programme referred to above.

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

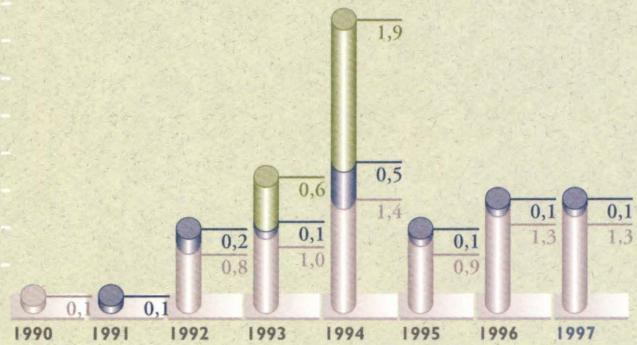
93



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Trinidad and Tobago

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

5 130



1 305 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
3 127 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
435 624 610 ECU (1997)

Alcool éthylique 28%
Alcool acycliques 25%

Exportations européennes vers...
419 922 790 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
14,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
96,5% (1996)
secondaire
86,7% (1996)

Taux d'urbanisation
72% (1996)

Trinité et Tobago est formé de deux îles à l'extrême sud de la mer des Caraïbes ; sa population, concentrée sur la principale île de Trinité, est caractérisée par une grande diversité culturelle. Le pays est indépendant depuis 1962 et bénéficie d'un régime de démocratie parlementaire.

La production pétrolière, secteur-clé de l'économie, a fait la prospérité du pays dans les années 70 et au début des années 80, mais la baisse des cours mondiaux et celle de la production nationale de ces quinze dernières années ont entraîné la chute des revenus pétroliers et affecté la balance des paiements ainsi que l'équilibre budgétaire. Le gouvernement a dû recourir au FMI en 1988 et adopter un programme de réformes structurelles en 1992.

Sous Lomé I, II et III, Trinité et Tobago s'est vu octroyer une aide programmée de plus de 35 millions d'Ecus pour divers projets dans les secteurs de l'approvisionnement en eau, de l'infrastructure routière, de l'équipement industriel, du développement rural, de la promotion du tourisme et du commerce ainsi que du développement des ressources humaines.

Dans le cadre des fonds programmables disponibles sous Lomé IV, le financement par le Programme indicatif national (PIN) s'élève à 18,1 millions d'Ecus, auxquels s'ajoutent 6,2 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS). Le nouveau gouvernement élu en 1991 a redéfini les priorités en matière de développement, et les PIN de Lomé III et IV ont été renégociés en 1993, ce qui a permis de relancer des projets. Les PIN révisés portent sur la réhabilitation du réseau routier, l'appui à l'ajustement structurel (en complément aux ressources de la FAS), ainsi que sur le soutien aux programmes relatifs à la formation et l'accès au crédit de jeunes agriculteurs, au développement des petites entreprises et à l'électrification en milieu rural. Tous ces projets ont été adoptés sans délai et sont actuellement en cours.

En mars 1997, le PIN du Second protocole financier de Lomé IV, d'un montant de 21 millions d'Ecus, a été signé. Les programmes et projets à mettre en œuvre seront orientés vers la diversification économique, la création d'emploi, et l'éradication de la pauvreté.

La Banque européenne d'investissement (BEI) a contribué aux financements, de Lomé I à III, pour près de 57 millions d'Ecus, dont 54 millions de fonds propres. Cela a principalement profité au développement des petites entreprises. Sous Lomé IV, la BEI a accordé au total 95,4 millions d'Ecus de prêts sur ses fonds propres, notamment en faveur de la modernisation d'une raffinerie de pétrole, projet considéré comme prioritaire par le pays, au 46,4 millions d'Ecus pour le financement du secteur privé, qui s'ajoutent à plus de 4 millions d'Ecus de capitaux à risques.

Un quota annuel d'exportation de sucre vers le marché européen à prix garanti est assuré par les Protocoles sur le rhum et le sucre de la Convention de Lomé. Pour l'année 1996/97, les bénéfices liés l'exportation des 45 000 tonnes de sucre blanc de Trinité et Tobago vers l'UE et des 10 500 tonnes de sucre de canne roux, ont été estimés à 30 millions d'Ecus.

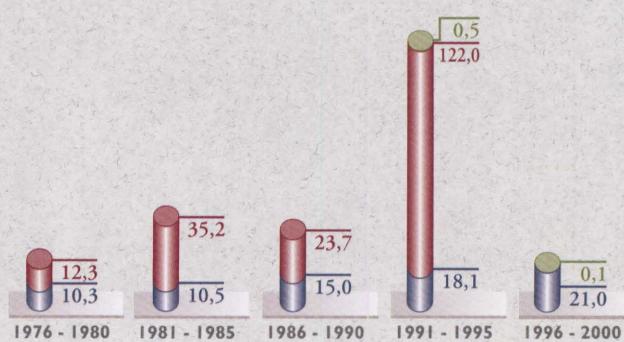
FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing

transport et communications
transport and communications

développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's

ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support



Trinidad and Tobago

T

Economic indicators	
GNP per capita	3 127 ECU (1996)
European imports from...	
435 624 610 ECU	
(1997)	
Ethyl alcohol	28%
Acyclic alcohol	25%
European Exports to...	
419 922 790 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
14.8% (1995)	
Social indicators	
Population growth rate	0.8% (1995-96)
Primary schooling rate	96.5% (1996)
Secondary schooling rate	86.7% (1996)
Urbanisation rate	72% (1996)

Trinidad and Tobago is a twin-island state, to the south of Caribbean Sea, with its population concentrated on the main island of Trinidad and characterised by one of the greatest cultural diversities in the world. The country became independent in 1962 and has a parliamentary democratic regime.

Oil production, the main sector of the economy, brought the country relative prosperity in the 1970s and early 1980s, but falling world prices and national production in the last 15 years have led to a drop in oil earnings and consequent balance of payments and budgetary problems. This situation led the Government to seek support from the IMF in 1988 and to adopt a programme of structural reforms in 1992.

Under Lomé I, II and III, Trinidad and Tobago received a total allocation of more than ECU 35 million of programmed aid for projects in water supply, road infrastructure, industrial equipment, rural development, tourism and trade promotion, as well as in human resource development.

Regarding programmable resources made available under Lomé IV, the National Indicative Programme funds (7th EDF) amounted to ECU 18.1 million. A further ECU 6.2 million was provided under the Structural Adjustment Facility (SAF). Following the election of a new government in December 1991, a redefinition of development priorities took place, and the NIPs under Lomé III and IV were re-negotiated in 1993. This allowed the implementation of projects to recommence. The revised NIPs focused on road rehabilitation, additional support for structural adjustment (in addition to SAF resources) as well as support to three programmes dealing with youth agricultural and training, small business development and rural electrification. All these projects were rapidly adopted and are currently in progress.

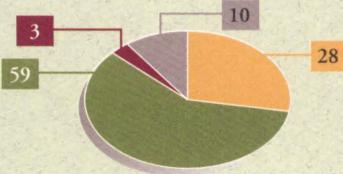
In March 1997, the NIP for the second financial protocol of Lomé IV, amounting to ECU 21 million, was signed. The programmes and projects to be implemented under this framework will concentrate on economic diversification and employment creation, and on poverty alleviation.

The European Investment Bank has contributed a significant level of financing to Trinidad and Tobago, amounting, between Lomé I and Lomé III, to about ECU 57 million, including ECU 54 million from its own resources. This has mainly contributed to small enterprise development. Under Lomé IV, the EIB has already allocated a total of ECU 95.4 million in loans from its own resources to modernise an oil refinery, a project considered by the country to be a high priority, and ECU 46.4 million to financing the industrial sector, in addition to more than ECU 4 million of risk capital.

Trinidad and Tobago also benefits from the Lomé Convention's Rum and Sugar Protocols; the latter being particularly significant because it provides a yearly export quota to the European market at a guaranteed price. For the year 1996-97, Trinidad and Tobago exported 45,000 tonnes of white sugar to the EU and 10,500 tonnes of raw cane sugar, earning revenue estimated at ECU 30 million.

FED EDF

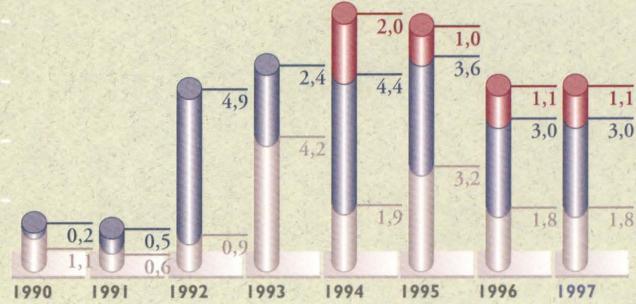
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
SAF
- divers
various
- PIN
NIP





Tuvalu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

26



13 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes en provenance de...
201 710 ECU (1997)

Machines électriques
38%

Exportations européennes vers...
577 860 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
0% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Tuvalu, dénommée autrefois «îles Ellice», est le plus petit Etat ACP membre de la Convention de Lomé, à laquelle il a adhéré après son accession à l'indépendance en 1978. L'archipel est composé de neuf atolls dispersés sur un espace de 1,3 million de Km² dans l'Océan Pacifique. L'essentiel de ses terres émerge à 3,5 mètres au-dessus du niveau de la mer, ce qui l'expose à moyen terme à un sérieux réchauffement climatique.

Les ressources naturelles de Tuvalu sont extrêmement limitées. Ses terres sont peu fertiles et l'étendue de surface cultivable est limitée. Il n'y a pas la moindre trace minérale. Tuvalu dispose d'une Zone économique exclusive étendue, et, par conséquent, de considérables ressources halieutiques qui, depuis les années 1980, ne représentent néanmoins que 6% du PIB.

L'aide programmable (3,6 millions d'Écus au total), dans le cadre des trois premières Conventions de Lomé, était destinée au développement rural, aux infrastructures sociales et à l'environnement. Les actions de développement rural ont été concrétisées par des programmes de microprojets (construction de hangars de stockage pour le coprah, de citernes et de réservoirs à eau). L'amélioration en matière de fourniture d'électricité à la population de la capitale, Funafuti, constitue le second volet de l'aide européenne. Un programme de protection des côtes est aussi financé par les fonds des PIN, afin de pallier les effets de l'érosion.

En 1993, la Banque européenne d'investissement (BEI) a financé à hauteur de 500.000 Ecus les prêts aux petites et moyennes entreprises par la Banque de développement de Tuvalu (BDT), au titre de capitaux à risques. Fin 1996, la BDT a épousé le crédit global.

Dans le cadre de Lomé IV, l'essentiel des ressources du PIN du 7ème FED (1,3 millions d'Écus) a servi au financement de projets relatifs à l'éducation et à la santé par les fonds issus du programme d'importation de carburant. En outre, un projet de 300.000 Ecus a été approuvé pour restaurer les écoles primaires de Nanumea et Nukufetau, les deux îles les plus reculées.

Depuis 1979, Tuvalu reçoit régulièrement des transferts au titre du Stabex, pour compenser la baisse des recettes d'exportation du coprah.

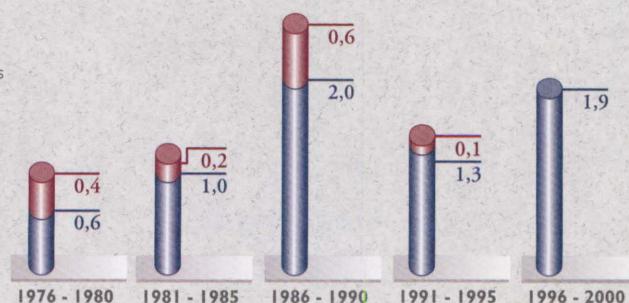
FED + budget

dotations en millions d'Écus
allocations in ECU million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support

autres others



Tuvalu T

Economic indicators	
GNP per capita na/nd (1996)	
European imports from... 201 710 ECU (1997)	
Turboreactors 38%	
European Exports to... 577 860 ECU (1997)	
Debt service / exports na/nd (1995)	
Social indicators	
Population growth rate 0% (1995-96)	
Primary schooling rate na/nd (1996)	
Secondary schooling rate na/nd (1996)	
Urbanisation rate na/nd (1996)	

Tuvalu, the former Ellice islands, is the smallest ACP Member State of the Lomé Convention, to which it acceded after independence in 1978. The archipelago is composed of nine atolls, spread over 1.3 million km² in the Pacific Ocean. With all its land at less than 3.5 metres above sea level, global warming is a serious medium-term concern.

Tuvalu's natural resources are extremely limited. Its terrain is infertile and only a limited number of crops can be grown. There are no significant mineral deposits. With a huge Exclusive Economic Zone, fishing potential is considerable, though it accounted for only 6% of GDP throughout the 1980s.

Programme aid (ECU 3.6 million in all) focused in the first three Lomé Conventions on rural development, social infrastructure and the environment. Rural development actions took the form of microproject programmes (construction of copra warehouses, water tanks and rainwater receptacles). The second most important aspect of European Union assistance was the improvement of the electricity supply to the population of the capital, Funafuti. A coastal protection programme is also funded through the NIP, which aims to counter the effects of erosion.

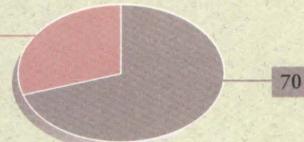
In 1993 the EIB approved the provision of ECU 500,000 as risk capital resources for on-lending through the Development Bank of Tuvalu (DBT) to small and medium-sized enterprises. By the end of 1996, the DBT had drawn down the full amount of the loan.

Under Lomé IV, most of the 7th EDF NIP resources (ECU 1.3m) are being used to finance education and health projects through counterpart funds created by a fuel import programme. In addition, an ECU 300,000 project was approved to rehabilitate primary schools on two of the country's outer islands, Nanumea and Nukufetau.

Since 1979 Tuvalu has been a regular beneficiary of Stabex transfers for losses incurred on export earnings for copra.

FED EDF

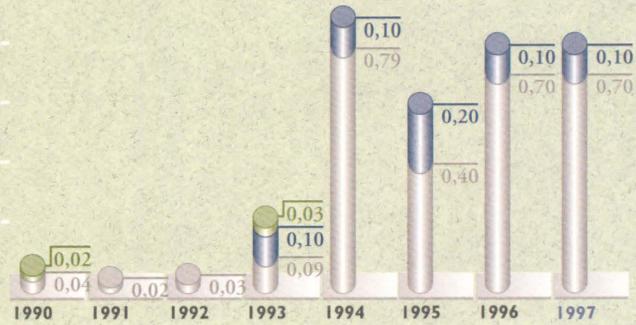
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers various
- PIN NIP





Uganda

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA



235 880

20 405 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	228 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	
357 269 430 ECU (1997)	
Café	75%
Exportations européennes vers...	
181 626 930 ECU (1997)	
Service de la dette / exportations	
21,3% (1995)	

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,9% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	
81% (1996)	
secondaire	
19,5% (1996)	
Taux d'urbanisation	
13% (1996)	

Indépendant depuis 1962, l'Ouganda est un pays enclavé, constitué par un vaste plateau de plus de 1000 m d'altitude. La stabilité politique, rétablie en 1986 après deux décennies de crise et de guerre civile, a permis à l'Ouganda de lancer un grand programme de reconstruction, nécessaire à son futur développement.

Les perspectives de développement de l'Ouganda portent principalement sur le secteur agricole. D'une manière générale, elles sont positives, avec une production vivrière excédentaire et des potentiels de diversification et de transformation. Le pays doit cependant faire face aux contraintes inhérentes à son enclavement, à de graves maladies endémiques telles que le SIDA et la malaria, et à la nécessité de restaurer son secteur privé, son système bancaire, ses infrastructures et ses structures administratives.

Dans le cadre des Conventions successives de Lomé, l'Union européenne a participé activement aux efforts de reconstruction. Le nouveau Programme indicatif national, qui couvre la seconde moitié de Lomé IV (210 millions d'Ecus), concerne les secteurs sociaux, l'agriculture et l'environnement, et l'infrastructure en matière de transport. Un montant de 51 millions d'Ecus a été engagé au titre de l'appui à l'ajustement structurel pour les années 1998/1999. Les fonds proviennent pour l'essentiel d'une ligne budgétaire directe pour les domaines stratégiques en matière de lutte contre la pauvreté (santé, éducation, routes secondaires, approvisionnement en zone rurale, etc.). Les transferts au titre du Stabex de 140 millions d'Ecus ont amorti les pertes de recettes d'exportation du café, du coton, des cuirs et peaux.

Un montant de 4,5 millions d'Ecus a également été alloué pour soutenir le processus de démocratisation. Les nombreux cofinancements avec les ONG (près de 7 millions d'Ecus), sont essentiellement destinés aux actions de développement rural, sanitaires ou sociales telles que la lutte contre le SIDA et l'aide aux personnes handicapées.

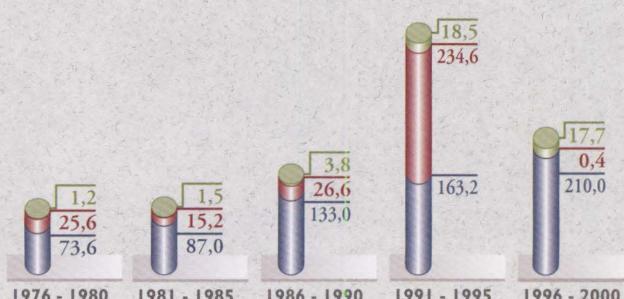
L'Ouganda joue un rôle important au sein de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), de l'Autorité intergouvernementale sur la sécheresse et pour le développement (IGADD) et de l'Organisation du Bassin de la Kagera (OBK).

En outre, plus de 47 millions d'Ecus de financements par la Banque européenne d'investissement au titre des capitaux à risques, ont été engagés (prêts globaux à la Development Finance Company of Uganda et ligne de crédit aux banques commerciales pour le financement des PME du secteur privé; étude de faisabilité et prêts pour une unité d'extraction du cobalt et financement d'une étude pour l'extension de l'oléoduc Mombasa-Nairobi-Eldoret au Kenya jusqu'à Kampala en Ouganda).

FED + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Uganda U

Economic indicators

GNP per capita	
228 ECU (1996)	
European imports from...	
357 269 430 ECU	
(1997)	
Coffee	75%
European Exports to...	
181 626 930 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
21.3% (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
2.9% (1995-96)	
Primary schooling rate	
81% (1996)	
Secondary schooling rate	
19.5% (1996)	
Urbanisation rate	
13% (1996)	

Independent since 1962, Uganda is a landlocked country which consists largely of a huge plateau at an altitude of over 1000 metres. Political stability, which was re-established in 1986 after two decades of upheavals and civil war, has allowed Uganda to launch a major programme of reconstruction, a prerequisite for future development.

Uganda's development prospects centre mainly on the agricultural sector. The outlook is generally positive, with surplus food production and real possibilities of diversification and transformation. The country must, however, face up to constraints such as the fact that it is landlocked, as well as having serious endemic diseases such as AIDS and malaria, and the need to rebuild its private sector, banking system, infrastructure and administrative structures.

The European Union has supported such reconstruction under successive Lomé Conventions. The new National Indicative Programme for the second half of Lomé IV of ECU 210 million will focus on the social sectors, agriculture and the environment, and transport infrastructure. An amount of ECU 51 million has been committed under the structural adjustment facility for the years 1998-99. Most of the funds will be provided as direct budget support for areas of strategic importance for poverty reduction (health, education, feeder roads, rural water etc.). Stabex transfers amounted to ECU 140 million, triggered by export revenue losses in coffee, cotton, leather and hides.

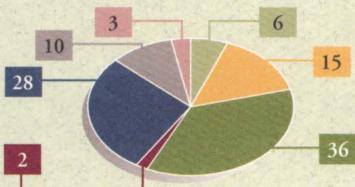
ECU 4.5 million was allocated to support the democratisation process. Numerous NGO projects are being funded (almost ECU 7 million), focusing mainly on rural development, health care and social concerns such as AIDS and the handicapped.

Uganda plays an important role within the Organisation of African Unity (OAU), the Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA), the Inter-Governmental Authority on Drought and for Development (IGADD) and the Kagera Basin Organisation (KBO).

In addition, more than ECU 47 million of European Investment Bank interventions in the form of risk capital have been committed (global loans to the Development Finance Company of Uganda in lines of credit to the commercial banking system for funding small and medium scale private sector enterprises, feasibility study and loans for a cobalt extraction installation; feasibility study for extension of the Mombasa-Nairobi-Eldoret oil pipeline in Kenya on to Kampala).

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Vanuatu

PACIFIQUE

PACIFIC

KM²

12 190



169 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
1 016 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
15 153 560 ECU (1997)

Coprah 63%

Exportations européennes vers...
7 805 990 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

Devenu indépendant en 1980, après plusieurs décennies de condominium franco-britannique (Nouvelles Hebrides), Vanuatu comprend plus de 70 îles et possède une Zone économique exclusive de plus de 960.000 Km². Près de 18% de la population vit dans les deux plus grandes villes, la capitale Port Vila (sur Efate) et Luganville (sur Espiritu Santo). La langue nationale est le Bislamah, l'anglais et le français demeurant les langues du gouvernement et du commerce.

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur primaire avec le coprah, le cacao et la viande bovine comme principales exportations. Les exportations de bois sont actuellement restreintes en raison du volume d'exploitation qui ne saurait être maintenu pour des raisons écologiques.

La aide de l'Union européenne a débuté dès l'indépendance et s'est concentrée, sous la Convention de Lomé I, sur le développement des zones rurales. Les Programmes indicatifs nationaux (PIN) de Lomé II et III (11,2 millions d'Ecus) ont poursuivi cet objectif. Les principaux programmes financés concernaient des projets de développement de l'exploitation de la noix de coco, la formation dans le secteur de la pêche, la gestion forestière, le soutien aux petits éleveurs, l'accès routier aux zones rurales, et une étude sur les sites archéologiques permettant au pays d'avoir une meilleure connaissance de son patrimoine culturel.

Sous Lomé IV, les ressources du PIN (7,6 millions d'Ecus) renouvellent le soutien au secteur rural. L'accent a été mis sur les infrastructures de base, notamment la réhabilitation des écoles primaires rurales, avec la participation active des communautés locales (9,5 millions d'Ecus). Plusieurs routes d'importance économique et sociale sont en construction dans les zones rurales.

Le financement prévu par le Second protocole financier de Lomé IV (9,5 millions d'Ecus) est destiné au secteur de l'éducation. Un projet de 7,5 millions d'Ecus approuvé en 1997 a contribué aux efforts du gouvernement pour étendre la capacité d'accueil des écoles secondaires par l'agrandissement des salles de classe existantes et par l'aménagement de salles supplémentaires, de dortoirs etc.

Vanuatu a également reçu d'importants transferts au titre du Stabex pour compenser les pertes des recettes d'exportation des principaux produits de base agricoles (24 millions d'Ecu depuis Lomé I).

La Banque européenne d'investissement (BEI) a financé deux prêts globaux à la Banque de développement de Vanuatu et a affecté plus de 5 millions d'Ecu au titre des capitaux à risques sous les 6ème, 7ème et 8ème FED, dont une partie serait consacrée à la mise à niveau du principal aéroport de Vanuatu (Sauerfield).

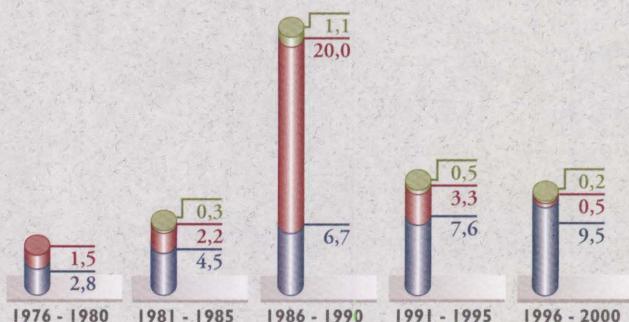
FED + budget

dotations en millions d'Ecu
allocations in ECU million

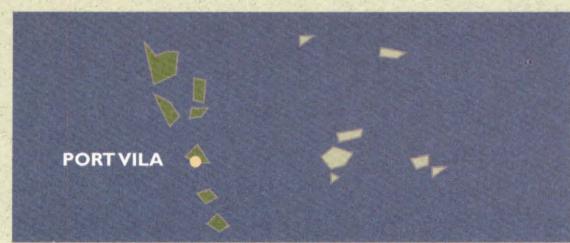
budget

autres fed + bei

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Vanuatu

V

Economic indicators	
GNP per capita	1 016 ECU (1996)
European imports from...	15 153 560 ECU (1997)
Copra	63%
European Exports to...	7 805 990 ECU (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.4% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Independent in 1980, after several decades as an Anglo-French condominium (New Hebrides), Vanuatu comprises more than 70 islands and has an Exclusive Economic Zone of 960,000 km². Some 18% of the 170,000-strong population live in the two largest towns, the capital Port Vila (on Efate) and Luganville (on Espiritu Santo). The national language is Bislamah, with English and French as the languages of government and commerce.

Vanuatu's economy relies principally on the primary sector with copra, cocoa and beef as the main agricultural exports. Timber exports are currently restricted because levels were felt to be environmentally unsustainable.

European Union assistance began with independence and concentrated on rural development under Lomé I. The subsequent National Indicative Programmes (NIPs) under Lomé II and III (ECU 11.2 million in total) focused on the same sector. Programmes financed included a coconut development project, training in the fisheries sector, forestry management, livestock smallholder support, rural access roads, and an archaeological site survey that enabled the country to have a fuller knowledge of its traditional heritage.

Under the First Financial Protocol of Lomé IV, resources from the NIP (ECU 7.6 million) continued to support the rural sector. Emphasis was on basic infrastructure, particularly through a rehabilitation programme for rural primary schools which included the active participation of local communities. Several economically and socially important rural roads are also to be built. Technical assistance has been provided to the Ministry of Planning, and to the tourism sector.

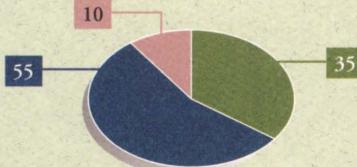
The focus of the Lomé IV Second Financial Protocol funding (ECU 9.5 million) is the education sector. An ECU 7.5 million project approved in 1997 aims to contribute to government efforts to expand junior secondary school possibilities by upgrading existing classrooms and building additional classrooms, dormitories etc.

Vanuatu has received considerable amounts in Stabex transfers for losses of earnings incurred by its main agriculture export commodities (ECU 24 million since Lomé I).

The European Investment Bank financed two global loans to the Development Bank of Vanuatu under Lomé II, and has earmarked up to ECU 5 million of risk capital under the 6th, 7th and 8th EDFs, to assist in the rehabilitation of the country's principal airport (Sauerfield).

FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

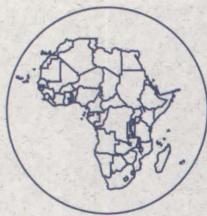


FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Zambia

AFRIQUE DE L'EST ET

CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICAKM²

752 610



9 381 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant	339 ECU (1996)
Importations européennes en provenance de...	256 516 620 ECU (1997)
Cuivre	33%
Exportations européennes vers...	141 980 890 ECU (1997)
Service de la dette / exportations	174,4% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population	2,3% (1995-96)
Taux de scolarisation primaire	91,3% (1996)
secondaire	20,7% (1996)
Taux d'urbanisation	43% (1996)

Pays enclavé fortement urbanisé (près de la moitié de la population vit dans les villes), la Zambie est devenue indépendante en 1964. L'économie zambienne est en déclin depuis les années 1970 en raison de la chute des cours mondiaux du cuivre et d'une diminution de sa production – le pays tire encore du cuivre 80% de ses recettes d'exportation –, de difficultés de gestion de l'économie et d'un endettement croissant. Malgré de récents dérapages, le gouvernement élu en 1991 a rapidement entrepris des réformes économiques et politiques qui ont permis de réaliser d'importants progrès dans les domaines de l'ajustement structurel et de la libéralisation de l'économie.

Sous les Conventions de Lomé précédentes, l'aide européenne s'est largement concentré sur l'agriculture et le développement rural.

Le Programme Indicatif National de Lomé IV, de 110,7 millions d'Ecus, a axé son aide sur l'amélioration des infrastructures routières, la promotion d'autres exportations que le cuivre et les infrastructures sociales. En plus de ces fonds, 96,5 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS), et 60 millions d'Ecus provenant du Sysmin ont été alloués, sous Lomé IV, pour soutenir le programme de réformes économiques entrepris par le gouvernement.

La Zambie a également reçu 1,2 million d'Ecus pour assister les réfugiés angolais et zaïrois qu'elle accueille sur son territoire.

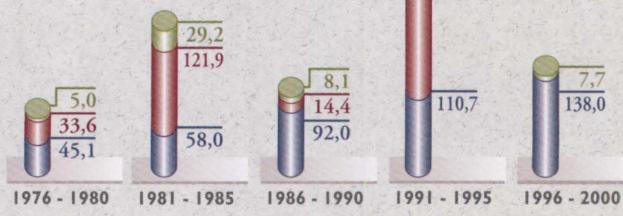
La Zambie a bénéficié d'interventions importantes de la Banque Européenne d'Investissement: 42 millions d'Ecus ont été accordés sur ses ressources propres sous Lomé I et II, et près de 24 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques sous Lomé I, II et III. Sous Lomé IV les interventions au titre des capitaux à risques s'élèvent à 54,5 millions d'Ecus et concernent le secteur textile, les produits pharmaceutiques, la production de fleurs, les PME et le pipeline de Tazama.

Plusieurs actions importantes ont aussi été financées sur le budget de l'Union européenne, dont une aide alimentaire de 39 millions d'Ecus en réponse à la sécheresse dramatique qui a frappé le pays en 1991-1992, ainsi que, par la suite, celle de 1995.

FED EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support
- autres
others



Zambia Z

Economic indicators	
GNP per capita	339 ECU (1996)
European imports from...	256 516 620 ECU (1997)
Copper	33%
European Exports to...	141 980 890 ECU (1997)
Debt service / exports	174.4% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.3% (1995-96)
Primary schooling rate	91.3% (1996)
Secondary schooling rate	20.7% (1996)
Urbanisation rate	43% (1996)

Zambia is a landlocked, highly urbanised country (nearly half the population live in towns) which gained independence in 1964. The Zambian economy went into decline in the early 1970s as a result of the slump in copper prices and a fall in copper output - copper still accounting for 80% of Zambia's exports - difficulties in economic management and increasing indebtedness. The new Government elected in 1991 immediately introduced economic and political reforms. Progress has since been made in structural adjustment and liberalisation of the economy, despite recent slippages.

European Union assistance to Zambia under previous Lomé Conventions has concentrated largely on agriculture and rural development.

The Lomé IV National Indicative Programme of ECU 110.7 million has focused on improved road infrastructure, the promotion of non-copper exports and the improvement of social infrastructure. In addition to the funds made available under the National Indicative Programme, ECU 96.5 million from the Structural Adjustment Facility (SAF), and ECU 60 million of Sysmin funds, has been allocated under Lomé IV to assist the Government's economic recovery programme.

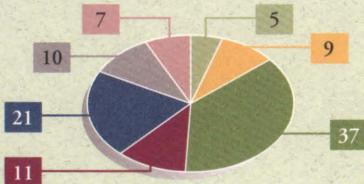
ECU 1.2 million has also been allocated to assist Angolan and Zairian refugees inside Zambia.

In addition, Zambia has benefited from significant European Investment Bank interventions. Almost ECU 42 million was allocated from its own resources under Lomé I and II, and around ECU 30 million in the form of risk capital under Lomé I, II and III. Under Lomé IV, intervention in the form of risk capital totals ECU 54.5 million for the textile sector, fabrication of pharmaceutical products, flower production and the Tazama pipeline.

Several important projects have been financed with EU budget funds, including ECU 39 million of food aid in response to the severe droughts which affected the country in 1991-92 and in 1995.

FED EDF

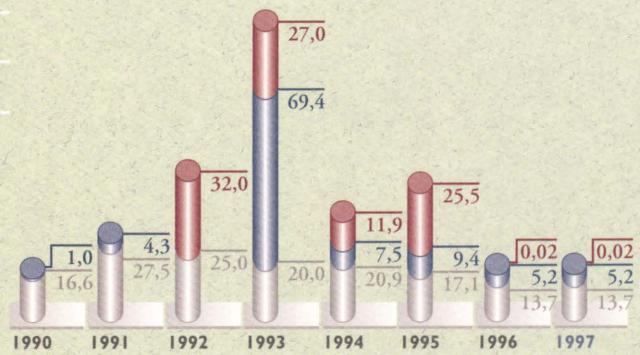
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS
- SAF
- divers
- various
- PIN
- NIP





Zimbabwe

AFRIQUE AUSTRALE

SOUTHERN AFRICA

KM²

390 760



11 536 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
488 ECU (1996)

Importations européennes en provenance de...
824 645 450 ECU (1997)

Tabacs 30%

Exportations européennes vers...
437 896 250 ECU (1997)

Service de la dette / exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance de la population
1,8% (1995-96)

Taux de scolarisation primaire
122,6% (1996)
secondaire
46,2% (1996)

Taux d'urbanisation
33% (1996)

Le Zimbabwe a accédé à l'indépendance en 1980. La grande stabilité politique qu'il a connue jusqu'alors a été troublée par de nombreuses grèves provoquées par la baisse des salaires en 1997. Les richesses naturelles du pays en font l'économie la plus diversifiée et la plus industrialisée des Etats ACP d'Afrique australe, à l'exception de l'Afrique du Sud. Le sous-sol recèle plus de 40 métaux et minéraux dont l'or, le nickel, le cuivre et les pierres précieuses. Défavorisé par un climat très aride, le pays traverse régulièrement des périodes de sécheresse, mais en temps normal la production des terres arables est excédentaire.

La coopération entre le Zimbabwe et l'Union européenne (UE) a été officiellement conclue sous la Convention de Lomé II. Le pays avait auparavant bénéficié d'aides humanitaires, financées par le budget européen, pour la réinstallation des réfugiés ou des personnes déplacées victimes de guerre civile. Sous Lomé II et III, les fonds programmés (126 millions d'Ecus) ont permis de poursuivre ces actions et de promouvoir également le développement rural.

Le Programme indicatif national de Lomé IV (91,5 millions d'Ecus) donne la priorité au développement rural, à la santé, à l'éducation et aux actions susceptibles d'engendrer une augmentation des revenus individuels. Le Programme indicatif national de Lomé IV bis (110 millions d'Ecus) signé le 29 novembre 1996, reprend les mêmes objectifs et contribuera pour plus de développement dans le secteur du commerce. Le Programme favorisera par ailleurs l'appui aux institutions et la bonne gouvernance.

Le programme d'ajustement structurel lancé en 1991 a été financé à hauteur de 60 millions d'Ecus sous Lomé IV, dont 36 millions d'Ecus au titre de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) et 24 millions d'Ecus provenant du PIN. Une décision relative au versement de la seconde tranche du programme s'élevant à 21 millions d'Ecus était en préparation en décembre 1997.

Le Zimbabwe a considérablement bénéficié de l'intervention de la Banque européenne d'investissement. Les premiers prêts octroyés au pays remontent à Lomé II (35 millions d'Ecus sur les fonds propres de la Banque et 3,6 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques). Sous Lomé III, quatre autres prêts d'un montant de 70 millions d'Ecus ont été accordés sur les fonds propres. Sous Lomé IV, la BEI a engagé 120 millions d'Ecus sur ses fonds propres et 18,3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques, principalement dans les secteurs de l'électricité, de l'eau, de l'industrie et pour des lignes de crédit aux petites et moyennes entreprises. Récemment la Banque a déjà octroyé 3 millions d'Ecus au titre des capitaux à risques de Lomé IV bis.

Sur le plan commercial, les exportations du Zimbabwe vers l'UE ont affiché un excédent commercial de plus de 392 millions d'Ecus. Dans le cadre du Protocole spécial sur la viande bovine de Lomé IV, le Zimbabwe a exporté vers l'UE 5.796 tonnes de viande bovine.

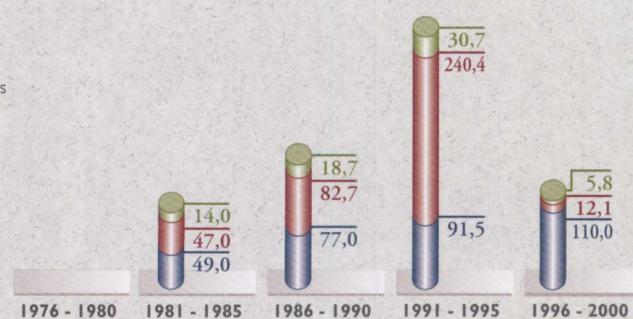
FED + budget EDF + budget

dotations en millions d'Ecus
allocations in ECU million

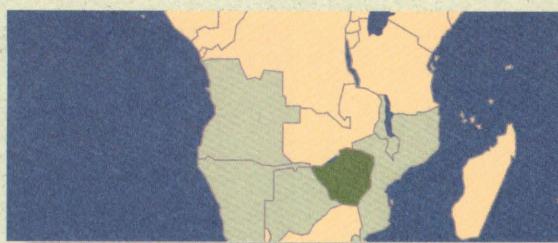
budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- environnement
environment
- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la balance des paiements
structural adjustment and balance of payments support



Zimbabwe

Z

Economic indicators

GNP per capita	
488 ECU (1996)	
European imports from...	
824 645 450 ECU	
(1997)	
Tobacco	30%
European Exports to...	
437 896 250 ECU	
(1997)	
Debt service / exports	
na/nd (1995)	

Social indicators

Population growth rate	
1.8% (1995-96)	
Primary schooling rate	
122.6% (1996)	
Secondary schooling rate	
46.2% (1996)	
Urbanisation rate	
33% (1996)	

Since achieving independence in 1980, Zimbabwe had until recently experienced great political stability. However, falling real wages triggered a number of strikes and civil unrest during 1997. Partly due to its natural resources, it has the most diverse and industrialised economy of any Southern African ACP State, with the exception of South Africa. Mining resources include over 40 metals and minerals, such as gold, nickel, copper and gems. The country has a very arid climate and regularly suffers periods of drought, although in normal weather the arable land produces significant surpluses.

Formal cooperation between Zimbabwe and the European Union began under Lomé II. However, the country had already benefited from humanitarian aid under the European budget financing, used for the resettlement of refugees or displaced persons that had been victims of civil war. Under Lomé II and III, the programme funds (ECU 126 million in total) helped implement these actions and also supported rural development.

The first Lomé IV National Indicative Programme (ECU 91.5 million) has given priority to rural development, health, education and actions to generate an increase in individual revenue. The National Indicative Programme for Lomé IV bis (ECU 110 million), signed on 29 November 1996, has the same focal sectors and will also support further development of the trade sector. In addition, the Programme will contribute to institutional strengthening and good governance.

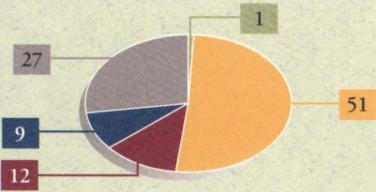
ECU 60 million has been allocated under Lomé IV to support the structural adjustment programme launched in 1991, including ECU 36 million from the Structural Adjustment Facility (SAF) and ECU 24 million from the NIP. A decision to disburse the second tranche of this programme, totalling 21 million ECU, was being prepared in December 1997.

Zimbabwe has been an important beneficiary of European Investment Bank intervention. The first loans given to the country date back to Lomé II (ECU 35 million from the Bank's own resources and ECU 18.3 million in the form of risk capital). Under Lomé III, four further loans amounting to ECU 70 million have been granted from the Bank's own resources. Under Lomé IV, the EIB has committed ECU 120 million from its own resources and ECU 18.3 million in the form of risk capital, essentially in the electricity and water sector, industry and for credit lines to small and medium sized enterprises. Recently the Bank already granted ECU 3 million from risk capital of Lomé IV bis.

In commercial terms, Zimbabwe's exports to the EU during 1997 resulted in a trade balance of more than ECU 392 million. Under the Lomé IV beef protocol, Zimbabwe exported 5,796 tonnes of beef to the EU.

FED EDF

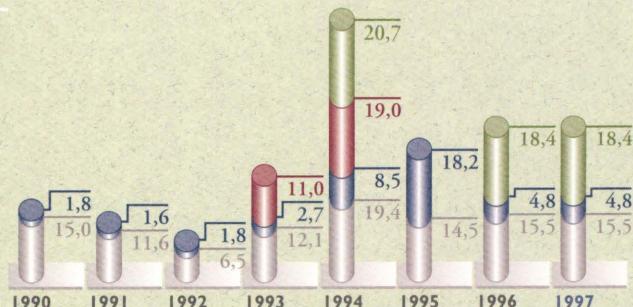
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

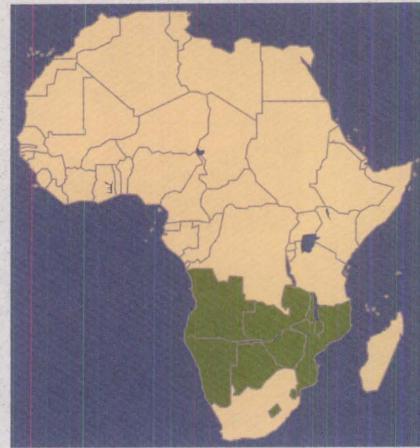
paiement par instrument
payments by instrument

- stabex
- FAS / SAF
- divers / various
- PIN / NIP





Afrique Australe



La Communauté pour le développement de l'Afrique Australe (SADC) est le principal forum pour l'intégration régionale dans la région de l'Afrique Australe.

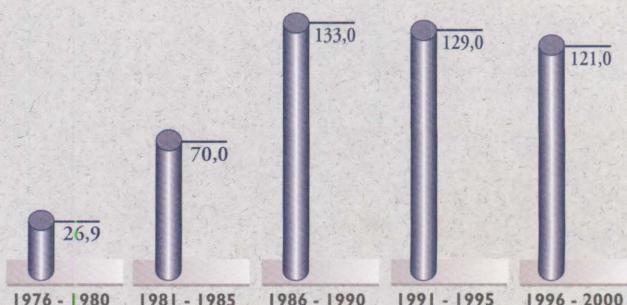
Le passage de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique Australe (SADCC) à la SADC en 1992, ainsi que la transition réussie de l'Afrique du Sud vers un gouvernement démocratique et son adhésion à la SADC en août 1994, a ouvert de nouvelles perspectives pour l'Afrique Australe. Ce nouvel effort de mise en commun signifie plus développement en termes de dialogue politique intra-régional centré sur le renforcement de la paix, la sécurité et la stabilité ainsi que l'engagement vers la libéralisation des échanges intra-régionaux. Les Etats membres de la SADC continuent à suivre les programmes de réforme économique relativement avec succès, ce qui à terme devrait permettre de poursuivre le développement des économies de la région. Les pays de la région ont aujourd'hui la possibilité de renforcer la coopération et l'intégration régionale, dans un nouveau contexte de sociétés démocratiques et d'économies de marché.

Depuis 1976, la coopération régionale a été encouragée et appuyée par l'Union européenne, de façon accrue à partir de l'existence de la SADCC. A ce jour, près de 478 millions d'Ecus ont été alloués à cette forme de coopération en Afrique Australe, sous les nombreux accords de coopération de Lomé. Le Programme indicatif régional de Lomé IV (128,9 millions d'Ecus), comme les programmes régionaux précédents, est principalement axé sur trois secteurs: le transport et les communications, le développement des ressources humaines et la sécurité alimentaire et les ressources naturelles. Sous Lomé IV, les projets d'autoroute Trans-Caprivi, de route du Corridor de Beira et de lutte contre le Muella Dam et les maladies animales figurent parmi les les plus importants.

En octobre 1996, le Programme indicatif régional de coopération sous le Second protocole financier de Lomé IV, a été signé à Windhoek, en Namibie, par la Commission européenne et la SADC pour un montant de 121 millions d'Ecus. Dans le cadre de ce protocole, les projets prioritaires pour les cinq ans à venir sont les infrastructures et services (45% de l'allocation indicative de fonds), le commerce, les investissements et la finance (20% des financements).

FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



ANGOLA
BOTSWANA
LESOTHO
MALAWI
MOÇAMBIQUE
NAMIBIA
SWAZILAND
ZAMBIA
ZIMBABWE

Southern Africa

Afrique Australe
Southern Africa

The Southern Africa Development Community (SADC) constitutes the main forum for regional integration in the Southern Africa Region.

The evolution of SADCC (Southern Africa Development Co-ordination Conference) to SADC in 1992, together with the successful transition to representative government in South Africa and its membership of SADC in August 1994, opened new perspectives for Southern Africa. This new joint endeavour includes further development of an intra-regional political dialogue directed at strengthening peace, security and stability as well as the commitment towards intra-regional trade liberalisation. SADC member States have continued to follow economic reform programmes with varying degrees of success, which should in time result in more sustainable development of the region's economies. There is now scope for the countries in the region to build closer regional cooperation and integration, in the new context of more democratic societies and market-oriented economies.

Since 1976, regional cooperation in Southern Africa has been encouraged and supported by the European Commission. To date, some ECU 483 million have been allocated to this kind of cooperation in the Southern Africa region under the various Lomé cooperation agreements. The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 128.9 million), as with previous regional programmes, focuses principally on three sectors: transport and communications, human resources development and food security and natural resources. The most important projects under Lomé IV include the Transcaprivi highway, the Beira-Inchope road, the Muela Dam and an animal diseases control project.

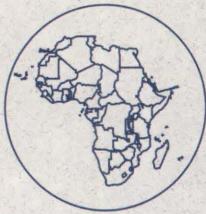
In October 1996, the Regional Indicative Programme for cooperation under the second protocol of the Lomé IV convention was signed in Windhoek, Namibia, between the European Commission and SADC. This allocated an amount of ECU 121 million. The main priority areas of cooperation for the five year period of this protocol are: infrastructure and services (45% of indicative allocation of funds) and trade, investment and finance (20% of the funds).

FED
EDF 7

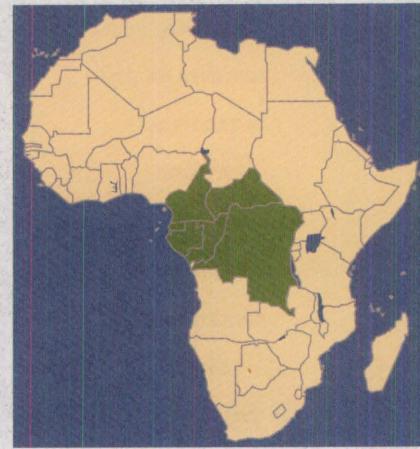
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

- développement rural/pêche
rural development/fishing
- développement des ressources humaines + autres
human resources development + others
- securité alimentaire et ressources naturelles
food security and natural resources





Afrique Centrale

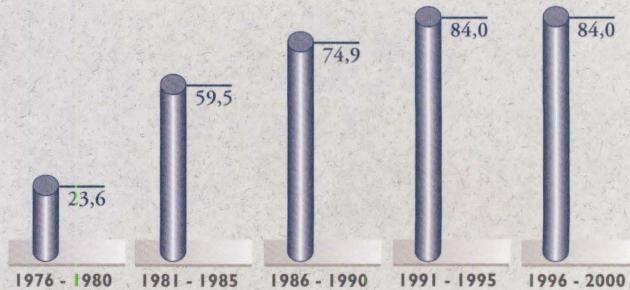


Sept Etats forment la vaste région d'Afrique Centrale (5,4 millions de km²), peuplée d'environ 73 millions d'habitants et caractérisée par une très grande diversité sous de nombreux aspects.

Les fonds du 8ème FED réservés à la coopération dans le cadre du Programme indicatif régional (84 millions d'Ecus) sont axés sur le renforcement de l'intégration économique régionale à travers, notamment, des financements bénéficiant aux itinéraires régionaux de transit définis dans le cadre du Programme régional de réformes de l'Union douanière et économique de l'Afrique Centrale (UDEAC). Par ailleurs, l'Union européenne poursuivra son action en faveur de l'utilisation rationnelle des écosystèmes forestiers.

FED + budget EDF

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



CAMEROON/CAMEROUN

CENTRAFRIQUE

CONGO

GABON

GUINEA ECUATORIAL

SÃO TOMÉ E PRÍNCIPE

ZAIRE

Central Africa

Afrique Centrale
Central Africa

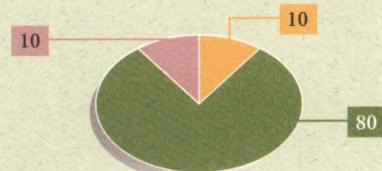
The spacious Central African region is formed of seven States with a population of about 73 million inhabitants, characterised by great diversity in numerous respects.

In the framework of this cooperation, the 8th EDF funds for cooperation under Lomé IV Regional Indicative Programme, which amounts to ECU 84 million, concentrates on strengthening regional economic integration by providing financing benefiting regional transit traffic routes defined within the UDEAC's (Union douanière et économique de l'Afrique Centrale) Regional Reforms Programme. The European Union will also continue supporting the rational use of forestry ecosystems.

FED
EDF 7

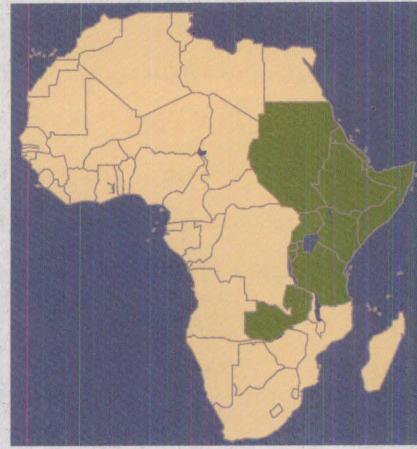
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
autres
others





Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique



Cette région couvre plus de 6,2 millions de km², soit plus de deux fois la surface du territoire de l'Europe des quinze. Elle compte 166 millions d'habitants, ce qui représente le tiers de la population de l'ensemble des Etats ACP. Les pays de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique diffèrent par leur géographie, leur climat et leurs données historiques et politiques.

La région a souffert depuis trente ans de la famine et des guerres civiles. Certains Etats qui composent la région, tels que l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan, le Rwanda et le Burundi ont été longtemps l'objet de préoccupations internationales. Par conséquent, il n'y a pas encore d'aide programmée pour la Somalie et pour le Soudan dans le cadre de la Convention de Lomé IV et, vu les circonstances actuelles, la mise en œuvre de programmes au Rwanda et au Burundi n'est pas opportune. La cadence des secours d'urgence ces dernières années n'a pas été sans conséquences tant sur l'environnement que sur l'infrastructure des différentes parties de cette région.

Les infrastructures de transport sont par ailleurs problématiques dans la région. D'autres facteurs avilissent les efforts destinés à promouvoir le commerce intérieur et extérieur. La rénovation de l'Autorité intergouvernementale pour le développement dans la Corne de l'Afrique et l'acceptation, en 1997, par la Coopération de l'Afrique de l'Est - comprenant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie – d'une stratégie de développement en vue d'un marché unique, marquent un pas significatif vers la régionalisation.

Les principales priorités de la Convention de Lomé IV sont le transport, l'intégration commerciale et régionale, la sécurité alimentaire et la conservation des ressources naturelles. Les Etats de la région ont signé le Second protocole financier de la Convention de Lomé IV à Addis-Abeba, le 28 janvier 1997. Le Protocole attache une importance particulière à la coopération et à l'intégration régionales.

Au cours des deux dernières décennies, une grande partie de l'assistance apportée dans le cadre du programme régional de l'Afrique de l'Est a contribué à l'amélioration des infrastructures de transport desservant les pays enclavés. Le principe est celui de faire jouer la concurrence entre les routes et les moyens de transport; environ 400 millions d'Ecus ont été engagés à cet effet, ce qui permettrait à ces pays de développer plus efficacement leur commerce. Cependant, l'absence d'infrastructures matérielles n'est pas le seul obstacle, et l'Union européenne a mis l'accent sur l'amélioration de la rapidité et la fiabilité des transports, en simplifiant les formalités de douane et de transit et en levant les barrières susceptibles d'entraver le commerce. Au cours de ces dernières années, cette assistance s'est faite de plus en plus dans le cadre de la Zone de préférence commerciale, qui tend actuellement à instaurer un marché commun (COMESA) dans les dix ans à venir; qui comprendrait l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe et une bonne partie de l'Océan Indien.



BURUNDI
DJIBOUTI
ERITREA
ETHIOPIA
KENYA
RWANDA
SOMALIA
SUDAN
TANZANIA
UGANDA
ZAMBIA

Eastern Africa and Horn of Africa

Afrique de l'Est et Corne de l'Afrique
Eastern Africa and Horn of Africa

The East Africa Region covers an area of more than 6.2 million km², making it twice the size of the European Union of the fifteen. The 166 million inhabitants make up about one-third of the total ACP population. The countries differ widely, in terms of their geography, climate and of historical and political background.

The region has suffered the double scourge of famine and civil war for much of the last thirty years. Countries like Ethiopia, Somalia, Sudan, Rwanda and Burundi have attracted world-wide attention. As a result, there is currently no programmed aid to Somalia or the Sudan under the Lomé IV Convention, and programmes in Rwanda and Burundi cannot be implemented under the present circumstances. The continued inflows of relief aid over the past years have had a major impact on the natural environment and physical infrastructure of several parts of the region.

Another serious problem is that of an inadequate transport infrastructure in the region. Attempts to increase levels of trade both internally and externally are also hampered by other factors. The revitalisation of the Intergovernmental Authority on Development (IGAD) in the Horn of Africa and the approval in 1997 by the East Africa Co-operation (EAC)-comprising Kenya, Uganda and Tanzania- of a development strategy towards a single market marks a significant shift towards regionalism.

Focal sectors under the Lomé IV Convention are transport, trade and regional integration, food security and the conservation of natural resources. The countries of the region signed the Second Financial Protocol of the Lomé IV Convention in Addis Ababa on 28.1.1997. The Protocol attaches special importance to regional co-operation and integration.

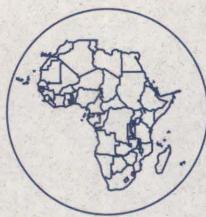
Over the last two decades, much of the assistance provided under the East African regional programme has concentrated on improving the transport infrastructure serving the landlocked countries. This was based on the principle of encouraging competition between routes and transport modes; about 400 million ECU has been committed for this purpose, so that these countries can conduct their trade more efficiently. The lack of physical infrastructure is not the only constraint to trade and the European Union has put much emphasis on improving the speed and reliability of transport and encouraging trade, by simplifying customs and transit documentation and removing a variety of other obstacles to trade. In recent years, such assistance has been increasingly channelled through the Preferential Trade Area (PTA) which now seeks to establish over the coming decade a common market (COMESA) throughout Eastern and Southern Africa, and most of the Indian Ocean.

FED
EDF 7

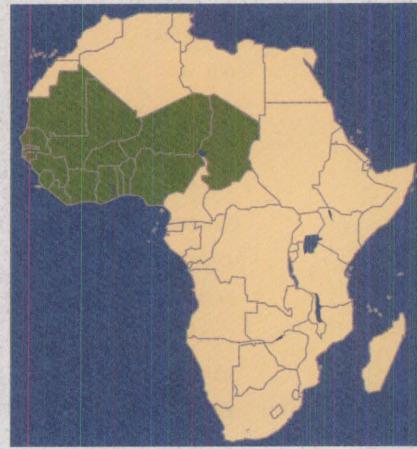
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
autres
others

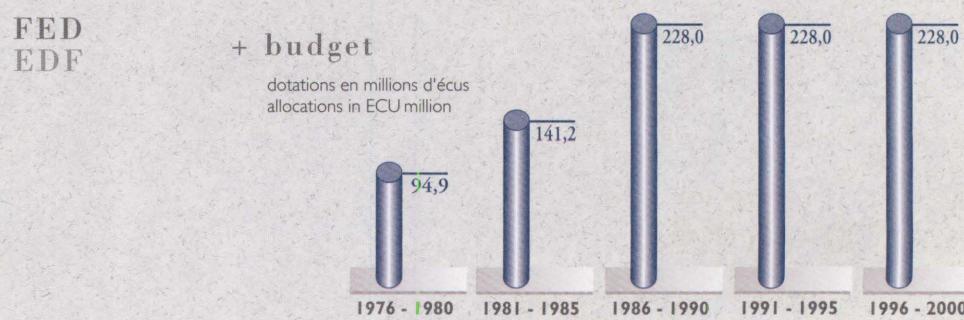




Afrique sahélienne et occidentale côtière



La coopération régionale dans le cadre de Lomé IV a pour objectif d'appuyer les différents processus d'intégration économique entre les dix-sept Etats de la région, s'étendant depuis le Cap-vert et la Mauritanie d'une part, jusqu'au Niger et au Nigeria, d'autre part. Les ressources du Programme Indicatif Régional (228 millions d'écus) sont ciblées sur trois domaines de concentration qui devraient être intégrés dans une stratégie régionale d'ensemble, cohérente avec les stratégies nationales et articulée avec les organisations régionales comme le Comité Inter-Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS) ou la CEDEAO (Communauté Economique des Etats d'Afrique Occidentale). Ces trois domaines concernent: la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement; les transports et les communications; la valorisation des ressources humaines, plus particulièrement dans les domaines de la santé publique, de la formation et de la sécurité alimentaire.



BENIN
BURKINA FASO
CABO VERDE
CÔTE D'IVOIRE
THE GAMBIA
GHANA
GUINÉ-BISSAU
GUINÉE
LIBERIA
MALI
MAURITANIE
NIGER
NIGERIA
SENEGAL
SIERRA LEONE
TCHAD
TOGO

Sahelian and Coastal Western Africa

Afrique sahélienne et
occidentale côtière
*Sahelian and Coastal
Western Africa*

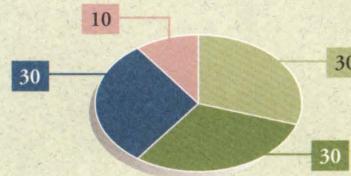
Lomé IV cooperation mainly concentrates on supporting regional economic integration processes between the seventeen Sahelian states stretching from Cabo Verde and Mauritania on one hand, up to Niger and Nigeria on the other hand. Regional Indicative Programme resources (ECU 228 million) focus on three sectors; natural resources in particular in the health, training and food security sectors.

Regional projects should be integrated in an overall regional strategy, that should be consistent with national strategies and linked to regional organisations such as CILSS (Inter State Committee in the Fight against Drought in the Sahel) or ECOWAS (Economic Community of West African States).

FED EDF 7

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

environnement
environment
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others





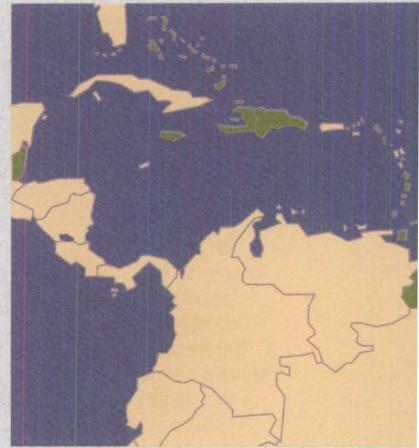
Caraïbes

La coopération régionale couvre les quinze pays ACP de la région, et a bénéficié à ce jour, depuis 1976, de plus de 340 millions d'Ecus de subventions.

Le Programme indicatif régional de Lomé IV (7ème FED), signé en 1992, porte sur 105 millions d'Ecus. Son objectif principal est la promotion et le soutien à la coopération et à l'intégration régionales. Cette opération s'appuie sur la libre circulation intra-régionale des facteurs de production, une meilleure coordination des stratégies et politiques sectorielles sur le plan régional, et le renforcement de la coopération fonctionnelle dans la région. Les programmes sont en préparation ou en cours d'exécution dans les domaines du commerce, du tourisme, de l'agriculture, des télécommunications et du transport, du développement des ressources humaines et de la protection de l'environnement.

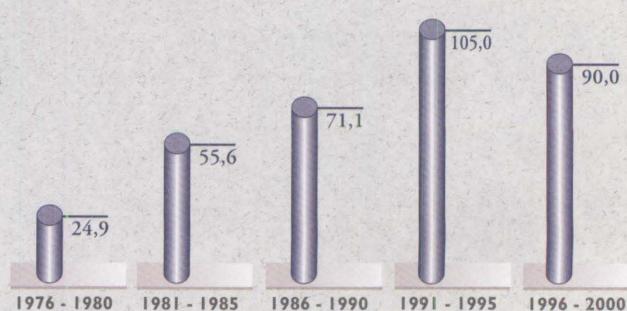
Sous le Second protocole financier du Programme indicatif régional (8ème FED), signé en 1997, 90 millions d'Ecus ont été alloués pour la promotion et l'assistance en matière de coopération et d'intégration régionales, ainsi que le développement humain et la capacité de construction lesquels font l'objet du soutien de la Communauté. Au sein de cette structure, la priorité est donnée avant tout à la compétitivité et au développement du secteur privé. Par ailleurs, les programmes prioritaires sont planifiés dans les domaines de la coopération décentralisée avec les acteurs non étatiques, la prévention des catastrophes naturelles et dans le cadre du plan d'action des Caraïbes pour la lutte contre le trafic de drogue.

Afin d'anticiper sur le deuxième millénaire et en préparation des négociations de post-Lomé, la Commission s'est penchée sur la question des opportunités de coopération économique et celle d'un éventuel accord de libre échange entre les Caraïbes et l'Union européenne face à l'intégration avancée dans les Amériques et la libéralisation globale.



FED EDF + budget

dotations en millions d'écus
allocations in ECU million



ANTIGUA AND BARBUDA

BAHAMAS

BARBADOS

BELIZE

DOMINICA

GRENADA

GUYANA

HAÏTI

JAMAICA

REPÙBLICA DOMINICANA

SAINT KITTS AND NEVIS

SAINT-LUCIA

SAINT VINCENT AND

THE GRENADINES

SURINAME

TRINIDAD AND TOBAGO

Caribbean

*Caribees
Caribbean*

Regional cooperation covers the region's fifteen ACP countries and has benefited so far from more than ECU 340 million in the form of allocations since 1976.

The Lomé IV Regional Indicative Programme (7 EDF) signed in 1992, involves ECU 105 million. Its main objective is the promotion and support of regional co-operation and integration. This process is based on liberalising the intra-regional movement of production factors, a closer co-ordination of strategies and sectoral policies at regional level, and the reinforcement of functional cooperation in the region. Programmes are in preparation or are being implemented in the areas of trade, tourism, agriculture, telecommunications and transport, human resources development and environmental protection.

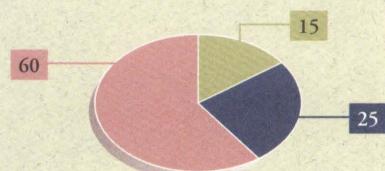
Under the Second Financial Protocol of the Regional Indicative Programme (8 EDF) which was signed in 1997, 90 million ECU are allocated for the promotion and support for regional cooperation and integration as well as human development and capacity building as the two focal sectors of Community support. Within this framework primary focus is given to supporting the competitiveness and development of the private sector. Outside the focal points, priority programmes are planned in the areas of decentralised cooperation with non-state actors, regional disaster preparedness and within the framework of the Caribbean action plan for drug control.

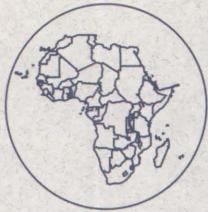
Looking already beyond the year 2000 and in preparation of the post-Lomé negotiations the Commission has launched studies to examine the opportunities for closer economic co-operation and the possibilities for a free trade agreement between the Caribbean and the EU against the background of accelerated hemispheric integration in the Americas and global liberalisation.

**FED
EDF 7**

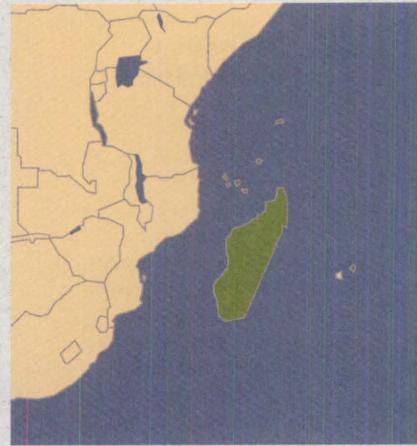
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

environnement
environment
secteurs sociaux
social sectors
autres
others





Océan Indien

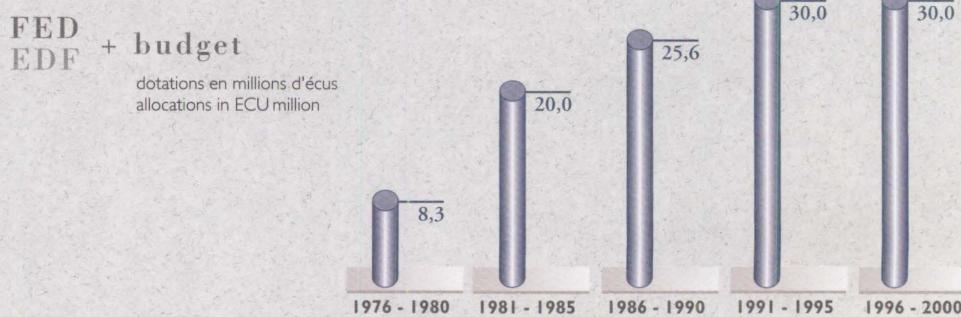


A partir de Lomé III, les programmes de coopération régionale ont été signés entre l'Union européenne et la Commission de l'Océan Indien (COI), organisation créée en 1982 et élargie aux quatre Etats ACP de la sous-région de l'Océan Indien en 1986, avec l'Île de La Réunion (France).

Au titre de Lomé I et II (environ 30 millions d'Ecus), l'aide communautaire a été principalement affectée aux secteurs des transports (aérien et maritimes), de la pêche et du commerce. Elle l'a été, s'agissant de Lomé III, (29 millions d'écus) dans les domaines de la gestion des ressources maritimes et naturelles, de la météorologie, du commerce extérieur et du tourisme.

Les domaines de concentration du Programme indicatif régional de Lomé IV (30 millions d'Ecus) sont l'environnement et le commerce extérieur. Un projet dans le secteur de l'environnement de 11 millions d'Ecus est en cours d'exécution, et dans le domaine du commerce extérieur, une intervention pour la promotion des échanges bénéficiant d'une contribution de 9,3 millions d'Ecus a commencé à être mis en œuvre au courant du deuxième semestre 1996. En dehors de ces deux domaines de concentration, quatre autres projets ont été approuvés dans les domaines des télécommunications (3,3 millions d'Ecus), de la coopération technique (1,8 million d'Ecus), et de la recherche agricole appliquée (1,9 million d'Ecus), et la coopération inter-universitaires (1,9 millions d'Ecus).

Le Programme indicatif régional du 8ème FED (30 millions d'Ecus) a été signé en avril 1997. Les principaux secteurs sont la gestion et la protection des ressources naturelles et halieutiques (50%) et le développement des échanges (15%).



COMORES

MADAGASCAR

MAURITIUS

SEYCHELLES

Indian Ocean

Océan Indien
Indian Ocean

Since Lomé III, regional co-operation programmes have been signed between the European Union and the Indian Ocean Commission (IOC), an organisation created in 1982 and enlarged in 1986 to the four ACP States in the Indian Ocean subregion and including France (Réunion).

Under Lomé I and II (ECU 30 million), Community aid was mainly allocated to the transport sectors (air and sea), fishing and trade. Lomé III funds (ECU 29 million) were earmarked for maritime and natural resources management, meteorology, external trade and tourism.

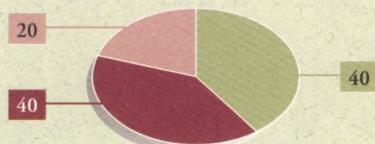
The Lomé IV Regional Indicative Programme (ECU 30 million) concentrates on the environment and external trade. An ECU 11 million project is under way in the environment sector and external trade will receive a boost with an ECU 9.3 million project for the promotion of trade exchanges which started up in the first half of 1996. In non-focal sectors, four other projects have also been approved in the fields of telecommunications (ECU 3.3 million), technical co-operation (ECU 1.8 million) and applied agricultural research (ECU 1.9 million), and inter-university cooperation (ECU 1.9 million).

The 8th Regional Indicative Programme (ECU 30 million) was signed in April 1987. The focal sectors are the management and protection of natural and maritime resources (50%) and the development of exchanges (15%).

FED
EDF 7

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

environnement environment	40
développement minier et industriel/PME mine and industry development/SME's	20
autres others	40





Pacifique

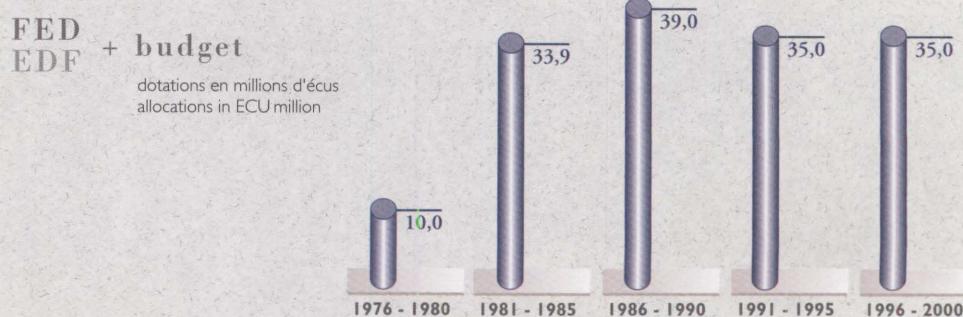


Le Programme indicatif régional (PIR) précédent a permis de limiter les problèmes liés aux longues distances qui séparent les huit pays ACP grâce à des projets dans les domaines du transport et des télécommunications, et a contribué au développement des secteurs porteurs de la région: l'agriculture, les ressources halieutiques et le tourisme.

Environ 120 millions d'Ecus ont été alloués à cette forme de coopération depuis 1976. Sous le Protocole financier de Lomé IV (7ème FED), le PIR (35 millions d'Ecus) poursuit cette stratégie en l'adaptant aux nouveaux besoins: protection de l'environnement et développement des ressources humaines. Des projets d'appui sont mis en œuvre en faveur de la pêche, du tourisme, de l'agriculture, du transport aérien régional et du développement des ressources humaines.

Le PIR sous le Second protocole financier de Lomé IV (8ème FED), qui s'élève également à 35 millions d'Ecus, a été signé en septembre 1997. Il concourt à la progression du développement des ressources humaines (de 10% à 45%), et met plus l'accent sur l'environnement dans son second domaine d'intervention, à savoir la gestion durable des ressources naturelles.

Depuis 1994, les fonds du Budget général de la Communauté européenne ont été mobilisés pour soutenir cinq projets axés sur l'utilisation durable et la conservation des forêts tropicales dans la sous-région mélanésienne. Le programme de lutte contre le SIDA, mis en œuvre par le Secrétariat de la Communauté du Pacifique et soutenu à hauteur de 400.000 Ecus, bénéficie également de ce financement.



FIJI
KIRIBATI
PAPUA - NEW GUINEA
SAMOA
SOLOMON ISLANDS
TONGA
TUVALU
VANUATU

Pacific

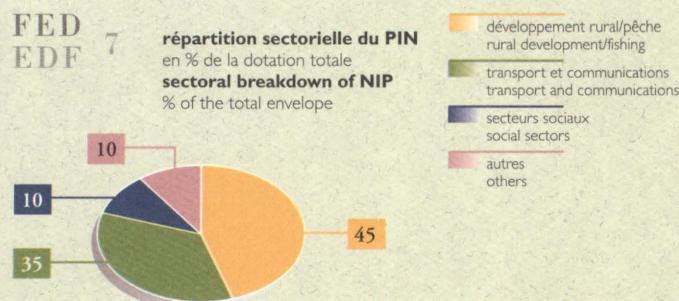
*Pacifique
Pacific*

Previous Regional Indicative Programmes (RIP) have concentrated on alleviating problems resulting from the huge distance between the eight ACP countries by implementing projects in the fields of transport and telecommunications, and have contributed to enhancing regional assets: agriculture, marine resources and tourism.

About ECU 120 million has been allocated to this kind of cooperation since 1976. Under the first Lomé IV Financial Protocol (7th EDF), the RIP (ECU 35 million) carried this strategy forward, while adapting it to new needs: environmental protection and human resources development. Projects have been implemented in support of fisheries, tourism, agriculture, regional air transport and human resources development.

The RIP under the Second Financial Protocol of Lomé IV (8th EDF), also amounting to ECU 35 million, was signed in September 1997. It provides for a significant increase in human resources development (from 10% to 45%), and puts more emphasis on environment within its second area of concentration, i.e. the sustainable management of natural resources.

Since 1994, resources from the General Budget of the European Community have been mobilised to support five projects aimed at the sustainable use and conservation of rain forests in the Melanesian sub-region. The AIDS programme, implemented by the Secretariat of the Pacific Community and supported with some ECU 400,000, is also funded from budgetary resources.



Glossaire

ACP	Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique signataires de la Convention de Lomé
BEI	Banque Européenne d'Investissement
Ecus	Unité de compte européenne, valant en moyenne 1.11 dollar US (décembre 1997)
FAS	Facilité d'Ajustement Structurel
FED	Fonds européen de Développement
ONG	Organisation non-gouvernementale
PGI	Programme général d'importation
PIN	Programme Indicatif National
PIR	Programme Indicatif Régional
PSI	Programme sectoriel d'importation
PTOM	Pays et Territoires d'Outre-Mer associés à l'Union européenne
Stabex	Système de stabilisation des recettes d'exportation de produits de base agricoles
Sysmin	Facilité de financement spéciale pour le secteur minier
UE	Union européenne instituée par le Traité de Maastricht signé par les Douze Etats membres de la Communauté européenne, et entrée en vigueur en novembre 1993. L'UE compte 15 Etats membres à ce jour.

Glossary

ACP	African, Caribbean and Pacific States who signed the Lomé Convention
ECU	European currency unit, worth on average 1.11 US dollar (December 1997)
EDF	European Development Fund
EIB	European Investment Bank
EU	European Union established by the Maastricht Treaty which was signed by the Twelve Member States of the European Community; came into force in November 1993. There are now 15 Member states.
GIP	General Import Programme
NGO	Non-governmental organisation
NIP	National Indicative Programme
OCT	Overseas Countries and Territories which are associated with the European Union
RIP	Regional Indicative Programme
SAF	Structural Adjustment Facility
SIP	Sectoral Import Programme
Stabex	Stabilisation of export earnings from agricultural commodities system
Sysmin	Special financing facility for the mining sector

Commission Européenne

Direction générale du Développement

Tiré à part du Courrier ACP-UE

Manuscrit achevé en septembre 1998

CONCEPTION, GRAPHISME, IMPRESSION ET FAÇONNAGE
Imprimerie Lannoo, Tielt-Belgique

Reproduction autorisée sous réserve
d'indication de la source.

Les indicateurs socio-économiques ont été
fournis par Eurostat.

Les cartes reproduites n'impliquent la
reconnaissance d'aucune frontière
particulière, ni ne préjugent le statut
d'aucun État ni territoire.

European Commission

Directorate-General for Development

Special issue of The Courier ACP-EU

Manuscript completed in September 1998

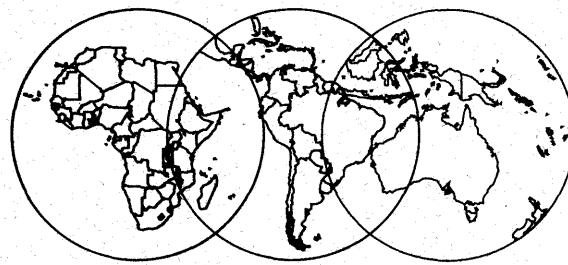
CONCEPT, GRAPHIC DESIGN, PRINTING AND BINDING
Lannoo Printers, Tielt-Belgium

Reproduction authorized, subject to
indication of source.

Socio-economics indicators from
Eurostat.

The maps reproduced here do not imply
recognition of any particular border,
nor do they prejudice the statut of any
state or territory.

CF-AA-98-007-2A-C



EDITEUR/PUBLISHER

Philip Lowe

CCE/CSC

rue de la Loi, 200
B-1019 Bruxelles

Imprimé en Belgique

Printed in Belgium

ISBN 92-828-4193-6



9 789282 841938